

## Peurs et rigueurs allemandes

Décidément, depuis qu'ils ont fait courir à l'Europe le plus grand danger de son histoire, les Allemands ont bien changé. Ils ont désormais horreur du risque, et les voici saisis d'une sorte de spleen que l'on croyait, comme le mot, plutôt britannique. Même si les Verts n'ont pas fait un triomphe aux élections de Basse-Saxe, la peur des centrales à atomes fugeurs tourmente nos voisins. Il est assez surprenant que dans cette grande puissance industrielle moderne l'opinion soit presque unanime dans son désir de « sortir du nucléaire » après un accident qui, si grave soit-il, n'a pas été une véritable catastrophe et ne devrait pas amener à jeter le bébé avec l'eau du bain.

Dans le domaine de la politique « politicienne » - et donc, en matière électorale, à l'approche du renouvellement du Bundestag en janvier 1987 - le gouvernement de Bonn est visiblement intimidé par des « verts » d'une espèce plus traditionnelle : les électeurs paysans. Réduits, comme dans toutes les sociétés industrielles avancées, à une proportion très faible de la population active (moins de 5 %), ils proclament à cor et à cri que Tchernobyl a amené les consommateurs apeurés à bousiller leur production et que les prix agricoles européens en baisse les condamnent à la banqueroute. Le gouvernement a cédé devant leur grogne - au demeurant fondée en ce qui concerne la mévente due à la panique des ménagères - et leur a octroyé 1 milliard de marks. Il est fort probable que sans ces largesses le chrétien-démocrate Ernst Albrecht aurait mordu la poussière à Hanovre, dimanche dernier.

Hélas ! la peur est parfois mauvaise conseillère. Mécontent d'avoir vu son chancelier céder devant les fourches, le ministre des finances en fait l'amère expérience. M. Gerhard Stoltenberg, fidèle à sa réputation de « père la rigueur » d'outre-Rhin, a intimé l'ordre à chaque ministère de réduire ses dépenses de 2 %. La plupart des subventions de l'Etat seront diminuées de 8 %. Mauvaises nouvelles pour les Allemands, qui actuellement oublieraient volontiers leurs promesses dans la lutte contre l'inflation - réduite à néant en 1986 - et sont surtout sensibles à l'ampleur du chômage. Ce dernier frappe en effet deux millions cinq cent mille travailleurs, soit plus de 8 % de la population active. Et, en dépit de toutes les promesses du chancelier, ces chiffres sont depuis deux ans désespérément stables.

Gens sérieux, les Allemands apprécient un ministre des finances qui - les sondages le montrent - est populaire parce qu'il tient serrés les cordons de la bourse. Mais cette gestion de bon père de famille protestant peut aussi avoir, à long terme, ses inconvénients pour la coopération européenne, et d'abord pour cette idylle franco-allemande que M. Mitterrand et Kohl viennent, une fois de plus, de célébrer à Rambouillet. Le climat est bon et les résultats minces : entre leurs peurs et leurs rigueurs, les Allemands imposent à leur budget des coups qui éprouvent leurs voisins, et surtout leur principal partenaire.

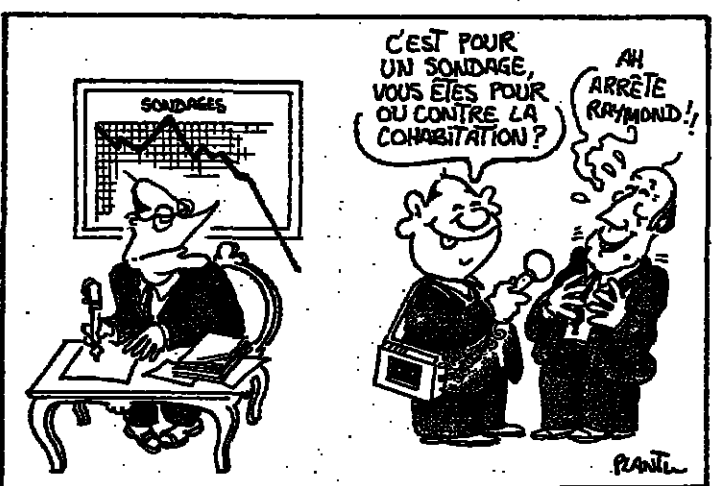
(Lire nos informations page 28.)

## DEUX SONDAGES SUR LE GOUVERNEMENT

### La cohabitation profite plus à M. Mitterrand qu'à M. Chirac

M. Jacques Chirac a réuni, le jeudi 19 juin à l'hôtel Matignon, les ministres dirigeant les formations de l'UDF - MM. François Léotard (PR), Pierre Méhaignerie (CDS) et André Rossinot (Parti radical) - pour discuter avec eux, comme il l'avait fait le 12 juin avec les principaux ministres RPR, des problèmes que rencontre le gouvernement dans la présentation et l'explication de sa politique. Les derniers sondages justifient amplement cette préoccupation.

(Lire page 6 l'article de PATRICK JARREAU.)



## LA MANNE PÉTROLIÈRE ET LA RELANCE ÉCONOMIQUE

### Vivement 1987 !

Par ALAIN VERNHOLES

Cette année aurait pu être l'année du redémarrage de la croissance économique, celle d'un fort courant d'activité et d'investissement. Elle ne sera pas cela. Malgré la manne pétrolière (75 milliards de francs d'économies probables en 1986, soit 1,7 % de la production nationale), malgré la réduction des prélèvements de l'Etat (6 milliards de francs) et le remboursement de l'emprunt obligatoire (18 milliards de francs).

An premier trimestre de cette année, l'activité n'a pas été bonne. Elle s'est nettement améliorée au deuxième trimestre, mais ce redressement ne devrait pas durer. Pour deux raisons essentielles : la consommation des ménages, qui a progressé depuis le début de 1985 au rythme de 4 % l'an, et a littéralement explosé - à cause du Mondial - en cette fin de printemps, va se ralentir ; les investissements ne vont pas s'accroître, les chefs d'entreprise n'étant pas disposés à dépenser en biens d'équipement les économies réalisées sur le

## ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La nouvelle loi sur la presse autorise les concentrations

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du mercredi 18 au jeudi 19 juin, par 324 voix (RPR, UDF et Front national) contre 251 (PS et PC), la proposition de loi sénatoriale modifiant le régime juridique de la presse écrite. Ce texte abroge la loi de 1984 et l'ordonnance de 1944 ; il régularise ainsi la situation du groupe Hersant et autorise les concentrations. Il les limite toutefois à 30 % de la diffusion des quotidiens. Les députés ayant modifié le texte déjà voté par les sénateurs, le Sénat aura à nouveau à se prononcer.

Gauche contre droite : l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale, le mercredi 18 juin, de la proposition de loi sénatoriale sur le régime juridique de la presse, a respecté la coupure politique. Rien d'étonnant, tant deux conceptions différentes de l'entreprise de presse, et donc du rôle des journaux, se sont opposées tout au long de la discussion.

Les débats du dernier jour ont confirmé cette tendance, déjà apparue il y a dix mois, lors de la discussion de la loi Fillioud.

Sur la nécessité ou non d'une commission de type « haute autorité », chargée de contrôler l'évo-

lution économique d'un secteur qui réunit des entreprises, comme les autres pour la droite, spécifiques, pour la gauche, sur le rôle des journalistes qui doit se traduire, ou non, par la reconnaissance de la notion d'« équipe rédactionnelle », qui exigeait la transparence et limitait la concentration, sur le caractère exorbitant, ou non, de la législation de 1944, sur tous les points, les positions des deux camps sont inconciliables.

Th. B.

(Lire la suite page 7 ainsi que l'article d'YVES AGNÈS « L'argent ».)

## Le congrès du Parti destourien en Tunisie

M. Mzali entre l'héritage et la disgrâce... PAGE 3

## Veille de scrutin en Espagne

Le bilan paradoxal d'une législature socialiste... PAGE 4

## Un test national en Italie

Les témoins politiques mobilisés par les élections régionales en Sicile. PAGE 5

## Les patrons et l'emploi

Les députés chefs d'entreprise veulent montrer l'exemple. PAGES 6 et 27

## Le Monde

### DES LIVRES

- Essais : les « Sillages » de François George.
- Lettres étrangères : l'édition des « Cantos » d'Ezra Pound.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « le Rêve de Saxe » de Michel Chailou.

Pages 15 à 21

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 8) • Société (9 et 11) • Sports (12) • Culture (22 et 23) • Économie (27 à 31)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (25) • Loterie nationale, Loto (26) • Carnet (26) • Annonces classées (14)

## LES TRÉSORS DES FOUILLES DU LOUVRE

### Le four de Bernard Palissy

Depuis deux ans, profitant des travaux entrepris pour construire la pyramide de Pei, les archéologues fouillent sans relâche les entrailles du Louvre.

Deux équipes s'affrontent. L'une exhume les soubassements de la vieille forteresse de Philippe-Auguste, dans la cour Carrée. L'autre traque avec minutie cinq siècles de vie quoti-

Cinq mille deux cent cinquante-cinq restes de poulets, trois cent pieds de mouton, des milliers de tessons de poteries, une douzaine de dés pipés, un paon, six cent treize coquilles d'escargots de Bourgogne, de la vaisselle chinoise, un sac de gros sous, quelques pans de murailles, le fragment d'un casque royal, deux cents écus, un squelette de marsouin, un four à céramique, plusieurs tortues vertes, une fabrique de fourneaux de pipes... On peut, avec les mauvaises langues, continuer d'égrener l'inventaire. Celui que les archéologues, qui fouillent les entrailles du Louvre, sont en train de dresser.

Les chantiers se terminent. La brosse et le tamis vont céder la place aux pelleuses. C'est l'heure des bilans. Mais, bien sûr, les résultats acquis au cours de deux ans de travaux exécutés contre la montre, n'ont rien à voir avec cette dérisoire énumération.

D'abord, il y a eu deux chantiers bien distincts, aux méthodes

diennes parisiennes dans la cour Napoléon et à la limite de l'ancien palais des Tuileries. C'est là que les archéologues ont fait une découverte de taille : un ancien four utilisé avec certitude par Bernard Palissy. A l'intérieur, des centaines de pièces de poterie et, surtout, une énorme série de moules à partir desquels l'artiste façonnait ses œuvres.

et aux ambitions divergentes, pour ne pas dire contradictoires. Une polémique envenima les rapports des deux équipes. Des propos aigres furent échangés de part et d'autre. Le chantier de la cour Carrée aurait été confié à un archéologue « réactionnaire », aux méthodes « passistes ». Michel Fleury : La cour Napoléon abandonnée à de dangereux « gauchistes » : Yves de Kisch et Pierre-Jean Trombetta.

Le premier ne s'intéressait qu'aux vestiges royaux, les seconds comptabilisant les fonds de latrines. L'un utilisant des moyens mécaniques adaptés - tapis roulant, détecteurs de métaux - pour fouiller à la grosse. Les autres perdant leur temps et l'argent des contribuables à collecter des objets parfaitement connus. Mais les vraies raisons de la querelle tiennent sans doute à des problèmes de personnes : Yves de Kisch avait succédé à Michel Fleury - évincé - par le fait du prince - à la

direction des Antiquités de l'Île-de-France.

Aujourd'hui, les blessures occasionnées par cet échange de coups plus ou moins bien ajustés ne sont pas toutes cicatrisées. Mais les passions se sont apaisées. C'est avec un peu plus de sérénité que l'on peut parler des chantiers du Louvre.

Le projet de Michel Fleury était très précis. On connaît depuis toujours l'emplacement de la forteresse construite par Philippe Auguste et progressivement rasée au cours des siècles et six-septième siècles pour faire place aux bâtiments que nous voyons aujourd'hui. Sous le Second Empire, un sondage superficiel avait même permis de matérialiser, par une ligne de pavés, les contours de la muraille médiévale. Dès 1977, Michel Fleury avait proposé de reprendre les fouilles, de dégager les soubassements de l'ancien château pour créer sous la cour Carrée une crypte archéologique.

EMMANUEL DE ROUX.  
(Lire la suite page 23.)

## JEAN DANIEL

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Koweït

#### Les incendies d'installations pétrolières sont imputés à un « sabotage »

Les explosions, qui ont déclenché de gigantesques incendies dans un des principaux complexes pétroliers du Koweït, à Mina al-Ahmadi, à 30 kilomètres au sud de la capitale, sont dues « à un acte de sabotage », a reconnu, mercredi 18 juin, le prince héritier et premier ministre koweïtien, cheikh Saad al-Abdullah al-Sabah, pour qui l'objectif visé était peut-être « de faire pression sur le Koweït pour l'empêcher de poursuivre sa politique pétrolière ».

Il a assuré que « ces actes criminels n'affecteraient pas la politique » de son pays qui, avec une moyenne d'un million et demi de barils-jour, est un des principaux producteurs de pétrole de la région.

Le premier ministre n'a pas indiqué quel pays, ou quel groupe, pourrait avoir intérêt à inciter son pays à modifier sa politique pétrolière. A plusieurs reprises, l'Irak s'en est pris dans le passé à l'Arabie saoudite et au Koweït, leur reprochant de faire chuter les cours en produisant trop de pétrole. Par ailleurs, le Koweït et l'Arabie saoudite soutiennent l'Irak dans le conflit du Golfe, alors que la baisse du brut affecte durement les capacités de l'Irak à financer son effort de guerre.

Les explosions se sont produites au même moment, mardi 17 juin en fin d'après-midi (le Monde du 19 juin). Elles ont déclenché trois incendies géants dans la raffinerie de Mina al-Ahmadi (située sur le Golfe) et à proximité. Seul un réservoir sri-lankais a été blessé. Selon les autorités, l'attentat n'affectera ni la production ni les exportations.

Le Koweït a déjà été le théâtre de nombreux attentats. Il avait implicitement accusé un mouvement d'opposition irakien et pro-iranien, al-Dawa, d'être impliqué dans une série d'attaques à la bombe commises en décembre 1983 contre l'aéroport de la capitale et les ambassades de France et des Etats-Unis. Dix-sept personnes ont alors été emprisonnées et leur libération avait été exigée par les ravisseurs de citoyens américains au Liban. D'autre part, l'émir du Koweït, cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah, avait échappé de justesse à un attentat à la voiture piégée en mai 1985. Enfin, la semaine dernière, la Cour suprême du pays a condamné quatre Libanais - dont trois par contumace - à de lourdes peines de prison pour tentative d'at-

tentat contre une centrale électrique et une usine de dessalement d'eau.

A Bagdad, on impute à l'Irak les incendies de mardi. Proche comme s'il s'agissait d'une riposte, l'état-major irakien a annoncé que son aviation avait bombardé, mercredi, sept installations gazières, dans le sud-ouest de l'Irak.

De son côté, l'Irak a indiqué que ses troupes avaient lancé, dans la nuit de mardi à mercredi, une « opération limitée » contre l'Irak, dans la zone des îles Majnoun, tuant cent cinquante soldats ennemis. - (AFP, Reuter.)

### M. Reagan autorise la vente de cinq AWACS à l'Arabie saoudite

Washington (AFP, AP, UPI). - Le président Reagan a annoncé, mercredi 18 juin, dans une lettre au Congrès, que l'Arabie saoudite remplissait les conditions requises pour la vente de cinq avions-radar AWACS et que leur livraison avait lieu comme prévu. Cette lettre avait été exigée par le Congrès pour approuver la fourniture de ces cinq appareils, d'un montant de 3,5 milliards de dollars, dans le cadre d'une vente d'armes de 8,5 milliards de dollars à Riyad.

Si les adversaires de cette vente veulent maintenant y faire opposition, ils doivent faire voter par le Congrès une résolution refusant la certification présidentielle.

Le premier avion E-3 AWACS, fabriqué par Boeing, sera livré le

30 juin. La fourniture des quatre autres s'échelonnait jusqu'au 31 mars 1987.

Dans sa lettre, M. Reagan affirme que la livraison des AWACS « contribuera directement à la stabilité et à la sécurité de la région ». Washington a fait accepter son droit à contrôler sur place les appareils. Enfin, les avions-radar à usage exclusivement défensif opéreront uniquement au-dessus du territoire saoudien, sans accord préalable des deux gouvernements.

M. Reagan a fait valoir que l'Arabie saoudite avait « publiquement condamné le terrorisme et les actions terroristes » et « pris des mesures concrètes pour s'opposer au terrorisme quelle que soit son origine ».

## AMÉRIQUES

### A Lima

#### Mesures exceptionnelles de sécurité pour le XXVII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale socialiste

Lima (AFP). - Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises à Lima depuis le début de la semaine à l'occasion du vingt-septième congrès de l'Internationale socialiste qui doit avoir lieu dans la capitale péruvienne du 20 au 23 juin. Le centre de Lima est quadrillé par quatre mille policiers en tenue ou en civil, et l'hôtel où doivent se retrouver les délégués représentant soixante-dix-sept partis, membres de l'Internationale socialiste ou observateurs, a été transformé, selon les organisateurs, en un « véritable bunker ».

On redoute en effet que les mouvements terroristes, Sentier lumineux ou Mouvement révolutionnaire Tupac Katari, ne tentent des actions spectaculaires. Pour le président social-démocrate, M. Alan Garcia, il s'agit non seulement d'assurer la sécurité des quelque quatre cents personnalités attendues, mais aussi d'éviter toute exploitation de cet événement par les organisations révolutionnaires armées qui ont multiplié ces dernières semaines les attentats malgré l'état d'urgence et le couvre-feu instaurés dans la capitale depuis février.

C'est la première fois qu'un congrès de l'Internationale socialiste a lieu dans un pays d'Amérique latine et du tiers-monde. Les prises de position du jeune président péruvien qui fait face aux exigences du Fonds monétaire international expliquent, selon les organisateurs, le choix de Lima. Trois chefs de gouvernement, M. Bettino Craxi (Italie), M. Kalevi Sorsa (Finlande) et M. Gro Harlem Brundtland (Norvège), sont attendus. En revanche, l'Israélien Shimon Pérès et le Suédois Ingvar Carlsson ont renoncé à faire le voyage « pour des raisons

d'Etat », mais en fait, par souci de sécurité.

Les questions de la dette extérieure des pays du tiers-monde, et particulièrement d'Amérique latine, la recherche de la paix en Amérique centrale, les droits de l'homme et la solidarité entre nations industrialisées et pays en voie de développement ont été les principaux thèmes étudiés par les commissions de travail préparant le congrès.

Le 13<sup>e</sup> congrès de l'Internationale socialiste des femmes (ISF), qui a pris fin mardi 17 juin à Lima, a lancé un appel à la communauté internationale pour isoler le régime de Pretoria et cesser les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

### Liban

#### LE PATRIARCHE MARONITE A RENCONTRÉ A BEYROUTH-QUEST LE CHEF SPIRITUEL DES SUNNITES

Le patriarche maronite du Liban, Mgr Nasrallah Sfeir, a rencontré, mercredi 18 juin, à Beyrouth-Ouest, le chef spirituel des sunnites libanais, le mufti Hassan Khalaf. Le patriarche, accompagné de plusieurs évêques maronites, a traversé sans escorte policière la « ligne verte », qui sépare les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth pour venir rendre visite à cheikh Khalaf. « Nous sommes venus ici pour coopérer en vue de trouver la meilleure solution pour le Liban », a-t-il indiqué à l'issue d'une heure de conversation avec le mufti.

Pour des raisons de sécurité, cette rencontre n'avait pas été annoncée. Elle aurait dû avoir lieu le 22 mai dernier, mais l'entrevue avait alors été reportée du fait d'une intensification soudaine des combats le long de la « ligne ». Cette reprise des affrontements semblait bien une tentative délibérée des milices d'empêcher la rencontre entre le patriarche et le mufti. - (Reuter.)

## A TRAVERS LE MONDE

### PHILIPPINES

#### Avertissement de M. Shultz à l'ex-président Marcos

Washington. - Le secrétaire d'Etat américain a mis en garde l'ancien président philippin contre toute tentative d'utiliser son refuge à Hawaii pour contourner le gouvernement de M. Corason Aquino. A-t-on appris mercredi 18 juin, l'ancien président philippin aurait déjà reçu, « au moins à deux reprises », un avertissement du département d'Etat soulignant que « son activité politique partisane était en contradiction avec son statut d'invité » aux Etats-Unis, a indiqué un responsable américain. M. Shultz entame vendredi une tournée en Asie, au cours de laquelle il séjournera aux Philippines (le Monde du 19 juin). - (AFP.)

### SRI-LANKA

#### Mise au point d'un « plan de paix »

Colombo. - Le cabinet sri-lankais a approuvé mercredi 18 juin un plan de réorganisation administrative accordant une plus grande autonomie aux neuf provinces du pays, a-t-on appris officiellement à Colombo.

Aux termes de ce texte - déjà qualifié par certains de « plan de paix », - des conseils provinciaux dirigés par un premier ministre seraient mis en place dans chacune des neuf provinces du pays. Ce plan constitue une tentative de régler la crise tamoule en donnant aux membres de cette communauté une plus grande autonomie dans les régions où ils sont majoritaires (nord et nord-est). Il doit être soumis aux principaux partis politiques sri-lankais au cours d'une conférence prévue le 25 juin. - (AFP.)

### AFGHANISTAN

#### Rafles de conscrits

Islamabad. - Les jeunes sont enrôlés de force en très grand nombre dans l'armée, selon des sources occidentales à Islamabad. Plusieurs opérations de ce genre auraient eu lieu au cours des derniers jours à Kaboul et dans la ville voisine de Paghman.

Dimanche dernier, Radio-Kaboul avait annoncé de nouvelles lois sur la conscription, faisant notamment dépendre l'accès aux études supérieures de l'accomplissement du service militaire. L'armée fait aussi appel aux tribus dont elle vient d'enrôler dix-huit mille hommes, a indiqué mardi 17 juin le premier ministre, M. Ali Kuchumand. - (Reuter.)

### YUGOSLAVIE

#### Fin des procès contre les « marxistes-léninistes du Kosovo »

Belgrade. - Des peines d'un an à onze ans de prison ont été prononcées mardi 17 juin à Pristina, chef-lieu de la province yougoslave du Kosovo, contre dix-sept militants nationalistes albanais appartenant à l'organisation clandestine des « marxistes-léninistes du Kosovo », annonce l'agence Tanjug. Six autres accusés ont été acquittés.

Jugés depuis le 9 juin, ces Albanais ont été déclarés coupables d'agissements visant à faire proclamer « de gré ou de force » une « République du Kosovo » à laquelle auraient été rattachées certaines parties du Monténégro et de la Macédoine.

C'est le dernier d'une série de procès intentés contre une centaine d'Albanais membres de l'organisation des « marxistes-léninistes du Kosovo », la plus importante organisation de ce type jamais découverte en Yougoslavie et démantelée vers la fin de l'année passée. - (AFP.)

## DIPLOMATIE

### Plusieurs ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance

Plusieurs ambassadeurs ont récemment présenté leurs lettres de créance à M. Mitterrand. Il s'agit des représentants du Bangladesh, de Bolivie, d'Espagne, d'Haïti, de Mauritanie, du Niger et du Venezuela.

#### Bangladesh : M. Majeed Khan

[Né en 1929 à Faridpur, M. Majeed Khan a fait ses études en Inde, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, où il a obtenu différents diplômes. A son retour au Pakistan, il est entré à la faculté rurale et d'anthropologie. Il a enseigné en Europe, puis est entré aux Nations unies en 1968, avant de repasser son pays comme ministre de l'Éducation en 1982, puis de la planification, de mai 1984 à août 1985, et après avoir siégé au conseil exécutif de l'Unesco. Il a participé, à différents titres, à de nombreuses conférences internationales.]

#### Bolivie :

#### M. Gaston Araoz Levy

[M. Gaston Araoz, né le 27 juillet 1921 à La Paz, où il a fait ses études, est docteur en droit et avocat. Professeur et ancien recteur de l'université de San Andres de La Paz, il a été plusieurs fois ministre, en particulier des relations extérieures et du culte en 1980, puis en 1985. Il a également représenté la Bolivie auprès des Nations unies, de 1983 à 1985, et a été à plusieurs reprises ambassadeur itinérant.]

#### Espagne :

#### M. Juan Duran-Loriga

[Né le 3 février 1926 à Madrid, licencié en droit, ancien élève de l'école diplomatique espagnole, M. Duran-Loriga a été en poste à Bruxelles et à Washington, puis, comme consul, à Jérusalem, et, comme ambassadeur, à Malabo, Amman, Bogota et Oslo. A l'administration centrale des affaires étrangères espagnoles, il a été sous-directeur général d'Afrique, puis directeur général d'Amérique du Nord, d'Extrême-Orient, et enfin d'Europe.]

#### Haïti :

#### M. Jean-Claude André

[Né le 11 février 1935, licencié en droit, diplômé de l'université d'Etat de Port-au-Prince, le docteur en droit a commencé sa carrière à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement. Entré au ministère des affaires étrangères en 1969, il a été en poste à Bonn et à Rome, puis, comme ambassadeur, à Panama (1971-1973), au Brésil (1974-1976), en Espagne (1976-1979), au Vatican et auprès de l'Ordre de Malte (1979-1985), en Egypte (non-résident) et en RFA (1985-1986).]

#### Mauritanie :

#### M. Hamoud Ould Ely

[Né en 1947 à Timbreda, M. Ould Ely a fait des études supérieures d'économie et des sciences commerciales à Alger, Genève et Bruxelles, avant d'être nommé, en 1974, directeur du commerce extérieur et intérieur de son pays, tout en enseignant à l'école nationale d'administration de Nouakchott, et en représentant l'Etat mauritanien dans un certain nombre de sociétés ou établissements publics, ainsi que dans plusieurs sessions de la CICAED, du GATT et de l'OUA. M. Ould Ely a

poursuivi, parallèlement, une carrière politique qui l'a notamment mené à la vice-présidence du conseil régional du Haut Echaghu. En 1981, il a été nommé ambassadeur auprès de la Côte d'Ivoire, du Liberia et du Ghana. Pour sa nouvelle affectation, il est également accrédité à Londres, Rome, Berne, Lisbonne et auprès de l'Organisation des Etats arabes.]

#### Niger :

#### M. Abdou Garba

[Né le 1<sup>er</sup> octobre 1948 à Gounda, près de Niamey, M. Abdou Garba, qui est sorti major de l'école nationale d'administration du Niger, a fait des études de droit administratif et de relations internationales à Abidjan, Genève et Paris. Après avoir occupé différentes fonctions au ministère des affaires étrangères, à Niamey (1968-1971), il a été premier conseiller à Alger (1972-1973) puis en poste à la mission permanente de son pays à New-York (1977-1982), et à Paris (1982). Depuis novembre 1983, M. Abdou Garba était ambassadeur à Alger.]

#### Venezuela :

#### M. Ramon Escovar Salom

[M. Ramon Escovar Salom est né à barquisimeto en 1926. Avocat, docteur en sciences politiques de l'université centrale de Caracas, professeur de droit constitutionnel à cette même université, membre de l'Académie des sciences politiques et sociales du Venezuela, il a été ministre de la justice de 1964 à 1966, secrétaire général de la présidence de 1974 à 1975, et ministre des relations extérieures de janvier 1975 à juillet 1977. Il a représenté son pays comme ambassadeur dans plusieurs conférences internationales.]

#### Au Quai d'Orsay

#### M. JEAN NOVILLE EST NOMMÉ DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES

Au conseil des ministres du mercredi 18 juin, M. Jean Noville, ambassadeur de France à Varsovie, a été nommé directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, en remplacement de M. Pierre Morel. Ce dernier devrait prochainement être chargé de diriger la délégation française à la conférence de l'ONU sur le désarmement, à Genève.

[Né le 12 juillet 1927, licencié ès-lettres, ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé d'histoire, diplômé de l'école pratique des hautes études, ancien élève de l'ENA, M. Noville est entré à l'administration centrale du Quai d'Orsay en 1954. Il a été en poste à Moscou de 1953 à 1958, puis, après un stage à l'université Harvard et un retour à l'administration centrale (1959-1962), il a été nommé à Bucarest en 1963. Directeur des stages à l'ENA, de 1965 à 1970, M. Noville a ensuite été affecté à Tokyo, puis à Alger en 1973, de nouveau à l'administration centrale (Asie-Océanie, comme directeur à partir de 1977) et à Varsovie, comme ambassadeur, en avril 1985.]



**Plus vite, moins cher!**

en permanence  
**1000 PEUGEOT en stock**

Commandez votre PEUGEOT chez  
**NEUBAUER**  
c'est la garantie du prix et du service!

**NEUBAUER**

4, rue de Charleval, 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34  
227, bd Anatole France, 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57.437  
ISSN : 0395 - 2037

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ad.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



## AFRIQUE

### LE DÉBAT SUR LES MESURES ÉCONOMIQUES CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

#### Vote surprise de la Chambre des représentants américains en faveur de sanctions

De notre correspondant

Washington. — Dans un spectaculaire geste de condamnation de l'instauration de l'état d'urgence par le régime de Pretoria, la Chambre des représentants a soudainement adopté, mercredi 18 juin, un projet de loi qui instaure un arrêt quasi total des relations économiques entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Ce texte n'a pratiquement aucune chance d'être accepté par le Sénat — qui est, lui, dominé par les républicains — et même dans l'hypothèse où il le serait, M. Reagan y opposerait alors certainement son veto.

L'importance de ce projet tient donc beaucoup moins à ses dispositions qu'à sa signification et à ses possibles conséquences politiques. Le vote de mercredi marque, en effet, une nouvelle et évidente radicalisation du Congrès tant à l'égard du système d'apartheid que de la politique d'engagement constructif à laquelle la Maison Blanche entend rester fidèle.

#### Consternation à la Maison Blanche

Plus ou moins acceptée, dans les faits au moins, durant les premières années de mandat de M. Reagan, cette ligne de conduite du gouvernement américain consiste à ne pas rompre avec le régime de Pretoria dans l'espoir de pouvoir jouer un rôle d'intermédiaire et de promouvoir un règlement global dans la région, passant par un retrait des troupes cubaines d'Angola. Poursuivi assidûment par la direction des affaires africaines du département d'Etat, cette politique n'a cependant pu éviter la dégradation de la situation à laquelle on assiste aujourd'hui ni susciter de réformes convaincantes.

Sous la pression d'un mouvement d'opinion qui, bien qu'encore limité

BERNARD GUETTA.

**EDGAR MORIN**

Edgar Morin

**La Méthode**

**3. La Connaissance de la Connaissance 1**

Qu'est-ce qu'un cerveau qui peut produire un esprit qui le connaît ? Qu'est-ce qu'un esprit qui peut concevoir un cerveau qui le produit ? Qu'est-ce qu'une connaissance qui ne saurait émerger, non seulement sans un cerveau et un esprit, mais aussi sans un langage et une culture ? Qu'est-ce qu'une connaissance qui, bien qu'étant construction et traduction, aspire à refléter la nature des choses ?

95 F

**S E U I L**

#### Les pays occidentaux en accusation

« Ah ! ça, pour être complice, il est compliqué ! », s'est exclamé l'évêque anglican Desmond Tutu, à propos du président Reagan, mercredi 18 juin, au cours d'une interview accordée à la chaîne de télévision américaine ABC. Complice de l'apartheid, le président américain l'est, selon le prix Nobel de la paix, pour s'opposer à des sanctions économiques contre Pretoria. S'agissant de M. Thatcher, l'évêque de Johannesburg est tout aussi catégorique : le premier ministre britannique, a-t-il estimé, en faisant en sorte que la Chambre des communes repousse la motion du groupe travailliste en faveur de sanctions, « a décidé de se placer du côté des racistes ».

La position des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne reste en effet inchangée. Mercredi, ces deux pays ont, une nouvelle fois, fait usage de leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour s'opposer à un projet de résolution des pays non alignés prévoyant différentes sanctions « pour lutter contre le système d'apartheid et instaurer la paix et la stabilité en Afrique australe ».

A Washington, comme à Londres, on continue à défendre la politique dite d'engagement constructif à l'égard de Pretoria avec, entre autres arguments, celui-ci : c'est la majorité noire sud-africaine qui pâtirait en premier lieu des sanctions économiques. Faut-il répondre le président Abdou Diouf : « Je ne vous dirai pas, a-t-il affirmé mercredi à Genève, que les Noirs acceptent de se servir la censure si c'est pour faire reculer l'apartheid ».

« La vraie raison », a souligné le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est

qu'on ne veut pas prendre de sanctions économiques parce qu'on a des intérêts. » Et M. Diouf d'ajouter : les Etats africains ne sont « pas tous irréprochables » dans ce domaine.

Ce langage, peu de représentants de pays africains qui s'expriment à la conférence des Nations unies sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, dont les travaux se poursuivent à Paris, au siège de l'UNESCO, le tiennent, préférant mettre en accusation les pays occidentaux. Depuis mercredi matin, cette conférence « romme » un peu, les quelques soixante orateurs encore inscrits dans le débat fustigeant, les uns après les autres, le « régime raciste de Pretoria ».

La France n'est pas épargnée dans ces critiques. Le président de l'ANC (Congrès national africain) a ainsi estimé que Paris, en l'appuyant, « ouvre » de MM. Malher et Jean-Bernard Raimond, respectivement secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme et ministre des affaires étrangères, n'est pas prêt à adopter de nouvelles sanctions, même « s'il y a de nouvelles sanctions ». Le gouvernement, a pourtant indiqué M. Raimond à l'Assemblée nationale, « s'est déclaré ouvert à la recherche de nouveaux moyens de pression, sachant que pour être vraiment efficaces ils doivent faire l'objet du consensus communautaire ».

De son côté, le président Mitterrand serait « très favorable » à un soutien occidental sur l'Afrique du Sud. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le révérend Jesse Jackson, ancien candidat à la présidence américaine, qui a été reçu mercredi par le chef de l'Etat.

#### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### Réapparition du groupe d'amitié France-Afrique du Sud

L'apartheid est une chose affreuse, c'est entendu. A droite comme à gauche, on s'est jamais privé de le condamner. Mais cela ne doit pas empêcher de se parler. Un groupe parlementaire d'amitié France-Afrique du Sud existait avant 1981. L'Assemblée précédente, présidée par M. Louis Mermaz, lui avait refusé son agrément en 1981, au profit d'un groupe d'études sur les problèmes de l'apartheid. L'actuel bureau de l'Assemblée a décidé d'accorder de nouveaux statuts à ce groupe, présidé par M. Albert Brocard (UDF, Deux-Sèvres).

« Nous, nous faisons du droit, pas de la politique », justifie M. Charles Millon (UDF, Ain), responsable des agréments au sein du bureau de l'Assemblée. Et d'expliquer que l'existence de ces groupes d'amitié est subordonnée à trois conditions : la présence d'un Parlement dans le pays concerné, sa reconnaissance par l'ONU et l'existence de relations diplomatiques avec la France. Pour M. Millon, « l'Afrique du Sud répond à ces conditions, c'est tout ».

C'est tout ? Un certain embarras est tout de même perceptible parmi les députés UDF. « M. Brocard a demandé de créer ce groupe, il est très difficile de le dissuader quand il veut faire quelque chose », explique M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. C'est vrai, il n'y avait pas beaucoup de demandeurs. Mais chez nous, chaque

parlementaire est libre d'agir à sa guise. D'ailleurs, cela ne nous empêchera pas de dire ce qu'on pense de l'apartheid, que nous avons toujours dénoncé. Mais à partir du moment où on a des liens avec tous les pays, y compris les pays totalitaires, pourquoi pas avec l'Afrique du Sud ? »

Encore plus embarrassé, M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), s'affirme favorable à « une déontologie plus serrée de ces groupes d'amitié, à la lumière des droits de l'homme. Mais il ne faut pas isoler l'Afrique du Sud. Il y a aussi des groupes avec des pays comme l'URSS et la Pologne ».

Et qu'en pense le principal intéressé ? M. Albert Brocard n'a pas de temps à perdre avec le Monde, qui n'est pas son journal de chevet. Vous êtes allés à la messe, vous ? Moi oui. Et j'ai pu constater que les médias font de la désinformation sur le pays. Est-ce que vous savez qu'Oliver Tambo, le président de l'ANC, est un colonel du KGB ? L'Afrique du Sud a fait des progrès considérables depuis quinze ans. Paris ne s'est pas fait en un jour. Aujourd'hui, les Noirs ont le droit de monter dans les mêmes bus que les Blancs, ils ont même le droit de se marier. Cela dit, M. Brocard tient tout de même à préciser qu'il est « opposé à l'apartheid ». On avait compris.

D. S.

#### Togo

#### La torture est une pratique « courante » affirme Amnesty International

Dans un rapport, publié lundi 16 juin, à Londres, Amnesty International dénonce les arrestations, les « périodes de procès » et les détentions sans jugement d'opposants politiques au Togo, et affirme que la torture y est une pratique « courante ». Selon l'organisation humanitaire, « tous les détenus risquent d'être victimes de mauvais traitements et de tortures », mais les prisonniers politiques sont, en règle générale, plus exposés que les prisonniers de droit commun, aux « passages à tabac ».

Les tortionnaires, selon Amnesty, sont des policiers, des militaires ou des membres du corps de la gendarmerie nationale plus souvent que des civils. L'organisation s'inscrit du sort de plusieurs détenus que les autorités de Lomé affirment avoir relâchés, mais dont aucune trace n'a pu être trouvée.

Pour sa part, le ministre togolais de la justice, M. Mawugbe Amani, a estimé, mardi 17 juin, que le rapport d'Amnesty International était « un tissu de contre-vérités ». — (AFP.)

#### Tunisie

#### L'OUVREMENT DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN

#### M. Mzali entre l'héritage et la disgrâce...

De nos envoyés spéciaux

Tunis. — Que réserve, pour M. Mohamed Mzali, le deuxième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), qui s'est ouvert jeudi matin 19 juin au Palais des congrès de Tunis ? C'est la question que se posaient tous les observateurs et bon nombre de Tunisiens, à la veille de la réunion qui regroupait mille cent vingt congressistes désignés par les deux mille six cents cellules du parti fondé par Habib Bourguiba, il y a un demi-siècle.

Le premier élément de réponse devait être fourni par le président lui-même, jeudi matin, au cours de son discours d'ouverture. M. Bourguiba allait-il, oui ou non, désigner une nouvelle fois son premier ministre comme son dauphin constitutionnel ? La question n'est pas que théorique, puisque M. Mzali vient de connaître depuis quelques semaines nombre de déconvenues : en quatre renouvellements successifs, il s'est vu privé de la plupart de ses collaborateurs et amis de toujours ; il s'est aussi vu retirer la responsabilité de l'influent ministère de l'Intérieur.

#### Le processus démocratique a-t-il un avenir ?

Autre bon « indicateur » pour juger de la santé politique de M. Mzali : M. Bourguiba va-t-il, comme lors du congrès de 1981, aviser le multipartisme et le droit à l'autonomie syndicale ? Là, les pronostics sont plus faciles et la réponse est non. D'abord, parce qu'il est aujourd'hui avéré que ce n'est qu'un processus que le président avait donné son accord à une telle démarche prônée par M. Mzali. Ensuite, parce que nombre de décisions

#### Le président Bourguiba va-t-il confirmer son premier ministre comme son successeur ? Dans ce cas, les déconvenues qu'il lui inflige ne seraient qu'une dernière mise à l'épreuve...

confiées au général Zined Abidine Ben Ali, un homme qui aura sans nul doute son mot à dire lorsque s'ouvrira le processus de succession. Déjà, il ne se passe pas un seul jour sans que le général ne rencontre le président de la République.

Les choses en étaient à un tel point il y a quinze jours pour M. Mzali que fut répandue la rumeur d'un projet de séparation entre les fonctions de premier ministre et celles de secrétaire général du parti. Le bruit a finalement été démenti par la presse officielle, mais il faudra attendre la fin du congrès, samedi soir, pour connaître la nouvelle liste des cent membres du comité central. Et c'est dimanche soir au plus tôt que les vingt noms des membres du bureau politique, statutairement désignés par M. Bourguiba parmi les membres du comité central, seront connus. Ce n'est qu'à la fin de cet exercice qu'on aura une idée exacte du rapport de forces entre le premier ministre et ceux qu'il convient de considérer comme ses ennemis, même si M. Mzali se fait un devoir d'estimer qu'il n'a « que des amis ».

Quelques éléments de jugement : M. Mzali arrivera-t-il en premier de la liste des élus au comité central ? Sa femme, ministre de la famille et de la promotion de la femme, conservera-t-elle son siège au bureau politique, alors qu'elle a failli être obligée de quitter le gouvernement à l'occasion d'un cinquième renouvellement qui n'a finalement pas eu lieu ? Quels nouveaux membres va compter le bureau politique, étant d'ores et déjà entendu que le général Ben Ali va y faire son entrée ?

#### « Il faut de la propreté »

Une seule chose est sûre : les choix finaux seront plus ceux du président Bourguiba et de ses proches que ceux des congressistes qui, de toute façon, vont généralement dans le sens où soufflé le vent. Recevant samedi dernier les membres de l'actuel comité central du parti, le Combattant suprême ne leur a pas caché qu'il va faire « de son mieux » pour que s'entrent au prochain comité central que « des gens sérieux et honnêtes ». Représentant l'antienne du moment, le président, quatre-vingt-trois ans, a ajouté : « Il faut de la propreté. Je ne croyais pas que c'était si sérieux. Mais c'est très sérieux. Il faut que ce pays soit propre. Je suis assez solide pour vivre encore plusieurs années et désinfecter la Tunisie une fois pour toutes ».

Cette campagne contre la corruption et ce qu'on appelle la mauvaise gestion a été engagée au début de l'année. Si elle s'imposait, force est de reconnaître qu'elle a déjà fait plusieurs victimes expiatoires — comme par exemple Tawfik Torjman, président de l'Union internationale des banques, condamné à dix-huit ans de détention, mais surtout gendre de M. Bourguiba, qui a quitté le pays depuis deux mois. La campagne prend parfois des allures de règlements de compte qui se situent dans le cadre d'une lutte

imposée par le palais de Carthage vont depuis plusieurs mois à l'encontre du processus démocratique cher au premier ministre.

Si les émeutes syndicales de janvier 1978 et l'attaque de Gafsa en janvier 1980 avaient en quelque sorte enclenché le processus, la révolte du pain, en janvier 1984, a commencé à le freiner. Et depuis au moins une série de décisions constituent une sorte de régression : saisies et suspensions de journaux indépendants ou de l'opposition ; procès à caractère politique, comme celui de M. Ahmed Mestiri, le secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes condamné le 14 juin à quatre mois de prison pour manifestation sur la voie publique ; reprise en main de la centrale syndicale UGTT après éviction de la direction d'un autre ennemi « historique » du président Bourguiba, M. Habib Achour, qui purge une peine de trois ans de prison pour « irrégularité » de gestion, tracasseries de divers ordres à l'adresse de plusieurs corporations peu dociles par tradition, comme le barreau par exemple.

#### Les proches du président

Tous ces indices ne sont pas de bon augure pour M. Mzali, qui avait bâti son image sur une volonté réformatrice et démocratique.

Reste à savoir si le congrès va seulement ignorer la question ou imposer à quatre mois des élections législatives une officialisation du retour en arrière.

Les paris sont ouverts. Les pessimistes attendent l'attention sur un projet de résolution selon lequel « la concentration du processus démocratique ne saurait s'achever, tant que la communauté nationale n'aura pas assimilé le sens primordial de l'accomplissement du devoir, inhérent à la conscience saine de ses droits ».

Ces pessimistes font aussi remarquer, à l'appui de leurs décisions, que les nouveaux promus de Carthage, c'est-à-dire les proches du président Bourguiba qui le côtoient quotidiennement, ne sont pas des fanatiques de la démocratisation.

Ils sont, depuis la retraite en forme d'exil de M. Bourguiba, au nombre de trois : M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel et ministre de la fonction publique et de la réforme administrative ; M. Salda Sassi, nièce du président et ordonnatrice de la vie quotidienne au palais de Carthage, et M. Mahmoud Bel Hassine, chargé de mission. Faut-il ajouter que ces trois personnages, perpétuellement en quête d'alliés, ne manquent ni de parrains en puissance, ni de complices conjoncturels, ni d'ennemis déterminés ? Ce n'est pas là le moindre des handicaps que la Tunisie devra surmonter.

JACQUES AMALRIC et MICHEL DEURÉ.

(1) 1 dinar = environ 11 F.

# EUROPE

## LE SCRUTIN DU 22 JUIN EN ESPAGNE

### Le bilan paradoxal de quatre ans de législature socialiste

De notre correspondant

Madrid. — Les socialistes espagnols ont certainement bien des envieux parmi leurs homologues d'au-delà des Pyrénées. Au pouvoir depuis quatre ans, ils ont renoncé aux plus ambitieuses de leurs promesses électorales, appliqué sans pitié une sévère politique d'austérité et saisi à bras le corps les problèmes les plus conflictuels de la société espagnole : et les voilà malgré tout à nouveau grands favoris, à la veille des élections législatives du 22 juin.

Combien de partis socialistes en Europe occidentale, peuvent-ils de nos jours brigrer une deuxième majorité absolue quatre ans après la première ? Le PSOE, lui, y prétend... grâce notamment à la faiblesse de ses adversaires. Entre une droite qui divise encore, quoi qu'elle en ait, la ligne de démarcation du franquisme et une gauche toujours émietlée, le Parti socialiste apparaît sans conteste comme la force politique la plus homogène du pays. A tel point que ses dirigeants peuvent affirmer sans forfanterie excessive que leur adversaire le plus redoutable, le 22 juin, sera l'abstention de certains de leurs électeurs — qui, seule, peut mettre en péril leur majorité absolue.

Certes, le PSOE cette fois peut difficilement ratisser aussi large qu'en octobre 1982, lorsqu'il avait reculé 46 % des suffrages et 57 % des sièges à la Chambre des députés. Si, de la gauche au centre droit, dix millions d'Espagnols avaient alors voté pour lui, c'est parce que ce parti semblait davantage que les autres à même de consolider la démocratie et de faire bouger les structures d'un pays longtemps encaimé.

Sur le premier point au moins, le PSOE a répondu à l'attente : lorsqu'il accéda en 1982 au gouvernement, chacun regardait encore avec inquiétude du côté des casernes. Quatre ans plus tard, les bruits de bottes ont cessé d'inquiéter les Espagnols.

Qu'en est-il aujourd'hui de la seconde de ces aspirations ? En quatre ans, le PSOE a-t-il pleinement tiré profit de son capital électoral pour réaliser ce « changement » qui fut le maître mot de sa campagne de 1982 ? Les Espagnols vivent-ils aujourd'hui mieux qu'il y a quatre ans ? A ces questions, la réponse ne peut être que des plus nuancées.

#### La CEE et l'OTAN

Le bilan de la législature qui s'achève est paradoxal. Ses éléments les plus saillants sont, dans ce contexte, l'ancrage définitif de l'Espagne dans le bloc occidental et la réalisation d'une politique d'austérité largement inspirée des recettes néolibérales. Qui aurait pu imaginer que ces deux tâches, dans un pays où l'électorat de gauche reste anti-américain et dirigiste, allaient incomber au premier gouvernement socialiste qu'ait connu l'Espagne depuis un demi-siècle ? C'est d'ailleurs en politique extérieure et en économie que le PSOE, au nom du pragmatisme, s'est le plus écarté

● **L'attentat de Madrid revendiqué.** — Un correspondant anonyme, se déclarant membre de l'ETA militaire, a revendiqué auprès du journal nationaliste basque *Egin* l'attentat perpétré mardi 19 juin, à Madrid, qui avait coûté la vie à deux officiers et un soldat espagnol (*le Monde* du 19 juin). Les familles des deux officiers tués, dont l'un était connu pour ses opinions d'extrême droite, ont renoncé aux funérailles officielles proposées par le gouvernement. — (AFP.)

● **Léon Degrelle acquitté.** — L'ancien SS belge, Léon Degrelle, contre lequel un procès avait été intenté le 11 juin dernier, devant un tribunal de Madrid, par une ressortissante vénézuélienne de confession juive (*le Monde* du 13 juin), a été acquitté mercredi 19 juin du délit « d'atteinte à l'honneur ». Le fondateur du « rexisme » avait été poursuivi en justice par M<sup>me</sup> Violeta Friedman, dont toute la famille a péri dans les camps nazis, pour avoir nié dans une revue espagnole, *Tiempo*, l'existence des chambres à gaz. M. Degrelle avait par ailleurs qualifié le docteur Mengele de « médecin normal ». — (AFP.)

*Ils n'ont pas tenu nombre de leurs promesses électorales. Et les voilà pourtant à nouveau grands favoris !*

de ses engagements électoraux et que sa gestion a donné lieu aux controverses les plus vives.

L'adhésion à la CEE, négociée depuis février 1979 mais concrétisée sous le mandat socialiste, a fait la quasi-unanimité parmi les Espagnols. On pourrait difficilement en dire autant de l'alliance atlantique. Nombreux étaient d'ailleurs les électeurs qui avaient voté pour le PSOE en 1982 en raison de sa virulente campagne « anti-otanisme ».

Aussi, le référendum sur le maintien dans l'alliance en mars dernier — le moment le plus dur de la législature —, reconnaît en privé le président Felipe Gonzalez, fut-il l'expression la plus spectaculaire d'une profonde mutation de la diplomatie espagnole.

La politique d'inspiration gaullienne d'autonomie à l'égard des blocs, qu'avait symbolisée le ministre des affaires étrangères Fernando Moran — « remercié en juillet 1985 » — a été progressivement subordonnée aux impératifs de la « realpolitik », qui a fait rentrer les socialistes dans la sage orthodoxie du camp occidental.

#### Le chômage

En économie, également, le PSOE a fait passer le réalisme avant l'idéologie. C'est la réalisation de bénéfices par les entreprises privées qui, pour seule assurer la relance, ont inlassablement répété durant quatre ans les responsables du parti. Malgré quelques revers, comme le maintien d'un déficit élevé du budget (6 % du PIB), la politique d'assainissement a enregistré d'indéniables succès.

L'inflation a été ramenée de 14 % à 8 % durant la législature

qui s'achève. La balance des comptes courants est passée d'un déficit de 4 milliards de dollars à un excédent de 3 milliards. Le plus douloureux a été accompli en matière de reconversion industrielle (sidérurgie, chantiers navals, textiles), non sans de sérieux conflits sociaux.

Assainissement courageux sans doute, mais à quel coût ? A la baisse du pouvoir d'achat, particulièrement sensible en 1984, s'est ajoutée la croissance spectaculaire du chômage. Il touchait 17 % de la population active au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir : aujourd'hui, il atteint 22 %. Le PSOE avait promis dans son programme électoral de créer 800 000 emplois nouveaux. Il se retrouve avec près de 800 000 chômeurs supplémentaires. Un pourcentage d'autant plus dramatique qu'il concerne avant tout les jeunes : un actif de moins de 25 ans sur deux est désormais sans emploi en Espagne !

Les socialistes affirment qu'ils ont dû tailler dans le vif pour procéder aux restructurations indispensables que leurs prédécesseurs avaient négligées. Point de salut sans sacrifices, soulignent-ils. Leurs critiques retournent que les sacrifices en question n'ont pas atteint tout le monde de la même manière : les bénéfices avant impôt des banques privées ont augmenté en moyenne de 37 % en 1985 (29 % en termes réels) et les bénéfices nets des entreprises ont progressé à un rythme largement supérieur à celui de l'inflation.

#### Les libertés

En dépit des critiques souvent injustes de l'opposition conservatrice, des progrès indéniables ont,

en revanche, été accomplis dans le domaine des libertés. L'*habeas corpus* a été établi. L'objection de conscience est désormais reconnue. Le code pénal a été réformé et l'avortement a été partiellement dépénalisé.

Dans l'autre plateau de la balance, figurent toutefois l'adoption d'une nouvelle législation anti-terroristes très controversée et la persistance de mauvais traitements dans les commissariats, au Pays basque surtout.

En matière d'éducation également, le « changement » promis en 1982 s'est concrétisé. Le gouvernement a renforcé l'enseignement public et obligé, non sans heurts, l'école privée subventionnée à démocratiser ses structures.

L'Espagne de 1986 est-elle donc différente de celle de 1982 ? Quoique moins spectaculaire, le changement le plus profond à porter au crédit du socialisme correspond peut-être à ce qu'un ministre appelait la « décorporatisation » de l'Etat. Nombre d'institutions restées pratiquement figées depuis l'époque du franquisme, et sur lesquelles les réformes semblaient auparavant n'avoir aucune prise, ont progressivement dû modifier leur mode de fonctionnement et se renouveler. S'ouvrant davantage au nouveau vent démocratique et cessant d'opérer en vase clos, en marge du système. Ce fut avant tout le cas du pouvoir judiciaire, mais aussi d'institutions aussi diverses que les forces armées, les caisses d'épargne et les chambres agraires, les collèges professionnels et les fédérations sportives.

Les adversaires du gouvernement l'ont accusé à ce propos de vouloir tout soumettre au contrôle des pouvoirs publics. Pour les socialistes, au contraire, il s'agit là tout simplement d'étendre la démocratisation à l'ensemble du système social.

THIERRY MALINAK.

## URSS

### LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME

#### Le gouvernement soviétique veut « accélérer le démontage de machines désuètes »

De notre correspondant

Moscou. — M. Piotr Demitchev, un ingénieur chimiste, qui exerçait depuis douze ans une telle tutelle sur les arts en tant que ministre de la culture, a perdu cette fonction mercredi 18 juin pour celle, purement honorifique, de premier vice-président du présidium du Soviet suprême, en remplacement de M. Vassili Kouznetsov, qui était, à quatre-vingt-cinq ans, le doyen de la direction soviétique (*le Monde* du 19 juin).

Le départ de M. Demitchev, dont le goût en matière de création était très conservateur, est une bonne nouvelle pour de nombreux écrivains, peintres et metteurs en scène qui ont souffert de ses interventions. D'autant qu'un vent de renouveau souffle sur la plupart des unions qui régissent la vie artistique du pays. L'Union des cinéastes a entièrement renouvelé, le 15 mai dernier, ses instances dirigeantes. Le congrès de l'Union des écrivains, qui doit s'ouvrir le 24 juin, pourrait offrir aussi quelques surprises, bien que le pronostic soit moins favorable.

M. Ligatchev, le numéro deux du parti, a rendu publiques ces changements, mercredi, au cours de la première journée de la session d'été du Soviet suprême (Parlement) prévue pour durer deux jours. D'autres mutations ont été annoncées qui sont destinées à régulariser sur le plan parlementaire les mouvements intervenus ces derniers mois dans la sphère du pouvoir réel, c'est-à-dire dans le parti. M. Victor Grichine, l'ancien premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou, évincé du bureau politique en février dernier, perd très logiquement son siège à la présidence collective (présidium) du Soviet suprême, qui compte une quarantaine de membres. MM. Grichine et Romanov, l'ancien rival de M. Gorbatchev dans la course au pouvoir, chassés du « noyau dirigeant » en juillet dernier, assistaient pourtant en tant que simples députés à la session. Le maréchal

Ogarkov, l'ancien chef d'état-major général, brutalement éliminé de ses fonctions en septembre 1984, un « rétrograde » au statut très ambigu puisqu'il conserve un commandement militaire mal défini, était également présent à son banc de député.

Les « promus » de ces derniers mois font leur entrée au présidium. Il s'agit de MM. Boris Eltsine, premier secrétaire du parti à Moscou, et Iouri Soloviev, premier secrétaire du parti à Leningrad, tous deux membres suppléants du bureau politique. M. Anatoli Dobrynine, enfin, qui a accédé au secrétariat du parti en mars dernier avec la responsabilité des affaires internationales, prend la tête de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême. Il achève ainsi de remplacer M. Boris Ponomarev, auquel il a déjà succédé au secrétariat.

#### Le plan retouché

M. Nicolai Ryjkov, le président du conseil des ministres, a exposé, mercredi, le plan quinquennal 1986-1990 tel qu'il se présente après les nombreuses retouches qu'il a subies depuis un an à la demande de M. Gorbatchev. Bien des objectifs assignés à la société soviétique paraissent difficiles à atteindre.

L'accent est mis sur le renouvellement plus rapide du parc industriel. Conformément à la logique très particulière qui prévaut ici, M. Ryjkov a ainsi annoncé triomphalement que « le rythme de démontage des machines désuètes sera accéléré et qu'il en sera mis à la décharge pour 240 milliards de roubles en cinq ans contre 110 milliards au cours du précédent plan quinquennal ». Le président du conseil reconnaît que « 70 % seulement des machines et équipements produits en série sont du niveau mondial » et se propose de faire passer cette proportion à 80 %, voire 85 % en 1990. La fabrication d'ordinateurs pendant la même période doit être multipliée par 2,4.

Les chiffres proposés pour l'agriculture sont tout aussi grandioses. Le plan prévoit de « multiplier par 2,6 le rythme de croissance de la production agricole ». Des récoltes de 250 millions de tonnes sont annoncées pour 1990, conformément au souhait déjà exprimé par M. Gorbatchev lors d'une tournée dans les terres à blé du Kazakhstan. Les Soviétiques ne publient plus de statistiques dans ce domaine depuis plusieurs années. L'estimation américaine pour la récolte de 1986 est de 185 millions de tonnes.

[M. Vassili Kouznetsov, qui prend une retraite définitive (son seul titre est maintenant celui de membre du comité central du parti, où il siège depuis 1952, et dont il est le doyen) a eu une longue et importante carrière dans des secteurs très divers de l'appareil soviétique, législateur, métallurgiste, il fut vice-président du comité d'Etat au plus haut niveau, puis président de la fédération des syndicats soviétiques pendant les dix dernières années du règne de Staline. Nommé dans la diplomatie à la mort de ce dernier, il fut pendant douze ans premier vice-ministre des affaires étrangères.]

#### A Paris

### LE GREVISTE DE LA FAIM ROUMAIN A ETE HOSPITALISE

Serghei Pop, le jeune carrossier roumain qui fait la grève de la faim depuis le 29 mai afin que son frère, sa sœur et leurs familles puissent obtenir le visa touristique pour la France qu'ils réclament depuis cinq ans, a été hospitalisé, le 16 juin, à l'hôpital Necker, à Paris. Mais, entre-temps, il a fait une émeute, Mme Victoria Prudhomme, soixante-deux ans, fonctionnaire du service scolaire de la Ville de Paris, qui exige un visa pour son fils de trente-trois ans bloqué en Roumanie. Elle ne s'alimente plus depuis onze jours.

Mme Prudhomme est installée dans une Opel rouge, tout à côté de l'embarcadere où était allongé Ser-

ghei. Dans la journée, elle fait quelques pas, discute avec les sympathisants qui l'entourent et les passants qui s'arrêtent. Dans le quartier, Serghei Pop et elle étaient devenus des « vedettes », faisant se déplacer les équipes de télévision. Plusieurs manifestations de soutien ont eu lieu, qui rassemblaient riverains, élus locaux et membres de la communauté roumaine. M. Jacques Chirac a envoyé un télégramme à l'ambassade de Roumanie et le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme suit, dit-on, l'affaire de près. L'ambassade, pour l'instant, s'est bornée à prévenir M. Pop que sa sœur et le mari de celle-ci pourraient obtenir un passeport, mais sans visa de sortie.

## Italie

### LE PROCÈS DES PIRATES DE L'ACHILLE LAURO

#### L'ombre d'Aboul Abbas

L'ouverture du procès des auteurs du détournement de l'*Achille Lauro*, mercredi 18 juin à Gênes, a été troublée par une manifestation pro-palestinienne organisée par quatre Allemands de l'Ouest, aussitôt appréhendés.

Deux hommes et deux femmes se sont soudain levés pour crier, en anglais et en italien, des slogans pro-palestiniens. Ils ont été entraînés sans ménagement par les forces de l'ordre. Un impressionnant dispositif de sécurité avait été mis en place pour l'ouverture de ce procès.

De notre correspondant

Rome. — Seize hommes sont poursuivis par la justice italienne devant le tribunal de Gênes. Le plus connu d'entre eux n'est pas là : c'est Aboul Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine (FLP) est, croit-on, réfugié au Yémen du Sud. Les autorités de la péninsule lui ont, en octobre dernier, permis de quitter l'Italie, où il avait été conduit contre son gré à bord d'un Boeing égyptien détourné par des chasseurs américains. Le refus opposé par Rome à Washington de toute extradition ou mise en accusation du dirigeant du FLP avait déterminé une vive tension entre les deux capitales.

Neuf autres inculpés sont en fuite. Ce sont donc six hommes que les juges et les jurés de la capitale ligure, port d'attache de l'*Achille Lauro*, ont devant eux : trois membres du commando (le quatrième, également mineur au moment des faits, ayant vu son cas disjoint) et trois complices.

Le 18 novembre dernier, la justice avait une première fois entendu les trois principaux accusés : Majed al Molki (le chef du groupe), Ibrahim Abdel Atir et Marouf al Assadi (celui qui a consenti à collaborer avec les magistrats instructeurs) ainsi que deux de leurs complices présents à ce procès : Mohammed Issa Abbas (cousin d'Aboul Abbas, soupçonné d'avoir assuré la liaison entre le FLP et le commando) et Ibrahim Hussari. Tous s'étaient vu infliger des peines de prison pour trafic d'armes. Ces condamnations avaient surtout pour objectif d'éviter une libération conditionnelle au bout d'une année de détention comme la loi italienne le prévoit.

Les trois membres du commando doivent, entre autres chefs, répondre de l'assassinat survenu à bord de l'*Achille Lauro*, d'un citoyen améri-

caïn d'origine juive, Leon Klinghoffer.

Dans une lettre à l'hebdomadaire *L'Espresso*, Aboul Abbas a répété la thèse officielle du FLP : le commando n'avait pas pour objectif de détourner le navire. Son but était de débarquer au port israélien d'Ashdod et de mener une « opération militaire » de type terroriste. Seule la découverte inopinée de l'équipe après l'escalade de Port-Saïd aurait contraint ses membres à s'emparer du bateau.

Pour les magistrats instructeurs de Gênes, l'intention des quatre hommes était bien de se rendre maîtres du navire pour échanger un certain nombre de passagers contre cinquante Palestiniens, prisonniers en Israël. C'est l'opposition de Damas qui aurait contraint le groupe à négocier sa reddition.

J.-P. C.

## Pologne

● **Le pape appelle à soutenir les prisonniers politiques.** — Le pape Jean-Paul II a évoqué mercredi 18 juin le sort des prisonniers politiques polonais en s'adressant (en polonais) à ses compatriotes assistant à l'audience générale hebdomadaire, place Saint-Pierre.

« Je voudrais exprimer ma préoccupation pour nos compatriotes emprisonnés », a-t-il dit, « surtout pour ceux qui le sont en raison de leurs convictions (...). Des droits fondamentaux de l'homme sont ici en cause ». Le pape a souligné que les prisonniers ne devaient pas être « laissés seuls » dans leurs épreuves.

De nombreuses informations parvenues récemment au Vatican font état de manque de soins ou de mauvais traitements infligés à certains prisonniers politiques (les cas de M<sup>me</sup> Maria Romanowska, détenue à Elblag, et d'Edmund Krasowski, emprisonné à Barczewo, ont été signalés).

### UN MANUSCRIT DE M<sup>me</sup> ELENA BONNER

Avant de retourner en Union soviétique, M<sup>me</sup> Elena Bonner a laissé en Occident le manuscrit d'un livre qu'elle a écrit pendant son séjour aux Etats-Unis.

Le livre raconte la vie du couple depuis l'exil à Gorki, donne des détails sur son isolement, sur la violation de sa vie privée et sur l'observation de tous les instants dont font l'objet les Sakharov. L'analyse minutieuse des films tournés à leur insu n'en est qu'un exemple.

Le livre, qui est en cours de traduction, sera publié simultanément en octobre prochain dans plusieurs pays, selon la volonté de M<sup>me</sup> Bonner : chez Knopf aux Etats-Unis, Piper en Allemagne, Belfrage, Collins en Grande-Bretagne, Garzanti en Italie, dans les pays scandinaves, et en France aux Editions du Seuil.

Le manuscrit s'achève sur les derniers moments en Occident : « Comment imaginer que tout cela finisse bien ? Peut-être par le seul fait qu'Andrei et moi restons ensemble. Et par le fait que là-bas, au-delà des frontières qui nous séparent du monde et de vous tous, chère famille, chers amis, ils nous reste la liberté d'être nous-mêmes. »

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si n'y figure pas : nous diffusons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

مركز الدراسات والبحوث



## EUROPE

### UN TEST NATIONAL EN ITALIE

## La campagne pour les élections régionales en Sicile a mobilisé tous les ténors politiques

De notre envoyé spécial

Palerme. — Jamais autant qu'en ces temps de Championnat du monde de football la Sicile d'avant les élections régionales du 22 juin n'aura autant ressemblé à cette image que la géographie impose d'elle : un ballon que « botte » de façon experte la péninsule italienne.

L'île se contenterait bien que l'on débâte, à l'occasion de la prochaine consultation, de ses innombrables problèmes, dont les plus graves se nomment chômage et Mafia. Mais voilà, le calendrier est tel que le scrutin pour le renouvellement de ses quatre-vingt-dix conseillers est devenu un test national. Après la tenue, fin mai à Rome, du congrès de la Démocratie chrétienne, principale force politique du pays, chacun est impatient, en effet, de jauger l'impact de l'événement sur l'opinion, et surtout d'en tirer le meilleur bénéfice pour sa formation. Ainsi a-t-on vu débarquer en rangs serrés, à Messine, à Palerme, à Catane, tous les ténors italiens, du socialiste Craxi au communiste Natta, en passant, bien entendu, par le leader de la DC, M. De Mita.

L'enjeu est rien moins que l'avenir du gouvernement, dirigé depuis près de trois ans par le chef du PS et dont la longévité même est un sujet de préoccupation pour les États-majors des principaux partis concurrents. Déloger l'hôte du palais Chigi (siège de la présidence du conseil), tel est bien l'objectif. Mais attention : celui qui porterait ouvertement l'estocade serait certainement sanctionné par des électeurs qui satisfont l'habituelle stabilité de ce gouvernement — par-delà les divergences d'opinion sur son efficacité. Conscient plus que quiconque de cette réalité, M. Craxi en use sans vergogne pour amener ses concitoyens contre l'embuscade qu'on lui prépare !

#### La « DC renouée »

Vu de Rome, c'est cela la campagne pour les « régionales » du 22 juin. Vu de l'île, le scrutin recèle d'autres enjeux : politiques, économiques, et même internationaux. On en est à la Mafia ? Tel est aujourd'hui encore le premier problème. Sur ce douloureux sujet (la « Piovra » a tué des milliers de Siciliens, mais aussi terni l'image à l'extérieur des cinq millions d'insulaires), la résignation de naguère a fait place à l'espoir, symbolisé par le « maxi-procès » en cours depuis le 10 février à Palerme contre quatre cent soixante-quinze présumés mafieux.

« Cet événement est très important en ce qu'il est la résultante de beaucoup de choses, nous explique le Père Pintacuda, un jésuite engagé depuis des années dans la lutte contre l'« Honorable Société ». Il n'aurait pas eu lieu, en effet, si l'État n'avait pas, enfin, tourné son attention vers ce problème, déterminant une moindre politesse des juges. Il supposait également que des citoyens prennent leur courage à deux mains, soit pour oser rompre l'« omertà » (loi du silence), soit pour accepter d'être jurés. Ce n'est pas encore le temps de l'euphorie ; mais le pessimisme noir n'est plus de saison. »

Avec des nuances, ce jugement est partagé par la plupart de nos interlocuteurs siciliens. Nul, pourtant, ne s'aviserait de considérer le problème de la Mafia comme résolu du fait que quelques dizaines de présumés « hommes d'honneur », dont quelques grands chefs, sont sous les verrous. De redoutables tueurs, bien qu'ils soient inculpés, courent encore : la Cosa, l'« association », d'autre part, a semblé hésiter ces derniers jours (le Monde daté 8-9 juin) à peser de tout son poids en faveur des juges engagés dans la lutte anti-Mafia. Et, surtout, toutes les vieilles compromissions politiques n'ont pas cédé.

Un homme symbolisait, naguère, les très anciens « arrangements » de la Démocratie chrétienne avec la Mafia : Vito Ciancimino, longtemps maire de Palerme ; il est aujourd'hui inculpé et assigné à résidence. Mais d'autres noms encore honorables témoignent de cette atmosphère de « confinità » qui a été la règle, des décennies durant, entre la DC et la Mafia — grâce à quoi les représentants de celle-ci emportaient sans trop de difficultés toutes les élections publiques organisées par les élus de celle-ci.

Le secrétaire national de la Démocratie chrétienne, M. De Mita, s'est donné pour tâche de lutter

contre cette situation, largement responsable de la désaffection croissante de ses compatriotes envers la formation qu'il dirige. C'est à l'évidence en Sicile qu'il a d'abord choisi de porter le fer. Il y a imposé une nouvelle équipe, composée de quadragénaires aux brillants états de service et surtout aux mains irréprochablement propres.

Le nouveau maire de Palerme, M. Leoluca Orlando, est un peu le symbole de cette « DC renouée ». Sur la brèche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, parcourant inlassa-

ces dernières années toutes les forces vives de la Sicile : dans les partis, dans les syndicats, dans l'Eglise, dans les mouvements de jeunesse, et enfin dans l'Etat. Il n'était que temps : vent-on bien se souvenir qu'entre 1979 et 1983 la Mafia avait littéralement décapité les pouvoirs publics de l'île, du président de la région au préfet en mission extraordinaire Dalla Chiesa, en passant par les chefs locaux des deux principaux partis (PC et DC) et les plus importants juges et policiers ? Cette hémorragie avait, tardivement, fait comprendre jusqu'à

Les enjeux ne sont pas seulement locaux (chômage, Mafia...). Il y va de l'avenir du gouvernement...

blement sa ville sous la protection d'une solide escorte (il s'est porté partie civile contre la Mafia !), M. Orlando déclare ambitionner pour sa cité « provinciale » une vocation « européenne ».

Cela suppose une « modernisation » non seulement des méthodes, mais aussi, surtout, des mentalités : « La « sicilianité », nous dit-il joliment, n'est ni une maladie tropicale qu'on combattra par l'isolement, ni une fleur à préserver en serre à l'écart de pollutions extérieures. Le goût exacerbé que nous avons de notre identité nous a isolés. Les jeunes sont heureusement en train de changer tout cela. » Mais l'un des proches collaborateurs de M. Orlando ajoute dans un souffle : « La fameuse DC renouée, c'est trois ou quatre personnes ! Nous savons qu'un vent un peu vif peut nous balayer. »

La lutte contre la Mafia a occupé

Rome qu'il fallait engager une lutte à mort ; ou alors faire ouvertement sa place à la Mafia — y compris sur le continent. Mais une inquiétude est née : cette mobilisation des énergies vers un seul but ne risquait-elle pas de détourner d'un autre combat capital, celui à mener contre le retard économique de l'île ? « L'anti-Mafia, oui ; mais il faut aussi travailler », résume M. Orlando.

Le voyageur débarquant en Sicile ne perçoit pas, d'abord, ce sous-développement sicilien qu'attestent pourtant toutes les statistiques nationales. Les maisons sont coquettes, les routes aussi bien (ou mal) entretenues qu'ailleurs. A notre question sur l'état de la conjoncture, M. Salvatore Butera, directeur du bureau d'études de la Banque de Sicile, reconnaît que les indicateurs instantanés sont presque toujours en phase à Rome et à Palerme : l'économie italienne actuellement va bien ; celle de l'île aussi. « Mais il y a entre

nous et le reste du pays un écart structurel que rien n'a jamais pu combler : ni trente-cinq ans d'aides extraordinaires ni le développement de la pétrochimie dans les années 50 et 60. »

L'explication de ce contraste entre la bonne impression initiale que produit l'île et ses indices médiocres tient en partie au fait que « l'intérieur » n'a que partiellement suivi l'évolution de la côte. Mais il faut surtout admettre que les aides nationales ont davantage servi à maintenir un niveau de vie immédiat qu'à investir et préparer l'avenir.

Toujours est-il qu'il y a aujourd'hui de 250 000 à 300 000 chômeurs en Sicile, soit 15 % de la force de travail, et que le mal frappe en priorité des jeunes, de surcroît souvent fort diplômés. Il n'est pas surprenant dès lors, que le Parti communiste, deuxième force politique de l'île après la DC ait proposé, pour la prochaine législature, de réserver le quart des ressources de la région à la création de 100 000 emplois, comme nous l'explique le jeune secrétaire de l'organisation, M. Luigi Colajanni.

#### Les euromissiles

La Sicile, enfin, est inquiète de se trouver au cœur de l'actuelle crise en Méditerranée. L'attaque de deux missiles libyens contre Lampedusa — une petite île qui, administrativement, dépend d'elle — n'a pas laissé indifférent. On sait ici, d'autre part, que le colonel Kadhafi n'aime pas les européennes installées dans l'ouest, à Comiso : il a toujours cru ou feint de croire que ces engins étaient dirigés contre lui.

Or la voix du chef de la Jamahiriya a d'autant plus de portée qu'elle est relayée : l'un des canaux les plus étonnants qu'elle emprunte est l'Association d'amitié sicilo-arabe, de M. Michele Papa, et son hebdomadaire, *Sicilia oggi*.

Le PC tourne donc, durant cette campagne, contre la « militarisation » de la Sicile : c'est de bonne guerre, si l'on peut dire, de la part d'une formation qui avait pris la tête, en 1981, des manifestations contre l'installation des Cruise en Italie. Mais même à la DC, où l'on n'a pas en de ces états d'âme, on reconnaît qu'il y a un problème : « Ce bout de l'Europe a une position stratégique, c'est ainsi, nous déclare M. Vito Riggio, jeune leader de la majorité démocrate-chrétienne à la mairie de Palerme. Le renforcement militaire de notre flanc sud est donc sans doute inévitable ; il est d'ailleurs commencé. Mais nous devons profiter de cette situation pour obtenir des programmes d'investissement en vue de moderniser nos structures et développer certaines activités productives, dans le tertiaire avancé notamment. »

Et dans cette île où des zones entières attendent parfois une semaine l'eau au robinet, la presse, encouragée par les autorités, se prend soudain à évoquer de grandes plans d'installation d'un accélérateur de particules géant ou d'un central téléphonique à l'échelle de la Méditerranée !

JEAN-PIERRE CLERC.



le public a choisi

## L'ENFER

de

RENÉ BELLETO

et lui a décerné le Prix

livre  
inter 85

L'Enfer - roman 396 pages 83 F

#### la critique

l'a pavé d'articles enthousiastes :

« Un écrivain majuscule, avec toutes les cordes à son violon, tous les registres dans sa voix. » François Nourissier/Le Figaro Magazine

« Plus entraînant, plus angoissant et plus décontracté, plus efficace, je meurs ! » Pierre Démeron/Marie-Claire

« Si vous aimez à la folie les romans noirs, la littérature de pointe, les voitures rutilantes, les villes écarlates de chaleur, la musique de Bach, vous dévorerez L'Enfer avant qu'il ne vous devore. » Michèle Gazier, sur France Inter

« C'est rare, tous ces bonheurs à la fois. » André Clavel/L'Événement du Jeudi

« Lisez Belletto. Utilisant à fond toutes les ressources, tous les rebondissements du roman policier, il entre dans une sorte de pénombre de l'âme, piège le lecteur par un talent déroutant, tordu, traversé de vagues épouvantes. C'est un art enfanta qui trahit formidablement bien les années quatre-vingts. » Jacques-Pierre Arnette/Le Point

« Fascinant. Beau. Jeune. On n'écrivait pas comme ça hier. » Madeleine Chapsal/Femmes

« L'Enfer, c'est aussi (c'est surtout) un roman grave qui parle de la folie des hommes, de leurs passions, des perversions de l'esprit, et aussi de l'art, de l'amour, de la mort. » Claude Préval/L'Humanité

Guy Dormeuil  
NINO CERRUTI  
Christian Dior  
francesco smalto  
YVES SAINT LAURENT  
GIVENCHY

soldent aux

## BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2<sup>ème</sup>  
Carrefour Richelieu Drouot

### La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

## NEC

Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

### ASYSTEL

208, rue Raymond Losserand 75014 PARIS  
Tél. : (1) 45.39.25.01

P.O.L

# politique

## Les difficultés du gouvernement et l'opinion

Selon l'étude de l'institut BVA, publiée par *Paris-Match*, la proportion des Français satisfaits de l'action de M. Chirac lui-même a diminué depuis le mois dernier (de 52 % à 49 %), tandis que celle des mécontents a augmenté considérablement (de 34 % à 45 %). Le jugement porté sur l'action gouvernementale est plus sévère encore, presque accablant : 37 % des Français seulement, suivant cette enquête, en sont satisfaits, et la proportion des mécontents est passée, en un mois, de 47 % à 60 %. Un autre sondage, fait par la SOFRES pour le *Nouvel Observateur*, précise quels sont les sujets de mécontentement : les mesures dites « libérales » (suppression du contrôle des prix, de l'autorisation administrative de licenciement et de l'impôt sur les grandes fortunes, privatisation de TF 1) sont rejetées, une majorité de Français jugeant que la politique du gouvernement bénéficie aux catégories privilégiées. En revanche, les dispositions « sécuritaires » sont massivement approuvées, et le rétablissement du scrutin majoritaire l'est aussi.

En regard de ces mauvaises notes, la cote de M. François Mitterrand, mesurée par BVA, crée un contraste cruel pour M. Chirac. D'un mois à l'autre, le nombre de ceux qui ont une bonne opinion du président de la République a augmenté de sept points (de 54 % à 61 %), l'opinion contraire restant inchangée (à 35 %). Les Français s'estiment mieux présidés que gouvernés.

A quoi l'on répond, du côté de la majorité, qu'il est plus facile de présider quand on n'a pas à gouverner et que M. Mitterrand était moins apprécié lorsqu'il devait faire les deux à la fois. « Quand on ne gouverne pas, on passe plus facilement entre les gouttes de l'impopularité », observait sur RTL, mercredi, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement. Le deuxième argument est celui du temps. « Il y a une mauvaise passe à traverser pour le gouvernement. Pour redresser la situation, la patience est amère (...). Il y a des mesures parfois difficiles,

parfois impopulaires à prendre, mais nous avons la conviction qu'elles donneront des résultats d'ici quelques mois », a déclaré M. Juppé.

Les résultats ne peuvent pas être déjà là, explique-t-on à Matignon. Le premier ministre estime qu'il n'y a pas lieu d'être surpris par la déception que traduisent les sondages. Elle n'en pose pas moins deux ordres de problème, dont le traitement est au programme : celui du calendrier de l'action gouvernementale et celui de son explication.

Alors que la session ordinaire du Parlement pourrait s'achever avec seulement quatre textes définitivement adoptés (les lois d'habilitation, économique et sociale et électorale, la loi de finances rectificative et la loi sur la presse), l'hôtel Matignon se préoccupe de la mise en œuvre administrative des dispositions adoptées. Encore les mesures économiques et sociales sont-elles sous le coup de l'examen du Conseil constitutionnel, que suivra la signature — ou non — du président de la République au bas

des ordonnances. Déjà, toutefois, les directeurs des cabinets ministériels doivent être réunis, vendredi, pour décider de la façon d'assurer au mieux l'efficacité administrative des mesures gouvernementales.

Le second problème est celui de l'information et de l'explication. M. Chirac, qui doit participer avec plusieurs ministres, le 21 juin, à un forum des acteurs économiques organisé par le RPR, va avoir l'occasion de donner le « la » de l'offensive sur le terrain de la communication. On ressent, à Matignon, la nécessité — et la difficulté — de globaliser l'expression des grands axes de l'action gouvernementale. Au moment où M. Mitterrand semble réussir parfaitement, lui, à globaliser ses deux rôles d'arbitre et de censeur, M. Chirac éprouve l'urgence de recouvrer sa capacité d'initiative dans le goulot d'étranglement institutionnel où il s'est engagé.

P. J.

### SELON BVA ET LA SOFRES

#### Le crédit de M. Chirac est en baisse

Selon un sondage réalisé par la SOFRES et publié par le *Nouvel Observateur*, le bilan du gouvernement Chirac apparaît « plutôt négatif » aux yeux de 48 % des Français (1). 26 % des personnes interrogées jugent ce bilan « plutôt positif ». Le chiffre de sans opinion est le même.

Le chapitre de la sécurité est le seul domaine d'action où 50 % des personnes interrogées jugent que les mesures gouvernementales auront un effet positif (contre 10 % jugeant qu'elles auront un effet négatif, 27 % aucun effet, 13 % sans opinion). 53 % des personnes interrogées pensent que l'action du gouvernement bénéficie aux catégories privilégiées, contre 2 % qui considèrent qu'elle profite aux catégories défavorisées et 35 % à l'ensemble des Français.

55 % des personnes interrogées affirment éprouver peu ou pas de sympathie pour M. Chirac, contre 34 % qui éprouvent de la sympathie pour le premier ministre. 69 % de l'échantillon jugent enfin que le chef du gouvernement n'a pas été gêné par le président de la République depuis son entrée en fonctions.

Un sondage BVA publié par *Paris-Match* du 19 juin (2) conclut, de son côté, à une perte de popularité de M. Chirac de trois points : M. Chirac passe de 52 % d'opinions « très bonnes » et « plutôt bonnes » au mois de mai à 49 % au mois de juin. 34 % des personnes interrogées avaient, au mois de mai, une opinion « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » de M. Chirac. Elles sont aujourd'hui 45 %.

A l'inverse, les opinions négatives à l'égard de M. François Mitterrand restent stables d'un mois sur l'autre (35 %), tandis que le président gagne 7 points, passant de 54 % d'opinions « bonnes » ou « plutôt bonnes » en mai à 61 % en juin. 60 % sont « plutôt mécontents » ou « très mécontents » de la façon dont la France est gouvernée (contre 47 % en mai). 37 % des personnes interrogées expriment leur satisfaction, contre 39 % au mois de mai.

Le chômage (avec 70 % contre 63 % en mai) demeure « le pro-

blème le plus important », devant l'insécurité et la délinquance, qui restent très loin derrière, puisque 7 % seulement des personnes interrogées (contre 5 % en mai) les placent en tête de leurs préoccupations, à égalité avec le niveau de vie des particuliers. 54 % des personnes interrogées jugent que la gauche ferait « sensiblement pareil » que le gouvernement actuel, si elle était au pouvoir. 20 % pensent qu'elle ferait moins bien, 16 % pensent qu'elle ferait mieux, pour régler « le problème le plus important pour la France à l'heure actuelle ».

Enfin, si des législatives avaient lieu « dimanche prochain », le PS et le MRG recueilleraient 32,5 % d'intentions de vote, le PC 9,5 %, l'extrême gauche 1,5 %, les divers gauche 2 %, les écologistes 3 %. L'UDF et le RPR recueilleraient 39 %, les divers droite 3,5 %, le Front national 9 %.

(1) Sondage réalisé entre le 6 et le 10 juin auprès d'un échantillon de 1000 personnes.  
(2) Sondage réalisé entre le 30 mai et le 5 juin auprès d'un échantillon de 858 personnes à 1965 personnes selon les questions.

#### M. MITTERRAND ADRESSERA UN MESSAGE AU PARLEMENT POUR LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE ROBERT SCHUMAN

M. François Mitterrand adressera un message au Parlement à l'occasion du centenaire de la naissance de Robert Schuman, président du Conseil (MRP, démocrate-chrétien) sous la IV<sup>e</sup> République et l'un des principaux artisans de la Communauté européenne.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont prévu de rendre hommage à l'ancien député de la Moselle, mort en 1963, le 25 juin. Le message du président de la République, la deuxième depuis le début de la législature, sera lu au Palais-Bourbon par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée. M. Jacques Chirac s'exprimera au nom du gouvernement, et M. Jean Lecanuet (UDF), président de la commission des affaires étrangères, ancien collaborateur de Robert Schuman, au nom de l'Assemblée. Au palais du Luxembourg, M. Alain Fohrer, président du Sénat, lira le message de M. Mitterrand. M. Maurice Schumann (RPR) s'exprimera au nom du Sénat.

Le message de M. Mitterrand, à la veille du Conseil européen qui doit se réunir les 26 et 27 juin à La Haye, portera, naturellement sur l'Europe. Il en sera de même pour le discours de M. Chirac, qui doit se rendre à La Haye avec le président de la République.

● M. Barrot : négociation sociale. - M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS a déclaré, le mercredi 18 juin : « Toute offensive victorieuse en matière économique ne peut partir que du centre. Sur le terrain de la cohabitation, le CDS va s'entraîner à cette fin (...). Il est plus important d'écouter les hommes de l'économie et du social que de relire tous les matins la plateforme UDF-RPR ». M. Barrot veut « aller plus loin dans la négociation sociale ». Selon lui, « la bataille économique se mène par les chefs d'entreprise mais aussi par les équipes de salariés ».

### AVANT LE FORUM DU RPR SUR L'EMPLOI

#### Ces patrons, devenus députés, qui veulent « témoigner par l'exemple... »

Le RPR organise, le samedi 21 juin, au Palais des congrès de la porte de Versailles, un forum sur le thème : « Notre nouvelle frontière, ce doit être l'emploi », selon le slogan lancé par M. Chirac dans sa déclaration de politique générale du 9 avril. Déjà le 25 janvier dernier, le RPR avait réuni quelque deux mille cinq cents responsables d'entreprises. M. Toubon, secrétaire général du RPR, en attend cette fois dix mille, et quinze mille autres ont souhaité « assurer-t-il — recevoir le compte-rendu des travaux ».

« Mes collègues de la majorité savent-ils au moins de quoi ils parlent quand ils débattent de la lutte contre le chômage et pour l'emploi ? Venant d'un député UDF la question est assurément inconnue. Pourtant, si M. Henri Bouvet, député radical de la Haute-Vienne, a éprouvé le besoin de s'interroger à ce sujet, c'est certainement qu'il ressentait un doute... « Quand je suis arrivé à l'Assemblée nationale, raconte ce nouveau parlementaire, j'ai d'abord été étonné de voir que beaucoup d'entre nous parlaient de la vie professionnelle en n'ayant plus eux-mêmes aucune activité professionnelle. J'ai constaté ensuite que nous étions finalement peu nombreux — une quarantaine environ — à exercer ou à avoir exercé des fonctions directrices et à savoir ce que cela signifie de faire face aux échéances de fin de mois dans une entreprise... »

M. Bouvet sait, lui, de quoi il parle. Devenu député après avoir été élu conseiller municipal de Limoges, en mars 1983, il n'a pas cessé d'être un patron. A quarante-six ans, il continue de diriger la conduite d'une dizaine de sociétés d'aménagement de stations de vacances et d'exploitations touristiques. Le groupe qu'il anime pèse près de 800 millions de francs de chiffre d'affaires et emploie au total quelque huit cents salariés.

Donc, comme il avait un doute, M. Bouvet a voulu en avoir le cœur net. Il s'est livré à un sondage. Il a adressé à ses 576 collègues un questionnaire demandant à chacun, « pour les prendre à l'estomac », 1) Avez-vous été chômeur pendant une période de votre vie ? 2) Avez-vous personnellement participé à la création d'emplois (hors fonds publics) dans les dix dernières années ? 3) A-t-il reçu 108 réponses (44 UDF, 39 RPR, 10 FN, 9 PS, 1 PC, 4 anonymes, 1 non inscrit).

14 députés ont répondu oui à la première question. 14 donc, à avoir connu les affres du chômage. 27 ont répondu non aux deux questions. 67 ont répondu non à la première et oui à la seconde. Plus de la moitié des membres de l'échantillon ont donc contribué, un jour ou l'autre, à créer des emplois au cours de la décennie écoulée.

M. Bouvet a ensuite comparé la composition socio-professionnelle de l'Assemblée élue le 16 mars avec les parlements de plusieurs autres grands pays. Il a relevé que les chefs d'entreprise sont sous-représentés au Palais-Bourbon, puisqu'on y compte seulement 6 % de députés issus du

monde des affaires (patrons et cadres supérieurs) contre 45 % d'enseignants et de fonctionnaires, 15 % de membres des professions libérales et 4 % de journalistes.

#### Le « C3E »

Ce constat ayant renforcé ses craintes, le député de la Haute-Vienne s'est demandé comment pallier cette carence : « Il fallait trouver un dispositif qui permette de faire bénéficier les autres députés de nos expériences professionnelles et de nos témoignages sur la vie réelle. Nous voulons être de grands témoins ». C'est ainsi qu'est née, dans les coulisses de l'Assemblée nationale, une nouvelle structure informelle qui veut faire bientôt parler d'elle : le Carrefour des entrepreneurs et élus pour l'emploi, autrement dit le « C3E ». Un intergroupe parlementaire, qui ne revendique pas cette appellation et qui a été conçu comme un lieu de rencontres et de réflexion par-delà les clivages politiques. M. Bouvet aimerait y accueillir non seulement tous les parlementaires intéressés par la lutte contre le chômage, sans distinction d'étiquette, mais aussi des personnalités extérieures : chefs d'entreprise, syndicalistes, etc. Son objectif est moins de peser dans les débats parlementaires qu'il fait pression sur le gouvernement que d'infléchir les orientations du pouvoir au moment de l'élaboration des projets.

Une quinzaine de députés travaillent déjà de façon régulière avec le député radical de la Haute-Vienne. Parmi eux figurent beaucoup de nouveaux élus de l'UDF, en particulier M. M. Georges Colombier (Isère), Jacques Farran (Pyénées-Orientales), Michel Jacquemin (Doubs), Raymond Lory (Indre-et-Loire), Jean-Jack Salles (Seine-Saint-Denis), mais également de nouveaux députés du RPR, tel M. Maurice Jeandon (Voies). A sa prochaine réunion, le 25 juin, le C3E attend une douzaine de nouveaux membres en renfort.

#### « Ne pas se polariser sur les jeunes »

La constitution de ce pôle de réflexion et de proposition est d'autant plus nécessaire que la politique du gouvernement laisse parfois, selon M. Bouvet, à désirer : « On pouvait mieux emballer le produit, soupire-t-il, à propos des controverses sur la libéralisation des procédures de licenciement. Dieu sait si Philippe Séguin fait des efforts de pédagogie, mais on pouvait être encore plus performant en situant mieux les mesures prises dans leur contexte ». En tant que chef d'entreprise, le député de la Haute-Vienne se montre sceptique sur la portée des appels lancés aux patrons par le premier ministre : « Je ne crois pas aux incantations. L'emploi ne se décrète pas ».

Le C3E serait-il un nid de « rebelles » ? Pas du tout. Ses premiers animateurs, au contraire, jurent à qui veut l'entendre que M. Chirac n'aura jamais de collaborateurs plus dévoués qu'eux à la cause gouvernementale : « Nous sommes tous d'accord, il faut que nous témoignions par l'exemple », Les patrons députés vont-ils donc mettre la main à la pâte en embauchant dans leurs propres entreprises ? « Oui, assure M. Bouvet, il faudra sans doute des embauches exemplaires. Chez moi, c'est déjà fait, mais le secteur touristique dans lequel je travaille est très por-

teur. L'animateur du C3E ajoute toutefois : « Il ne faut pas se polariser sur le chômage des jeunes, aussi cruel qu'il soit. Il faut aussi trouver des solutions pour résorber le chômage des quarante-quarante-cinq ans, qui est parfois encore plus cruel. On peut peut-être y parvenir en améliorant les rapports entre les entreprises et les collectivités locales. Celles-ci pourraient, par exemple, reprendre à leur compte, en faveur de ces chômeurs-là, un régime analogue à celui des travaux d'utilité collective. »

#### Où sont les commis ?

Le maire centriste de Plessis-Trévise, M. Jean-Jacques Jegou, élu député UDF-CDS du Val-de-Marne, se montre encore plus critique que son collègue radical du Limousin quand il juge les débuts de M. Chirac et de son équipe : « Il faudrait envoyer ce gouvernement suivre des cours de communication, car c'est véritablement catastrophique... Mais, pour ce jeune barbare l'attitude de ses pairs du patronat français s'explique surtout par les aléas de la cohabitation entre le président de la République et le premier ministre : « Les dirigeants de l'économie ont besoin de certitudes dans la durée, souligne-t-il, et leur attention actuelle prouve qu'ils font du barmanisme sans le savoir ».

Cela dit, M. Jegou se défend d'avoir des états d'âme. Il se déclare, lui aussi, prêt à donner l'exemple en embauchant des jeunes dans la petite entreprise de quincaillerie qu'il a fondée et qui emploie aujourd'hui une cinquantaine de salariés pour un chiffre d'affaires d'une quarantaine de millions de francs. « J'en ai parlé à ma femme, qui dirige maintenant notre entreprise. Je lui ai dit, à table, l'autre jour : l'entreprise va bien, malgré nos problèmes de fonds propres et de fonds de roulement — comme toutes les PME — et j'aimerais que tu envisages un certain nombre d'embauches. Elle va le faire. »

S'il est d'accord pour soutenir à fond la politique de la majorité dont il fait partie, M. Jegou tient néanmoins à attirer l'attention sur « les problèmes tels qu'ils se posent au ras des pâquerettes ». C'est même pour cela qu'il partage le souci de pragmatisme mis en avant par M. Bouvet, qu'il a rejoint au C3E. « Encore faut-il que l'on sache, dit-il, que les patrons ne trouvent pas toujours le personnel qu'ils recherchent. Moi, j'ai besoin de commis quincailliers. Or savez-vous qu'actuellement, dans toute la région Ile-de-France, il n'y a pas vingt-cinq gamins en formation de CAP dans cette spécialité ? Je connais aussi un promoteur, dans ma commune, qui ne parvient pas à trouver, depuis quinze jours, un maçon. C'est pareil dans la menuiserie. Il faut donc parler aussi de la formation professionnelle et de l'état d'esprit des parents à l'égard de ces métiers. »

Encore faut-il également, ajoute M. Jegou, que les patrons de base — je veux parler de ceux des PME — ne soient pas oubliés. La plupart des mesures prises le sont en fonction de la situation des grandes entreprises, alors que ce sont les PME qui feront le succès ou l'échec du plan du gouvernement. On risque de refaire la même erreur que les socialistes à partir de 1981 et que leurs prédécesseurs, en décidant des choses qui ne sont pas conformes aux besoins réels des petites et moyennes entreprises. C'est une question de culture économique à l'intérieur de l'administration et des cabinets ministériels. Il faut

enfin, et surtout, conclut M. Jegou, que l'intendance suive. Par exemple, dès que les mesures pour favoriser l'embauche des jeunes ont été arrêtées, je me suis empressé de les relayer au niveau communal. Et les chefs d'entreprise que j'avais renseignés m'ont téléphoné quelques jours après en me disant : tu devrais dire à ton gouvernement qu'il informe, les ANPE parce que, quand nous sommes allés leur dire que nous étions prêts à embaucher dans les conditions annoncées, on nous a répondu : nous ne sommes au courant de rien... »

Jean-Paul Delevoye, lui, suit une démarche parallèle. Maire de Bapaume, nouveau député RPR du Pas-de-Calais, il ne participe pas, pour l'instant, au Carrefour de ses collègues Bouvet et Jegou. Responsable d'une petite fabrique d'allumettes de Béthun qui réalise un chiffre d'affaires d'une quarantaine de millions et emploie une trentaine de salariés, il n'aime pas superposer ses deux casquettes d' élu et de patron. Pas question, le cas échéant, pour faire plaisir au chef de la majorité d'embaucher au risque de mettre en difficulté son entreprise : « Il ne faut pas vendre son âme. En tant qu'homme politique je ne ferai jamais passer mes intérêts personnels avant mes idées politiques et en tant que responsable économique je ne ferai jamais passer mes idées politiques avant les intérêts économiques de l'entreprise et des gens qui en vivent. C'est un problème d'humilité intellectuelle. »

#### « Les ouvriers ne suffisent plus... »

Au demeurant, M. Delevoye a la conscience tranquille : « J'ai investi en 1985 dans l'achat d'un nouveau poste de fabrication et j'ai aussi remis de l'argent dans l'entreprise. Ce n'était pas mon intérêt personnel, car, si j'avais voulu gagner de l'argent, j'aurais pu placer en Bourse. Mais, quand on est pilote d'une entreprise, on est responsable de ses matériels. Nous sommes un peu en dessous de nos objectifs, mais la tendance est bonne et nous mobilisons nos employés sur le fait qu'en principe il ne devrait pas y avoir de licenciements chez nous... »

M. Delevoye préfère insister sur la nécessité de relancer l'idée de la participation, « clé de l'économie moderne », sur l'épanouissement de l'homme « dans le travail ». Les ouvriers ne suffisent plus sur les chantiers, il n'y a plus la joie de vivre chez nous, alors qu'en Afrique on voit des enfants qui crèvent de faim et qui consentent malgré tout un sourire extraordinaire... Voilà le défi politique de demain ! L'homme politique est finalement l'ennemi numéro un de l'économie parce qu'il gère trop souvent le court terme sans se préoccuper du long terme. C'est pour ça que M. Chirac a été courageux de situer son action dans le long terme. »

Cet entrepreneur nordiste rejoint finalement ses collègues : « C'est vrai, l'embauche, c'est d'abord la conséquence d'un contexte. Or, jusqu'à présent, on a dit aux chefs d'entreprise : il faut dribbler la défense adverse, mais on leur a mis chaque fois du plomb dans les poches au moment où les étrangers, en face de nous, allégeaient leurs défenses. Nos chefs d'entreprise ne parviennent pas à tirer au but... »

Chirac-Platini même combat ? Patron ou pas, impossible, décidément, d'échapper au Mondial...

ALAIN ROLLAT.

## Finlande

UN REVE...  
TRES ACCESSIBLE

Si vous rêvez de nature, de nature authentique, c'est maintenant qu'il faut aller en Finlande : En été, la Finlande est plus verdoyante et plus ensoleillée que jamais. Laissez-vous tenter, réalisez vos rêves :

- Vacances à la ferme
- Chalet au bord de l'eau (en location)
- Balades en bicyclette (d'auberge en auberge)
- Circuits en canoë (de lac en lac)
- Pêche (au bord ou en barque)
- Randonnée découverte en Laponie.

Bon pour une documentation gratuite :

Office National du Tourisme de Finlande  
13, rue Aubert, 75009 Paris, (1) 47 42 65 52

Nom .....

Adresse .....

**CEPES**  
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 - 47.45.09.19  
préparation intensive on septembre au

**CFPA**  
centre formation professionnelle avocat

مكتبة لادام



## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La nouvelle loi sur la presse est adoptée

La majorité craignait que l'opposition ne pratique une stratégie de blocage de la discussion de cette proposition de loi, l'obligeant une fois encore à recourir à l'engagement de responsabilité du gouvernement. Les socialistes, en multipliant les députés d'amendements, s'en étaient donné les moyens. Petit à petit, ils y ont renoncé. Ils ont vite

compris qu'ils ne pouvaient la mettre réellement en œuvre sans un soutien de l'opposition publique, qu'ils n'ont pas réussi à obtenir.

Car ce débat n'a guère passionné. Pour tenter de franchir ce qu'ils ont ressenti comme un « mur », les députés du PS ont été réduits à aborder longuement le sujet lors de

la séance consacrée aux questions d'actualité de mercredi après-midi. Pour visualiser l'enjeu, ils ont étalé devant les caméras de FR 3 tous les quotidiens appartenant à M. Hersant. Avec une splendide « raté », puisque, dans la liasse qu'ils avaient apportée, figurait un exemplaire du *Provençal*, le journal de Gaston Deferré.

M. François Léotard a profité de la présence des caméras pour sortir du silence où il s'était pratiquement enfoncé depuis le début du débat. Il a refusé le terme de loi « *pro-Hersant* », affirmant qu'il s'agit simplement de supprimer un texte, celui de 1984, « *liberticide*, qui ne s'attaquait qu'à un homme ». Il a confirmé que lui, « *contrairement au gouvernement précédent* », proposait lors de la discussion du budget de 1987 une réforme du système d'aide à la presse, et d'une analyse globale des problèmes de la presse écrite et de l'audiovisuel en vue de mettre en place une législation multimedias. Mais, à encore, les divergences réapparaissent dès que l'on aborde les modalités d'application.

Curieusement aussi, la majorité paraît bien décidée à se montrer moins « *libérale* » pour l'audiovisuel que pour la presse écrite. Le député bariste, M. François d'Amberg, a demandé que, lorsque seront accordées les autorisations d'émissions en radio ou en télévision, il soit bien fait attention de ne pas conforter les monopoles locaux que détient déjà bien souvent des quotidiens de province. Et il a obtenu un accord de principe de M. François Léotard.

Ce texte sur la presse écrite est ainsi clairement apparu comme un hors-d'œuvre avant la loi sur l'audiovisuel. — Th. B.

lines) : « *Nous sommes fiers que ce soit un 18 juin que la presse gagne plus de liberté.* »

Les socialistes soulignent aussi, avec force, la contradiction qu'il y avait à refuser « *une commission indépendante* » pour la presse écrite, alors que le projet audiovisuel en prévoit une : « *Il est curieux que vous, qui vous dites libéraux, confiez à des fonctionnaires du gouvernement le soin de surveiller l'application de cette loi* », remarque M. Queyranne.

Le rôle particulier des journalistes fut aussi un des chevaux de bataille des socialistes, qui demandèrent que la notion d'« *équipe rédactionnelle* » remplace dans la loi de 1984, fût-elle maintenue : « *Un journal c'est une âme, et c'est la rédaction qui la lui donne ; ce n'est pas simplement son patron* », remarque M. Jacques Fleury (PS, Somme). M. Péricard le refusa en se contentant de remarquer que reconnaître cette notion c'était « *ou trop peu ou pas assez* », mais il ne proposa pas d'aller plus loin.

Aut sein de la majorité, M. François d'Amberg (UDF, Mayenne) fut le seul à tenter d'obtenir une limitation de la possibilité pour la presse écrite d'obtenir le droit de posséder des radios ou des télévisions. Mais il retira ses amendements sur la promesse de M. Léotard que la commission qui répartira les fréquences devra tenir compte du risque de créer un « *abus de position dominante* ». Un amendement dans ce sens sera proposé « *avec le vote du gouvernement de la faire aboutir* », lors de la discussion du projet sur l'audiovisuel. C'est bien celui-ci qui sera le plat de résistance.

THIERRY BRÉHIER.

### Concentration

(Suite de la première page.)

Elles le furent également les jours précédents, sur la nécessité voulue par la gauche, reprise par la droite, de faire connaître aux lecteurs les propriétaires réels des journaux, sur l'obligation, refusée par la majorité, de limiter sérieusement la concentration des titres.

Curieusement, les seuls rapprochements se sont produits sur ce qui ne figure pas dans ce texte : la nécessité d'une réforme du système d'aide à la presse, et d'une analyse globale des problèmes de la presse écrite et de l'audiovisuel en vue de

mettre en place une législation multimedias. Mais, à encore, les divergences réapparaissent dès que l'on aborde les modalités d'application.

Curieusement aussi, la majorité paraît bien décidée à se montrer moins « *libérale* » pour l'audiovisuel que pour la presse écrite. Le député bariste, M. François d'Amberg, a demandé que, lorsque seront accordées les autorisations d'émissions en radio ou en télévision, il soit bien fait attention de ne pas conforter les monopoles locaux que détient déjà bien souvent des quotidiens de province. Et il a obtenu un accord de principe de M. François Léotard.

Ce texte sur la presse écrite est ainsi clairement apparu comme un hors-d'œuvre avant la loi sur l'audiovisuel. — Th. B.

### L'argent

Retour en arrière d'un demi-siècle. La nouvelle loi sur la presse, votée à la hussarde et discutée avec mollesse devant une opinion indifférente, efface cinquante ans d'une législation mise au point par la Résistance et constamment contrainte dans les faits. L'actualisation de 1984, à l'initiative du gouvernement de M. Pierre Mauroy, est victime du même coup de balai.

A l'inverse des principes de 1944, « *la presse est libre quand elle ne dépend ni des puissances financières ni de la puissance publique* », la majorité restaure la loi du marché, pratiquement sans contrainte. Avec le seul de 30 %, l'ensemble des quotidiens pourraient être détenus à terme par trois groupes, dont celui de M. Robert Hersant. Les règles de transparence sont devenues tellement légères que les groupes pourront y échapper et opérer leurs transactions dans l'ombre. Entartée aussi la nécessaire « *équipe rédactionnelle autonome* », une des garanties du pluralisme. Entartée encore l'instance de régulation (la commission Callavet), dont l'existence fut abolie en 1979 par le doyen Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel.

Que reste-t-il ? Un règlement de comptes devant notaire. M. Hersant, qui a bien servi l'opposition pendant cinq ans, reçoit ses dividendes. Il a les mains libres, s'il ne les avait déjà. Il pourrait même — puisque aucune disposition anti-trust presse audiovisuel n'a été mise au point — régner aussi sur une chaîne de télévision.

La droite tourne une page. Elle le fait avec détermination, même si certains députés de la majorité lui ont fait remarquer que M. Robert Hersant, ancien journaliste, et à plusieurs reprises, donne l'impression d'être un peu maître de la situation. Le débat de fond (l'information est-elle seulement un bien de consommation ordinaire ?) est tranché. La nouvelle loi n'est pas seulement de circonstance, elle a une forte coloration idéologique. YVES AGNES.

### Le sort de « l'Union » de Reims

#### UN PREMIER TEST POUR M. HERSANT

Premier test en grandeurs réelles pour la loi sur la presse et son interprétation des limites à la concentration. Les douze associations de résistants, propriétaires du quotidien régional *l'Union de Reims*, se réunissent le 20 juin. Ils doivent choisir entre les deux candidats à la reprise du titre. Le premier, M. Alain Thirion, industriel à Epinal, autorisé par la cour d'appel de Reims à présenter un nouveau plan, propose une hausse de capital de 35 millions de francs en plusieurs étapes, des investissements dans la photocomposition et l'impression et une garantie des emplois.

L'autre, M. Philippe Hersant, a pour lui d'être locataire-gérant provisoire du quotidien champenois jusqu'au 3 juillet. Mais la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse avait déclaré que la reprise de *l'Union* par le fils de M. Robert Hersant portait atteinte au pluralisme de la presse. Les propriétaires de *l'Union* suivront-ils cet avis, alors que la commission présidée par M. Henri Caillavet ne figure plus dans la nouvelle loi ? Leur choix, en tout cas, devrait être entériné par le tribunal de commerce de Reims. Y.-M. L.

### Audiovisuel : inquiétudes des journaux

Le projet de loi sur l'audiovisuel adopté par le conseil des ministres du 11 juin inquiète les dirigeants de la presse écrite. Le maintien de la publicité sur les écrans des deux chaînes du service public, Antenne 2 et FR 3 — et la ponction supplémentaire sur le marché publicitaire que va effectuer TF1 privatisée, sans oublier le développement de la « *5e* » réattribuée risquent d'avoir de sérieuses conséquences.

Parmi l'ensemble des médias, la presse écrite connaît la plus forte augmentation (19,3 %), mais c'est la presse quotidienne nationale qui tire son épingle du jeu avec une croissance de 37 % par rapport au premier trimestre 1986 par rapport au premier trimestre de l'an dernier, qui avait lui-même enregistré une hausse de 14 % vis-à-vis de 1984. Parmi l'ensemble des médias, la presse écrite connaît la plus forte augmentation (19,3 %), mais c'est la presse quotidienne nationale qui tire son épingle du jeu avec une croissance de 37 % par rapport au premier trimestre 1986.

Cette évolution est d'autant plus redoutée que les investissements publicitaires dans la presse écrite avaient tendance à s'améliorer depuis quelques temps. Une récente étude de la SECODIP indique en effet que les investissements de la publicité dans les médias ont progressé de 15,2 % au cours du premier trimestre 1986 par rapport au premier trimestre de l'an dernier, qui avait lui-même enregistré une hausse de 14 % vis-à-vis de 1984. Parmi l'ensemble des médias, la presse écrite connaît la plus forte augmentation (19,3 %), mais c'est la presse quotidienne nationale qui tire son épingle du jeu avec une croissance de 37 % par rapport au premier trimestre 1986.

Cette embellie, pourtant, ne saurait faire illusion. Car dans un marché publicitaire en constante évolution — chaque année, l'augmentation des dépenses publicitaires s'accroît de 3 % à 5 % — la part de la presse écrite va s'amenuisant. Elle représentait 63,5 % des recettes publicitaires des médias en 1975, 59,5 % en 1979, 56 % en 1984 et 51 % avant le premier trimestre de cette année. En revanche, la part du

petit écran augmente (20 % en 1986 contre 13,5 % en 1975).

Face à cette situation, la presse écrite a le choix entre deux solutions. La première consiste à se lancer dans l'aventure de la télévision par câble pour compenser un éventuel recul des ressources de l'écrit. C'est ainsi que le groupe de M. Robert Hersant, Hachette, l'Express ou les Editions mondiales sont candidats à l'achat de TF1 ou à la reprise de la « *5e* ».

Invités par le projet de loi à participer au capital des futures chaînes privées, mais disposant de moyens financiers plus faibles que ces grands groupes de presse, plusieurs titres de la presse écrite périodique envisagent, via un regroupement, de devenir leurs partenaires. Garants « *d'un savoir-faire et de garde-fous sérieux en matière de pluralisme* », selon M. Roland Dreyfus, directeur de la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique (*le Monde* du 13 juin), ces journaux estiment pouvoir enrayer le déclin de leurs ressources publicitaires par leur participation au capital des télévisions privées.

#### Limites

#### le volume de publicité

Le dialogue avec les candidats les mieux placés est déjà entamé. Ainsi, M. Robert Hersant, candidat éventuel à la reprise de TF1, a écrit aux responsables de la presse de province. Hachette est en négociation avec plusieurs titres indépendants du groupe Hersant. M. Pierre Dauterive, président de Havas (candidat à la reprise de la « *5e* » aux côtés de la CLT) a récemment indiqué « *qu'il serait sain que la presse régionale soit présente dans une chaîne de télévision nationale* ». Intéressé par cette « *initiative* », M. Claude Publ, directeur général du *Republicain lorrain* (Metz) et président du syndicat de la Presse quotidienne régionale, a toutefois précisé qu'il fallait en « *mesurer l'impact financier* ».

Les investissements financiers dans une télévision privée sont en effet importants. En outre, la rentabilité d'un placement dans une chaîne de télévision privée et les pertes de recettes publicitaires directes ne sont pas de même

échelle. Enfin, les éditeurs qui auront investi dans une télévision ne peuvent s'attendre à en tirer des bénéfices avant plusieurs années.

Ce risque explique la seconde solution défendue par d'autres patrons de presse. À l'instar de M. Roger Bouzinac, directeur général de la Fédération nationale de la presse française, ils estiment que « *la ponction sur les recettes publicitaires de la presse est inscrite dans les faits* » et réclament que les ressources publicitaires des journaux soient garanties par une réglementation du volume horaire de la publicité sur les écrans privés de l'ordre de 10 %.

Certains éditeurs espèrent enfin un nouvel équilibre du marché publicitaire. Ils comptent notamment sur un relèvement des tarifs des spots télévisuels, actuellement très bas et qui pourraient être augmentés de 25 % à 30 % afin de « *coller* » au marché. Si tel était le cas, la presse écrite deviendrait compétitive et pourrait faire valoir ses atouts spécifiques : meilleur « *ciblage* » du lectorat offert aux annonceurs, crédibilité accrue de l'encart publicitaire due aux liens qui existent entre le lecteur et son journal.

Mais ce nouvel équilibre reste problématique. D'une part, les annonceurs n'accepteront pas une hausse brutale de tarif des écrans publicitaires à la télévision, d'autre part, l'Etat ne pourra l'imposer. La Régie française de publicité (RFP), qui fixe actuellement les tarifs des spots, n'a reçu aucun page de survie et, en tout état de cause, n'aura plus le monopole de la publicité télévisée. En attendant, le rôle de la RFP s'exerce encore : les budgets publicitaires pour 1987 sont discutés dès cet été, et les pages à l'écran fixés en septembre. Le nouveau paysage audiovisuel sera encore en gestation, et les entreprises de presse peuvent espérer quelques mois de statu quo. Les premiers effets de la concurrence ne se feront sentir qu'à la mi-87.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Il importe toutefois de noter que la SECODIP ne mesure que les investissements théoriques et ne peut pas tenir compte des pratiques commerciales de la publicité (réductions de prix, échanges, annonces gratuites...).

### LA SÉANCE DE QUESTIONS

#### Hector et le « rappel » du 18 juin

Hector n'est pas content. Et il l'a fait savoir, le mercredi 18 juin, à l'Assemblée nationale, au moment de la clôture de la célèbre séance hebdomadaire des questions au gouvernement. M. Hector Rolland (RPR, Allier) a utilisé la procédure du « *rappel au règlement* », celle dont on ne sait jamais très bien à quel article elle fait référence, pour exprimer son mécontentement quant au déroulement des opérations. Il a fait son « *rappel du 18 juin* », très apprécié sur les bancs du Front national. Quand un député fait un peu dans la démagogie antiparlementariste, ça marche toujours de ce côté-là de l'hémicycle.

De sa voix rocailleuse, ce revenant du Palais-Bourbon s'est écrié contre « *le spectacle effrayant donné devant l'opinion publique* », au cours des questions d'actualité. M. Rolland, qui demande à M. Jacques Chaban-Delmas de remettre un peu d'ordre, ne peut s'empêcher que les députés fassent pendant huit ou dix minutes des développements qui n'ont aucune raison d'être, pour ensuite poser leur question en trente secondes ! Sa remarque s'adressait aussi aux ministres. Homme bien élevé, il a parlé du « *cirque de l'Assemblée nationale* », mais tout le monde a compris qu'il aurait pu aussi bien dire « *hémicycle de tolérance* ». Bienveillant, le président lui a répondu que ce problème n'était pas nouveau et que lui-même avait le souci de rappeler aux députés qu'il faut faire court.

A dire vrai, l'observation ordinaire de M. Rolland n'était pas dénuée de fondement. Le plus bel exemple en a été fourni par M. Jean-Pierre Peretti Della Rocca (UDF, Bouches-du-Rhône), un médecin que les

Aixois ont l'honneur d'avoir comme maire. Avant de poser sa question relative à la simplification de la réglementation en matière d'urbanisme, ce qui n'était pas évident à comprendre, ce député a livré à ses pairs un pathos invraisemblable.

« *Nous savons tous maintenant que la France a été créée en 1981. Les grands gourous socialistes nous l'ont dit.* » Les socialistes s'agitent. « *Après tout, notre pays, semble-t-il, n'était qu'un plasma informe, tout n'était que jachères, caillasse et brouillasse.* » On s'agite de plus belle. « *Si, si, cela a été dit* », poursuit-il. Heureusement le big bang collectiviste, social-communiste [bruits] a mis bon ordre à tout cela. Le soleil, emblème capitaliste, sur du lui et dominateur [bruits], est allé se cacher. Chaque Français a droit désormais pour s'éclairer à une bougie démocratique, hexagonale et socialiste. » Les exclamations enflent, et tout le monde est écroulé de rire. Imperturbable, il continue : « *Cheque Français peut à loisir idolâtrer et l'icônolâtrer les images pieuses de Blanqui, Guesde, Quilliot, Auroux [bruits] et de tant d'autres qui resteront dans le panthéon des mémoires, mais pas dans celui qui se trouve au bout de la rue Soufflot !* » La joie de l'hémicycle est à son comble, mais M. de Peretti assure qu'il a « *couvert le voix de ces bandoleros !* » qui siègent à sa gauche.

Il fallait bien, effectivement, puiser dans le livre de la jungle de Kipling et comparer les socialistes à une tribu de singes pour poser une question sur l'urbanisme... qui a fini par venir au bout de cette profession de foi de fête foraine.

OLIVIER BIFFAUD.

Les cérémonies commémoratives de l'appel du 18 juin. — Le président de la République et le premier ministre ont participé, mercredi au mont Valérien, aux cérémonies commémoratives de l'appel lancé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle. M. Mitterrand s'est recueilli, près du mémorial de la France combattante, dans la crypte où sont enterrés des résistants fusillés par les Allemands. Les compagnons de la Libération, parmi lesquels MM. Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, participaient à cette cérémonie.

Collection Mondes en devenir  
**LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPEEN**  
M. F. LABOUZ  
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F  
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE  
Editions Berger-Levrault

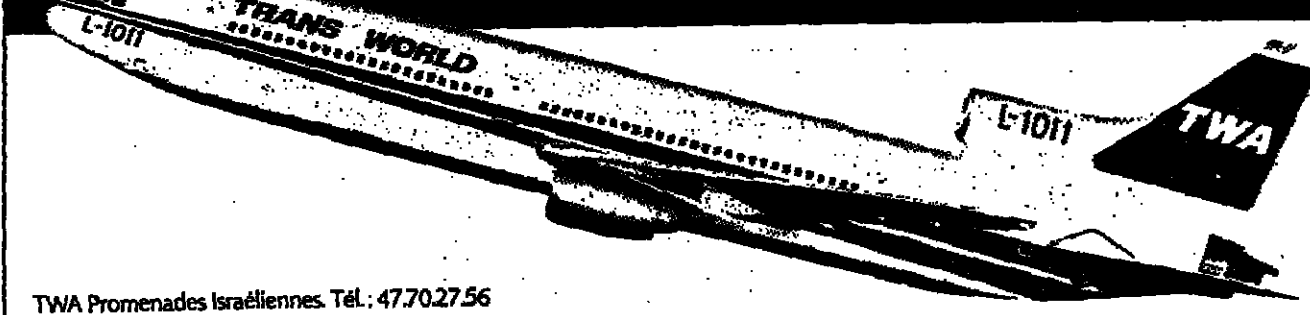
**Le Monde**  
dossiers et documents

**L'AFRIQUE DU SUD**

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIN 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

Paris-Tel Aviv: feu vert pour la Mer Rouge.



Vol quotidiens  
sans escale Paris CDG1-  
Tel Aviv en gros porteur.  
Contactez TWA au 47.20.62.11  
ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA Promenades Israéliennes. Tél.: 47.70.27.56

# POLITIQUE

## AU SÉNAT

### M. Séguin rassure les centristes

M. Philippe Séguin a invité le Sénat, le mercredi 18 juin, à « laisser un moment les passions politiques et les débats idéologiques » pour examiner « concrètement, patiemment, sereinement » la question de l'autorisation administrative de l'exercice de la profession de journaliste. Pour le ministre des affaires sociales et de l'emploi, les effets de ce dispositif sont tout simplement « pervers » pour l'emploi. Quant à sa suppression, il entend la aussi en démythifier les conséquences : aussi se refuse-t-il à avancer un chiffre pour le nombre d'emplois qu'elle serait susceptible de créer.

Après avoir rappelé que ce premier texte sera suivi d'un second à l'automne, qui devra tirer la leçon des négociations entre partenaires sociaux afin d'abroger, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987, en totalité, le système d'autorisation de l'exercice de la profession de journaliste, M. Séguin a précisé que le gouvernement « saura prendre ses responsabilités » si les négociations n'aboutissent pas. Ajoutant qu'il manifeste de l'intérêt pour certaines « pistes » destinées à définir les futures procédures de vérification du respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel, ainsi que l'élaboration des plans sociaux comportant des mesures d'indemnisation et de reclassement, il en cite trois : tout d'abord, les procédures conventionnelles avec, par exemple, pour se prononcer sur la possibilité pour l'entreprise d'élaborer un plan social, le recours aux commissions de l'emploi créées par l'accord de 1969, qui seraient alors renouvelées. Ensuite, s'il est exclu de donner à l'administration un pouvoir d'autorisation, en revanche, estime M. Séguin, elle pourrait être consultée, voire, pourrait imposer des délais en cas de violation des règles de procédure ou d'insuffisance du plan social. Pour le contrôle judiciaire a posteriori, un examen

d'ensemble apparaît nécessaire au ministre notamment sur les moyens et les pouvoirs des conseils de prud'hommes. En tout état de cause, ce second projet de loi indique-t-il, devra permettre de garantir aux salariés, frappés par un licenciement économique, une information suffisante sur les motifs de son licenciement, une possibilité de recours auprès d'une instance extérieure et objective et l'étude des mesures sociales qui peuvent être prises.

Par ces indications, M. Séguin a donné implicitement son accord aux trois amendements de M. Louis Souvet (Ratt. adm. RPR, Doubs), rapporteur de la commission des affaires sociales (Le Monde daté 15-16 juin).

S'il satisfait ainsi une grande partie de sa majorité, le ministre des affaires sociales ne lève pas pour autant toutes les réserves que son projet suscite chez les centristes qui lui inspirent de « effets pervers ». Il observe que les socialistes ont échoué en 1981 « pour avoir ignoré les réalités économiques », « pris la garde, a-t-il ajouté, d'ignorer en 1986 les réalités sociales », propos que ne manquent pas d'applaudir les sénateurs socialistes qui avaient axé leurs interventions sur le thème : le gouvernement s'illu-sionne en pensant bâtir une politique économique sur les décombres du droit social.

Répondant à M. Durafour, son prédécesseur au ministère du travail, M. Séguin, reconnaît que le risque existe d'une incompréhension de l'opinion et d'un trouble des responsables syndicaux, mais, annonce-t-il, le gouvernement est prêt à différer certaines des initiatives qu'il avait l'intention de prendre dans d'autres domaines du droit social, dans l'attente de futures négociations et de manière à permettre à celles-ci de prendre toute l'ampleur nécessaire.

Les communistes, ayant en vain proposé au Sénat de rejeter le projet par une question préalable et une exception d'irrecevabilité, l'examen des trois cent onze amendements peut commencer ce jeudi 19 juin.

A. Ch.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 18 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le communiqué suivant a été diffusé :

#### ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi organique relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales.

Ce texte étend aux magistrats les dispositions de la loi du 17 janvier 1986 instituant des bonifications d'ancienneté au profit des fonctionnaires des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui servent dans des organisations internationales.

Cette mesure a pour objectif d'inciter les magistrats à servir, au cours de leur carrière, dans les organisations internationales et de remédier ainsi à la forte diminution, constatée au cours des quinze dernières années, du nombre des Français en fonction dans ces institutions.

#### CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des autres participants à la coopération entre la France et le Québec.

Ce protocole, qui complète l'accord franco-québécois du 12 février 1979, permettra d'améliorer la protection sociale de tous ceux qui participent à la coopération entre la France et le Québec.

#### ENGAGEMENT DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote de la proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse et sur

le vote en deuxième lecture du projet de loi de finances rectificative pour 1986.

#### ÉDUCATION NATIONALE

M. le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur les perspectives de réforme des structures de l'administration de l'éducation nationale.

Les mesures envisagées constituent les lignes directrices d'une politique de déconcentration administrative, indispensable notamment pour tirer toutes les conséquences de la décentralisation.

Les dispositions projetées ont pour but d'alléger et simplifier les procédures, de clarifier et rapprocher des usagers - enseignants, élus et parents d'élèves - les niveaux de décision au sein du système éducatif.

Les recteurs et les inspecteurs d'académie recevront délégation de compétence de l'administration centrale pour l'exercice de diverses attributions de contrôle ou de gestion jusqu'à présent assurées par le ministre. Les élus locaux et les chefs d'établissement verront également leur compétence accrue pour déterminer les conditions de la vie scolaire.

Une grande partie de ces mesures peut intervenir très rapidement. Elles contribueront au rapprochement des parents, des personnels et des élèves avec leurs écoles.

#### NOMINATIONS

Le conseil des ministres a procédé aux nominations suivantes :

M. Claude Archambault est nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au ministère des DOM-TOM.

M. Alain Perroy est nommé directeur des industries chimiques au ministère de l'Industrie.

M. Guy Bouilhaguet est nommé directeur des sports au secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

M. Marcel Blanc est nommé directeur général de l'Office des anciens combattants et victimes de guerre.

## Les rocardiens actualisent la déclaration de principes du PS

La convention nationale du PS, qui se réunit les 28 et 29 juin prochains avec - notamment - à son ordre du jour, l'ouverture du débat sur la rénovation du PS, se penchera sur la réécriture de la déclaration de principes du PS. Si l'ex-CÉRES de M. Jean-Pierre Chevènement ne juge pas prioritaire cette réécriture, car les socialistes ne sont pas des « archaïques », plusieurs dirigeants du PS, dont M. Rocard, ont demandé l'élaboration d'une nouvelle déclaration de principes. Cette réécriture, à laquelle M. Jospin s'est déclaré favorable, prend ainsi force de symbole, alors même que nombre de socialistes n'avaient jamais lu, jusqu'à ces derniers mois, le texte actuel, qui précise que le PS est un parti « révolutionnaire »...

Pour des raisons tant politiques que statutaires, la convention nationale ne peut adopter une nouvelle déclaration de principes. Néanmoins, les amis de M. Rocard ont rédigé un projet qu'ils comptent soumettre à la convention. M. Gérard Fuchs, nouveau député de Paris, et l'un des lieutenants de M. Rocard, rappelle que le PS - devenu plus « réaliste » mais resté « socialiste » - sera conduit à « un réexamen dans tous les domaines, des structures à la stratégie ».

M. Fuchs remarque à ce propos que la déclaration de principes constitue « un point symbolique où se trouve cristallisée notre identité et où devront se lire clairement nos adaptations ». Le député de Paris explique que les amis de M. Rocard « ont préféré

actualiser la déclaration existante plutôt que de la refondre entièrement, en souhaitant que le caractère volontairement mesuré de leur démarche rende plus facile la progression du débat ».

« Car, conclut M. Fuchs, entre un conservatisme d'idées qui éloignerait de nous pour longtemps toute perspective de gouvernement, et un reniement d'identité

qui retirerait son sens à cette perspective, il devient urgent d'avancer. »

Dans ce texte apparaissent la conception d'un parti non plus d'affrontement ou de lutte des classes, mais de consensus et de « compromis social », et l'idée d'un secteur public à géométrie variable.

### M. Hermier (PCF) dénonce la « droite de la réforme » et la « gauche de la capitulation »

Entouré de M<sup>me</sup> Francette Lazard, membre du bureau politique du PCF, et de M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse, M. Guy Hermier a fait au cours d'une conférence de presse, le mercredi 18 juin le compte rendu de la réunion du comité central (16 et 17 juin) au cours de laquelle il avait présenté le rapport introductif sur les intellectuels, la culture et le rassemblement pour changer la société.

M. Hermier, membre du bureau politique et responsable des intellectuels au parti, a d'abord indiqué que ce comité central était la première initiative d'importance sur cette question depuis le conseil national de Bobigny, en 1980.

Mettant en évidence « le glissement à droite de la gauche », M. Hermier a évoqué rapidement le « problème Juquin ».

Il a indiqué que l'ancien porte-parole du PCF était intervenu au

comité central « pas du tout pour donner son opinion sur le problème à l'ordre du jour, mais pour chercher à justifier ses initiatives ». Il a confirmé que M. Georges Marchais lui avait répondu, mais dans la mesure où l'intervention de M. Juquin « n'apportait rien de neuf qu'on ne connaisse déjà, elle n'était pas de nature à modifier les positions prises lors du vingt-cinquième congrès », a-t-il ajouté.

S'il a noté qu'il y avait eu un mouvement plus important des intellectuels vers le PS que vers le PCF, M. Hermier a dit : « Pour combattre la droite de la réforme, il ne faut pas revenir à la gauche de la capitulation ». En mettant l'accent sur le « rassemblement », M. Hermier a eu cette formule : « Nous ne devons plus rallier-vous à la classe ouvrière », nous disons à la classe ouvrière élargie et aux intellectuels, réfléchissons ensemble. »

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, qui s'est réuni le mercredi 18 juin, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

#### PICARDIE : M. Alain Ohrel.

M. Alain Ohrel, préfet, commissaire de la République du département de Maine-et-Loire, est nommé commissaire de la République de la région Picardie, commissaire de la République du département de la Somme.

[Né le 12 mars 1935 au Havre (Seine-Maritime), ancien élève de l'ENA, M. Ohrel fut nommé administrateur civil au ministère de l'Intérieur en 1962. Il occupa successivement les fonctions de chef de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, puis du préfet de la Haute-Vienne. Nommé sous-préfet en novembre 1963, il fut le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Roger Frey, d'octobre 1965 à mai 1966. Sous-préfet de Dreux (1966), puis de Libourne (1970), il a été successivement préfet de la Mayenne (mai 1979) et de la Charente (août 1981), avant d'être nommé haut-commissaire de la République en Polynésie (décembre 1982). Il était préfet du Maine-et-Loire depuis le 6 mars 1985.]

#### GARD : M. Robert Miguet.

M. Robert Miguet, préfet, commissaire de la République du département des Pyrénées-Orientales, est nommé commissaire de la République du département du Gard.

[Né le 30 décembre 1929 à Toulouse (Haute-Garonne), ancien élève de l'ENA, M. Robert Miguet a été successivement sous-préfet de l'Inde (Guyane) (1961), puis secrétaire général de la Guyane (1961-1963), du Territoire de Belfort (1964), sous-préfet de Lisieux (1969), de Bastia (1972), de Montbéliard (1974) et secrétaire général de la Haute-Garonne (1979). Nommé préfet de la Gironde (février 1982), il était préfet des Pyrénées-Orientales depuis le 11 janvier 1984.]

#### MAINE-ET-LOIRE : M. Guy Pigoullé.

M. Guy Pigoullé, préfet, commissaire de la République du département du Gard, est nommé commissaire de la République du département de Maine-et-Loire.

[Né le 26 octobre 1926 à Saint-Jean-de-Védas (Hérault), diplômé de

l'Institut d'études politiques de Paris, M. Guy Pigoullé a occupé les fonctions de chef de cabinet dans le Gard, en Vendée, en Isère, avant d'être nommé sous-préfet de La Tour-du-Pin en 1955, d'Albi en 1956, de Nîmes en 1959, puis secrétaire général de la Drôme en 1968 et sous-préfet de Béziers en 1971. Nommé préfet de la Creuse en octobre 1980, il était préfet du Gard depuis le 13 juillet 1982.]

#### MAYENNE : M. François Lépine.

M. François Lépine, administrateur civil hors classe, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Mayenne.

#### PYRÉNÉES-ORIENTALES : M. Maurice Joubert.

M. Maurice Joubert, préfet, commissaire de la République du département de la Mayenne, est nommé commissaire de la République du département des Pyrénées-Orientales.

[Né le 14 juin 1930 à Grenoble (Isère), licencié en droit, M. Maurice Joubert a été nommé sous-préfet en 1961. Successivement en poste à Albertville (1969), Mantes-la-Jolie (1976), puis Valenciennes (1979), il a été préfet de la Loire de juin 1983 au 31 juillet 1985, date à laquelle il a été nommé dans la Mayenne.]

D'autre part, M. Jacques Seval, préfet, commissaire de la République de la région Picardie, est nommé préfet hors cadre et M. Arsène Lux, administrateur civil hors cadre, sont nommés préfets hors cadre pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4335

#### Déclaration de principes du PS

Le but du Parti socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard de la collectivité.

Le Parti socialiste affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire.

Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé. La socialisation progressive des moyens d'investissement, de production et d'échange en constitue la base indispensable. La démocratie économique est en effet le caractère distinctif du socialisme.

Le Parti socialiste propose aux travailleurs de s'organiser pour l'action, car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il les invite à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent donc, démocratiquement, supprimer l'exploitation - et par là-même les classes - en restituant à la société les moyens de production et d'échange, dont la détention reste, en dernière analyse, le fondement essentiel du pouvoir.

L'utilisation des réformes implique que l'on ait conscience de leur valeur et de leurs limites. Le Parti socialiste sait toute la valeur des réformes qui ont déjà atténué la peine des hommes et, pour beaucoup d'entre eux, accru leur capacité d'engagement pour la transformation de la société. Mais le progrès vers la démocratie socialiste ne peut se faire sans confrontation entre les détenteurs actuels du pouvoir et ceux qui veulent aboutir à un partage plus équitable de ce pouvoir : si la complexité croissante des sociétés industrielles modernes a provoqué une diversification des couches sociales, elle n'a pas pour autant effacé l'antagonisme entre classes et groupes sociaux ayant des intérêts partiellement divergents.

Le Parti socialiste estime que la construction permanente d'une société socialiste passe par la voie démocratique : c'est la combinaison entre les différentes possibilités démocratiques, politiques et syndicales - qui créera les conditions de passage d'un régime à l'autre. Dans cette perspective, le mouvement socialiste considérera comme indispensables l'adhésion et le consentement des masses aux actions menées et ses militants doivent tendre sans cesse à modifier, par les voies multiples de la démocratie, le rapport de force actuellement imposé par la classe dominante.

#### Propositions de M. Rocard

Le but du Parti socialiste est d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité des chances et la solidarité, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard des autres et de la collectivité. Le Parti socialiste entend faire en sorte que soient maîtrisées, de manière démocratique, les mutations scientifiques et techniques présentes et à venir, afin de mettre leurs bénéfices au service de tous.

Il affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits, mais aussi de la réalisation des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles susceptibles d'en permettre le plein exercice.

Le libre exercice de la démocratie politique est la première de ces conditions : c'est pourquoi les socialistes ne peuvent accepter de se reconnaître dans les soi-disant « démocraties populaires » de l'Est, soumises au poids d'un véritable totalitarisme d'Etat. Mais la démocratie doit également s'étendre aux champs économique, social et culturel : c'est pourquoi les socialistes rejettent aussi la société capitaliste, qui prétend pouvoir atteindre le bien commun à travers la seule recherche du profit privé.

Le mouvement socialiste est né à l'époque où la propriété privée des moyens de production et d'échange constituait la source principale du pouvoir. Si elle en demeure indiscutablement un des fondements, l'expérience des pays de l'Est a montré que la suppression de cette propriété privée ne conduisait pas, il s'en faut, à la libération de l'homme. Il faut reconnaître qu'il existait d'autres critères constitutifs des hiérarchies sociales, liés notamment à la transmission et à la détention du savoir.

Les socialistes sont donc aujourd'hui favorables à la construction d'une société d'économie mixte, où les entreprises privées et le marché ont leur place, favorisant l'esprit d'initiative et l'expression des besoins immédiats, mais où existent également un secteur public et des mécanismes démocratiques de planification, permettant à la collectivité de peser sur les orientations à moyen terme de l'économie. La frontière entre secteur public et secteur privé peut varier dans le temps en fonction des nécessités économiques et sociales. Dans une telle société, si le profit demeure un instrument de mesure d'efficacité, il ne saurait être le critère unique, le but étant de tendre vers plus de liberté, de justice et de solidarité.

Le PS propose à celles et à ceux qui souhaitent le rejoindre de s'organiser pour l'action, car la réalisation du but poursuivi saurait en aucun cas être « naturelle ». Il les invite à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent donc, démocratiquement, réduire les mécanismes d'exploitation, de domination et d'aliénation qui résultent de la concentration en quelques mains du pouvoir politique, économique ou culturel.

Le Parti socialiste se veut un parti de transformation sociale. L'utilisation des réformes implique que l'on ait conscience de leurs valeurs et de leurs limites. Le Parti socialiste sait toute la valeur des réformes qui ont déjà atténué la peine des hommes et, pour beaucoup d'entre eux, accru leur capacité d'engagement pour la transformation de la société. Mais le progrès vers la démocratie socialiste ne peut se faire sans confrontation entre les détenteurs actuels du pouvoir et ceux qui veulent aboutir à un partage plus équitable de ce pouvoir : si la complexité croissante des sociétés industrielles modernes a provoqué une diversification des couches sociales, elle n'a pas pour autant effacé l'antagonisme entre classes et groupes sociaux ayant des intérêts partiellement divergents.

C'est pourquoi le Parti socialiste considère comme indispensable l'adhésion et le consentement du plus grand nombre aux actions menées. Ses militants doivent tendre sans cesse à modifier, par les voies multiples de la démocratie politique, syndicale et associative, le rapport de force établi avec les tenants du conservatisme. Le choix de la démocratie implique l'acceptation du verdict du suffrage universel. Il implique aussi, avec l'acceptation du pluralisme, la notion de compromis social. Mais l'amélioration du contenu de ce compromis constitue un objectif permanent des socialistes.

25/06/1986



# société

## L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

### Rebondissements ?

Le ministère de la coopération a eu récemment connaissance de « rebondissements » dans l'affaire du Carrefour du développement, a indiqué M. André Mousset, conseiller technique au cabinet de M. Michel Aurillac. En conséquence, a-t-il ajouté, « le ministère a transmis immédiatement ces pièces à l'autorité judiciaire ». L'ampleur de ces nouveaux développements attire la

l'attention du ministère de la coopération à rappeler que les règles du secret de l'instruction lui interdisent de répondre aux questions la concernant », a ajouté M. Mousset.

Il apparaît, en fait, que plusieurs fonctionnaires auraient participé, en étroite liaison avec des membres du cabinet de M. Christian Nucci, au mécanisme par lequel des fonds étaient versés à Carrefour du développement pour des missions ne correspondant nullement à son objet statutaire de sensibilisation aux problèmes du tiers-monde. (Le Monde du 17 juin.)

Cette participation s'est notamment concrétisée par de fausses signatures sur les lettres de commandes passées par le ministère à l'association pour l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura (Burundi), en décembre 1984. La contrepartie de la signature du contrôleur financier du ministère sur les documents attestant de la caution de l'Etat pour l'acquisition et la rénovation du château d'Orléans,

émènerait, en revanche, d'une autre source que ces fonctionnaires.

La rénovation du château d'Orléans avait commencé en juin 1985 : une vingtaine de logements avec salles de bains ont été aménagés dans les dépendances. Le financement des dépenses engagées a été principalement imputé au Fonds d'aide et de coopération (FAC), sorte de banque du développement gérée par les finances et la coopération, ce qui a permis une plus grande souplesse que le circuit du comptable public. Ainsi, pour le FAC, il est prévu que 90 % d'une dépense puissent être imputés à des crédits de justification, ceux-ci n'étant nécessaires que pour percevoir le solde. Le mécanisme consistait donc à n'écarter que les 10 %, les justificatifs n'étant jamais fournis.

Le financement du sommet de Bujumbura (d'un coût de 50 millions de francs environ) a été imputé au FAC. Celui-ci, qui n'était pas suffisamment « riche », a dû être alimenté par les crédits mis à la disposition du premier ministre - au titre des articles 10 et 20 de la loi de finances, - à l'époque M. Laurent Fabius. Une procédure tout à fait classique, estime-t-on au ministère de la coopération, soulignant que les crédits étaient considérables au regard du coût habituel d'un tel sommet.

C. L.

## LA PROCEDURE D'EXTRADITION DES RAVISSEURS DE M. ALFRED HEINEKEN

### La non-rétroactivité des lois en question

Peut-on frapper deux fois à la même porte pour poser la même question sans obtenir systématiquement la même réponse ? C'est en substance ce que les avocats de Freddy Heineken ont soutenu, mercredi 18 juin, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, lors de l'audience consacrée à la deuxième demande d'extradition formée par les autorités des Pays-Bas.

Mais, au-delà du cas particulier des deux Néerlandais, les magistrats auront à se prononcer sur la notion de non-rétroactivité de textes juridiques : leur décision pourrait avoir une incidence sur les demandes d'extradition que certains pays seraient amenés à former de nouveau contre leurs ressortissants, malgré un refus préalable. En outre, l'application des mesures antiterroristes qui seront prochainement soumises au Parlement s'étendrait éventuellement à des faits antérieurs à leur promulgation.

Soupeçonné de rapt de M. Alfred Heineken, surnommé « le Roi de la bière », enlevé le 9 novembre 1983 à Amsterdam, puis libéré contre une rançon de 30 millions de florins, Cornelius Van Hout, vingt-neuf ans, et Willem Hollander, vingt-huit ans, avaient été arrêtés à Paris le 6 mars 1984. Le 23 mai suivant, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris donnait un avis favorable à leur extradition vers les Pays-Bas et un pourvoi formé contre cet arrêt était rejeté le 20 novembre

de la même année par la Cour de cassation.

Le décret d'extradition était signé le 19 décembre 1984, mais le 6 novembre 1985 le Conseil d'Etat annula, partiellement, ce décret. Pour la haute juridiction administrative, les crimes d'arrestation illégale, séquestration et extorsion de fonds n'étaient pas prévus par la convention franco-néerlandaise de 1895. La justice hollandaise n'aurait pu juger les deux hommes que sur le seul délit de menaces de mort. Aussi, elle préféra retirer sa demande d'extradition le 5 décembre 1985.

Libérés, mais assignés à résidence, les deux Néerlandais ont séjourné dans plusieurs villes de France avant d'être placés à nouveau sous écrou extraditionnel le 19 mai 1986. Une nouvelle demande avait été formée par les Pays-Bas, qui se fondaient sur la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, modifiée par la France le 10 février 1986.

#### « Coup monté »

Les défenseurs des ravisseurs présumaient, M<sup>rs</sup> Antoine Coma, Jacoba de Jogh Dumant, François Julien-Laferrère, du barreau de Paris, et M<sup>rs</sup> Max Moczko, du barreau de Maastricht (Pays-Bas) ont considéré que cette toute récente ratification constituait « un coup monté » mais, surtout, ils ont plaidé que la demande néerlandaise était irrece-

vable. Parmi les arguments développés, les défenseurs ont insisté sur le fait que la convention européenne ne pouvait avoir d'effet sur des actes commis antérieurement à la publication au Journal officiel du décret d'application, le 14 mai 1986.

L'avocat général Yves Chauvy a longuement contesté cette position. Les textes relatifs à l'extradition sont, selon le magistrat, « des textes de procédure », bénéficiant du régime de l'application immédiate « quelles qu'en soient les conséquences, même si elles sont défavorables aux intéressés ». La nuance entre « textes de procédure » et « textes d'incrimination » permet de contourner l'écueil de la non-rétroactivité des lois, car la procédure « est applicable, même à des faits commis avant sa mise en vigueur ».

Les défenseurs ont souligné les dangers d'une telle interprétation, mais les magistrats de la chambre d'accusation ont examiné d'autres points épineux car, pour les avocats, la ratification des Pays-Bas privait ce pays de la faculté de faire une nouvelle demande pour la même cause. Enfin, le décret du Conseil d'Etat aurait « l'autorité de la chose jugée », sur laquelle il serait impossible de revenir.

Devant cette avalanche de motifs d'irrecevabilité, dans une affaire, il est vrai, un peu caricaturale, les magistrats se sont donné jusqu'au 9 juillet pour rendre leur arrêt.

MARC PORTEY.

## La lutte contre la toxicomanie

### LE CRI DE CAVANNA

L'écrivain François Cavanha a rendu public, mercredi 18 juin, un texte annonçant la mort par overdose de sa petite-fille Marie, dix-huit ans. Un appel émouvant qu'il a lu devant les caméras du journal de 20 heures d'Antenne 2 pour mettre en garde les parents contre le danger de la drogue, qui dévore « tous les enfants. Même les plus sages ». Marie Souvorov, la petite-fille de Cavanha, est décédée le 10 juin (le Monde du 17 juin) : une cérémonie religieuse a lieu ce jeudi 19 juin, à 14 heures, en l'église apostolique arménienne Saint-Jean-Baptiste, 15, rue Jean-Goujon, à Paris (8<sup>e</sup>).

« Elle n'était pas le « produit d'un foyer désolé », elle était simple, joyeuse, elle était gaie, douce, curieuse, enthousiaste. Elle a rencontré la drogue. Comme on la rencontre à seize ans : les copains, les frimeurs, les petits cons, les gros malins qui profitent de la courtoisie des petits cons. Elle s'est fait happer. Rien ni personne n'a pu la retenu », écrit Cavanha. « Vos enfants sont en danger. Tous les enfants. Même les plus sages ». Vous ne vous en apercevez que quand il sera trop tard. Ne croyez pas que la drogue ne dévore que les tarés, les mal aimés, les mal dans leur peau... Elle les dévore tous. Il suffit qu'elle croise leur chemin. Il faut faire quelque chose. Je ne sais pas. Je ne sais que c'est tant que la drogue existait, tant que des paysans turcs, ou birmans, ou thaïlandais, ou colombiens cultivaient le pavot et la coca comme d'autres cultivaient la pomme de terre, tant que le trafic de la drogue rapportait des profits tellement fantastiques qu'aucune conscience ne peut résister, l'horreur continuait, s'empêchait, et les petites filles qui se croient grandes mourront de mort épouvantable. »

## LA SITUATION DANS LES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

### M. Chalandon : « Il est possible de construire vingt mille places dans deux ou trois ans »

Répondant à M. Serge Charrier, député du Nord (RPR), lors de la séance des questions au gouvernement, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a assuré, mercredi 18 juin, à l'Assemblée nationale que, « dans le secteur pénal, nous sommes en certains endroits du pays en état d'urgence ». « Cette interruption », a ajouté le ministre, « est la véritable urgence que constitue la carence de notre système carcéral. Aujourd'hui, nous sommes à 48 000 détenus pour 32 500 places théoriques, mais, et c'est plus grave encore, 8 000 nouveaux prisonniers devraient entrer chaque année dans les établissements pénitentiaires ; or il n'y a plus de place. »

En 1986, 1987 et 1988, a indiqué M. Chalandon, nous disposerons de 2 000 ou 3 000 places supplémentaires ; mais ce chiffre n'a aucune commune mesure avec les besoins. Il faut le savoir : ce blocage imputable à la situation dans les prisons mine en permanence l'action d'un gouvernement, quel qu'il soit, en vue de la sécurité. Les conditions de vie dans les établissements sont indignes non seulement pour les détenus, mais aussi pour les surveillants sur qui repose le maintien de l'ordre, et je tiens à rendre hommage à ce personnel qui travaille

dans des conditions difficiles : il a droit à la considération de la nation.

« Comment sortir de la situation héritée et construire 20 000 places ? A court terme, nous devons nous contenter de solutions de fortune ; mais, avec un peu d'imagination, nous pourrions faire mieux. Pourquoi ne pas recourir à une privatisation à géométrie variable, en fonction des possibilités budgétaires ? Soit qu'on se borne à privatiser les murs, soit qu'on privatiserait également la gestion, il est possible de construire 20 000 places dans les deux ou trois ans, a conclu M. Chalandon.

### « Je veux être le ministre de la pause »

M. Albin Chalandon, dans un entretien publié jeudi 19 juin par le Matin, indique qu'il « n'a pas pour ambition, comme ses prédécesseurs, de refaire le code pénal, de faire des bouleversements ou de grandes réformes législatives ». M. Albin Chalandon assure en effet qu'il « veut être le ministre de la pause » et qu'il s'efforcera de « faire la toilette » des lois.

## La lutte contre l'insécurité

### VINGT-TROIS MALFAITEURS ARRÊTÉS EN FLAGRANT DÉLIT EN TROIS SEMAINES

annonce M. Robert Broussard

M. Robert Broussard, directeur central des polices urbaines, a déclaré mercredi 18 juin que « des gardiens de la paix en patrouille ou répondant à l'appel de police-securus avaient, au cours des trois dernières semaines, appréhendé en flagrant délit, sur l'ensemble du territoire, vingt-trois individus impliqués dans quatorze hold-up ». Après un hold-up à Aubervilliers au terme duquel un malfaiteur, Henri Nesi, a été tué et un gardien de la paix, M. Bernard Desjardins, blessé, dans l'après-midi du mercredi 18 juin, M. Broussard tenait ainsi « à rendre hommage au travail et au dévouement des gardiens de la paix dont l'action est souvent méconnue ». M. Broussard avait accompagné le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, qui s'était rendu au chevet du policier ; celui-ci est considéré comme hors de danger.

De son côté, l'Union des syndicats catégoriels de la police (SIPN, SCPP, SCOP) a déclaré que « ce n'est pas un acte de bravade que l'inciter à soutenir toutes les mesures gouvernementales allant dans le sens de la fermeté en matière de sécurité. Toutefois, l'USC-police « reste persuadée que ces nouvelles orientations ne trouveront toute leur efficacité que dans la mesure où la justice sera intransigeante en ce qui concerne les agressions de toutes sortes commises à l'encontre de fonctionnaires de police ».

## Une proposition de loi

### M. NUNGESSER SOUHAITE INSTAURER PLUSIEURS CAS D'EXCEPTION A LA LOI ABOLISSANT LA PEINE DE MORT

M. Roland Nungesser, député du Val-de-Marne (RPR), vient de déposer une proposition de loi tendant à instaurer plusieurs cas d'exception à la loi de 1981 abolissant la peine de mort.

M. Nungesser souhaite que la peine de mort soit en fait rétablie dans les cas suivants : rapt d'enfant ou prise d'otage quand la victime n'est pas revenue vivante, meurtre ou assassinat d'un agent de la force publique ou de l'administration pénitentiaire et récidive de crime de sang.

« Si la menace de la peine de mort devait arrêter le bras d'un criminel et sauver la vie d'un seul innocent, la présente proposition aurait trouvé sa justification », estime M. Nungesser, qui avait déjà déposé une proposition semblable en 1984.

L'article 3 du texte de M. Nungesser - qui a peu de chances d'être examiné par l'Assemblée - prévoit que « la présente loi entrera en vigueur dès qu'elle aura pris effet la dénonciation du protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, concernant la peine de mort ». Le Protocole n° 6 interdit en effet aux pays signataires de rétablir la peine de mort.

## DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

### M<sup>me</sup> Mary Seurat contre « VSD » et le docteur Rezah Raad

Dans son numéro daté 3-9 avril 1986, l'hebdomadaire VSD publiait un article intitulé « Otages : les dessous de la négociation ». Il s'agissait essentiellement d'un entretien avec le docteur Rezah Raad, émissaire du gouvernement français, qui venait de rentrer de Beyrouth. Ce texte était illustré de photographies montrant la femme de l'un des otages, M<sup>me</sup> Mary Seurat, qui n'avait jamais été informée de cette publication, faite sans son consentement et constituant dès lors une atteinte à sa vie privée.

Simple en elle-même, cette affaire se compliquait par l'affirmation de VSD que les photographies incriminées lui avaient été communiquées par le docteur Raad. Ce dernier, dont certains avaient mis en doute la réalité de ses rencontres avec les ravisseurs, entendait ainsi se disculper d'un tel soupçon. Il explique donc que ces photographies, ainsi que des lettres que lui avait confiées à l'origine M<sup>me</sup> Seurat pour qu'il les remette à son mari, lui furent, par la suite, restituées par les ravisseurs ou leurs émissaires.

Par la même occasion, le docteur Raad aurait tenu sur M<sup>me</sup> Seurat des propos peu amènes que rapporta VSD. Ainsi, l'émissaire français exprimait un triple « étonnement ». D'abord, celui de constater que M<sup>me</sup> Seurat lui avait paru peu soucieuse de récupérer les photos et les lettres qu'il lui avait rapportées. Ensuite, d'avoir remarqué que, dans ces lettres, « elle évoquait les ravisseurs comme si elle les considérait parfaitement ». Enfin, d'avoir appris qu'« elle avait été mariée à un Palestinien proche du Fatah ».

De là le double procès qui se plaçait, mercredi 18 juin, devant la première chambre du tribunal de Paris sous la présidence de M. Jean-Michel Guth. Assistée de M<sup>me</sup> Jacqueline Rozand, M<sup>me</sup> Seurat demandait réparation de l'ensemble de ces préjudices, qu'ils soient le fait de VSD ou celui du docteur Raad. C'est-à-dire de condamner chacun à lui verser 500 000 F de dommages et intérêts.

#### Publiés à son insu

Mais, si VSD admet n'avoir pas sollicité de la plaignante l'autorisation de publier des photographies telles, le journal, représenté par le cabinet de M. Raymond Ilouz, se trouve en désaccord avec le docteur Raad. Le journaliste auteur de l'article, M<sup>me</sup> Armelle Oger, affirme que l'émissaire français au Liban lui a remis les photos pour qu'elle puisse en faire faire tous les contre-typages qu'elle souhaitait. Le docteur Raad, pour lequel plaide M<sup>me</sup> Marie de Laure Buhren, déclare, lui, que les clichés publiés lui ont été soustraits pratiquement à son insu. Une affirmation contre laquelle le journaliste de VSD s'est déjà fortement insurgé, puisqu'elle a engagé contre le docteur Raad un procès en dénonciation calomnieuse.

Quant aux « insinuations mensongères », dont M<sup>me</sup> Seurat fait grief au docteur Raad, notamment en évoquant son premier mariage avec un « Palestinien proche du Fatah », ce dernier fait valoir que les mots « proches du Fatah » ne sont pas de lui, mais ont été rajoutés par l'hebdomadaire. Pour le reste, c'est-à-dire la phrase exprimant son étonnement

« Défendre à quelqu'un sa cible... Défendre, le journal de votre sécurité », n'a duré que le temps d'une campagne électorale. Lancé le 4 mars dernier, ce mensuel, diffusé à 200 000 exemplaires, avait consacré son premier numéro à « la sécurité des gens, des familles et des biens » (le Monde du 6 mars). La parution a été suspendue car le magazine, selon son directeur, M. Jean D. Noussibat, n'a pas eu le « succès escompté ».

## CELIBATAIRES Aimeriez-vous changer vos rencontres ?



La Presse vous dit comment : «... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique...»

«... Cette étude psychologique vise à faire se rencontrer des gens qui soient suffisamment semblables pour se comprendre, mais qui devront être également suffisamment différents pour se compléter...»

LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»

LE FIGARO

«... Multiplier les possibilités de choix, infinies dans la vie courante...»

Claude Berthod

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»

Anne de Vilaine

Un progrès sur les rencontres de la vie courante.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle. Prénom. Age.

Adresse.

ION FRANCE (M 17) 94, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS. Tél. (1) 45.26.70.85

ION MID-AQUITAINE (M 17) 16, r. Nungesser et Coli - 33007 TOULOUSE. Tél. 61.52.48.58

ION BELGIQUE (M 17) 1, rue M. aux Herbes 105, BP 21 - 1050 BRUXELLES. Tél. 611.74.30

ION SUISSE (M 17) 12, rue de la Corroierie CP 265-121 GENEVE. Tél. 022.26.01.7770

## Le Monde

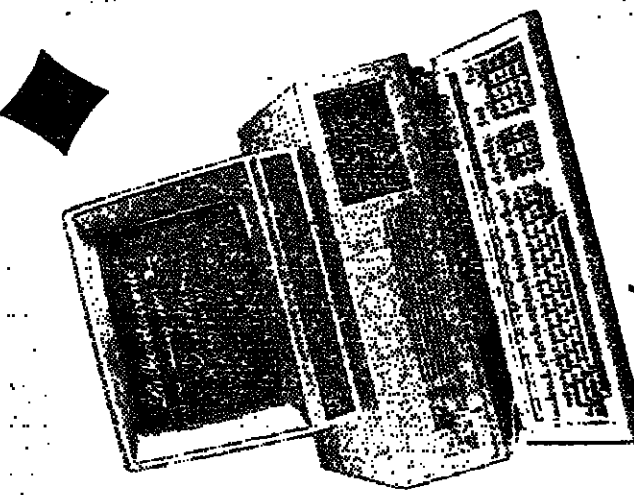
PUBLICITÉ

TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

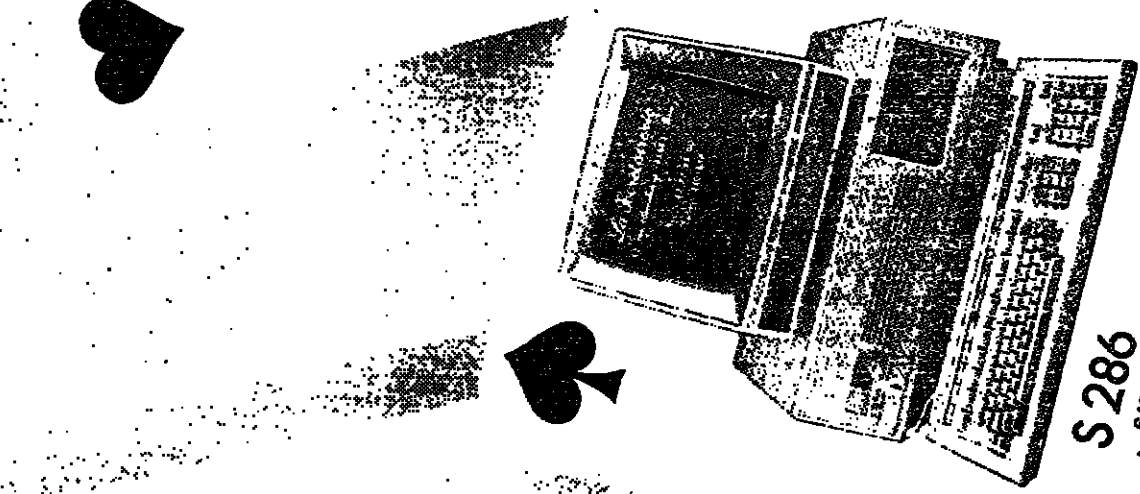
45-55-91-82, poste 4344

# La Secrétaire livre tous les jours...



**ZENITH 148-42...**

- 840 Ko mémoire de base
- 2 unités de disquettes 360 Ko
- Clavier AZERTY
- Ecran monochrome graphique
- et GV-Basic
- 2 vitesses 4,77 et 8 Mhz



**13 520 F HT**

*Avec 1 disquette de 100 Kb*

**17 000 F HT**

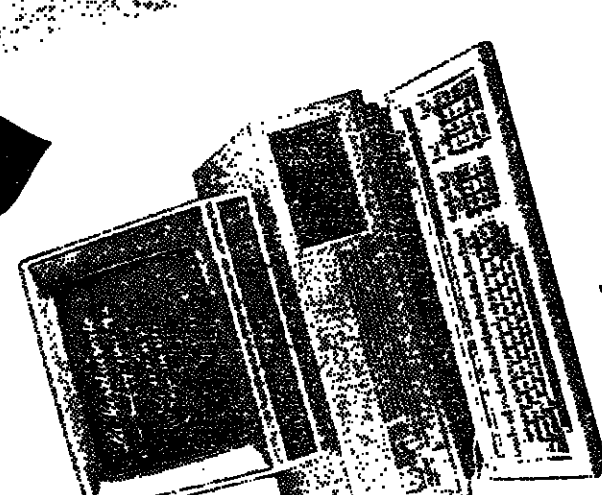
*Avec 1 disquette de 360 Kb*

**19 300 F HT**

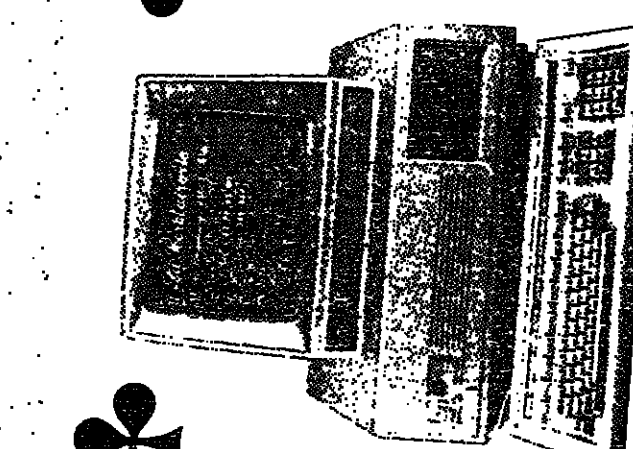
*Avec 1 disquette de 360 Kb*

**23 000 F HT**

*Avec 1 disquette de 360 Kb*




**9 850 F HT**




**S 286**

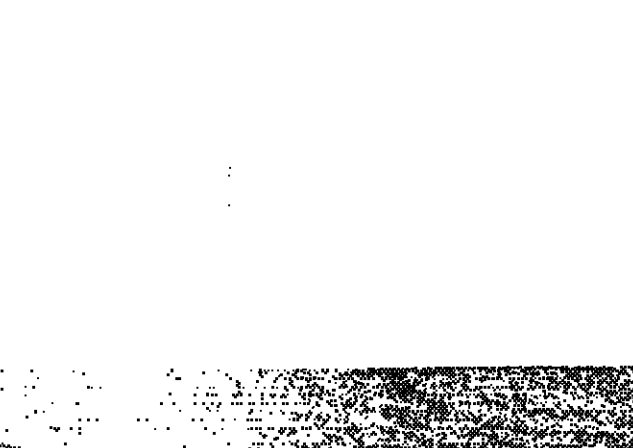
- 840 Ko mémoire de base
- Disquette 360 Ko
- Disquette 1,2 Mo
- Disquette 20 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 8 et 10 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique compatible HERCULES
- Adaptable monochrome
- Ecran monochrome
- Ambre ou Vert
- Livré avec MS DOS 3.1 et GV-Basic




**28 720 F HT**



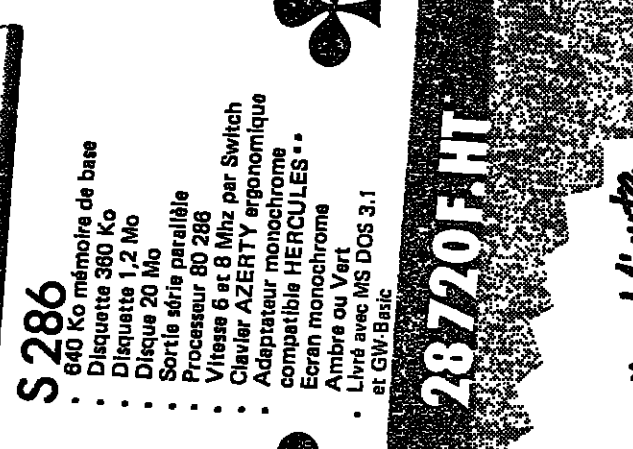
**39 500 F HT**




**35 900 F HT**



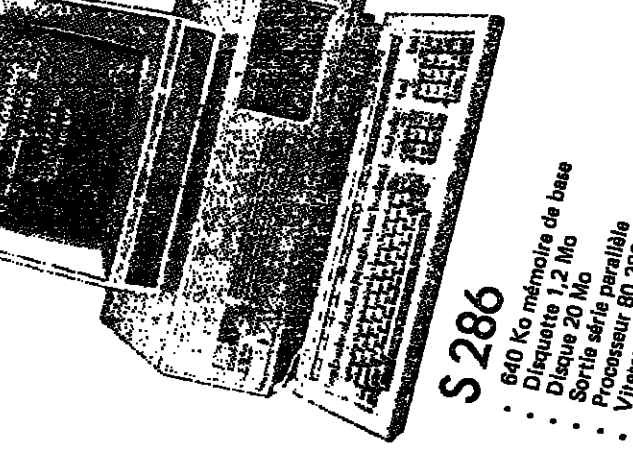
**35 900 F HT**



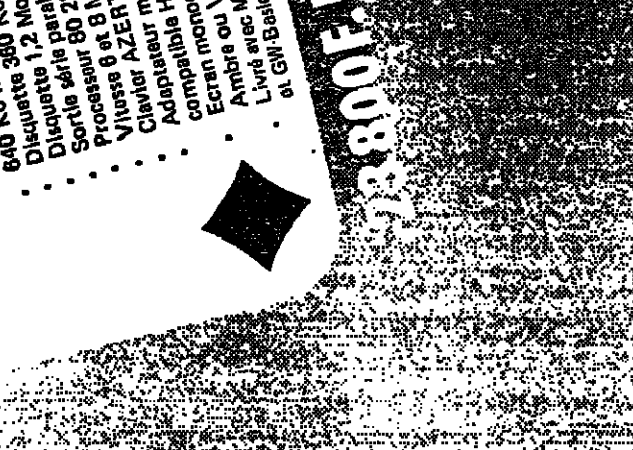
**35 900 F HT**



**35 900 F HT**



**35 900 F HT**



**35 900 F HT**

**QU'ATTENDEZ-VOUS ? COMMANDEZ, AUPRES DE LIEN OU ISABELLE, VOTRE MICRO-ORDINATEUR**

Téléphone 16 (1) 42 77 85 06 - Telex 240 537

43, rue Beaumarchais 75004 PARIS

Ouvert de 10h à 19h

**Dernière Minute**

**ENFIN UN VRAI PORTABLE AUTONOME COMPATIBLE LE Z171 ZENITH**

Portatif 6,5 Kg

Processeur 80C88

640Ko de mémoire vive

2 unités de disquettes 360Ko (5 1/4")

Ecran à cristaux liquides

4 HEURES D'AUTONOMIE

Livré avec batterie, secchio

MS DOS 3.1 et GV Basic

**19 900 F HT\***

\* TVA 18,6% et les accessoires monodispositif graphique et compatible Hercules, Altélog en 80 et 132 colonnes Hercules est une marque déposée d'Hercules Computer Technology. Microlog dispose de Zenith Data Systems

مركز المعلومات

CLASSES PREPA  
IS DE COMME  
INTERNATIONAL  
69 40 70 03



## SOCIÉTÉ

### Une trentaine d'associations jugent « extrêmement dangereux » le projet de loi sur les étrangers

Un large mouvement d'opposition au projet de loi du ministre de l'Intérieur, touchant aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, se développe. À Poitiers, Bernard Hilbert, notre correspondant, signale le lancement d'un « Collectif pour la garantie des libertés ». Il regroupe des représentants des Eglises catholique et réformée, la Ligue des Droits de l'Homme, des syndicats (CGT, CFDT, FEN, syndicat de la magistrature) et des associations à vocation humanitaire, comme le MRAP ou SOS-racisme.

« Le gouvernement a adopté un projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Ce texte prétend lutter contre l'immigration clandestine et assurer des conditions stables aux étrangers vivant en France. En fait, il crée pour l'ensemble des immigrés une situation d'insécurité permanente en renforçant les pouvoirs arbitraires de l'administration et en supprimant toute garantie judiciaire.

« Les décisions concernant l'entrée, le séjour, l'expulsion et la reconduite à la frontière relèvent de la seule autorité de l'administration et sont exécutées d'office. La menace à l'ordre public, notion mal définie et imprécise, laisse la porte ouverte aux interprétations les plus arbitraires. Elle pourra être invoquée par l'administration pour interdire l'entrée sur le territoire français, pour refuser une carte de résident à n'importe quel immigré, pour ordonner l'expulsion d'un très grand nombre et, si l'administration estime que cette menace est d'une particulière gravité, de tout étranger sans le respect de la procédure.

La grève de la faim menée depuis le lundi 16 juin à Lyon par deux jeunes musulmans se poursuit. Le recteur de la mosquée de Paris, Cheikh Abbas, a été sollicité pour jouer un rôle de médiateur. Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, avait déjà accepté une telle proposition.

Enfin, l'appel suivant vient d'être lancé à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme. Il a déjà été signé par une trentaine d'associations (1).

« Le ministre de l'Intérieur ou les préfets ne seront plus liés par les avis de la commission d'expulsion, qui seront simplement consultatifs. Ne sont plus garantis contre l'expulsion ni ceux qui sont entrés en France avant l'âge de dix ans, ni ceux qui y résident régulièrement depuis plus de dix ans, dès lors qu'ils ont été condamnés à un moment quelconque pour une infraction mineure, ni les mineurs de dix-huit ans dans la mesure où ils peuvent être contraints à suivre leurs parents expulsés.

« Non seulement ces mesures n'assurent pas des conditions de séjour stables aux populations immigrées résidant en France, mais elles créent un nouvel obstacle à leur insertion dans la société française. Elles sont une réponse démagogique aux clameurs xénophobes et racistes et constituent une très grave régression des libertés individuelles qui concernent tous les citoyens. Certaines d'entre elles sont contraires aux principes constitutionnels et à la Convention européenne des droits de l'homme. Ce projet de loi est donc extrêmement dangereux. Il n'est pas trop tard pour empêcher son adoption. Il faut espérer que, au

sein même de la majorité, bon nombre de députés refuseront de voter certaines des mesures proposées. »

(1) Accueil et promotion, Association « Appel pour l'égalité des droits, Association française des juristes démocrates, Conseil des associations immigrées en France, Centre d'informations et d'études des migrations internationales, Comité intermouvements auprès des évacués (CIMAE), Collectif des droits civiques, Collectif femmes immigrées, CNAI, Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP), Droit et Démocratie, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération Léo-Lagrange, FEN, France +, France Terre d'Asile, Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), JOC et JOCE, LICRA, MRAP, Service national et pastoral des migrants, Mouvement des juristes catholiques, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Syndicat national des journalistes, SOS Racisme, UNEF-SE, UNEF-ID, Université alternative autrichienne pour l'égalité.

Les organisations, partis et syndicats qui souhaitent s'associer à cet appel peuvent adresser leur signature à la Ligue des Droits de l'Homme, 21 rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 47-07-56-35.

### LES ROSES FANÉES DES MÈRES DÉÇUES

Pour marquer le premier anniversaire de leur « occupation » de l'ambassade de France à Alger et témoigner de « leur espoir déçu », le Collectif de soutien aux mères d'enfants enlevés en Algérie a offert, mardi 17 juin, des roses fanées au président de la République, au président du Sénat, au premier ministre et au président de l'Assemblée nationale.

Après une période d'espoir, ces mères qui revendiquent l'application des jugements leur confiant la garde de leurs enfants sont à nouveau dans une impasse. M. Paul Bouchet, qui s'était vu confier une mission de médiation par M. Fabius, n'a pas été reconduit dans ses fonctions après les élections législatives. Quant à la convention d'entraide judiciaire qui devrait permettre un règlement de ce délicat problème, elle n'a toujours pas été signée.

Le Collectif des mères a obtenu « un soutien total » de M. Chaban-Delmas, et M. Mahuret, le secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme, s'est déclaré compétent pour traiter du dossier. Les mères de famille demandent la nomination rapide d'un nouveau médiateur et l'intervention du gouvernement pour permettre aux enfants de venir passer les grandes vacances en France.

## ÉDUCATION

### LA DÉCONCENTRATION DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

#### Les responsabilités des inspecteurs et des chefs d'établissement seraient augmentées

M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement, a présenté le mercredi 18 juin, au conseil des ministres, les grandes lignes du rapport sur la décentralisation et la déconcentration du système éducatif que lui avait confié le 11 avril M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale. Ce document, rédigé après consultation des présidents de conseils régionaux et d'une commission composée des directeurs de l'administration centrale, de membres des inspections générales de l'éducation nationale, de recteurs et d'inspecteurs d'académie, rappelle que l'éducation nationale, avec ses 1,2 million de personnes employées, est la plus grande entreprise de France.

Il constate que la multiplicité des niveaux de décision et le chevauchement des compétences conduisent à « de multiples dysfonctionnements ».

« lourdeurs, lenteurs inutiles, paralysie des initiatives ». La déconcentration et la décentralisation, explique M<sup>me</sup> Alliot-Marie, sont « une occasion exceptionnelle de remise en cause de notre ministère ».

Ces réformes, qui n'ont « de sens qu'en fonction des réalités constatées sur le terrain », doivent être mises au service d'une rénovation du ministère. Elles doivent conduire notamment à accroître les responsabilités des chefs d'établissement, inspecteurs d'académie et recteurs, dont les modalités de recrutement pourraient être revues. M<sup>me</sup> Alliot-Marie, qui veut « supprimer les pesanteurs bureaucratiques » pour « augmenter les performances du système éducatif », suggère de rapprocher la décision du lieu où celle-ci s'exerce, « c'est-à-dire la salle de classe ».

### LES ÉPREUVES DU BACCALAURÉAT

#### Corrigés sur minitel

Jeudi à 12 heures, quatre cent mille lycéens des séries A 1, C, D, D' et E sortent des épreuves de maths du baccalauréat. Après l'angoisse pour une épreuve décisive, c'est l'inquiétude des résultats. Cette année, les candidats auront accès au corrigé sur minitel le jour même. Le code leur est offert par la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) : taper le 36-15-91-77, suivi de MNEF ou de LIBE.

Il pourrait recommencer l'opération demain, pour les épreuves de physique-chimie (séries C, D, D' et E), ou de maths pour la série B. Cette idée, on la doit à un jeune homme de vingt-six ans, Thierry Daguzan, qui l'a soufflée à la MNEF. Président de la société High Com créée à l'occasion, il a mis dix mois à réaliser l'opération. Trouver des partenaires d'abord : Europe 1, les banques populaires et la Gazette Education. Mettre en place un

réseau d'une quarantaine de professeurs dans toutes les académies de France, qui s'acheminèrent par télex-copie leurs textes vers Paris où, après une seconde correction, ils seront saisis par des clavistes.

Certains signes mathématiques n'existant pas dans le langage minitel, il a fallu les dessiner, et faire appel pour cela aux graphistes de la SGIP (Société gestion informatique Publicis). Enfin, pour être en mesure de répondre au plus grand nombre d'appels (Thierry Daguzan en espère vingt mille), Libération télématique a prêté son serveur.

Le mensuel *Phosphore*, RTL et l'APMEP (Association des professeurs de maths de l'enseignement public) se sont lancés dans une aventure similaire en se limitant aux mathématiques (mais sans exclure les séries F 1, F 2 et F 3). Leurs corrigés sont accessibles au 46-15-91-77, code APMEP.

### LES SUJETS DE FRANÇAIS

#### Proust à Paris

Les élèves de première ont passé, mercredi 18 juin, l'épreuve anticipée de français du baccalauréat. Voici les sujets donnés pour les séries A à E, dans trois régions.

**ACADÉMIE DE GRENOBLE**  
1) Résumé et discussion d'un texte de René Huyghe sur « la civilisation de l'image » extrait de *Dialogue avec le visible*.  
2) Commentaire composé d'un extrait de l'inconnu sur la terre de J.-M. G. Le Clezio.  
3) Ecrit d'inspiration récemment disparu, Italo Calvino tentait de

dire ce qu'on entend exactement par les termes d'« œuvre classique » et proposait cette définition : « Un classique est un livre qui n'a jamais fini de dire ce qu'il a à dire. » En vous référant à votre propre expérience de lecteur, vous commenterez et discuterez cette opinion.

**ACADÉMIE DE LILLE**  
1) Résumé et discussion d'un texte de Jacqueline de Romilly extrait de son livre *L'Enseignement en détresse*.  
2) Commentaire composé d'un texte de Jean Giono tiré de *Le Hussard sur le toit*.  
3) Commentez le jugement de François Mauriac extrait du *Romancier et ses personnages* : « Dans l'individu, le romancier isole et immobilise une passion et, dans le groupe, il isole et immobilise un individu. Et, ce faisant, on peut dire que ce peintre de la vie exprime le contraire de ce qu'est la vie : l'art du romancier est une faillite. »

**ACADÉMIES DE PARIS-CRÉTEIL-VERSAILLES**  
1) Résumé et discussion d'un texte de Martin A. Jackson, intitulé « Le cinéma témoin d'un monde ».  
2) Commentaire composé d'un extrait d'Albertine disparue, de Marcel Proust.  
3) La lecture peut vous paraître un acte banal. En fait, c'est une activité complexe qui est tributaire des conditions physiques, des expériences personnelles et de la culture du lecteur, au point que l'on a pu dire : « Le lecteur (...) se définit par une physiologie, une histoire et une bibliothèque. » Vous commenterez cette formule en vous fondant sur des exemples précis.

## MÉDECINE

### M<sup>me</sup> Barzach annule la création d'un centre de recherches sur les « médecines douces »

De notre correspondant régional

Cannes. — M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, vient d'annuler un arrêté, signé le 13 janvier 1986 par M<sup>me</sup> Georges Dufoix, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, prévoyant la création d'un établissement de santé expérimental sur les « médecines douces » à Cannes (Alpes-Maritimes). L'arrêté pris par M<sup>me</sup> Dufoix autorisait la création de cinquante lits de médecine par la Fondation de recherches sur les thérapies alternatives, et de vingt-cinq lits de chirurgie par une clinique privée, l'Institut polyclinique de Cannes (IPOCA).

Il avait fait l'objet de plusieurs recours en annulation, pour excès de pouvoir, déposés, notamment, par M. Jacques Médecin, député (RPR) et maire de Nice, en sa qualité de président du conseil d'administration du centre hospitalier régional (CHR) de Nice, et quatre cliniques privées de Cannes (le *Monde* daté 16-17 mars 1986). Au lendemain des élections, la fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée et le syndicat régional de l'hospitalisation privée du Sud-Est avaient également demandé au nouveau ministre de la santé de rapporter l'arrêté de M<sup>me</sup> Dufoix.

M<sup>me</sup> Barzach a estimé, notamment, que les demandes relevaient de la compétence préfectorale et que les autorisations accordées n'avaient pas été soumises à l'avis de la commission régionale de l'hospitalisation. Selon le ministre, les

besoins, en médecine comme en chirurgie, sont couverts dans le secteur sanitaire considéré. La création du centre de recherches sur les « médecines douces » de Cannes avait été décidée dans la plus grande confusion. La Fondation, créée le 12 décembre 1985, devait s'installer dans les locaux d'une maison de retraite jouxtant ceux d'IPOCA. Il était prévu qu'elle utilise le plateau technique de la clinique cannoise.

G. P.

### CLASSES PRÉPARATOIRES AUX ECOLES DE COMMERCE ET DE GESTION [ESSEC, ESCP, ESCAE...]

#### ECOLE INTERNATIONALE

Établissement privé laïque sous contrat d'association

COLLEGE et LYCEE

BACCALAUREAT A.B.C.D.

187, Châteauneuf des Bergues, 91210 DRAVEL

Tél. : 01 69 40 70 03

(1) 69 40 70 03

Demande documentation gratuite

Veuillez me faire parvenir sans engagement une documentation sur les classes préparatoires.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_



### Voulez-vous vraiment réussir ? L'ECADE vous y aidera.

Regardez autour de vous. Derrière la quasi-totalité des grandes carrières de management, il y a au moins une grande école de gestion. Voici pourquoi.

Parce qu'il n'y a pas de miracle ! Réussir demande de la volonté, du travail, des efforts, de la chance et aussi, une solide formation de base.

Cette formation, vous pouvez l'acquérir à l'ECADE, en participant à la prochaine session du programme Administration de l'Entreprise.

En 9 mois d'études et de travaux intensifs, à plein temps, animés exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils. Administration de l'Entreprise vous apportera cette base essentielle de votre réussite professionnelle : une formation concrète, pratique, moderne,

couvrant tous les aspects actuels de la vie réelle des entreprises. Pour en savoir plus, remplissez et retournez le coupon ci-dessous.

Vous recevrez gratuitement et sans engagement une brochure d'information sur l'ECADE et sur le programme Administration de l'Entreprise.

## ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. 021/221 511

Veuillez me faire parvenir sans engagement une documentation sur le programme Administration de l'Entreprise, à l'adresse suivante :

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom/Prénom

Adresse (Rue, no)

No postal/Localité

Pays

Age

Niveau d'études

### ÉTUDES SECONDAIRES COMPLÈTES



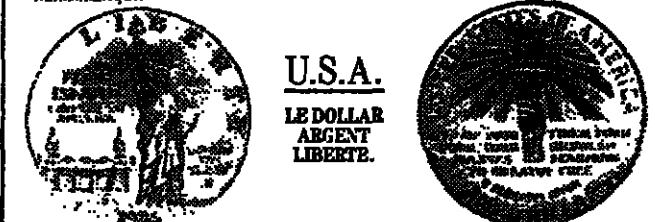
• Baccalauréat • Maturité fédérale suisse  
• Diplôme de commerce • Informatique  
COURS D'ÉTÉ : RATTAPAGE, SPORTS  
ENSEIGNEMENT INDIVIDUALISÉ  
DANS UN CADRE AGÉABLE

INTERNAT - EXTERNAT  
POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES - Tél. : 19-41/21/32-10-34, 32-88-77

### Centenaire de la statue de la liberté Emission de 2 nouvelles monnaies historiques à tirage limité



Le Ministère de l'Economie et des Finances a autorisé la frappe d'une nouvelle monnaie à cours légal, valeur faciale 100 F. OR, 1986, et à tirage très restreint (17.000 exemplaires pour le monde entier). Frappée en qualité ÉPREUVE NUMISMATIQUE dans les Ateliers de Monnaie et Médailles, cette nouvelle monnaie commémore le centenaire de la Statue de la Liberté. La rareté et la qualité exceptionnelle de cette Monnaie OR font de cette émission un placement susceptible d'acquiescer une grande valeur numismatique.



Pour célébrer le centenaire de la Statue de la Liberté, le Trésor des États-Unis d'Amérique a décidé la frappe d'un nouveau Dollar en Argent massif 900/1000. Frappé en qualité ÉPREUVE NUMISMATIQUE et à tirage limité, le Dollar Argent Liberté est frappé par la Monnaie des États-Unis. Cette monnaie aura une place prépondérante dans toute collection et sera très vite recherchée par les collectionneurs et investisseurs du monde entier.

N'ATTENDEZ PAS pour acquiescer ces deux monnaies historiques et enrichir ainsi votre patrimoine. FOUR COMMANDER AU : PRIX OFFICIEL D'ÉMISSION FIXE PAR L'ADMINISTRATION, RETOURNEZ LE BULLETIN CI-DESSOUS :

COMMANDES TELEPHONIQUES au (1) 47.73.81.86.

A retourner aux Editions Jean-Marc Lalata,

Revendeur Agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles

Tour Franklin Cedex 11 - 92081 Paris La Défense.

Veuillez enregistrer ma commande pour :

☐ Dollar(s) Argent Epreuve sous écrit avec certificat (limite 10 par foyer) au prix officiel de 350 F l'une soit \_\_\_\_\_ F.

☐ Monnaie(s) française(s) 100 F. Or Epreuve sous écrit avec certificat (limite 5 par foyer) au prix officiel de 3.400 F l'une soit \_\_\_\_\_ F.

☐ Série(s) des 2 monnaies Liberté Epreuve (France 100 F. Or et Dollar Argent) sous écrit avec certificat (limite 5 par foyer) au prix officiel de 3.750 F l'une soit \_\_\_\_\_ F.

Je vous régle à réception de la facture qui sera émise si ma commande est acceptée.

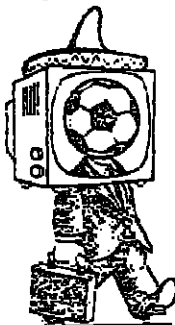
Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Votre Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT, VOUS REGLEREZ PLUS TARD.



# sports

## LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

### Des buts, pas des bombes!

Le football n'est pas la guerre. Enfin on l'espère. Car la tentation est forte de ressortir l'arsenal des clichés militaires à propos des prochains quarts de finale de la Coupe du monde. Argentine-Angleterre, par exemple, n'est-il pas un match qui devrait valoir son pesant d'Exocets?

Le stade Azteca n'est pourtant ni les Iles Maldives ni les Falklands Islands. Même si le souvenir de la guerre des Malouines n'est pas

totallement effacé de la mémoire des Argentins et des Anglais, les footballeurs des deux pays sont décidés à ne donner aucune connotation politique à leur rencontre du 22 juin.

« Je suis contre toute interprétation revancharde quand on évoque l'Argentine-Angleterre. Nous sommes ici pour jouer au football. Affronter l'Angleterre, berceau du football et puissance européenne de ce sport, représente pour moi un honneur », a déclaré Diego Maradona, le capi-

tain argentin. « Je suis un entraîneur, pas un politicien », a noté l'entraîneur britannique Bobby Robson.

S'il y a un contentieux entre les deux équipes, il est avant tout de nature sportive : une rencontre de la Coupe du monde de 1966 à Wembley, ponctuée par l'expulsion du capitaine argentin Rattin, a laissé de très mauvais souvenirs.

Rien de trop grave cependant aux yeux de la FIFA, qui estime que les relations entre l'Angle-

terre et l'Argentine sont désormais normalisées : elle a ainsi désigné un tandem anglo-argentin pour arbitrer le match France-Italie.

Mais ce qui est clair pour les officiels et les joueurs l'est peut-être moins dans l'esprit de certains supporters. Lors du premier tour, certaines banderoles ont été vues, sur les stades mexicains, portant l'inscription : « Les Malouines sont argentines. » Des drapeaux anglais ont été aussi brûlés ici et là.

## Ballons d'oxygène

Depuis les Jeux olympiques de Mexico en 1968 et la Coupe du monde en 1970, déjà disputée au Mexique, les effets de l'altitude sur le comportement des sportifs ont fait l'objet de nombreuses études scientifiques toutes convergentes : la rarefaction de l'oxygène oblige l'organisme à fabriquer plus de globules rouges, afin de conserver aux muscles le même rendement énergétique. Cette constatation a conduit de nombreux sportifs à s'entraîner en altitude afin d'améliorer leurs performances en plaine.

En effet, un organisme ayant fait provision de globules rouges à 2 000 mètres, se trouve suralimenté par le surcroît d'oxygène, lorsqu'il redescend au niveau de la mer. C'est dans cette perspective que l'équipe de France de football avait préparé le Mondial espagnol, en 1982, et la Coupe d'Europe des Nations 1984 en France, à Font-Romeu (1 840 m).

Cette année, les stages effectués par la plupart des équipes n'avaient pour but que d'adapter les joueurs aux conditions d'une compétition d'un mois disputée à 2 000 m d'altitude, en plein cœur de l'été tropical.

### Progression dosée

Selon M. Eduardo Hay, médecin du Comité international olympique, ancien champion mexicain d'escrime, « huit jours suffisent pour s'acclimater à l'altitude ». Pourquoi alors, la plupart des sélections nationales ont-elles commencé dès le début du mois de mai leur acclimatation à l'altitude?

« Il faut certes huit jours pour retrouver son état du niveau de la mer, indique M. Denis Barot, médecin à l'INSEP. Mais deux semaines d'entraînement sont ensuite nécessaires pour tirer le meilleur parti de l'altitude. » Pour M. Maurice Villac, médecin de l'équipe de France depuis 1978, ces délais d'adaptation peuvent être raccourcis, car, dit-il, « le footballeur est un athlète plus rustique que le coureur de fond, ou de demi-fond. »

C'est ainsi que commencent les différences d'appréciation. Malgré, ou à cause de quinze ans de travaux sur les effets de l'altitude, les équipes de football sont parties dans le désordre le plus complet à l'assaut des sommets mexicains. Chacune avec la caution de médecins barés de diplômes et de certitudes.

Respectant les avis les plus orthodoxes du corps médical, de nombreuses sélections nationales avaient pris la précaution de monter en altitude au moins trois semaines avant la compétition. L'Espagne s'était rendue directement sur place, tandis que la France avait commencé sa préparation à domicile, au lycée olympique de Font-Romeu, avant de rejoindre Tlaxcala (2 400 m). Pour ne pas perdre les bénéfices du stage pyrénéen, les techniciens français n'avaient pas souhaité de coupure de

plus de vingt-quatre heures entre les deux.

Une soirée dans le gai Paris, et les joueurs tricolores s'étaient retrouvés dans un avion d'Air France où, selon le docteur Villac, l'atmosphère pressurisée a les mêmes caractéristiques qu'à 1 800 mètres. Préparation de longue durée pour les Espagnols, de moyenne durée pour les Français. Mais dans les deux cas, avec une progression dosée, car, estime

par certains spécialistes, selon lesquels l'altitude commence à 1 600 mètres...

A l'opposé des méthodes douces du bon docteur Villac, il y avait les adeptes des traitements de choc. Le Canada a suivi les prescriptions de M. Eric Bannister, un chercheur de Vancouver, qui préconise l'alternance. Deux jours au niveau de la mer, suivis de cinq jours en altitude, suivis à nouveau de deux jours en plaine, et ainsi de suite jusqu'à

Les Français s'essouffent moins qu'au début. Les Soviétiques se sont écroulés dans une prolongation que l'ordinateur n'avait pas prévue. Les Belges ont mis le turbo, une fois. Et les Danois, débordant de vitalité au premier tour, ont explosé en huitièmes de finale.

Il n'y avait pas de vérité absolue avant le Mondial. Il n'y en avait pas plus à l'orée des huitièmes de finale, où plusieurs types de préparation étaient encore représentés. Les

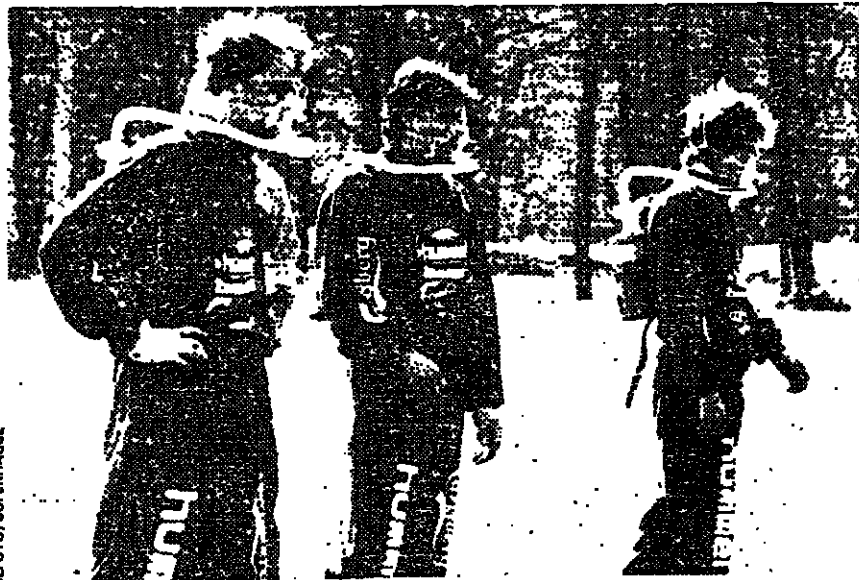


PHOTO COURTESY

A Copenhague, les joueurs danois mués de simulateurs d'altitude s'étaient entraînés comme s'ils évoluaient à 2 600 mètres.

M. Villac, « il faut passer d'un niveau à l'autre sans brusquer les choses ».

D'autres équipes avaient choisi de monter très haut pour emmagasiner de l'énergie à revendre, lors de leur redescente sur Mexico. Le Paraguay était ainsi resté trois semaines en Colombie, à 3 800 mètres d'altitude. A l'inverse, des formations sont arrivées au dernier moment à pied d'œuvre, sans stage préparatoire. Passons sur les Irlandais et les Écossais, simples touristes carburant à la bière et au whisky, mais insistons sur les Danois, gentils amateurs du premier tour. Ils se sont entraînés près de Copenhague, c'est-à-dire au niveau de la mer, armés de simulateurs d'altitude (2 600 mètres environ), puis sont arrivés au Mexique, à la veille de leur premier match, après un crochet d'une semaine en Colombie.

### Traitements de choc

En dehors d'un mini-stage en Suisse, le Maroc n'avait suivi aucune préparation spécifique, concentrant son effort sur les conditions du premier tour, disputé à 600 mètres d'altitude seulement, dans la fournaise de Monterrey. Leurs adversaires anglais et portugais avaient choisi de s'installer à 1 500 mètres d'altitude. Une solution intermédiaire, jugée inefficace

cumuler quinze à vingt jours de vie en altitude. Les aller-retour à Colorado Springs ont cessé deux semaines avant le Mondial, pendant lesquelles les Canadiens sont restés... en bas.

Empruntant aux uns et aux autres, les Belges ont suivi une préparation à la fois progressive et en dents de scie. Progressive, grâce à une série de stages à 1 500, 2 000, 2 200 et enfin 2 700 mètres (altitude de Toluca, où devait jouer la Belgique au premier tour). En dents de scie, car chaque période était suivie d'un retour au niveau de la mer.

La plupart des variantes - française, belge, italienne et brésilienne - visaient la mise en forme progressive des joueurs. Riches des enseignements médicaux d'un stage de vingt-quatre jours au Mexique en février dernier, les Soviétiques avaient tiré d'autres conclusions et d'autres plans. Arrivés le 20 mai, ils devaient être au proxysme de leur forme entre le 31 mai et le 4 juin (URSS-Hongrie était le 2 juin). Puis le tourbe devait s'effondrer pendant la semaine, pour remonter en flèche à l'approche des huitièmes de finale (URSS-Belgique le 15 juin).

A la lumière des résultats obtenus jusque-là, il n'est pas possible de comparer la valeur des différents options. Les Canadiens ont tenu le coup physiquement. Les Paraguayens aussi. Polonais, Bulgares et Hongrois n'avaient pas de jambes.

tenants de l'accoutumance douce sont présents en force dans les quarts de finale. Est-ce pour autant la vérité? En effet, si en course à pied, en natation ou en cyclisme la performance est entièrement liée aux modifications des transferts d'oxygène dans le muscle et aux conditions de respiration, ce n'est pas le cas du football. Les considérations techniques (trajectoires des ballons) et tactiques (occupation du terrain et circulation de la balle), entrent aussi en jeu. De même que, dans le cas du Mexique, le décalage horaire, la chaleur et la pollution, obsessions annexes et quelquefois contradictoires des préparateurs physiques.

Le palmarès final n'aura pas de valeur scientifique. Il faudra attendre le dépouillement des données accumulées avant et pendant l'épreuve. Mais, à défaut d'avoir été le lieu de grandes découvertes footballistiques, le Mondial 86 aura été celui de la recherche.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## ESPAGNE BAT DANEMARK (5-1), A QUERETARO

### La griffe du « vautour »

L'Espagne a mis fin au beau rêve de la formation danoise, qui comptait aller très loin dans cette Coupe du monde à laquelle elle participait pour la première fois. Les rigneux Espagnols, qui ont ainsi obtenu le droit de rencontrer la Belgique en quarts de finale, dimanche prochain à Puebla, ont de nouveau montré qu'ils constituaient l'une des équipes les plus difficiles à battre. Ils possèdent à la fois une très solide défense (Camacho et Goicoetxea), un excellent milieu de terrain, et sont passés maîtres dans l'art de la contre-attaque.

Ils ont, de plus, un extraordinaire buteur en la personne de leur attaquant vedette, Emilio Butragueno, qui a marqué quatre fois mercredi.

### Tête bien faite

Butragueno, surnommé *El Buitre* (« le Vautour »), qui aura vingt-trois ans le 22 juillet prochain, a ainsi confirmé qu'il appartenait à la race des grands attaquants du football moderne. Ce fils de commerçants de Madrid, élevé dans la « famille » du prestigieux Real, rejoint Eusebio, Fontaine, Kocsis dans le club très fermé (huit membres désormais) des joueurs ayant réussi quatre buts au cours de la même rencontre de Coupe du monde.

C'est Alfredo Di Stefano qui lui a donné, en 1962, sa première grande chance au sein du club madrilène.

Présenté une première fois par son père, supporter irréductible du Real, le jeune Emilio n'avait pas convaincu les recruteurs. C'est en voyant l'Atletico, club rival de la capitale, s'intéresser à lui que les dirigeants du Real ont révisé leur jugement. Bien leur en a pris.

« Le Vautour », joueur peu impressionnant physiquement, ni vraiment élégant, mais accrocheur, vif et opportuniste, est devenu l'idole du public au stade Bernabeu, en marquant but sur but. Champion d'Espagne avec le Real, cette saison, avec 10 points d'avance sur son ennemi héréditaire, le FC Barcelone, il a aussi remporté les deux dernières éditions de la Coupe de l'UEFA. La sélection espagnole possède avec Butragueno un joyau comme elle n'en avait plus depuis deux ou trois lustres.

Mais le gentil Emilio n'est pas seulement une vedette du ballon rond, il a aussi une tête bien faite, puisqu'il possède un diplôme de gestion d'entreprise. « C'est le jour le plus important de mes quatre années de professionnalisme », reconnaissait-il à l'issue de la rencontre, mais, sans fausse modestie, il ajoutait très vite : « Je ne me sens pas une vedette. Beaucoup de joueurs sont meilleurs que moi. Le titre de meilleur buteur du Mondial ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est que l'équipe espagnole aille le plus loin possible. »

S'il ne pense pas que l'Espagne devienne championne du monde, ce n'est pas par manque de confiance et d'ambition. Mais, en bon chasseur de buts, Emilio Butragueno sait cacher son jeu, se faire oublier pour mieux fondre sur sa proie.

Les Danois l'ont appris à leurs dépens. Jesper Olsen, après avoir ouvert la marque sur penalty (32'), a offert l'égalisation à l'Espagne en voulant passer en retrait à son gardien : « le vautour » rédait (44'). C'est encore lui qui, après deux occasions superbement « vendangées » par Elkjaer-Larsen en début de seconde mi-temps, fit basculer le match, catapultant de la tête une balle qui naviguait devant le but danois (56').

« Nous avons, certes, manqué un peu de chance, mais nous devons absolument apprendre à être plus disciplinés », constatait Morten Olsen, le capitaine du Danemark. A vouloir trop prouver qu'ils savent jouer au football, ils n'ont pas su conserver leur but d'avance, s'exposant à la furia espagnole et aux contres de l'intenable Butragueno. Bousculé dans la surface de réparation, ce dernier provoquait le troisième but (penalty réussi en force par Goicoetxea à la 69e minute) et marquait les deux suivants. Seul devant la cage danoise, il trompait facilement Hoegh (79'), puis fauché par Morten Olsen (89') il se faisait justice lui-même sur un nouveau penalty.

## LES CHAMEAUX EN LIBERTÉ

La cour de Versailles, devant laquelle la Ligue contre la fumée du tabac en public avait fait appel de l'ordonnance du tribunal des référés de Nanterre, a débouté cette association de son action contre TF 1, à laquelle elle reprochait de violer la loi du 9 juillet 1976 en laissant apparaître une publicité pour les cigarettes Camel dans les images des matches de la Coupe du monde de football (le Monde des 11 et 14 juin).

La cour a considéré que les statuts de la Ligue ne lui permettaient pas d'engager une telle action, qui n'entre pas, selon elle, dans le cadre de son objet social.

J.-M. Th.

## CLASSEMENT DES BUTEURS

A l'issue des huitièmes de finale, le classement des buteurs est le suivant :

- 5 BUTS : Lineker (Ang.) ; Butragueno (Esp.).
- 4 BUTS : Altobelli (It.) ; Belanov (URSS) ; Careca (Bré.) ; Elkjaer-Larsen (Dan.).
- 3 BUTS : J. Olsen (Dan.) ; Valdano (Arg.).
- 2 BUTS : Alfaro (RFA) ; Cabanas (Par.) ; Caldere (Esp.) ; Claessen (Bel.) ; Josimar (Bré.) ; Kheliri (Mar.) ; Quirarte (Mex.) ; Romero (Par.) ; Sclaf (Bel.) ; Socrates (Bré.) ; Stopyra (Fra.).
- 1 BUT : cinquante et un joueurs ont marqué un but, parmi lesquels cinq Français, Fernandez, Papin, Tigana, Rocheteau et Platini.
- Buts marqués contre son camp : Dajka (Hon.) ; Cho Kwang-Rae (C-Sud).

## LES HEURES DU STADE

### HUITIÈMES DE FINALE

Argentine-Uruguay, 1-0 ; Angleterre-Paraguay, 3-0 ; Danemark-Espagne, 1-5 ; URSS-Belgique, 3-4 ; Brésil-Pologne, 4-0 ; Italie-France, 0-2 ; Maroc-RFA, 0-1 ; Mexique-Bulgarie, 2-0.

### QUARTS DE FINALE

Argentine-Angleterre, 22 juin, TF 1, 19 h 55 ; Espagne-Belgique, 22 juin, à Puebla, TF 1, 23 h 55 ; Brésil-France, 21 juin, à Guadalajara, A 2, 19 h 55 ; RFA-Mexique, 21 juin, à Monterrey, A 2, 21 h 55.

### DEMI-FINALES

Vainqueurs de l'Argentine-Angleterre, 25 juin, à Guadalajara, TF 1, 19 h 55 ; vainqueurs du Brésil-France et de l'RFA-Mexique, 25 juin, à Mexico, A 2, 23 h 55.

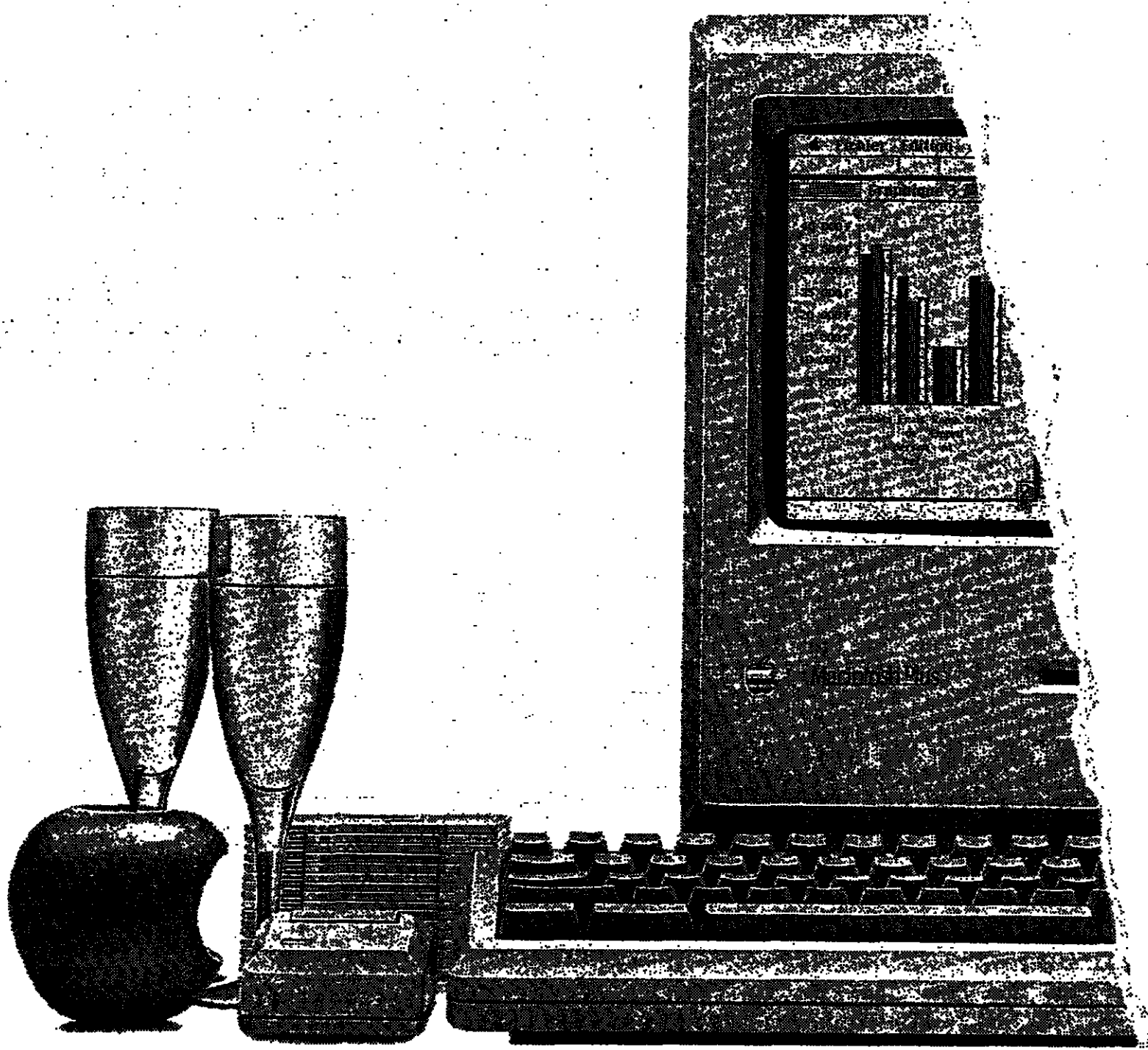
### FINALE

29 juin, à Mexico, A 2, 19 h 55.

مكتبة الميراث



# Voici un morceau d'Apple Expo. Le reste vous attend à La Villette.



Nous ne pouvons vous montrer qu'un morceau d'Apple Expo, car il est extrêmement difficile de faire tenir 12.000 m<sup>2</sup> sur une page : Apple et ses partenaires se sont en effet rassemblés dans la Grande Halle, à La Villette. Pendant quatre jours vous pourrez faire le tour de l'univers Apple, passer en revue tout le matériel et tous les logiciels,

participer aux ateliers d'initiation permanents, assister aux débats et conférences, rendre visite au Club Apple, et aussi assister à des spectacles, jouer avec Apple, boire un verre pour finir la journée... A Apple Expo, du 19 au 22 juin, il ne faut qu'un morceau de votre emploi du temps pour trouver des réponses à vos questions, qu'elles concernent

l'entreprise, le monde de l'éducation ou vos passions personnelles...

Pour en savoir plus sur Apple Expo et participer à un jeu-concours. Consultez sur minitel SEVIL, le serveur de la Cité des Sciences et de l'Industrie, n° d'appel 36.15.91.77 : Code d'accès : SEV. Mot clé : Apple.



Apple Expo : 19, 20, 21, 22 juin - La Grande Halle - La Villette.

Porte de Pantin. Métro Porte de Pantin. Parking.



la grande halle

Tous les jours de 10 heures à 19 heures.







## 20 - Lettres étrangères : l'édition des « Cantos » d'Ezra Pound

### Le Monde DES LIVRES

#### Attention philosophie !

Les Sillages  
de François George  
l'empêchent de dormir tranquille.

FRANÇOIS GEORGE est singulier. Alors qu'une sérieuse bêtise étouffe souvent la gravité de l'humour, il a su rappeler que la philosophie est factieuse dans l'âme. A le lire, on se dit que la torpille nommée Socrate inaugure les farces et attrapes de l'Occident.

Encore adolescent, ce malappris fait l'Autopsie de Dieu (Julliard, 1965), pour constater que le cadavre, décidément, ne bouge plus. Aussitôt prof, il fait des adieux cinglants à l'enseignement avec Prof à 7 (10-18, 1976), roman jugé « dangereux » et « fascinant » par le Centre d'études et de recherches marxistes, qui l'accuse de « rétro-sartrisme ». Trop bon cœur pour attrister le parti, François George plaide Pour un ultime hommage au camarade Staline (Julliard, 1979) et analyse ses Souvenirs de la maison Marx (Christian Bourgois, 1980). Entre-temps, il a décelé la présence, incontestable mais occultée, d'Arsène Lupin chez Aristote (la Loi et le Phénomène, Christian Bourgois, 1978 - ce livre, trop peu lu, est un chef-d'œuvre en son genre).

Comme le semblant n'est pas son fort, il invente de nouvelles aventures de Tintin chez les lacaniciens, qui sèment une aimable

pagaïlle (l'Effet You de Poëte, Hachette, 1979). Il y montrait, en substance, que si le roi Lacan n'est pas tout à fait nu, la cour aurait tort de se croire habillée.

La pesanteur des « culs de plomb », comme disait Nietzsche, n'apprécie guère ces malices. Mais François George est déjà ailleurs : sa singularité est d'être multiple. Ses pseudos, dans les Temps modernes ou ailleurs, en témoignent. Son Histoire personnelle de la France aussi (Balland, 1983, rééd. « Points », Seuil, 1984) qui fit découvrir une sensibilité d'une exquise décadence.

#### Une invention diabolique

Secrétaire des débats à l'Assemblée nationale, il dirige la revue Liberté de l'esprit chez Balland, puis chez Hachette. La plupart des « essais philosophiques et littéraires » que rassemble Sillages, son dernier livre, y sont parus. A l'intention des poids lourds de la dialectique, un panneau s'impose : Attention, philosophie. On quitte en effet la terre ferme des signes convenus et des traces rassurantes pour repérer au loin, sur l'Océan, l'éclat persistant de quelques esprits naviguant en solitaires.



François George vu par Irmeli Jung.

... Ils ont nom Jankélévitch, Merleau-Ponty, Aron, Husserl - mais aussi bien Descartes, Freud, Sartre. Ou encore Debussy, Chopin, Proust, histoire de rappeler que la pensée n'est pas affaire réservée. La rhapsodie pourrait paraître dispersée. Sa thématique en fait l'unité, aussi

singulière et dangereusement maligne que son auteur.

Que dit-il ? Que la philosophie est un dérèglement - non pas de « tous les sens », à la manière de l'enfer poétique de Rimbaud, mais de toutes les significations.

ROGER-POL DROIT.  
(Lire la suite page 19.)

#### Ali Haroun et la septième wilaya

Un des épisodes peu connus  
de la guerre d'Algérie :  
les combats du FLN en France

C'EST par la presse que les quelque trois cent mille Algériens vivant alors en France ont appris, comme d'ailleurs la quasi-totalité de leurs compatriotes, le déclenchement, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, de la guerre de libération de leur pays. Le petit groupe d'hommes résolu qui a pris la décision de recourir aux armes et de créer une nouvelle structure, le Front de libération nationale (FLN), a préparé son action dans la plus stricte clandestinité, en marge du mouvement nationaliste dirigé par Messali Hadj, et paralysé par ses querelles internes. Très vite, tandis que se développent dans les Aurès et en Kabylie les premiers maquis, les dirigeants du FLN vont se préoccuper de leur implantation dans l'émigration afin de la lancer dans la lutte. Il leur faudra trois années pour y parvenir, mais à compter de 1958 la Fédération de France du FLN apportera à l'effort de guerre une immense contribution, au prix de très lourds sacrifices humains.

Cette histoire demeure largement ignorée. Dans sa grande fresque de la guerre d'Algérie qui reste encore, en dépit de son caractère journalistique, le principal ouvrage de référence sur cette question, Yves Courrière ne lui consacre que peu de place. Hervé Hamon et Patrick Rotman ont mené l'enquête sur « les porteurs de valise », Français ou étrangers, membres des réseaux de soutien au FLN qui, en transportant les fonds collectés auprès des travailleurs, en louant des appartements, en accueillant des militants pourchassés, en organisant des filières pour le passage clandestin des frontières, ont apporté à la Fédération de France une aide inestimable.

Mais le voile restait jeté sur l'organisation et l'action des principaux acteurs, les responsables algériens de l'immigration. C'est ce voile que vient de lever l'un d'entre eux, Ali Haroun, qui fit partie, de 1957 à 1962, du Comité fédéral de cinq hommes chargés de diriger le FLN en France.

La France, ou plutôt la « métropole », selon l'expression utilisée à l'époque, Ali Haroun

avait de bonnes raisons de la connaître. Il avait suivi, rue Soufflot, ses études en droit au début des années cinquante avant de s'inscrire, en 1952, au barreau d'Alger. C'est à Paris aussi qu'il a fait, avec M'Hamed Yazid ses premières armes de simple militant nationaliste au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, le MLTD de Messali Hadj.

#### La mémoire vivante de l'organisation

Dès les premiers mois de la guerre il établit le contact avec le Front et se met à sa disposition. Il souhaite combattre dans sa ville natale, Alger, mais les dirigeants en décident autrement. Ils l'intègrent dans l'équipe qui, sous la direction d'Omar Boudaoud, est chargée de prendre en main la Fédération de France du FLN, déjà décapitée à deux reprises par la répression. Dans cette équipe qui comprend également Abdelkrim Souici (trésorier), Kadour Ladani (organisation), et Sali Bouaziz (action armée), Ali Haroun est chargé plus spécialement de l'information et du soutien aux détenus. Rapporteur du Comité fédéral, c'est lui qui élaborera et présentera chaque mois le rapport de synthèse des différents secteurs d'activité.

Véritable mémoire vivante de l'organisation, nul n'était mieux placé que lui pour écrire son histoire. Il s'y est employé à partir de 1982 pour, dit-il, rendre justice aux sacrifices d'une émigration marginalisée, non seulement en France mais aussi dans son propre pays, où elle est à la fois enviée et méprisée, et lui redonner, en lui permettant de se réapproprier un passé glorieux, sa fierté et sa place qui est grande dans l'histoire de la nation.

L'Algérie occulte encore aujourd'hui une très large partie de son passé et les jeunes générations apprennent une histoire tronquée, mutilée, largement réécrite pour les besoins du régime.

DANIEL JUNQUA.  
(Lire la suite page 18.)

#### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Rêve de Saxe, de Michel Chaillou

### Sous les draps du dix-huitième siècle

AIMER les mots et aimer les corps, c'est tout un. Deux siècles de concepts et de moralisme ont enseveli cette vérité croustillante. La voici réhabilitée, avec une érudition et une luxure qu'on croyait éteintes à jamais. Pour y arriver, il fallait un gentil obsédé. Il s'appelle Michel Chaillou. Fournier de paragraphes - ces bosquets, - marieur de genres, on l'a déjà vu, comme Domestique chez Montaigne, accoupler l'histoire et la géographie, pas moins...

Le narrateur du Rêve de Saxe a la cinquantaine rêveuse et têtue. Il enseigne à Saint-Denis. Il y apprend à déterrer le passé déposé au creux des mots, la matière même du monde, on envie ses élèves. Il a une femme, Michèle, qu'il prend parfois pour une comédienne du dix-huitième siècle, la Gaussen, et qui consent au fantasme du bout des lèvres - c'est le prix de la tranquillité, avec les maniaques. Il y a aussi le putto, le fils David, pianiste, baigné par la culture paternelle mais flairant que celle-ci tourne à l'idée fixe et pas nette.

Notre homme mijote un essai sur l'amour : pas celui de Rougemont et ses sublimations, l'amour tel qu'il se fait et se chuchote au creux des couettes. Le dix-huitième siècle lui trotte dans la tête et ailleurs, avec l'obstination d'une poitrine de caissière dans le sommeil d'un lycéen. Tel l'adolescent qui glane dans les dictionnaires l'information sexuelle refusée par les adultes, il aborde le fichier de la Bibliothèque nationale par tous les vocables de la tendresse et de la salacité. Dans le même temps, il a trouvé aux Pucelles un bibelot de Saxe, un couple au clavecin, des gestes exquis... Et voilà lancée la machine à dire le désir, ce drôle de dédale soyeux, la littérature !

N'ATTENDEZ pas du construit. L'amour n'échafaude, n'accumule, que dans les catalogues de vente par correspondance pour jeunes mariés. Dans la vie, il se cogne aux vitres, il tourne autour de sa joie comme chèvre au piquet, il se cherche des recettes. Le jour de 847 de notre ère où, du kaolin découvert en Saxe, sont nés la porcelaine et son charme suspendu, l'amour n'a-t-il pas marqué un point ? Telle est la question qui fuse, sous l'anecdote à tout va.

Fou du dix-huitième siècle, c'est peu dire : l'auteur du Rêve de Saxe connaît les dessous de la période comme on sait par cœur un corps aimé. Il a rôdé dans les moindres ruelles, reniflé les recoins des biographies, là où ça sent bon le drap froissé, à mi-chemin des châteaux et des théâtres libidineux, entre les bras des catins. Chaque porche du vieux Paris attire son anecdote piquante, chaque nom propre entraîne sa précision gaillarde, sa généalogie de la cuisse gauche.

Parfois, comme à regret, notre érudit vient respirer à la surface du présent : les sondages débiles, les autoroutes bouchées, les amis de l'Association de défense et illustration de la littérature contemporaine (ADILC), Deguy l'insomnieux, Trassard le rustique, Florence Delay qui s'enrhume, Réda, Roubaud, un conservateur étonné, une bouquiniste amène, une chineuse à chandail rayé... Mais c'est pour replonger plus délicieusement dans les braguettes et les sommiers du Siècle des Lumières, pour voir baiser M<sup>me</sup> de Bouffiers, l'épouse agaceuse du duc de Luxembourg, pour surprendre, avec Mgr Longuet, les extases suspectes de Mère Marguerite Alacoque, pour constater, avec des « matrones jurées », le dépuclage d'Henriette Pélissière par Simon, bien nommé « le Bragard »...

LES archives, ce bottin de l'imaginaire ! Chaillou le feuillette, l'effeuille. Le roi est son cousin, et le passé, son contemporain. Les Mémoires de Marmontel, voilà son actualité, son Liban, sa loi sur la presse, sa télé du soir. Il peut vous dire qui jouait dans telle tragédie de Thomas Corneille, en 1730. Mieux qu'un roman historique, il écrit sur le romanesque de l'histoire : pas l'intemporal, l'attendrissant de ressemblance.

D'échos en mondanités coquines, il devient important, plus important que notre présent bafouilleur, de savoir que la Du Barry détestait Marmontel, que Mademoiselle de Seine a débuté dans Hermione en 1724, que le danseur Dauberval a créé Zéphir en 1748, mais si : Zéphir, de Rameau et Cahusac ! A la piscine, en se rhabillant avec son fils, l'auteur a mieux à faire que parler crawl et chlore : il raconte les sœurs Verrières, les aïeules de George Sand, la bataille de Fontenoy ou, puisqu'on est aux baigns, la reine Laszczynska barbotant chez le roi en 1746 ; un 15 décembre, s'il vous plaît !

(Lire la suite page 21.)

**Au printemps 1793, aux Sables-d'Olonne assiégés par l'insurrection vendéenne...**

**JEAN HUGUET**

**LES TAMBOURS DE LA BOURGUIGNONNE**  
roman

Par l'auteur de :  
**UN CŒUR D'ÉTOFFE ROUGE**  
France et Vendée 1793  
Le mythe et l'histoire

**ROBERT LAFFONT**

PRIX VALÉRY LARBAUD

René de  
CECCATTY



L'or et la poussière

GALLIMARD nrf

Professeur Sòng Tián Bìn

ATLAS  
DES LANGUES  
ET DES  
ENDVITS  
LINGVUX  
EN MEDECINE  
CHINOISE

L'examen de la langue est un outil de diagnostic et de pronostic mis au point par des générations de praticiens. Il permet une évaluation précise de l'effet de toute thérapie: acupuncture, phytothérapie, pharmacopées chinoise ou occidentale, diététique, homéopathie, ostéopathie ou chiropraxie, etc...

Plan de l'ouvrage (648 pages)

- données fondamentales du diagnostic par l'observation de la langue
- 257 photos en couleur
- commentaires en 6 langues: chinois, anglais, français, allemand, espagnol, italien
- index des pathologies chinoises
- index des affections occidentales correspondantes.

Documentation:  
EDITIONS DU PEUPLE (PEKIN)  
SINOMEDIC S.A.  
B.P. 2177 - 47530 BOERSCH

N.B.: Cet ouvrage n'est pas distribué en librairie.

PRIX DES CRITIQUES  
Fondation Florence J. GOULD

Bruno  
GAY-LUSSAC



Mère et fils

GALLIMARD nrf

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ESSAIS

Regard

sur la planète Borges

Prenez les textes de José Luis Borges. L'ensemble est volumineux mais fini, malgré les trompes d'œil. Ajoutez-y les entretiens, conférences, interventions et autres prises de position de l'auteur. N'omettez pas les livres, articles, analyses, études, qui lui ont été consacrés de tous côtés depuis trente ans, et singulièrement en France. Collationnez enfin, autant qu'il est possible, les simples mentions du nom « Borges », les moins d'allusions qui parsèment le discours des écrivains et des critiques à travers toute la presse.

Vous obtiendrez ce qu'Eric Flamand appelle la « culture borgesienne », dont il présente avec pertinence non la cartographie détaillée, mais quelques problèmes-clés. Le fil conducteur de ce court essai finement documenté est la question de l'insupportable engagement-désengagement politique de l'écrivain argentin. Est-il réactionnaire ou anti-péroniste, sceptique ou progressiste, indifférent ou objectivement totalitaire, national ou cosmopolite ? Tour à tour ? Tout à la fois ? Rien de tout cela ? L'auteur, dont c'est le premier livre, ne tranche pas ces questions. Il montre comment elles peuvent servir à lire, plutôt que l'œuvre elle-même, les clivages et contradictions du paysage littéraire français, des années 50 à aujourd'hui, pour qui Borges est finalement une porte de mythe projectif. La réalité reste énigmatique, hors du champ de ces discours. Si toutefois elle existe...

On aurait aimé que cet abrégé fût moins bref, et d'une écriture plus déliée. Mais, tel quel, il n'en reste pas moins fort suggestif, et ses scrupuleuses bibliographies seront utiles à tous les habitants de la planète Borges.

R. P.-D.

★ ABRÉGÉ DE CULTURE BORGESIANNE, d'Eric Flamand, précédé de *Viva Borges* par Armando Uribe, Noël Bizard éditeur (17, place des Vosges 75004 Paris) 160 p., 80 F.

POÉSIE

Les plaisirs

de C. M. Cluny

Claude Michel Cluny appartient manifestement à cette catégorie de poètes qui se soucie plus de proposer des œuvres abouties que de

DERNIÈRES LIVRAISONS

SOUVENIRS

● Duc de Brissac : le Château d'en face, 1974-1985. — Né avec le siècle, le duc de Brissac poursuit, dans le quatrième volume de ses Mémoires, le récit de ses « faits et gestes personnels et familiaux », mêlés aux « événements du vaste monde », de l'élection présidentielle de 1974 à sa démission de la présidence du Jockey Club (Grasset, 234 p., 98 F.).

CORRESPONDANCE

● Marcel Proust : Correspondance, tome XIV (1915). — La publication de la correspondance de Proust, établie, présentée et annotée par Philip Kolb, se poursuit chez Pion. 1915, année noire et douloureuse pour l'écrivain, avec la mort d'amis proches, les préoccupations liées à sa situation militaire, mais aussi financière, les crises d'asthme... (Pion, 400 p., 160 F.).

HISTOIRE

● Jean Markale : Montségur et l'Enigme cathare. — Spécialiste de la tradition celtique, Jean Markale a parcouru les paysages cathares, après de nombreux historiens, plus ou moins sérieux. L'hypothèse d'une relation entre le « trésor » des cathares et le Saint-Graal semble à l'auteur « la plus logique et la plus vraisemblable » (Pygmalion-Gérard Watelet, 317 p., 85 F.).

ESSAIS

● Petr Fidius : L'Esprit post-totalitaire, précédé de *Devant le bien et mal* d'André Glucksmann. « Le livre de Fidius introduit l'après Orwell », écrit André Glucksmann. L'ère post-totalitaire se caractérise par la confusion entretenue entre les notions de bien et de mal, par l'incapacité à penser le mal comme tel. Traduit du tchèque par Erika Abrams (Grasset, 301 p., 125 F.).

● Jack Goody : La Logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines. L'étude de l'influence des systèmes d'écriture dans l'organisation sociale et le développement du Proche-Orient ancien, de l'Europe médiévale et de l'Afrique de l'Ouest contemporaine, permet à l'auteur de contester « la notion du caractère singulier de

l'Occident pour expliquer la naissance du monde moderne ». Son analyse porte sur les sphères du religieux, de l'économie, de la politique et du droit (Armand Colin, 198 p., 78 F.).

RELIGION

● Ouvrage collectif : Rencontre de religions. Ce volume reproduit les actes d'un colloque qui s'est tenu à Paris en juin 1981, sous l'égide de l'Académie royale irlandaise. Parmi les intervenants, signalons : Georges Dumézil, Michel Meslin, Louis-Vincent Thomas, Régis Boyer... (Les Belles Lettres, 138 p., 110 F.).

POLITIQUE

● Centre d'analyse comparative des systèmes politiques : les Régimes semi-présidentiels. La notion de « régime semi-présidentiel » — un président élu au suffrage universel et jouissant de pouvoirs propres relativement étendus ; un gouvernement responsable devant le Parlement — caractérise les systèmes politiques de plusieurs pays européens. Sous la direction de Maurice Duverger, de nombreuses personnalités se sont récemment exprimées sur ce thème. Le présent ouvrage contient leurs interventions, et les débats auxquels elles ont donné lieu (PUF, 367 p., 300 F.).

CIVILISATION

● Alexandre Bouët et Olivier Perrin : Brézil ou le Vie des Bretons de l'Armorique. Rédigée dans les années 1830-1840 par Alexandre Bouët, et illustrée de gravures dues à Olivier Perrin, cette « galerie bretonne ou moeurs, usages et costumes des Bretons de l'Armorique », « s'élève », selon Bernard Genès qui en présente la réédition, contre les redoutables images d'Épinal de l'époque et dresse le tableau vivant d'une « société parfaitement cohérente et organisée » (Seghers, 349 p., 89 F.).

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Philippe Renaud : Ramuz ou l'Intensité d'en bas. Une lecture du grand écrivain suisse romand faite, avec élégance, dans l'optique des sciences humaines et de la théorie littéraire contemporaine (L'Aire, diff. SEDES, 203 p., 95 F.).

rêve de l'agneau » ; ou bien : « Rosée, perle d'un chagrin, larme sans sel pour le cœur fragile des fleurs ».

« L'Asymétrie est jeunesse », écrivait René Char ; le recueil de Claude Michel Cluny met en pratique, à sa manière, cette maxime, avec un réel et communicatif bonheur.

La peinture, présente dans *Asymétries* — l'Atelier du Caravage, l'Éveil des formes chez Klee, ou les Hauts Sourires crus de Max Ernst — sert de lien, de « passage », à un autre volume de Claude Michel Cluny, publié chez le même éditeur. Comparées au monumental *Livre des quatre corbeaux*, aussi superbe que coûteux et difficile à manier, les minces *Asymétries* ont quelque chose de fragile et de ténu.

Ces « quatre corbeaux » — le célèbre poème de Poe, et l'étonnante *Philosophy of Composition*

publiée un an plus tard ; les deux versions françaises, celle de Baudelaire et celle de Mallarmé ; la traduction portugaise due à Fernando Pessoa (1924) — sont accompagnées d'un texte de Claude-Michel Cluny et de reproductions d'œuvres du peintre portugais Julio Pomar. « Le poète, comme le peintre, découvre son espace à mesure qu'il le crée ; il ne célèbre pas ce qu'il regarde mais ce qu'il voit (...). Écrire, ou peindre, est un passage », écrit C. M. Cluny.

P. K.

★ ASYMÉTRIES, de Claude-Michel Cluny, Éditions La Différence, 101 p., 44 F. Le jury du prix Apollinaire, présidé par Robert Mallet, vient de couronner C.-M. Cluny pour ce recueil.

● LE LIVRE DES QUATRE CORBEAUX, de Claude-Michel Cluny et Julio Pomar, Éditions La Différence, 147 p., 285 F.

SCIENCE-FICTION

La fonction extraterrestre



Si la science-fiction n'est pas le ramassis grouillant de ridicules petits hommes verts auquel ses détracteurs voudraient le réduire, il reste que l'extraterrestre y occupe une place importante : fonction narrative autant que figure poétique, l'extraterrestre moderne « situe » l'intrigue. Les jeunes auteurs ne s'y trompent pas : ils reviennent à cette figure longtemps délaissée pour la modifier de fond en comble et lui faire jouer un rôle nouveau, plus noble et plus intéressant.

Les extraterrestres de Richard Canal — dont la collection « Fictions » des Éditions La Découverte publie le premier roman, *la Malédiction de l'éphémère* — font à la fois preuve d'une remarquable discrétion et d'une présence insistante. Après avoir provoqué la troisième guerre mondiale et laissé derrière eux les « zones Z », redoutables encloses irradiées, ils ont regagné leurs pénates et abandonné l'humanité meurtrie à son sort. Si on ne les voit jamais, et si Richard Canal ne les décrit pas, ils jouent néanmoins un rôle décisif dans le récit. Le trafic d'œuvres d'art et les affrontements désespérés qui constituent les deux principales lignes narratives se situent littéralement au cœur d'une invisible et menaçante présence. Le roman de Canal procède par enfillements successifs et concentriques. Tout y est encadré et, en dépit de la violence de leurs efforts pour échapper à leur sort, les personnages ne parviennent jamais qu'à changer de prison, à se heurter à de nouveaux murs, imprévus et de plus en plus denses. Les extraterrestres sont l'ultime mur, celui que l'on sait là sans le distinguer.

Avec *la Malédiction de l'éphémère*, Richard Canal donne un livre urgent, tout entier mu par cette énergie du désespoir qui, en France, a déjà inspiré un Pierre Pelet avec le bonheur que l'on sait. Concis, fort, ce roman réaffirme la bonne santé de la jeune science-fiction française... et le bon goût des directeurs littéraires de la collection (Richard Canal, *la Malédiction de l'éphémère*, Éditions La Découverte, collection « Fictions », 180 p., 65 F.).

Dans son quatrième livre, ORA : CLE (son premier roman traduit en français), Kevin O'Donnell décrit des étrangers qui s'apparentent davantage à des créatures de jeu vidéo qu'à de grands juges cosmiques. Le ton du livre est donné par l'allure baroque des « Dacs » : grandes ailes, griffes, tendance obsessionnelle à attaquer les humains et à leur couper le nez... Les extraterrestres de Kevin O'Donnell ne sont manifestement pas destinés à être crédibles, même si la menace qu'ils représentent au sein du roman est bien réelle. Là encore, le livre est à l'image des étrangers qu'il se donne : drôle, vaguement inquiétant et démesuré. Les appartements qu'on ne quitte

jamais, les complots meurtriers, le déséquilibre écologique, les catastrophes sociales et technologiques — tous les thèmes désormais classiques d'une certaine science-fiction sont abordés avec un humour pudique. A l'opposé du *Neuromancien* de William Gibson, ORA : CLE n'insiste pas sur le côté noir des choses ; sa société tout entière informatisée n'inquiète pas ; elle fait rire.

ORA : CLE restera sans aucun doute une des meilleures surprises de ces derniers mois. On ne peut que se réjouir de voir les éditeurs français s'ouvrir massivement à la production de ces jeunes auteurs américains dont l'esthétique et le style ne sont pas si éloignés de ceux de nos écrivains nationaux. (Kevin O'Donnell, ORA : CLE, traduit par Jacques Polanis, Éditions Robert Laffont, collection « Ailleurs et demain », 394 p., 95 F.).

Enfin, pour les amateurs de créatures plus « exotiques », David Brin a campé dans son *Marée stellaire* une véritable galerie d'extraterrestres insolites et belliqueux à souhait. À partir d'un schéma connu — un vaisseau spatial traqué par les flottes galactiques et contraint de se poser en catastrophe sur une planète inconnue, — David Brin élabore un roman original et séduisant. C'est que les véritables étrangers du livre ne sont pas les Tymbrimis, les Soros ou autres Kantens, mais bel et bien les dauphins qui constituent l'essentiel de l'équipage du vaisseau échoué, et dont l'auteur a pris soin de développer la psychologie, la culture et la langue. Si *Marée stellaire* est bien un vrai roman d'aventures, ample, rapide, captivant, il présente l'intérêt supplémentaire de développer ce que d'autres auraient considéré comme des à-côtés du récit. Il n'est pas étonnant qu'un livre aussi ambitieux et accessible à la fois se soit vu couronner aux États-Unis par un prix Hugo. (David Brin, *Marée stellaire*, traduit par Gérard Labec, Éditions J'ai lu, collection « Science-fiction », 540 p., 26 F.).

Signalons rapidement, dans un registre différent, la parution de la nouvelle livraison de l'anthologie annuelle *Univers*, dirigée cette année par Pierre K. Rey, spécialiste réputé de la nouvelle science-fiction américaine, qui figure en très bonne place au sommaire de ce numéro : Kim Stanley Robinson, Gardner Dozois, Carter Scholz, Connie Willis... des auteurs dont nous aurons l'occasion de reparler longuement à la rentrée. Côté français, une superbe nouvelle signée Jean-Pierre Vernay et Frédéric Sève, et des textes de Jean-Claude Dunyach, Jean-Pierre April, etc. *Univers* reste un outil indispensable pour tous ceux qui désirent suivre ce qui se passe vraiment dans la science-fiction actuelle. (*Univers 1986*, Éditions J'ai lu, collection « Science-fiction », anthologie réunie par Pierre K. Rey, 382 p., 22 F.).

EMMANUEL JOUANNE.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



# LA VIE LITTÉRAIRE

## Le nègre est mort... Vive le coauteur !

Il n'y a plus, en littérature, de vrai « nègre » ; il n'existe plus que des coauteurs. L'arrêt du 10 juin 1986 de la première chambre de la cour d'appel de Paris infirmant un jugement du tribunal de grande instance de Paris du 11 juillet 1984 et reconnaissant M. Étienne de Montpezat comme coauteur — avec toutes les conséquences morales et financières qui en résultent — de quatre livres auxquels il avait, selon une terminologie assez hypocrite, « collaboré » risque de faire beaucoup de bruit dans les couloirs des maisons d'édition. C'est en effet toute une tradition un peu malsaine, mi-avouée mi-clandestine, que la justice vient de mettre à mal.

Rappelons les faits. En février 1976, M. de Montpezat et les éditions Flammarion signent un contrat classique de « négritude ». L'écrivain est chargé de procéder à la réécriture d'ouvrages indéterminés. En contrepartie, les éditions Flammarion s'engagent à lui verser 2 % de droits d'auteur sur le prix hors taxe de chaque exemplaire vendu et, à titre d'avance, lui allouent 5 000 F par mois pendant un an. Il va de soi dans ce genre de

contrat, il n'est même pas besoin de l'écrire, que le nom de M. de Montpezat n'apparaîtra pas sur les couvertures des ouvrages qu'il rédigera.

Tout en fait se serait passé le mieux du monde si, parmi les livres soumis à la réécriture de M. de Montpezat, ne figurait l'Homme qui marchait dans sa tête de Patrick Segal, un livre qui allait connaître un succès considérable et se trouver traduit dans une dizaine de langues. Le « nègre » écrit à Flammarion pour lui demander sa part sur la vente des droits à l'étranger et sur les éditions en livre de poche et en clubs ; l'éditeur lui répond en lui envoyant un chèque de 20 000 F en solde de tous comptes ; M. de Montpezat ne se tient pas pour quitte, le ton monte, le contrat est dénoncé, et, pour obtenir les sommes qu'il estime lui être dues, l'écrivain assigne Flammarion en justice afin que lui soit reconnu le statut de coauteur des quatre livres auxquels il a collaboré.

Flammarion gagne en première instance. Les juges s'en tiennent à la conception traditionnelle et un peu méprisante du « nègre » : un

mercenaire dont la principale vertu littéraire est l'absence de personnalité et le caractère malléable. Un salarié qui ne peut en aucun cas se prévaloir de la qualité d'auteur.

Suivant dans leur presque-totalité les conclusions déposées par l'avocat de M. de Montpezat, M. Zylberstein, la cour d'appel vient dessiner le cadre juridique d'un statut moderne du « nègre » : 1) le contrat de louage d'ouvrage ou de service ne saurait s'appliquer à l'auteur d'une œuvre de l'esprit, qui ne peut perdre la jouissance de son droit de propriété incorporelle. 2) Les réécrivains sont donc les coauteurs des œuvres auxquelles ils collaborent.

3) Les contrats portant sur la réécriture d'ouvrages indéterminés s'analysent « en une cession globale d'œuvres futures, prohibée à peine de nullité par l'article 33 de la loi » (du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire).

Lorsqu'on sait qu'actuellement on estime qu'un livre sur trois est écrit en collaboration, que de nombreux contrats de « négritude » se règlent encore au forfait et qu'une certaine « loi du silence » dans laquelle chacun disait trouver son compte l'emportait sur la loi elle-même, on attend avec curiosité les retombées que cet arrêt ne va pas manquer de provoquer.

PIERRE LEPAPE.

## Passage en revues

● LE SUBLIME fut le thème choisi par la Société d'histoire littéraire de la France pour un colloque organisé en décembre 1981 au Collège de France. L'organe vénérable de cette savante société publie les communications qui y furent présentées. Catégorie esthétique autant que morale et intellectuelle, le sublime, comme l'explique René Pomeau, a subi un « processus de déclin » depuis le dix-neuvième siècle. Le concept psychanalytique de « sublimation », élaboré, il est vrai, dans une perspective simplement économique, précipita ce déclin. Jacques Bompars étudie « la place du genre historique » dans le Traité du sublime du Pseudo-Longin (I<sup>er</sup> siècle) et Marc Fumaroli analyse l'influence de ce texte, dont Boileau publia une traduction en 1674, sur les auteurs de l'époque classique et sur ceux du siècle précédent. Le sublime dans l'esthétique kantienne, dans le Rouge et le Noir ou dans l'œuvre exagétique de Claudel, font l'objet d'articles respectivement signés par M. Carrière, M. Crouzet et D. Millet-Gérard. M.-C. Bancquart, enfin, étudie la négation désenchantée du sublime à la fin du dix-neuvième siècle, négation que la psychologie et la médecine exprimeront également à leur manière. (Revue d'histoire littéraire de la France, n° 1, janvier-février, 75 F.).

● La revue TEM — Texte en main — se propose de mettre en relation, autour d'un thème ou d'un auteur, la pratique et la théorie du texte, envisagées aussi bien du point de vue de l'écrivain que de celui du lecteur. L'association grenobloise L'Atelier du texte, qui publie ces cahiers, vise ainsi à « restaurer », dans une perspective didactique, « le rapport oublié mais obligé entre la lecture et l'écriture ». La dernière livraison est consacrée aux Textes pour enfants (n° 5, printemps 1986). Claudette Oviol-Boyer, qui dirige avec Bernard Magné cette publication, ouvre le numéro sur une question encore peu débattue : « Comment écrire pour des enfants ? ». Maurice Thulliez analyse, à partir des deux versions du Vendredi de Michel Tournier, le problème de « l'adaptation de textes pour enfants ». Parallèlement à la publication de la revue, les animateurs de l'association organisent des ateliers d'écriture (TEM et L'Atelier du texte : Librairie de l'Université, 2, place du Docteur-Léon-Martin, 38000 Grenoble, 75 F.).

● LA VIE EXACTEMENT demande aux auteurs et artistes qu'elle accueille de sortir de l'espace confiné de la création solitaire et de s'ouvrir à « la nécessité et à l'urgence d'une fraternité plus vaste où l'autre est tout entier la connaissance et le secours ». Cette revue, qui est aussi une association, se veut ainsi lieu de rencontre et d'échanges. Le troisième numéro de la Vie exactement répond à ce qui est plus qu'un programme : une idée. Que Lionel Bourg n'ait pas choisi, pour une longue et douloureuse « confession », un autre titre que celui de la revue est propre à démontrer la force de cette idée. Dans ce même numéro, Laurent Fassin, l'un des fondateurs de la revue, interroge la destinée tragique de l'Américain Sylvia Plath. (La Vie exactement, 7, impasse des Sommeillers-de-La-Groue, 92150 Suresnes, 100 F.).

● Dans POÉSIE 88 (n° 12, mars-avril), un dossier « Mathématique et poésie », avec un texte de Pierre Dubrunz et des poèmes de Marcel Benamou, Jacques Bens et, bien sûr, de Jacques Roubaud et Raymond Queneau, ainsi que des extraits du Livre de l'ami et de l'aimé, de Raymond Lull (ou Lulle), parus chez GLM. Le Nouveau Commerce a publié récemment un choix de versets superbes tirés de ce même livre du mystique catalan. Dans ce même numéro, quelques très belles analyses de poèmes de Tel-C'est. (Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris, 58 F.).

● Le féminin au sommaire de deux revues de poésie : INCENDITE (n° 12, hiver 85-86), avec des textes de Sylvie Germain, Jude Stéfani, Martine Roux... et un choix de photographies d'où l'on a tant d'écarter « la trace trop visible de fantasmes essentiellement masculins ». La « complexité » du texte et de l'image apparaît cependant souvent trop explicite. Toujours le féminin, ou plutôt les Féminins singuliers dans le numéro 4-5 (printemps 1986) de la revue belge Les Cahiers du désert, avec le, les corps photographiés aussi bien qu'écrits. Incendite, 23 bis, rue Roger-Salengro, 93140 Bondy ; 45 F. Les Cahiers du désert, avenue Henrijean, 40, B 4880 Spa, Belgique, 45 F.).

● NORD, revue de critique et de création littéraire du Nord-Pas-de-Calais, publie un intéressant dossier Georges Simenon (n° 7, juin), avec plusieurs articles sur les adaptations cinématographiques de son œuvre et une filmographie. (Société de littérature du Nord, 73, rue Caumartin, 59000 Lille, 6 F.).

● Signalez également au sommaire d'Artès des poèmes de Stanislas Rodanski, présentés par Pierre Drachline (Artès, 134, rue de Saussure, 75017 Paris, 70 F.) ; à celui de la revue Sud (n° 63), un ensemble sur Léopold Sédar Senghor, introduit par Daniel Lauwers (Sud, 62, rue Sainte, 13001 Marseille ; 70 F.). Dans la revue de Montpellier, Entailles (n° 23), une « Rencontre avec Claude Vigée » et un hommage à Marcel Arland. (Entailles, BP 1132, 34008 Montpellier Cedex, 58 F.).

● Afin de respecter une répartition traditionnelle des valeurs et une hiérarchie des thèmes, au sublime du début de cette chronique correspondra à la fin un sujet exactement antithétique : « Le dégoût ». Tel est, en effet, le titre du dernier numéro de la revue du Centre de création industrielle, Traverses (n° 37, avril). On ne pourra reprocher aux auteurs de cet intéressant ensemble de s'être éloignés de leur sujet ; qu'on en juge : « puissance » du « dégoût », du « visqueux », « immonde urbain », « aversion amoureuse », « ordures... ». On comprendra combien il serait déplacé d'émettre, ici, un jugement... de goût. (Traverses, Centre Georges-Pompidou, CCI, 75191 Paris Cedex 04, 55 F.).

PATRICK KÉCHICHIAN.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

## EN BREF

● LA PREMIÈRE SÉLECTION DU GONCOURT : René Belletto, l'Éclair (POL) ; Claude Bouche, l'Un été à Jérusalem (Belfond) ; Drieu Chavali, Naissance à Fante (Seuil) ; Guy Dapet, Les Mammets (Grasset) ; Anne Garret, Spéyax (Grasset) ; Alain Gerber, Les Jours heureux de mon père (Laffont) ; Agnès Gomez Arce, Bestiaire (Pré-aux-Clercs) ; Michel Grizolle, la Chaise Manche (Lattès) ; Alain Jostroy, la Treizième Lettre (Grasset) ; Gilles Lapouge, le Boudin de Wagner (Flammarion) ; Jean Léo, l'Orchestre solitaire (Calmann-Lévy) ; Clément Lepida, Monsieur Jo (Pré-aux-Clercs) ; Charles Le Quellec, Claudius (Albin Michel) ; Pierre Monnier, Un ardent à la lustrerie (Gallimard) ; Nicolas Soudry, Dieu est-il gentilhomme ? (Seuil) ; Jean-Noël Schifano, la Danse des arlequins (Gallimard) ; François Weyersman, la Vie d'un bébé (Gallimard).

● LE GROUPE D'ÉTUDES SARTRIENNES organise son colloque annuel les 21 et 22 juin, à l'Université Paris-1, 17, rue de la Sorbonne, amphithéâtre, sous le thème : « Sartre et les Temps modernes » (L. Kapp, A. Boschetti, H. Davies, samedi, 9 h 30) ; « La biographie en question » (table ronde avec A. Cohen-Solal, M. Cuzat, S. Des-

brovsky, G. Idi, Ph. Lejeune, J. Pacaly, 15 heures) ; « Autour de Critique de la raison dialectique » (P. Verstraeten, R. Aronson, dimanche, 9 h 30, travaux en cours et débats (F. Bagot, J. Colomel, L. Galster, M. Kall, 15 heures).

● L'association des AMIS D'HENRI BARBUSSE, présidée par Pierre Parat, organise son hommage annuel à l'écrivain le 21 juin, à Aumont, rue de Seuil (Oise). Cette manifestation, à laquelle participe Madeleine Roberton, coïncide cette année avec le soixante-dixième anniversaire de la publication de son prix Goncourt 1916 (Les Amis d'Henri Barbusse, 4, rue Thiers, 75016 Paris).

● Les heures de l'association GUY LEVY MANO seront remises le 26 juin à 18 h 30, rue Huyghens, 75014 Paris.

● Deux cents lecteurs sélectionnés par FIFOP ont désigné Catherine Hermaty-Vieille comme lauréate du 12<sup>e</sup> PRIX EYL-GRAND PUBLIC pour son roman l'Infidèle (Gallimard).

● PRÉCISION. — La Bible de Gutenberg qui a reçu l'un des Grands Prix du rayonnement de la langue française de l'Académie française (le Monde du 14 juin), est publiée par Les Incunables (13, place des Vosges, 75004 Paris).

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS DE MAI 1986

**Lawrence DURRELL**  
Quinte ou La version Landru  
Roman - Traduit de l'anglais par Paule Guivarch

**Carlos FUENTES**  
Le vieux gringo  
Roman - Traduit de l'espagnol par Céline Zins

**Herman MELVILLE**  
D'où viens-tu Hawthorne ?  
Lettres à Nathaniel Hawthorne et à d'autres correspondants suivi de Hawthorne et ses mousses  
Choix, traduction et introduction de Pierre Leyris

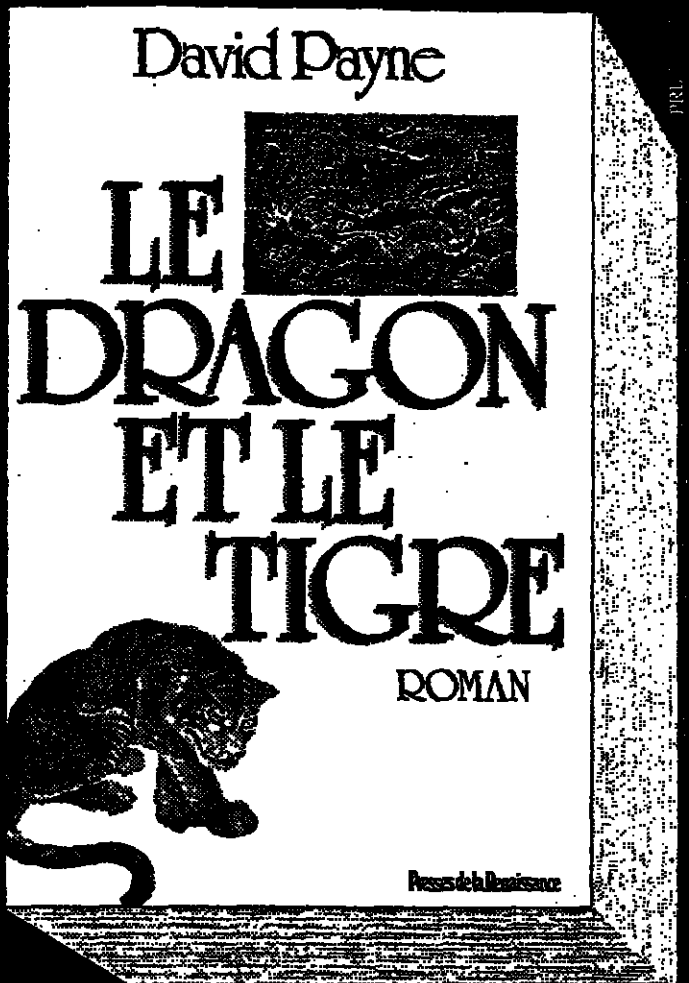
**José Cardoso Pires**  
Ballade de la plage aux chiens  
Roman - Traduit du portugais par Michel Laban

GALLIMARD *grif*

entre

"Le roman le plus surprenant de ces derniers temps."

Hubert Juin, LE MONDE



Roman traduit de l'américain par Brice Matthieussent

"On sort de ce livre à la fois K.O. et transporté."

Sylvie Genevoix, FIGARO MADAME

"Premier roman d'un Américain de trente ans, LE DRAGON ET LE TIGRE a immédiatement conquis les États-Unis. Attention, le raz de marée aborde la France."

Cécile Wajsbrot, LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"Un halo de mystère flotte sur ce roman passionnant de bout en bout. Un harmonieux mélange entre l'exotisme de la Chine taoïste et la jungle financière de Wall Street."

Antoine Spire, LE MATIN DE PARIS

"Une véritable découverte ! Trop d'écrivains américains sont allés chercher l'eldorado dans un orientalisme de gomme. David Payne, lui, en excellent satiriste, fait le contraire. Il invente une quête à l'envers."

André Clavel, L'EVENEMENT DU JEUDI

"Ce livre est avant tout un formidable roman d'aventures, bourré de personnages et d'épisodes rocambolesques. Une quête initiatique doublée d'une odyssée picaresque."

Martine Valo, ACTUEL

"Un coup de maître... un foisonnement de personnages, des thèmes aussi variés que la confrontation des religions, l'amour ou les mécanismes de la Bourse."

Jean-Luc Jeener, FIGARO MAGAZINE

"Un classique, déjà... livre océanique qu'on relira vingt fois sans cesser d'y trouver des richesses nouvelles."

Jean David, V.S.D.

"Ce livre est autant un jeu qu'un phénomène de société, doublé d'un humour où le spiritualisme et le matérialisme se renvoient la balle comme deux clowns déguisés en yin et yang."

Jacques Cabau, LE POINT

"La force de David Payne, c'est qu'il traite le genre romanesque comme son bâlard traite le monde : il y fonde sa liberté."

Evelynne Piellier, LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

"Roman initiatique, farci de sarcasmes, de brutalités, roman de la folie admirable liée à la quête du père, du pouvoir et de la paix du cœur. Un talent fou."

Claude Michel Cluny, L'EXPRESS

Presses de la Renaissance

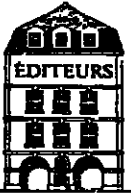
**LIVRES  
A VENDRE ?**  
**LIBRAIRIE  
LE TOUR DU MONDE**  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
42-88-58-06.

**VOUS ECRIVEZ ?**  
Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité.  
Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.

**Vous écrivez ? Écrivez-nous !**

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...  
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 19 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.  
Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris  
Tel. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



**LUCETTE FINAS**



**La Toise et le Vertige**

des femmes



● HISTOIRE

**Ali Haroun et la septième wilaya**

(Suite de la page 15.)

Les livres sur la guerre de libération ou sur l'histoire du mouvement national sont interdits à la vente, qu'ils soient écrits par des auteurs étrangers comme Yves Courrière, ou algériens comme Mohamed Harbi, dont les contributions sont pourtant essentielles. Il en sera probablement de même pour la *Septième Wilaya* d'Ali Haroun. Car l'auteur, n'oubliant pas sa formation d'universitaire et sa pratique de juriste, cultive le respect des faits. Il s'est attaché à faire œuvre d'historien au-delà de toute préoccupation partisane. Écarté par Ben Bella des affaires publiques dès 1962, comme d'ailleurs la plupart des dirigeants de la Fédération de France, il n'a plus depuis d'activité politique et s'est consacré à son cabinet d'avocat.

C'est donc avec une grande objectivité qu'il évoque l'une des pages les plus tragiques, et soigneusement tenue sous le boisseau, de la lutte des Algériens pour l'indépendance : le conflit fratricide et horriblement sanglant avec les partisans de Messali Hadj, qui, regroupés au sein d'un nouveau parti, le Mouvement nationaliste algérien (MNA), vont refuser le leadership du FLN. Revendiquant la direction d'une guerre qu'ils ne contrôlent pas, ils vont aller, pour combattre le FLN, jusqu'à accepter l'appui de plus en plus ouvert des services de police français. Au moment du déclenchement de l'insurrection, les messalistes disposaient en France d'un appareil puissant, politique et syndical, entièrement acquis au vieux « Zaïm » dont le prestige était immense et qui, revendiquant le titre de père de la nation, pratiquait sans vergogne le culte de la personnalité. Le FLN va devoir ainsi mener une guerre sur deux fronts : contre le MNA, d'une part, contre le « colonialisme français », d'autre part, les deux combats finissant par n'en faire qu'un.

Pour les messalistes, il importe de dissuader, par la terreur s'il le faut, les militants de base et les travailleurs, de rejoindre les rangs du FLN. D'où nombre de mitraillages aveugles de cafés et de foyers, présentés par les autorités, qui ferment pudiquement les yeux, comme des « règlements de comptes entre Nord-Africains ».

Abdallah Fillali et Ahmed Bekhat, exécutés par des commandos FLN. Progressivement, les frontaliers vont étendre leur quadrillage jusqu'à contrôler, à la fin de 1958, la quasi-totalité de l'émigration, à l'exception du nord de la France, où le MNA gardera jusqu'au bout de fortes positions. Tout cela n'empêche pas Ali



Les responsables de la Fédération de France du FLN réunis à Essen (Allemagne fédérale) en 1960 : de gauche à droite, Abdelkrim Souitch, Ali Moktar (recherché à l'époque par toutes les polices), Omar Boudasou, Mine Bonaziz, Ali Haroun, Saïd Bonaziz et Kaddoussi Ladjani.

Pour les responsables du FLN, qui respectent les règles d'une stricte clandestinité, il s'agit au contraire d'éliminer de façon sélective les cadres du MNA et de son syndicat, l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA), qui a pignon sur rue.

Le reflux messaliste commence à l'automne de 1957 avec la mort de plusieurs dirigeants de haut rang : Mohamed Semmache,

Haroun de donner à Messali Hadj la place éminente qui lui revient dans l'histoire du nationalisme algérien et de lui rendre hommage.

Cette même volonté d'objectivité et d'apaisement se manifeste lorsque l'auteur évoque les relations avec la France et les partis politiques de gauche. S'il dénonce avec vigueur la politique de répression menée par les différents gouvernements qui se sont succédés à Paris durant la guerre, il salue l'action des nombreux Français qui, à titre individuel, ont apporté leur soutien ou même simplement leur sympathie au Front. Et il opère soigneusement une distinction entre le colonialisme français et la France. De la même façon, s'il condamne la politique du PCF, qui s'est associé à la répression dans un premier temps, puis a refusé un soutien autre que verbal et ambigu aux nationalistes dans un deuxième, Ali Haroun met l'accent sur le courage des militants communistes qui, passant outre aux consignes de leur parti, se sont engagés dans une aide concrète, au risque d'être désavoués, voire exclus par le PC.

**Plusieurs milliards de faux billets**

Cette volonté d'impartialité fait le prix de cet ouvrage qui fourmille par ailleurs d'informations, dont certaines inédites pour le grand public, et même sans doute pour les spécialistes. Ali Haroun n'a pas su toujours totalement maîtriser l'abondance des documents, et son propos gagnerait parfois à plus de concision. Mais les différentes fonctions de la *Septième Wilaya* sont parfaitement analysées et présentées : collecte des fonds, qui atteignent, dès 1958, 4,5 milliards de francs et assurent au gouvernement provisoire de la République algérienne une précieuse indépendance financière ; lutte armée avec l'ouverture, le 25 août 1958, du « second front » ; aide aux inculpés et détenus et combat mené par ces derniers, notamment avec deux longues grèves de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques.

L'auteur sait faire preuve d'humour pour évoquer les succès, mais aussi les échecs du FLN. Au rang des premiers, il faut ranger sans conteste la par-

faite fiabilité de la filière mise au point pour doter les groupes de choc de l'organisation des armes indispensables. Durant toute la guerre, celles-ci ont voyagé dans des voitures truquées, spécialement aménagées dans des ateliers secrets en Allemagne. Jamais aucune d'entre elles n'a été interceptée. En revanche, l'opération « Théorème » montée pour faire s'évader du château de Turquant les cinq ministres du GPRA, dont Ben Bella, qui y étaient détenus, échoua, mais de peu. Des militants transis de froid avaient erré des jours durant dans le réseau de champignonnières qui troue comme du gruyère les falaises bordant la Loire. Ils avaient fini par trouver une galerie donnant accès directement au château. Un chapitre décrit également la tentative pour fabriquer à Osnabrück en Allemagne, dans une imprimerie clandestine équipée des matériels les plus modernes, plusieurs milliards de francs de faux billets, ce qui aurait porté un coup grave à l'économie française. La trahison d'un agent de la Quatrième Internationale, retourné par la police, mit un point final à cette aventure, alors que les premiers billets, parfaitement imités, commençaient à être imprimés.

Mais les pages les plus bouleversantes sont consacrées à la répression. Pour évoquer le sort des condamnés à mort, Ali Haroun laisse la parole à l'un d'entre eux, Moussa Lachkar. Il reproduit intégralement le journal de cet homme qui attendra une année au fort Montluc, à Lyon, son exécution, et verra partir avant lui onze de ses camarades. Par sa sobriété et sa force, ce texte constitue le plus puissant des réquisitoires contre la peine de mort. L'auteur a également recouru à des témoignages pour relater la terrible répression menée, par des forces de police haineuses, contre les cinquante mille Algériens qui ont manifesté à Paris, le 17 octobre 1961, pour protester contre l'instauration, à leur encontre, d'un couvre-feu. Et il avance un bilan minimal de deux cents morts et deux mille trois cents blessés, d'autant plus significatif que les cortèges étaient pacifiques et désarmés, et qu'ils comprenaient dans leurs rangs des femmes et des enfants.

Pages sombres de l'histoire de France où l'on mesure combien la torture n'était pas circonscrite à l'Algérie. Elle fut même systématisée lorsque furent installés au cœur de la capitale des unités de harkis agissant totalement en marge de la légalité.

C'est un livre puissant, voire essentiel, que la *Septième Wilaya*. Essentiel pour les jeunes Algériens, qui pourront mesurer précisément l'apport de l'émigration à la guerre d'indépendance. Essentiel pour les Français, dont c'est aussi, pour le meilleur et pour le pire, l'histoire.

DANIEL JUNQUA.

\* LA SEPTIÈME WILAYA, LA GUERRE DU FLN EN FRANCE, 1954-1962 d'Ali Haroun. Seuil, 528 p., 125 F.

**RABELAIS décrypté**

Il aura fallu attendre plus de quatre siècles pour connaître enfin la clé de l'Enigme.

Pendant plus de vingt ans, Claude GAGNEBET a rongé l'os avec un acharnement « cyrique », il a sondé les pages les plus obscures et les plus obscures de l'œuvre à la lumière du folklore et de la vie populaire médiévale.

Le résultat de cette quête ? Plus instigué, plus maçonique, plus traditionnel, plus alchimique, plus labialisé, plus mystique qu'on ne pouvait l'imaginer, le tout démonté, avec figures, dans un ouvrage monumental qui paraîtra aux loires de septembre à l'enseigne du Grifon et dont la souscription est ouverte aux Éditions

MAISONNEUVE ET LAROSE  
15, rue Victor-Consin, 75003 PARIS

NOM, PRÉNOM, ADRESSE

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation « A PLUS HAUT SENS ».

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

**40 Nouvelles**



De l'anecdote quotidienne à l'aventure intersidérale. 40 nouvelles pour voyager dans le temps ou l'espace. 40 histoires pour rêver, frémir, s'émouvoir ou sourire.  
Des nouvelles de Nadine Gordimer, Michel Grisolia, Virgil Tanase, Annie Saumont, Michel Jeury, Danièle Sallenave.  
Des écrivains français, des écrivains du monde entier : chinois, sud-africain, hongrois, hindou, bulgare, roumain...  
Une idée vacances du Monde.  
Chez votre marchand de journaux 30 F ou par correspondance.

**Le Monde**

BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE

nom \_\_\_\_\_ prénom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

code postal \_\_\_\_\_ localité \_\_\_\_\_

nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 33 F (frais d'expédition inclus) = \_\_\_\_\_ F.

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE  
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES 40 NOUVELLES

**SEVERO SARDUY**

Colibri



40 NOUVELLES



● AU FIL DES LECTURES

Mourir de sucre

**M**OURIR DE SUCRE... Quelle boulimie n'en a rêvé les soirs où le chocolat englouti jusqu'à l'écoeusement ne parvient qu'à aggraver la plaie. On a de soi-même l'habitude d'une mort sucrée, de Claude Tardat, se fait à l'approche de ses vingt ans, « solennellement, la promesse d'un suicide au sucre avec préméditation ». Avec détermination, surtout. Et avec méthode. De cette jeune femme, on ignore le nom. Elle parle à la première personne, ou plutôt écrit, puisqu'elle tient, jour après jour, le journal de sa destruction.

« Elle se construit une belle image de monstre, en regard de sa mère qui est une belle image stéréotypée, explique Claude Tardat. elle ne meurt peut-être pas de boulimie, mais d'insatisfaction. » A travers le journal de son personnage, d'une écriture scrupuleuse, Claude Tardat n'épargne aucun détail de cet enlèvement sucré, de la victoire de cette jeune femme, de sa vengeance, par la graisse et la boulimie, sur sa mère — dont l'éloignement est désormais justifié par la répulsion, — sur ce « Viking » indifférent qu'elle prenait pour son père et dont elle comprend enfin qu'il n'a pu procréer la petite chose (1,50 mètre) brune et mate qu'elle est, sur la rue où on la regarde avec gêne, sur ses camarades étudiantes qui hésitent entre l'horreur de son corps et la fascination de sa culture, sa grâce d'écriture, sa maîtrise intellectuelle.

Rien n'est laissé au hasard. Tout y passe — jusqu'à la nausée pour le lecteur — des substances écorçantes de la solitude et du malheur : bombes de crèmes chantilly que l'on consomme couchée pour les déverser plus vite, par simple pression, dans la bouche, tubes de lait concentré sucré que l'on « tâte », pots de miel dévorés à la cuillère, ou pis encore, lèches, sur un bras qu'on vient d'enduire. Non contente de ces gâchises, qui ne seraient que boulimie banale poussée à l'extrême, l'héroïne de Claude Tardat décide d'alterner excès solitaires et exhibition.

On la voit planter ses 80, puis 100 kilos dans les salons de thé, et commander gâteaux sur gâteaux. Les regards dégoûtés ou étonnés l'excitent, comme annonçant qu'elle est sur la bonne voie. Par sa résolution de mourir de sucre, elle a échappé au « triste » sort de ses sœurs en boulimie qui luttent pour ne pas devenir difformes, pour en finir avec l'angoisse, la honte et la mépris de soi. Claude Tardat, elle, est certainement aux antipodes de la boulimie, et c'est tant mieux, car elle a su en faire un objet esthétique, construire une vraie fiction, avec de belles pages sur la laideur et la jubilation d'avoir osé se choisir une mort répugnante, une mort sucrée, dans les replis d'un corps définitivement nié.



Dessin de CAGNIAT

Quand un « personnage » se rebiffe...

**E**LISABETH BARIILLÉ a vingt-trois ans, une écriture vigoureuse et une lucidité qui ne l'est pas moins. Son premier roman, *Corps de jeune fille*, qui met en scène Elisa, vingt-trois ans, est peut-être pour partie autobiographique, sans pour autant avoir la fadeur des habituels témoignages narcissiques. D'une ferocité et d'une crudité revigorantes, il affirme tranquillement que les femmes n'ont plus peur d'écrire « ce qui ne se dit pas », et qui concerne leur sexualité, leur intimité.

Aux côtés d'Elisa, le personnage principal est « l'Écrivain ». Il l'a abordée au jardin du Luxembourg et a voulu connaître sa vie sexuelle tout particulièrement — ses amois, ses souvenirs, ses désirs, ses perversions. On n'en finirait pas de chercher des clés et de compter les écrivains qui, au Luxembourg, regardent jeunes filles ou jeunes gens. Mais « l'Auteur de romans à clés » d'Elisabeth Bariillé, « caustique, brillant (...) le rire sonore », celui qui veut qu'on lui raconte « tout » et qui prétend en faire la matière de ses livres... Philippe Soliers, non ?

Et si *Corps de jeune fille* était une réponse à *Portrait du joueur*, du même Soliers (1), si un personnage de ce roman avait décidé de se révolter contre son créateur ? Il y a dans *Portrait du joueur* une femme de vingt-deux ans, qui fait l'amour avec les hommes par « bonne volonté — ce leur fait tellement plaisir », — mais qui aime à se caresser, seule, sur fond de musique. « Quant les hommes me désirent, je leur cède sans manière. Refuser les blesserait. Refuser les rendrait encore plus bavards », dit Elisa dans *Corps de jeune fille*. Quant aux caresses sur fond de musique, il en est longuement question.

Dans *Portrait du joueur*, il y a Sophie, un médecin genevois qui vient à Paris tous les lundis. Dans *Corps de jeune fille*, Jacques, psychanalyste savoyard, passe à Paris une fois par mois. Alors, une réponse de la bergère au berger ? Sans doute. Et avec panache. Avec un style (brillant, caustique) dont on espère qu'après ce début en fanfare et ce règlement de comptes — salubre mais codé — il tiendra ses promesses.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ UNE MORT SUCRÉE de Claude Tardat. Mazarine, 140 pages, 59 F.  
★ CORPS DE JEUNE FILLE d'Elisabeth Bariillé. Gallimard, 176 pages, 72 F.

(1) Gallimard 1985.

● ESSAIS

Attention philosophie !

(Suite de la page 15.)

Avec cette invention diabolique, usage extravagant de l'intelligence, a commencé l'errance. Socrate s'exile du pays de la croyance pour vivre dans l'inconfort lucide et l'incertitude.

Cette dérive sans fin qui se nomme Occident, cette crise qu'est l'Europe, François George la célèbre. Il rappelle que la raison ne mène ni au salut ni au bonheur. Pas même à la vérité. Et pour vivre, c'était mieux avant... dans la coïncidence à soi, la bonne santé du mythe et la terre chaude de la croyance, où s'enracinaient les certitudes. La philosophie est

désorganisatrice par essence. Quand ses problèmes se formulent, la quiétude s'achève. Le voile tendu sur le vide a commencé de se rompre. Philosophie, « l'homme qui fait de l'angoisse sa propre maison ». La crise des signes est sa terre, et la sage vérité son horizon inaccessible.

C'est en cela que son jeu n'est jamais, au fond, celui de l'institution — Église, Parti ou Université. Car l'institution pourvoit le réel de sens pour colmater la brèche du désarroi. Elle insère le sujet dans un ordre dont elle garantit la vérité. Par là, elle tire sa force de

la peur de penser. L'esprit libre la met en péril — moins par ce qu'il dit que par le seul fait de son existence.

Par temps de nihilisme

L'analyse de François George va plus loin que ces quelques thèses déjà connues. Le désarroi d'aujourd'hui sait qu'il n'y a pas de vérité de la vérité — rien ne garantit nos fragiles constructions, fussent-elles scientifiques. Face à ce désenchantement qui est la marque de notre temps, François George esquisse de page en page une stratégie à trois faces. Mettons-la en charade.

Son premier est une politique de la pensée. C'est Descartes. Le cogito est d'abord cette évidence que penser n'est pas rien, et que l'Autre — Dieu, État, Malin Génie... — n'est pas tout-puissant. Réduit à la seule faculté de dire « Je », le sujet résiste. « Comme le marin se confiant à sa frêle embarcation sur la mer déchaînée, il semble que par temps de nihilisme l'on doive s'en remettre au cogito. »

Son deuxième, on l'aura deviné, est une éthique de nihilisme. C'est chérir la crise, et maintenir

l'errance. Seul remède contre la tentation de la clôture, et du silence natal enfin retrouvé — qu'il s'appelle Sparte, utopie ou communisme.

Son troisième est une ontologie de l'absence. « Ne nommons pas l'être (...) ne le nommons pas Dieu, ni absolu, ni matière, ni histoire, ne le nommons pas, et honorons l'absence qui seule nous donne droit à la parole. » La vérité ne s'écrit qu'au passé, et la pensée ne serait qu'enquête sur sa disparition.

Son tout n'est pas encore une philosophie — seulement une croisière intelligente et sensible à la surface de nos énigmes. C'est peut-être ce que nous pouvons faire aujourd'hui de moins mal. Gageons pourtant que, à suivre de grands sillages, François George trouvera un jour la nécessité ou la folie, en pointant vers l'horizon, de tracer le sien. Car il n'y a de philosophie qu'en haute mer : « Il y a trois sortes d'hommes : les vivants, les morts et ceux qui naviguent en mer. » (Platon).

ROGER-POL DROIT.

★ SILLAGES, essais philosophiques et littéraires, de François George, Hachette, 320 p., 120 F.

Arsène Lupin et Louis XIV

Pour la première assemblée annuelle des Amis d'Arsène Lupin, M. François George, président (à vie) de la nouvelle association, a prononcé un important discours, le dimanche 15 juin, après le déjeuner, qui réunissait les sociétaires en face de l'Aiguille croisée d'Écoust. Celle-ci, selon le maire de la ville, M. Dupin, pourrait être prochainement ouverte au public, ce qui apporterait une preuve supplémentaire de l'existence d'Arsène Lupin, récemment mise en doute par quelques esprits qui en manquent, autant que d'un sans-démantaire des réalités.

Flanqué de M. Claude Leblanc, qui attestait l'existence (heureuse) de son père Maurice Leblanc, le président a ouvert un volumineux dossier contenant les preuves de l'existence d'Arsène. Preuves indi-

cutablement soutenues par un esprit ferme et logique, s'appuyant lui-même sur des arguments empruntés autant à Saint-Anselme qu'à Kant, Hegel et Lacan. « Maurice Leblanc fut l'historiographe scrupuleux d'Arsène Lupin comme Racine le fut de Louis XIV. A-t-on jamais prétendu que Louis XIV n'existait pas ? »

A la honteuse objection helldégénère des chemins qui ne mènent nulle part, il fut répondu vivement que ces chemins mènent à l'Être-là.

M. C.

★ Les éditions de la Manufacture rééditent LA VÉRITABLE IDENTITÉ D'ARSENÉ LUPIN, de Valère Catogan (pseudonyme de Raymond Lindon), avec une préface de François George. 115 p., 62 F.

**SEVERO SARDUY**

« L'ère française générée par l'homme... »

Le Seul des Tropiques, l'Essai d'Éthique / L'Ére du Nouveau Monde

SEVERO SARDUY

**Colibri**

AUX ÉDITIONS DU SEUL

**SEUL**

PATRICK POIVRE D'ARVOR



LA TRAVERSÉE DU MIROIR

Roman

Un style vif et précis qui place Patrick POIVRE D'ARVOR parmi les romanciers avec lesquels il faudra désormais compter.

FRÉDÉRIC TRISTAN  
FIGARO MAGAZINE

Balland

IL A VU NAITRE L'ASIE!

Robert Guillain

ORIENT

EXTRÊME

Une vie en Asie

Le Seul arlea



Un des tout premiers journalistes de notre temps.  
Jean Clémentin / Le Canard Enchaîné

Celui que j'avais choisi pour modèle.  
Jean Lacouture / Le Nouvel Observateur

Pendant près de 50 ans, Guillain a été l'honneur de notre profession.  
Lucien Bodard / Le Point

Une expérience unique.  
Bernard Uhlman / L'Express

L'allégresse d'avoir tant vu, tant vécu, tant compris, tant raconté.  
P.J. Franceschini / Le Monde

arlea

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## La rhétorique de l'abîme

Trouvant le monde absurde, Manganelli a choisi de s'en moquer.

**C**ENTURIE, premier livre de Giorgio Manganelli traduit en français voici moins d'un an, permettait de se faire une petite idée du talent de cet écrivain singulier, lié à ce mouvement d'avant-garde que fut le Gruppo 63, et qui est maintenant l'auteur d'une bonne quinzaine de volumes. Les Editions W, poursuivant leur effort, proposent maintenant *Aux dieux ultérieurs*, traduit, comme le précédent volume, par l'impuisable Philippe Di Meo, qui n'a pas reculé devant les embûches d'un auteur presque aussi difficile, dans son genre, qu'A. Zanzotto, avec lequel il s'est récemment mesuré.

Dans un très important article-manifeste (1), «La littérature comme mensonge», Manganelli développe en quelques pages une poétique paradoxale et volontiers agressive, dont le titre même est parfaitement révélateur. Manganelli refuse de toutes ses forces l'idée d'un quelconque réalisme pour se consacrer exclusivement à un pur jeu verbal, art de dire, art d'écrire, qui est bel et bien une exigeante rhétorique, dont il retrouve les codes chez les Latins ou dans les traités baroques du dix-septième siècle, qui lui fournissent des modèles et sont en même temps pour lui l'occasion de savoureux pastiches.

Au départ, il y a la certitude désespérée, mais indignée aussi, de l'absurdité d'un monde insupportable, mais dont Manganelli estime plus sage, tous comptes faits, de se moquer. Et de quel instrument se servir sinon de mots qu'on peut ériger en systèmes,

combinaisons savantes machineries, ce qui, après tout, est un jeu moins gratuit qu'on n'aurait pu d'abord le penser ? Puis, partant de là, on va raconter, se raconter des histoires, avec une logique imperturbable, impliquant les personnages les moins prévisibles — mais en prenant bien soin d'éviter toute autobiographie. Le lecteur aura reconnu au passage le terrible sérieux des grands humoristes. Ce n'est pas un hasard si le premier livre de Manganelli était intitulé *Hilarotragedia* et brodait ingénieusement, sous ce titre révélateur, autour de la descente dans l'abîme. C'est-à-dire, comme il le montre ailleurs, dans une mort dont il souligne à plaisir, d'une manière obsessionnelle, les aspects les plus matériellement déplorables, voire répugnants.

Les six récits réunis dans *Aux dieux ultérieurs* approfondissent cette démarche ricanante, jeux de magie verbale dont les meilleurs sont sans doute le vertigineux monologue initial, *Un roi*, et un discours sur la difficulté de communiquer avec les morts : cauchemardesque et bouffonne confession mènée, dit Manganelli, «exactement comme les hommes peuplent leurs propres rêves : en se trépanant, plumes d'eux-mêmes, dans l'encier de la nuit». Tout est déjà là.

MARIO FUSCO.

★ *AUX DIEUX ULTÉRIEURS*, de Giorgio Manganelli, traduit de l'italien par Ph. Di Meo, Editions W, 160 p., 84 F.

(1) Revue *l'Infini*, n° 13, hiver 1985.

## Gian Dauli, l'oublié

L faut du génie pour parler du rêve après Freud en faisant l'économie du Viennois. Editeur des grands Anglo-Saxons et romancier à succès avec *la Roue* en 1932, Gian Dauli a été bien oublié. Pourtant, sa *Magie blanche* dans une ancienne et belle traduction de Marie Canavaggio, revue et présentée par Jean-Noël Schifano, suffit à démontrer que l'auteur est un «très grand» méconnu.

La vie réelle et la vie rêvée s'entrecroisent. Banalité ! On savait depuis toujours — avant Quevedo — que la «vie est un songe». Oui, mais c'est le songe... de plusieurs. Dans ce roman étonnamment moderne par son art du montage pince-sans-rire, Dauli le démontre en se glissant dans la peau d'un petit employé au cadastre de Milan (1). De la nuit au jour, il vit des aventures picaresques où le monde paraît pour ce qu'il est : sens dessus dessous. De Naples à Venise, voici que «pour de vrai» — comme disent les enfants — il se bat, aime, épouse son arrière-grand-mère, rencontre un chat noir fantôme à la queue blanche. Ce petit frère cocasse et désespéré de Charlot a logé sa caméra et son écran derrière les paupières. «Je buvais pour oublier mes rêves», soupire-t-il. On n'oublie pas ce livre fort et loufoque, cet homme sans qualités égaré dans une comédie italienne d'une amertume à se tordre les côtes. — P.-J. F.

★ *MAGIE BLANCHE*, de Gian Dauli, traduit de l'italien par Marie Canavaggio, Ed. Desjonquères, coll. «Les chemins de l'Italie», 419 p., 140 F.

(1) Gian Dauli, de son vrai nom Ugo Nalato (1884-1945) fut un très grand éditeur de Milan. Il avait publié une «collection d'écrivains du monde entier» réunissant 23 tomes de Jack London, Wells, Zangwill, Galsworthy, Conrad, Th. Hardy, Dos Passos, *Le voyage au bout de la nuit* de L.-F. Céline.

Son roman *La roue*, publié en 1932 et censuré par le fascisme, a connu un succès international (traduit en français chez Delamain en juin 1939). La traduction de *Magie Blanche* était restée inédite.

## Le charme de Ginevra Bompiani

**G**INEVRA BOMPIANI, romancière, essayiste, spécialiste de littérature anglaise, a écrit, voici une dizaine d'années, un petit volume qui vient d'être publié en France par les éditions Verdier, auxquelles on doit déjà quelques belles trouvailles dans le domaine italien. C'est un recueil de brefs récits en prose, sur des sujets mythologiques : la seconde partie, par exemple, raconte les travaux d'Héraclès, d'Héracles, et non pas d'Hercule, car c'est bien aux mythes grecs que l'auteur se réfère.

Il faut souligner que le propos de Ginevra Bompiani n'est pas théorique, qu'elle se limite délibérément à raconter, à son tour, ces histoires qu'on croit toujours connaître, mais qui prennent ici un sens parfois nouveau, car elles sont, au sens propre, insupportables.

Dans une prose limpide, musicale, extrêmement élaborée, et parfaitement rendue par la traduction d'Eliane Formentelli, l'auteur parle des choses les plus simples et les plus graves, non sans humour à l'occasion, comme dans le texte qui a donné son titre à l'ensemble et qui évoque la figure paradoxale des Centaures, que leur conformation condamne à l'insomnie. C'est ainsi que, semblant se réfugier dans un univers fantastique et lointain, Ginevra Bompiani ne cesse de réfléchir sur le réel, avec une simplicité sereine dont l'érudition ne vient jamais ternir le charme. — M. F.

★ *LES RÉGNES DU SOMMEIL*, de Ginevra Bompiani, traduit de l'italien par Eliane Formentelli, Ed. Verdier, 105 p., 69 F.

## L'édition des «Cantos» d'Ezra Pound

Ezra Pound est certainement l'écrivain le plus controversé du vingtième siècle (1). Certains voient en lui le plus grand poète américain de notre temps, d'autres un champion de l'artifice. Yeats, Eliot, Faulkner, Hemingway le tenaient pour un génie, et, pourtant, l'attraction-répulsion — que, mort ou vif, il continue d'exercer porte des ombres sur une œuvre polymorphe dont on finit par se demander si elle a été composée par un traitre ou par un fou.

En tout cas, un révolté. Né en 1895 dans l'Idaho, diplômé de lettres romanes, il se fait expulser à vingt ans, pour son «excentricité», du collège d'Indiana où il est chargé de cours de français et d'espagnol. Il lui en restera une haine durable de la mentalité universitaire en général, et du protestantisme en particulier. Il rompt avec l'Amérique et n'y reviendra que quelques semaines en 1938 pour se convaincre qu'il lui faut sauver les États-Unis, dont les valeurs ont été perverties par ces agents corrupteurs que sont Roosevelt, les banquiers juifs, la finance mondiale.

Entre-temps, Pound vit à Londres, où il se lie avec Yeats, Ford Madox Ford, T.-S. Eliot ; puis à Paris, où il fréquente Gertrude Stein, Brancusi, Cocteau, Hemingway, Joyce — c'est grâce à lui que sera publiée la première édition d'*Ulysse* — puis en Italie... Admirateur du fascisme, il ne cessera d'exprimer hautement sa sympathie pour Mussolini, qu'il comparera à Jefferson et aux Pères fondateurs, et, dès 1940, il participe, à Radio-Rome, à des émissions de propagande anti-américaine qu'il poursuivra même après Pearl Harbor.

Inculpé de haute trahison, Pound sera livré à l'armée U.S. par les partisans italiens en 1945 ; interné dans un camp militaire près de Pisa, enfermé dans une cage grillagée, puis transporté à Washington pour y être jugé, il sera déclaré irresponsable et interné à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Elisabeth. Libéré en 1958, il regagnera l'Italie et mourra à Venise le 1<sup>er</sup> novembre 1972.

En 1965, invité par la revue *l'Hermès*, il retrouve Paris, où Dominique de Roux entreprend la publication de ses œuvres «manuscrites». Commencées en 1915, les *Cantos*, l'œuvre géante dans laquelle le poète présente un résumé-collage, très personnel, de l'histoire de l'humanité, n'avaient encore jamais paru dans leur totalité. C'est pourquoi la traduction intégrale (exception faite des *Cantos* LXXII et LXXIII) que vient de publier Flammarion constitue un événement.

Le poète avait cru que son génie le plaçait au-dessus des lois. Depuis vingt ans, ses partisans et ses adversaires s'affrontent pour justifier leur admiration ou leur rejet. L'article d'André Velter, ci-dessous, confirme que la querelle n'est pas près d'être épuisée.

N. Z.

(1) Voir le dossier sur «Pound centenaire» dans «Le Monde des livres» du 1<sup>er</sup> novembre 1985.

## Une vindicte torrentielle

Pour André Velter, les *Cantos* sont plus proches du déferlement cacophonique que de la polyphonie universelle...

«TOUTES choses sont infectées en cette saison. Pour cette raison, nul ne trouvera la pureté. S'il a pour l'enfance pitié.

A plus d'un demi-siècle de distance, ces vers du trentième *Canto* tournent à l'effet boom-rang : c'est leur auteur lui-même, ancien maître en infamie, qui est en train d'«infecter la saison».

Car voici que paraît la version française intégrale (à deux chapitres près et quelques lignes caviardées) des *Cantos* d'Ezra Pound, œuvre d'autant plus glorieuse qu'elle demeure en partie inconnue. Et il n'est pas impossible que l'intérêt premier de ce livre soit une sérieuse mise en cause du «génie poétique» de Pound.

Si l'hommage des «travailleurs de texte» (ceux-ci étant aux travailleurs de la mer ce que la poussière d'in-quarzo est au vent du grand large) peut être tenu pour acquis, je doute que des cohortes de poètes et de lecteurs acceptent de s'égayer longtemps en cette fosse de Babel où l'on passe plus souvent d'une fange à l'autre que d'un éblouissement à l'autre. Il faut la patience et l'hébété d'un chercheur d'or pour tamiser des yeux toutes ces pages d'éboulis langagiers dans l'espoir de repérer l'ombre d'un scintillement.

Entre les ambitions, superbement démesurées, du projet et les poèmes qui se succèdent ici, l'écart tient du gouffre. A chacun de dire s'il a l'oreille suffisamment torturée pour changer une vindicte torrentielle en message prophétique ou accueillir un

déferlement cacophonique comme l'expression la plus haute de la polyphonie universelle.

Qui l'a écrit ? Comment ? Et après l'année 1600

[Nakae Toji transporta de Wai-Ya (nom déformé dans certains dialectes) la lampe de Min en pays nippon. L'ordure totale qu'était

Roosevelt. Et le rigolo qu'était Churchill (cf. Grenfell sur la drôle de guerre) Mais, dit Antonin, La Loi gouverne la mer. (Canto LXXXVII)

J'avoue que mon aversion déclarée pour l'homme (en tant que porte-voix fasciste et antisémite) n'avait pas suffi à me préparer à une telle déception. Je m'y attendais d'autant moins que les *Poèmes* traduits il y a quelques mois chez Gallimard — notamment l'*Hommage à Sextus Propertius* — résonnaient plus noblement et plus clair. Même les séquences vitupérantes s'en tenaient à la raillerie, à la colère, sans dériver nauséabondes.

Et qu'ils s'estiment heureux ! ceux que mon pamphlet cite. Mes petites chansons couvrent Comme des dalles funéraires leur beauté. Mais que faire contre ça ? N'éludent la mort N'éludent les gracieuses pyramides. Ni les caveaux sur le modèle [du temple de Jupiter Eléen. Ni le tombeau de Mausole

et d'immenses fortunes. Ou l'incendie les dévore. Ou l'eau s'infiltre et lésarde. Ils ruinent dans le bruit moi [du temps. L'ingegno est immortel. Le temps n'en fait pas [sa proie. In extremis, l'ultime poème des *Cantos* retourne à l'expressive limpidité de *Personeae* et de *Riposte*, à l'offrande faite de

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.



Ezra Pound : génie poétique ?

et d'immenses fortunes. Ou l'incendie les dévore. Ou l'eau s'infiltre et lésarde. Ils ruinent dans le bruit moi [du temps. L'ingegno est immortel. Le temps n'en fait pas [sa proie. In extremis, l'ultime poème des *Cantos* retourne à l'expressive limpidité de *Personeae* et de *Riposte*, à l'offrande faite de

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

soffrance et d'amitié de *Lustra*. De l'enfer où, sa vie durant, il s'est comme à plaisir enfoncé, Pound clame n'avoir combattu que pour forger les mots, le langage, la parole du Paradis. Fallait-il que le prix de ce combat fût si souvent le mépris et la haine ? Intuition tardive, il abandonne enfin son immense chantier obsessionnel, tous les chants «bousillés», selon sa propre expression.

Ne bougez point Laissez parler le vent : le paradis est là. Que les Dieux pardonnent ce que j'ai fait [de pardonner ce que j'ai fait. (Canto CXX).

A. V.

★ *CANTOS*, d'Ezra Pound, traduit de l'anglais par Jacques Darras, Yves Di Meo, Philippe Mikriammos, Denis Roche, François Sauzeau. Préface de Denis Roche, Flammarion, 734 p., 185 F.

★ *POÈMES*, d'Ezra Pound, traduit par Michèle Fimson, Glénat Sartoris, Alain Salié, Gallimard, 300 p., 130 F.

## A LA DÉCOUVERTE

■ AMÉRIQUE CENTRALE LA CINQUIÈME FRONTIÈRE ? Michel Stuhrenberg, Eric Venturini, 120 F. — Une synthèse complète et originale sur l'un des dossiers les plus brûlants de la scène géopolitique mondiale.

■ NOU-LE JEU DES FRONTIÈRES. Hérodote n° 41, 60 F. — Comment les frontières tracées par le colonialisme sont, pour toute une part, à l'origine des situations explosives que connaissent l'Afrique et le Moyen-Orient ?

■ LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE. Jacques Kergoat, 140 F. — Les incertitudes, les hésitations, les rêves et les passions des Français de 1936, pris dans un bouleversement politique et social.

■ L'IMPERIALISME A LA FRANÇAISE (1914-1960). Jean Bouvier, René Girault, Jacques Thobie, 140 F. — Une étude complète aux sources et aux conclusions largement inédites.

■ TÈS LA MALE DICHION DE L'EPHEME. RE. Richard Canal, 65 F. — Le premier roman d'anticipation d'un auteur français jusqu'alors connu par ses nouvelles.

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN

MAI • JUIN



## ● MÉMOIRES

## Le témoin de la « Vingt-Cinquième Heure » se confesse

Virgil Gheorghiu raconte sa vie.

Le célèbre auteur de la *Vingt-Cinquième Heure* publie ses Mémoires. Nous les attendions avec impatience. Comment oublier ce roman noir, fulgurant, avec des héros broyés par les utopies sanglantes de ce temps ? Comment cerner le personnage pour le moins ambigu de l'écrivain sous l'apparence généreuse d'un homme qui nous proposait, en pleine guerre froide, cette fiction humaniste destinée à marquer sa génération ?

Souvenons-nous des faits. Il y a trente-cinq ans, Gheorghiu était un parfait inconnu. Porté par la dernière vague du cyclone, il arrivait en France de cette lointaine et si proche Roumanie qui a donné au monde Brancusi, Istrati, Cioran, Ionesco et Mircea Eliade. Nous le retrouvons en 1944, lors du crépuscule des nazis, attaché culturel à l'ambassade roumaine de Zagreb auprès d'Ante Pavelitch, le bourreau de Croatie. En 1949, préfacé par Gabriel Marcel, la *Vingt-Cinquième Heure* paraît à Paris. Ce roman eut un succès largement mérité, mais, vite, des rumeurs fâcheuses commencent à courir sur l'auteur, rumeurs aussitôt confirmées : dans ses textes antérieurs, dans ses reportages de guerre notamment, il faisait l'éloge du soldat hitlérien et conspuait le « juif maléfisant ». Le scandale fut immense. Gabriel Marcel retira sa préface du livre, et aussi l'amitié qu'il portait à Gheorghiu.

## Un marécage d'affabulations

Arraché à la magie de ses Carpatiens orientales, ballotté d'un endroit à l'autre, l'écrivain n'était peut-être qu'une victime des caprices ubuesques de l'histoire, fils d'un pays malheureux, dépecé en 1940 par Hitler et Staline. Boudé par le public, Gheorghiu s'en fut chercher réconfort auprès de Peron. Revenu en France, il publia des romans aux intrigues policières, le plus souvent médiocrement ficelés. De ces textes inégaux se dégage néanmoins une poignante nostalgie pour son pays.

Nous aurions souhaité un sur-saut de sincérité de la part de cet éternel voyageur qui devait être ordonné prêtre en 1963, en l'église roumaine de Paris. Nous attendions une vraie confession, qui justifierait ses « égarements » du temps où la Roumanie était contrainte de suivre le III<sup>e</sup> Reich jusqu'à Stalingrad. Rien ne vint, sinon une fiction autobiographique intitulée *L'homme qui voyagea seul*, où la vérité se perd dans un marécage d'affabulations.

En février 1981 parut une interview exclusive de Gheorghiu. Allait-on enfin avoir droit à ce mea culpa longtemps espéré ? Nullement. Celui qui se proclamait le poète du Christ et de la Roumanie dénonçait cette fois ses propres compatriotes en exil, écrivains défenseurs des droits de l'homme et intellectuels dissidents. Il les accusait d'être des « agents troubles », manipulés par le KGB. « Partout, déclarait-il, dans les radios, les journaux, les télévisions, les maisons d'édition même, les services secrets roumains placent des spécialistes de la désinformation, du chantage et de la déstabilisation. »

## Une méchanceté « bien tempérée »

Sur la couverture en camaïeu gris de son dernier livre se détache son visage. Gheorghiu nous raconte sa vie depuis sa naissance, en 1916, dans un village de Moldavie, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale qui le surprit à Zagreb, en Croatie. « Ces Mémoires, nous dit-il, sont mon œuvre capitale selon laquelle je serai jugé, dans la postérité, par les hommes et, au Jugement dernier, par Dieu. » Il est vrai que nous y retrouvons l'envolée lyrique qui a fait la force de la *Vingt-Cinquième Heure*. Il est vrai aussi que, malgré les outrances et les

exagérations convenant plus au poète qu'au témoin, c'est toute la Roumanie disparue qui surgit ici avec ses bourgs moldaves montagnards, baignés d'odeurs de confitures et de miel, avec, à la porte de l'Orient, Bucarest et ses intrigues de palais. Cette confession couvre les vingt plus glorieuses années que le pays a connues, entre la fin de la première guerre et 1939. Bien sûr, nous suivons avec intérêt les avatars de ce fils de prêtre pauvre qui, après avoir

liste, qui entend se faire une place au soleil. Antisémitisme, Gheorghiu ? Jamais. N'épouse-t-il pas, d'ailleurs, une jeune fille dont la mère est descendante des Schenk, une des plus respectables familles juives de Galatz, port cosmopolite dambien ?

## « J'ai honte de moi »

Il était dit que le royaume des Hohenzollern devait sombrer dans le feu et le sang. En janvier 1941,

Roumain, comme les criminels de la Garde de fer. C'est peut-être un scrupule excessif, mais je ne peux pas l'éliminer. »

Juin 1941. Pour récupérer la Bessarabie, Antonescu s'allie à Hitler et déclare la guerre à l'Union soviétique. Des centaines de milliers de soldats roumains périront. Revenu du front, fin 1941, Gheorghiu publie un grand reportage, « Les rivages du Dniestr sont en flammes. » « L'amabilité et la camaraderie dont fit preuve chaque soldat et officier allemand... étaient étonnantes », écrivait-il. « Je voudrais écrire un hymne brillant pour ces hommes superbes... Tous les juifs, des enfants aux vieillards de quatre-vingts ans, faisaient de l'espionnage pour les bolcheviks... Juifs à papillotes, femmes juives, enfants couverts de taches de rousseur et aux oreilles décollées... ennemis mortels de notre peuple, amenés en convois au nord de la Bessarabie... Combien la peine de mort est un châtiment clément pour eux et pour leurs crimes (1) ! »

Dans ce même reportage que l'auteur revendique fièrement aujourd'hui, nous trouvons une affreuse juive sacrilège, Siddy Thal. Au cours des années 60 à Paris, quand Gheorghiu souhaitait se faire passer pour un défenseur de ces mêmes juifs, un personnage homonyme apparaissait dans la *Seconde Chance*, sous les traits d'Eddy Thal, innocente victime des nazis. L'auteur pensait-il encore à ces religieux à papillotes, à ces femmes, enfants et vieillards qu'il accusait en 1941 ?

Le témoin de la *Vingt-Cinquième Heure*, aujourd'hui prêtre sans paroisse, s'est enfin confessé. Seule demeurera de son œuvre cette *Vingt-Cinquième Heure*, inexplicable miracle, étincelante comme un diamant dans le noir de sa peur.

EDGAR REICHMANN.  
★ MÉMOIRES, LE TÉMOIN DE LA VINGT-CINQUIÈME HEURE, de Virgil Gheorghiu, Plon, 485 p., 120 F.

(1) Pendant la guerre, les juifs n'ont pas été déportés de Roumanie. En revanche, en Bukovine et en Bessarabie, 150 000 d'entre eux ont péri après l'entrée des troupes allemandes et roumaines dans ces provinces annexées le 26 juin 1940 par l'URSS.



BERENICE CLERGE

« fait » l'école militaire à Kichinev, en Bessarabie, monte vers la capitale et publie des poèmes.

Devant les paysages d'une Roumanie encore sercine, l'écrivain devient peintre et son regard nous les restitue avec justesse et économie. En ville, Gheorghiu troque le pinceau contre une caméra. Les portraits qu'il nous trace de deux ou trois intellectuels bucarestois éminents sont remarquables de méchanceté « bien tempérée ». Même le prestigieux Nicolae Iorga, esprit encyclopédique et orgueil du pays, qui finira assassiné par les Gardes de fer à la solde de la Gestapo, ne trouve pas grâce aux yeux du jeune journa-

listes sinistres Gardes de fer se révoltent contre le régime autoritaire imposé par le général Antonescu, après l'abandon de la Bessarabie à l'URSS et du nord de la Transylvanie à la Hongrie. Des bandes de voyous tuent de sang-froid quelques-uns des plus brillants représentants de la classe politique et de l'intelligentsia du pays. Des dizaines de juifs sont massacrés, et leurs cadavres, dépecés, suspendus aux crochets de l'abattoir de Bucarest. Voici ce que nous lisons aujourd'hui, sous la plume de Gheorghiu, quarante-cinq ans après ces atrocités : « A partir de ces jours de janvier... mon âme est souillée. J'ai honte de moi. Honte parce que je suis

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## Sous les draps du dix-huitième siècle

(Suite de la page 15.)

Les rêves de notre égaré commencent à la Régence et s'arrêtent en 1774. Il convertit tout en Louis-XV, comme d'autres en dollars. Les grands desseins, la longue durée, il laisse cela aux savants du Collège de France. Lui, sa passion d'amoureux fou, ce sont les détails d'une époque, les riens dont personne ne parle, le second rayon, l'enfer, le feu, les mots morts, ce dont les artistes d'hier ont fait les porcelaines aux bras courbes, aux bouches tendues.

CHAILLOU ne revient pas au présent comme à la vie. Au contraire, c'est le passé, son oxygène. Il y transpose le peu qu'aujourd'hui a de bel et bon. En pensée, il répand de la boue d'autrefois entre les pavés de maintenant pour que les rues ressemblent davantage à celles de ses lectures, seules adorables. Pour un peu, il jetterait de la paille pour amortir le craquement des charrettes. Notre Comte de Paris divorcera-t-il ? Fichaise ! Louis XIV a-t-il baillé la Flaccourt ? Ça oui, voilà du consistant. Et comment les amants d'alors s'habillaient, se désabillaient, babillaient ?

Attention : ChailloU n'écrit pas « sur » les dessous du dix-huitième siècle. Il les z'yente, de tout son appétit. Il ne reconstruit pas les « petits appartements » de Versailles ; il y couche en rêve, il y crève d'envie. Il pète le kachin du souvenir, comme le porcelainier fixe une contorsion caressante, une nuance d'élan, une roseur émue. A la manière de l'époque, il mêle sexe et religiosité. A la façon du plaisir, il ignore le lendemain, entendez : le chapitre suivant. Il écrit devant soi, comme on chasse. Que se lève la bête inopinée ! La volupté guettée au saut du lit, au détour du bois, fourrure qui s'enfuit...

RIEN que le mot « Saxe » : nous parle-t-il d'un pays, d'un homme, d'une bataille, d'une matière ? A une voyelle près, de sexe ? L'auteur nous laisse le choix. La poésie est une plaidoirie sans cause, et son matériau sent le brio-à-brac, le marché aux Pucies.

Du minitieux à l'inévitable : ChailloU descend la chaîne si souvent remontée. Il est le conservateur des choses atténuées et sans valeur, que la main du temps a lentement usées. Son seul espoir : que les mots redonnent vie aux gestes de la porcelaine ; que la gracilité figée redémontre, le temps d'une syllabe.

Ses moyens sont ceux d'une langue pétrée d'exactitude et de franchise foncière. La prof lunaire de 1986 avoue sa bizarrerie invivable. Son voyeurisme à retardement, son érotomanie du verbe, il les étale sans vergogne. Le présent ne lui sert qu'à faire passer entre les lignes le courant d'air qui retousse les plumes, agite les éventails. Comme le plaisir, le passé ne se dit que par bribes, par défaut. Il est le galet jaune du soleil sous une porte.

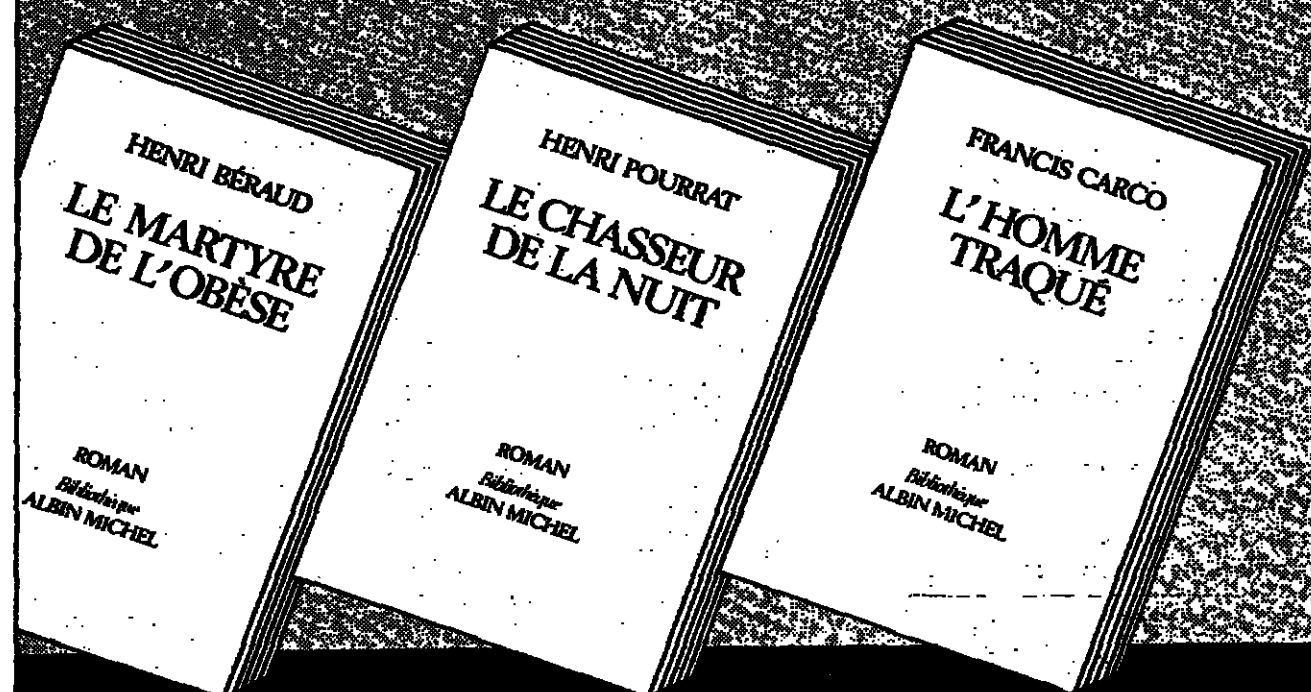
Restent, à l'écriture, les images. Chez ChailloU, elles sont puissantes, comme on le dit d'un parfum ; concises, indubitables. Elles nous entraînent de force vers leur labyrinthe. On s'y croirait, dans ce temps béni où l'ombre, même, portait tricolore. On y est plus évidemment que devant gravures et films. Les verbes d'action reprennent la vedette aux substantifs, ces empaillés. L'aimer, le vivre, détrônent l'amour, la vie.

Au-delà du dix-huitième siècle de Crébillon et de Marmontel, on entend vibrer les corps d'avant la rhétorique classique et ses bronzes, la ronsardelette nature. De nos jours, je ne vois guère que Daniel Boulanger et certains amis de ChailloU pour réhabiliter si fort la saine des choses, le saint des gens.

On finissait par en douter, lisez le *Rêve de Saxe* pour vous en ressouvenir : il n'y a de connaissance, de communication, d'écriture, que concupiscente.

★ LE RÊVE DE SAXE, de Michel ChailloU, Ramsay, 368 p., 98 F.

## De beaux livres, de grands textes, de petits prix.



HENRI BÉRAUD, FRANCIS CARCO, HENRI POURRAT, HENRI BARBUSSE, PIERRE BENOIT, COLETTE, THOMAS MANN, LEO PERUTZ...

Une sélection de grands auteurs et de grands textes, présentés dans une nouvelle collection de livres de bibliothèque : c'est la Bibliothèque Albin Michel. Les grands textes du fonds Albin Michel proposés à de tout petits prix. Un événement dans l'édition. Signé Albin Michel.

Bibliothèque  
ALBIN MICHEL

# culture

La prochaine saison de l'Opéra de Paris

## Le prix des places augmente de 20 %

Riche programme en opéras et en ballets pour la prochaine saison du palais Garnier.

Le prix des places de l'Opéra de Paris va augmenter de 20 % dès la saison prochaine, a annoncé M. Martinoty. Au cours de la conférence de presse où il présentait mercredi les programmes de la rentrée, le nouvel administrateur général du palais Garnier a justifié « ce sacré

fiat demandé au public » par la réduction en proportion et non en valeur absolue de la subvention de l'Etat (300 millions pour 1986 contre 297 millions en 1985, soit 70 % des ressources totales contre 75 % en 1983) et par le désir de « maintenir le niveau artistique ».

du mécénat est, d'autre part, escomptée.

M. Martinoty a également annoncé qu'il serait désormais à nouveau possible de s'abonner : le système de priorité automatique des anciens abonnés va être aboli. Trois à quatre cents spectateurs nouveaux devraient de cette façon pouvoir assister aux spectacles alors que jusqu'à présent quinze mille places étaient refusées chaque année et la moitié des demandes d'abonnement renvoyées.

## La saison musicale

La saison 1986-1987 du palais Garnier débute le 27 septembre avec une nouvelle production de *Don Carlos* de Verdi, dirigé par Georges Prêtre, avec Ruggero Raimondi. A cette version originale en français et en cinq actes succédera en avril la version italienne en quatre actes, avec Nicolai Ghiaurov, sous la conduite du nouveau directeur musical de l'Opéra, Lothar Zagrosek.

Vendront ensuite : la reprise de la *Salomé* de Richard Strauss mise en scène par Lavelli et de *Wozzeck* monté par Ruth Berghaus, *Don Quichotte* de Massenet avec Hanna Schwarz, Bacquier et Raimondi.

*L'Elisir d'amour* de Donizetti avec probablement Pavarotti, une nouvelle *Elektra* avec Christa Ludwig et Gwyneth Jones, *Montségur* de Landowski et *Le Vaisseau fantôme* mis en scène pour Karlsruhe par Jean-Louis Martinoty. Pour le *Jules César* de Haendel, qui clôturera la saison, l'orchestre du palais Garnier jouera sous la direction de Jean-Claude Malgoire au diapason baroque, sur des instruments munis de boyaux.

La salle Favart s'ouvrira le 13 septembre sur la *Cendrillon* de Peter Maxwell Davies (création française, co-production avec la JMF). Montserrat Caballé chantera

ensuite dans *Ariane à Naxos* de Strauss mise en scène par Jean-Louis Martinoty. Robert Dhéry montera le *Robinson Crusoé* d'Offenbach, Jean-Marie Villégier *l'Atys* de Lully, avant la prestation de June Anderson (« La nouvelle canonniers du Yang Tse Kiang de l'art lyrique », a dit l'administrateur général) dans *Les Furieuses* de Bellini mis en scène par Andrei Serban. Enfin, deux opéras de Mozart, *Idoménée* et la *Clémence de Titus* seront donnés sur instruments modernes mais sous la direction d'un spécialiste de musique ancienne, Christopher Hogwood.

A. R.

## La saison chorégraphique

La saison sera en demi-teintes, avec un rééquilibrage entre le répertoire classique et la création contemporaine.

Pour les fêtes de fin d'année le directeur de la danse, Rudolf Noureev, annonce sa propre chorégraphie de *Cendrillon*, superproduction dans les décors baroques de Petrika Ionesco, et la reprise de sa *Raymonda*.

Balanchine est à l'honneur avec deux ballets sur des musiques de Stravinsky (*Symphonie en trois mouvements*, *Concerto pour violon*) et la *Symphonie* de Gounod.

Le directeur de la danse a programmé également la *Fille mal gardée* dans l'irrésistible version de Fre-

deric Ashton. Le plus difficile est de trouver des chorégraphes actuels capables d'animer les grands ensembles de l'Opéra. Beaucoup parmi ceux qu'a sollicités Noureev ont refusé, comme Jirí Kylian, qui craint les cabales, et Mats Ek, plus à l'aise au Théâtre de la Ville.

L'événement sera la venue de Jerome Robbins en novembre pour la création d'un ballet sur le *Concerto à la mémoire d'un ange* d'Alban Berg. On attend aussi trois autres Américains : William Forsythe, Karole Armitage et Marc Morris soliste chez Balanchine.

Très attaché aux chorégraphes hollandais, Noureev invite Rudy

Danzig qui viendra monter *Sans armes citoyens*, sur la *Symphonie funèbre* de Berlioz. Maguy Marin représentera la jeune danse contemporaine française. Enfin, John Neumeier viendra créer un grand ouvrage sur des partitions de Jean-Sébastien Bach pour le Festival d'Avignon (juillet 1987). Quant au programme du GRCOP, il demeure pour l'instant imprécis (peut-être un Gallotta ?).

Les économies ont pour l'instant compromis un projet avec le Théâtre contemporain de la danse à l'Opéra-Comique.

M. M.

## DANS LE PROCHAIN NUMERO



AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

### LA « LIBERTÉ » A CENT ANS

La Liberté ciment de l'idéologie d'une jeune nation. La Liberté au cœur des relations entre Français et Américains. La Liberté rénovée et ses gadgets. Le prodigieux « lifting » de la statue et le week-end de festivités du 4 juillet.

### AUSTRALIE

Le guide du « nouveau monde ».

### VOYAGES

Toutes les assurances pour partir tranquille en vacances.

**Le Monde**  
sans visa

Reportages - Rencontres - Voyages  
le nouveau cahier du week-end

## THÉÂTRE

Michel Serrault va jouer « l'Avare » à Paris

## Le courage du rire

L'Avare, monté par Roger Planchon, prix Lemminier du Syndicat de la critique, vient au Théâtre Mogador à la rentrée. Michel Serrault reprend le personnage d'Harpagon.

Michel Serrault a quitté la scène après avoir joué *La Cage aux folles* pendant cinq ans. C'est beaucoup, et comme le cinéma lui a apporté un grand nombre de personnages différents, importants, plus un César, il n'a pas répondu aux propositions de théâtre, jusqu'à ce que vienne *l'Avare*. L'affaire est d'ailleurs partie d'une histoire de cinéma, de *Paris Molière*, projet de film que Planchon a dû abandonner, sans pour autant perdre le goût de Molière ni l'envie de travailler avec Michel Serrault. L'un rêvait de l'autre, l'autre ne connaissait l'un que de réputation : un grand de la décentralisation, ce qui ne lui évitait pas grand-chose de concret.

Là-bas, à Villeurbanne, il s'est quand même senti dépayssé : l'architecture Front popu du bâtiment, sans le moindre petit resto sympa alentour, et, à l'intérieur, le nombre de bureaux (les activités d'un centre dramatique dépassent la simple organisation d'un spectacle à venir), les méthodes de travail... Michel Serrault n'a pas fait mystère de ses conflits avec son metteur en scène. Il reconnaît avoir pris des colères noires, qui l'échauffaient encore quand il en parle. Il en parle drôlement, en satiriste rageur, qui, l'œil aigu, pique un détail et en tire un monde de conséquences, un vrai feuilleton. On a l'impression d'une version actuelle des sketches Poirat et Serrault, quand Poirat faisait l'interviewer radio et lui le comédien devenu star à Hollywood. Star déjà. Le succès des fictions se construit sur du vrai.

La star d'aujourd'hui assume son rôle sans mauvaise conscience ni fausse modestie. Avant d'être quelqu'un sur qui on monte une affaire, il a galéré longtemps. Il peut choisir à présent ses films mais raconte qu'il tourne pour mille raisons : « Pour risquer un coup, parce que jouer la comédie m'amuse, pour payer mes impôts. Je ne le cache pas, je le dis souvent parce que c'est vrai, même si j'ai l'air d'un monstre ».

« Au cinéma de toute façon, on ne domine pas la situation. Il reste peu de chose de ce que l'on a fait, et pas toujours le meilleur. Au théâtre, je suis maître de mes intentions, de ce que je pense. Mais c'est le même métier. On le fait bien, moyennement ou mal. Je vois tellement de films où les gens sont pris en train de manger, de courir. Ils se baladent dans une histoire qu'ils ne connaissent pas. Le résultat peut être beau, mais pour nous, où est la satisfaction ? Je n'ai pas envie de me faire photographier. Je ne suis ni beau ni laid, ni jeune ni vieux. Je ne veux pas être à la merci d'une image, d'un flou, d'un message ».

Mes modèles sont des gens comme Michel Simon, Jules Berry :

des acteurs qui jouaient avec le plaisir du jeu. Le jeu est une tromperie que nous acceptons, le public et moi. Je ne suis pas là, je suis l'acteur qui fait venir le personnage. J'imagine Molière disant : « Attendez, j'ai une autre scène, je vais vous montrer ce qu'un avare peut faire. Vous êtes prêts ? Rideau ! Et maintenant, on fait entrer La Flèche... C'est ça, le jeu, voilà mon avis. Peut-être pas avec Racine, mais Molière, il a fixé ses textes on ne sait pas comment, pendant les représentations sans doute. Comme nous le faisons Poirat et moi au cabaret. Dans la Cage aux folles également. J'ai joué la pièce si longtemps, et jamais tout à fait de la même façon. Entre la durée d'une représentation normale et la plus longue, il y a eu jusqu'à une heure d'écart. Sur deux heures un quart prévues, il faut le faire ».

On doit avoir le courage de ses rires comme de ses larmes. Les deux proviennent d'une impression de frôler le vide.

« Un personnage fait rire ou émeut à partir de sa fragilité. Dans la Cage, Zaza avait un côté extérieur, mais sur un point précis il était vulnérable. On est vulnérable dans ce qu'on ignore de soi. Et la vie remet les pendules à l'heure. Tout le monde connaît ça. Harpagon est odieux, ce n'est pas un imbécile. Il fait l'imbécile parce que ça l'arrange. Il se marre. Mais il n'est pas sans failles. Moins égoïste, il serait touchant. Autour de lui, tout se dégingolait, et il veut refaire sa vie. Il est vieux, surtout si on le replace dans l'époque. Quand il voit la fille, il se montre malade. Il fait des courbettes, des sourires et elle est là, si jeune, à répéter qu'il est vieux et laid ».



« Nous avons pu le faire, Poirat et moi, parce que nous étions auteurs. Nous avons tellement travaillé et improvisé ensemble ! Quand il respire je sais si je peux placer un mot. Ecouter, saisir ce qui se passe... C'est à partir de là que le jeu se construit, comique ou émouvant. Le public choisit s'il rit ou pleure. Le comédien se contente de proposer ».

« On propose des genres différents de comique : l'humour naïf, charmant, désirable, vulgaire... Le spectateur doit assumer lui aussi ses responsabilités. Nous sommes dans un salon, et je vous raconte une histoire bien vulgaire. Nous rions parce que nous la prenons au sixième degré. Mais s'il y a du monde autour de nous, nous n'allons pas nous laisser aller, nous aurons peur des autres : et s'ils ne pensent pas que je ris au sixième degré, ils vont me croire vulgaire ! »

« C'est très émouvant de voir un homme sûr de lui, un grand médecin par exemple, un monsieur bien installé dans la vie qui avoue son impuissance et s'effondre. Quand il aura fini son numéro de savant, l'essentiel restera : l'humanité. Et il sera là, les mains vides, avec ses problèmes. Les héros m'ennuient. Comme les saints, j'éprouve plus d'amour pour le dernier des proscrits que pour celui qui a reçu en naissant un physique irrésistible. Où est son mérite ? Celui qui toute sa vie a dû peiner pour se réaliser, c'est autre chose. Et quand il craque c'est douloureux. Tout le monde craque un jour. Voilà ce que j'essaie de faire, même dans le comique. C'est la vision que j'ai des gens et du monde ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

\* Théâtre Mogador, du 16 octobre au 8 février 1987. Rens. : 42-85-45-30.

« L'Homme aux farfadets », aux Bouffes du Nord

## Eloge d'une folie

Enfin un bon spectacle pour ce deuxième Printemps du théâtre. Un peu long mais captivant.

Bonne nouvelle : *L'Homme aux farfadets*, la véritable et incroyable histoire d'un bonnetier bourgeois carpentrassien (de Carpentras...), en compétition pour le Printemps du théâtre de Paris, est bon. Comme à l'habitude, on a gardé le meilleur pour la fin. A tel point que le public, désorienté par les précédentes productions qui lui ont été proposées depuis le 2 juin, ne se bouscule pas aux Bouffes du Nord, et c'est dommage.

La compagnie Les Jaloux, dirigée par Frédéric Révérend, nous propose un spectacle étonnant dans sa scénographie, mais qui ne manque ni d'ambition ni de générosité, et surtout pas de finesse et de travail.

Frédéric Révérend avait déjà vagabondé sur les chemins de la pensée avec *Hologramme pour un facteur Cheval*. Il a retrouvé cette fois-ci les confessions d'un homme de la fin du dix-huitième siècle, Alexis Berbiguier de Terre-Neuve du Thym qui, une nuit de 1796, découvrit comment le mal s'emparaient du monde : insidieusement, des petits monstres invisibles, les farfadets, qui se multipliaient à la vitesse du son, s'employaient à détruire ce que l'homme bâtit.

Le farfadet peut prendre la forme d'une crampe à l'heure du coucher, d'une caresse au cœur de la nuit qui vous parcourt le corps et donne de la jouissance. Il peut aussi, chien, chat, rat, chauve-souris ou oiseau, hanter votre vie jusqu'à la ronger. A moins qu'il n'engrose les femmes, fomenté des révolutions ou serve d'instrument aux médecins pour rendre les hommes fous et leur assurer du revenu.

Berbiguier consacra sa vie à lutter contre ces créatures lucifériennes, de Carpentras à Avignon, de Lagnes jusqu'à Paris où elles le poursuivront sans relâche. Il consultera des médecins, des magiciens, des exorcistes, mais tous s'avèreront « farfadetés ». Il n'aura alors d'autre solution que de consigner leurs mauvaises actions dans un ouvrage auquel il vouera la deuxième partie de sa vie.

Cette fulgurante et dramatique épopée nous est contée sur le plateau du Théâtre des Bouffes du Nord. Deux tabourets hauts, un baquet, une trappe et une presse. C'est tout pour le décor. Les cinq comédiens sont habillés de costumes on ne peut plus simples : un pantalon court de satin noir et une veste, pour les hommes ; une robe blanche, pour les femmes. C'est tout pour les costumes.

Frédéric Révérend a choisi de jouer cette descente aux enfers avec cinq comédiens. Stéphane Debassé, Jérôme Derre et Serge Merlin seront successivement Berbiguier,

de l'enfance à la mort. Tous trois sont formidables, avec une mention spéciale pour Serge Merlin, admirable Roi Lear, l'hiver dernier à Strasbourg, sous la direction de Matthias Langhoff, qui nous revient pour une de ces folies de vieillard bouleversant. Cécile Cotté et Hélène Leprieux-Ringuet interprètent les nombreuses femmes qui ont empoisonné la vie du héros. Avec talent.

L'adaptation de l'œuvre démente de Berbiguier et la mise en scène signées par Frédéric Révérend sont en tous points dignes d'éloge. Quand on aura fait une réserve sur la durée du spectacle qui, comme souvent, aurait mérité un peu plus de concision, on ne se souviendra que de l'astuce, la finesse, le sens du rythme et la parfaite coïncidence du travail d'un jeune metteur en scène avec son ouvrage : ni au-dessus, ni en-dessous de son propos, de ses personnages, mais avec eux, tous près d'eux, avec tendresse, mais sans complaisance.

OLIVIER SCHMITT.

\* Théâtre des Bouffes du Nord, 20 heures. Jusqu'au 21 juin.

### RECTIFICATIF

La dernière de *Quoi Oust*, de Bernard-Marie Koltès, mis en scène de Patrice Chéreau, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, aura lieu le 28 juin et non le 29 juin.

سكنا من لاجل



# ARCHÉOLOGIE

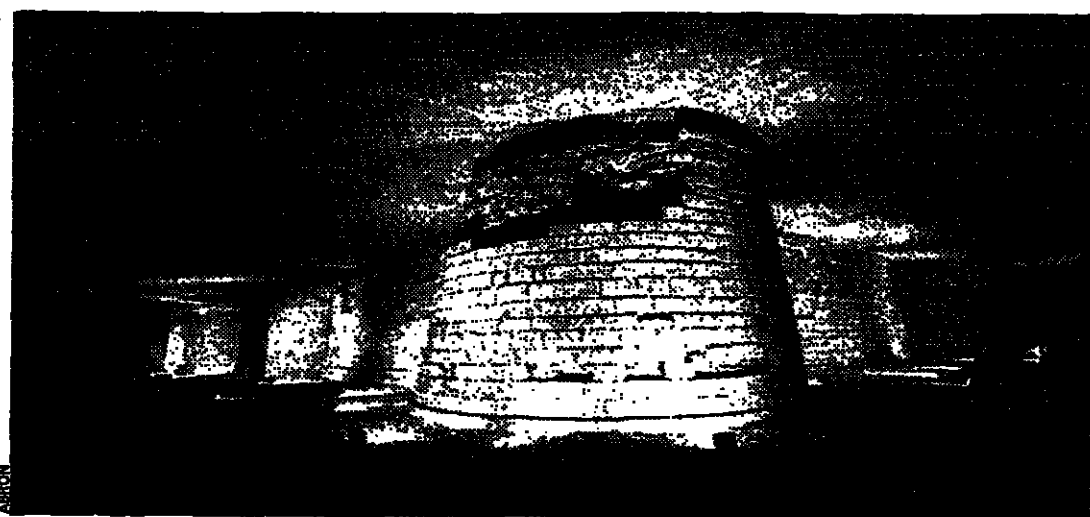
## Les trésors des fouilles du Louvre

(Suite de la première page.)

Le projet, présenté au ministère de la culture, en 1981, fut écarté, mais repêché l'année suivante par Emile Biasini, responsable de l'établissement public du Grand Louvre, avec la bénédiction du président de la République. En décembre dernier, M. Mitterrand a donc « inauguré » ces vieilles pierres remises au jour.

Pour la circonstance, le sol de la cour Carrée a été revêtu d'un nouveau dallage, hélas, exagérément bombé et encombré en son milieu d'un bassin circulaire parfaitement inutile. Sous la dalle, on circule dans les fossés de l'ancienne forteresse déglacée sur sept mètres de hauteur. On remarque les ajouts de Charles V, qui transformait l'austère citadelle en une résidence royale plus riante.

En levant la tête, au ras d'un ciel de béton, on aperçoit le seuil de la porte où fut assassiné le maréchal Coclé, sur l'ordre de Louis XIII. Sur certaines pierres, la marque des maçons — un cœur stylisé — est encore visible. Un tunnel fait communiquer cette première enceinte avec le fossé du donjon où les habitants du château avaient l'habitude de jeter leurs débris. Une habitude qui se révèle précieuse : « Comme on sait précisément à quelle date fut comblé ce fossé, en 1528, précise Michel Fleury, et qu'il était vraisemblablement curé tous les trente ou quarante ans, on peut dater avec précision tous les déchets, qui s'y trouvent. Or il contient des milliers de tessons de poteries. Nous avons donc là des



séries complètes de la céramique utilisée à Paris dans la première moitié du seizième siècle. C'est considérable.

Plus étonnant, au fond du puits du donjon, lui aussi comblé en 1528, on a retrouvé un pignon émaillé orné d'un cerf ailé et les éléments d'une couronne de cuivre dont le bandeau porte une devise : « En bien ». Un compte des Ecuries du roi, de 1411, décrit très précisément ces deux objets. L'un appartenait au roi Charles VI, dont le cerf ailé était la « devise ». L'autre à son fils, le dauphin Louis. Une galerie, qui permettra d'accéder à ce circuit souterrain à partir de la nouvelle entrée pyramidale, est en cours d'aménagement. Mais aujourd'hui, pour avoir déserté le terrain, le travail des archéolo-

gues n'est pas pour autant terminé. Il reste encore 250 tonnes de terre soigneusement ensachée qui attendent d'être triées. Après l'analyse en laboratoire des vestiges répertoriés, il faudra ensuite « publier » le résultat des fouilles, ce qui prendra un certain temps.

### Le grand dessin des rois de France

Les méthodes d'Yves de Kisch et de Pierre-Jean Trombetta sont différentes. Leurs buts aussi. Il ne s'agit pas ici de mettre en valeur les moignons glorieux d'un palais mais de se livrer à une enquête à partir d'indices disparates destinés à disparaître. Pour cela, il faut examiner mètre par mètre les 2,5 hectares d'un quartier habité sans interruption pendant cinq siècles, avant qu'Hausmann vienne le raser, parachevant ainsi le « grand dessin » des rois de France. Le grand dessin muséographique du président de la République a permis, lui, de débiter 52 millions de francs pour entreprendre ces fouilles qui ont mobilisé plus de deux cents personnes. Ce qui est privilégié ici, c'est l'étude du « paléo-environnement ». L'évolution de la faune et de la flore, celle du bâti, les différentes techniques de construction, les habitudes alimentaires, hygiéniques, vestimentaires, ludiques, des habitants : bref, tout ce qui intéresse l'histoire longue durée. Or l'espace compris entre le Vieux Louvre et les Tuileries est une véritable mine à cet égard. Un cadastre d'une grande précision, dressé sous le règne de Louis XIV, détaille parfaitement les quarante-sept parcelles qui composent le quartier. Cela a permis de retracer la généalogie de leurs propriétaires, sans interruption pendant cent cinquante ans et, avec des lacunes de plus en plus importantes, de remonter jusqu'au treizième siècle. Après un inexplicable « trou noir » entre le dixième siècle et le douzième siècle, on retrouve des vestiges plus anciens : traces d'occupations néolithiques de l'époque de La Tène (entre le cinquième siècle et le premier siècle avant Jésus-Christ), gallo-romaine et mérovingienne. Pendant toute cette époque, la zone, totalement rurale, est cultivée. Grâce à des études palynologiques (sur les pollens fossiles), on en a même déduit le type de la flore. « Culture intensive de pissenlits », déclare en riant Pierre-Jean Trombetta.

À partir du douzième siècle, avec la construction de la forteresse de Philippe Auguste, la zone commence à s'urbaniser. Ensuite, le faubourg est englobé dans les remparts de Charles V. Le quartier, dont l'activité est liée à celle du château tout proche, acquiert sa physionomie quasi définitive, avec ses trois rues perpendiculaires à la Seine et ses constructions disparates. Un mélange de demeures aristocratiques — l'hôtel de la marquise de Rambouillet s'élevait là — et commerçantes. Une société où se côtoyaient des grands seigneurs liés à la cour, des artisans, des

artistes, des commerçants en tout genre et des prostituées des deux sexes. Une vie grouillante qui a laissé d'innombrables indices qu'il faut débusquer avec une immense patience. Les « trésors » que l'on cherche ici ne sont pas ceux des Mille et Une Nuits, ce sont les témoignages plus humbles, et tout aussi rares, de la vie quotidienne. « Les quelques écus que nous avons trouvés dissimulés dans une cave du dix-huitième siècle ou la vaisselle chinoise récupérée dans les latrines de l'hôtel de Schomberg nous intéressent moins que des objets si banaux qu'ils ne figurent dans aucun inventaire », souligne Yves de Kisch. Les historiens s'en plaignent amèrement. Nous avons pu combler certains de ces manques. Les deux cent cinquante broches à cheveux ou les séries complètes de fourneaux de pipe trouvées ici fournissent sans doute des indications précieuses sur l'hygiène ou le développement du tabagisme en France.

Mais l'équipe de la cour Napoléon est quand même tombée sur un vrai « trésor ». À proximité de l'ancien château des Tuileries, près du pavillon de Flore, les archéologues ont dégagé six fours. L'un d'entre eux a servi — on le sait avec certitude — à Bernard Palissy. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant. Ce protégé de Catherine de Médicis, dans le jardin de la reine mère tout proche, une grotte de terre cuite qui devait défier les siècles. Son existence fut brève, une cinquantaine d'années. Mais Palissy entassa à proximité de son four quantité de moules de plâtre dont il se servait pour décorer son grand œuvre : rocaillies, coquillages, serpents, lézards, crustacés, grenouilles, jusqu'à un phoque, tous moules d'après nature. À côté de ces pièces inestimables, un enseignement précieux sur sa technique. On ne sait ce qu'il adviendra du four, fragilissime. Peut-être pourra-t-on le remonter au château d'Ecrouen où seront transportées les pièces découvertes, après leur étude approfondie. Des tirages pourront être faits d'après ces moules inédits.

Cette campagne archéologique qui s'achève est la plus importante jamais entreprise en Europe dans un tissu urbain, en si peu de temps. La possibilité de creuser un vaste parking pour les cars de touristes, de l'autre côté du Carrousel, fait déjà saluer Pierre-Jean Trombetta qui y voit déjà un autre chantier de fouilles en perspective.

EMMANUEL DE ROUX.

**BOUFFES PARISIENS**  
*Les Amoureux de Molière*  
Par le STUDIO CLASSIQUE  
30 REPRÉSENTATIONS  
EXCEPTIONNELLES  
du 19 juin au 20 juillet  
Location : 42.96.60.24

(Publicité)

### D.E.S.S. ADMINISTRATION ET GESTION DE L'ÉNERGIE

- Diplôme spécialisé de troisième cycle, formation approfondie, en droit, économie et gestion de l'énergie.
- OPTIONS :
  - SECTEUR PUBLIC DE L'ÉNERGIE
  - ÉCHANGES INTERNATIONAUX
- Formation professionnelle (stage de trois mois obligatoire, etc.).
- Inscription sur examen du dossier.

Pour tous renseignements :  
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES DE TOURS  
116, boul. Béranger, B.P. 1208, TOURS Cédex. Tél. 47-37-72-21

# DANSE

## « Les sept péchés capitaux » au Théâtre de la Ville

### Pina Bausch, l'impudique

La musique de Kurt Weill. Le désordre et la violence des sans-espoir. Le renouveau de l'expressionnisme. Pina Bausch est là avec l'un de ses premiers spectacles.

Dans les couloirs du métro Châtelet et devant le Théâtre de la Ville, des dizaines d'hommes et de femmes brandissent des petites pancartes ou de simples feuilles. Ils ne manifestent pas, ils veulent acheter des billets, et les salles sont pleines. C'est désormais habituel quand vient la compagnie de Pina Bausch, le Tanz Theater de Wuppertal. Voilà juste dix ans, on la découvrait au Festival de Nancy, avec ce même spectacle qu'elle présente actuellement au Théâtre de la Ville, les *Sept Péchés capitaux*, suivi d'un montage de chansons, également de Brecht et Kurt Weill.

Quel choc c'était ! En une soirée, les danseurs-comédiens-chanteurs ont balayé les clichés de la distanciation brechtienne et ceux de l'Allemagne clean. Dans leurs costumes étriqués, leurs robes tristes, dans leurs dentelles fatiguées d'entraîneuses, sous leurs perruques de travestis grotesques, ils ont flanqué sur scène le désordre et la violence des sans-espoir. Ils ont fait reconnaître une sauvagerie oubliée, parce qu'on la croise à tous les coins de rue. C'était la première fois que, en France, on se confrontait au monde noir et brûlant de Pina Bausch, au trouble érotisme de son « anti-glamour », à sa représentation d'une sexualité dénuée de tendresse.

Pina Bausch a vraiment ouvert une porte dans la tête des artistes et du public. En dix ans, on ne

compte plus ceux qui, avec plus ou moins de bonheur, ont voulu, comme elle, mettre à nu l'éternel recommencement des éons, des arrachements. Elle a fait admettre la vérité de son orgueilleuse impuderie.

Les mêmes mots reviennent, et les mêmes sensations, en revoyant ce ballet qui s'appuie sur la fable de la jeune Hannah en butte aux tares de la société, et qui la distord, non pas en la détournant, mais en allant beaucoup plus loin, plus profond, là où aucune morale n'a sa place.

Le spectacle s'est modifié. Il y a de nouveaux interprètes, et ceux qui restent ont dix ans de plus. C'est important : chez Pina Bausch, on ne se contente pas d'interpréter des scènes, des chansons, des pas, on les extirpe de soi.

Et puis il y a ces années de travail, qui ont fabriqué un terrain dense et fertile, qui ont donné une cohérence dépourvue à la nervosité des gestes, dans les mouvements d'ensemble comme dans les solos. Sans se perdre dans les détours, le spectacle avance, irrésistiblement.

La troupe se joue d'elle-même avec ironie, désinvolture, avec une force animale. On n'a pas le temps de reprendre son souffle. Sur la musique perverse de Kurt Weill, sur le rythme sec, les sonorités riches de la langue allemande, on est pris à la gorge et aussi au cœur, parce que cette cruauté provocante raconte un immense désir d'amour.

Aujourd'hui, des salles pleines applaudissent, trépident, font un triomphe. En dix ans, Pina Bausch a imposé sa façon de voir.

C.G.

\* Théâtre de la Ville, 20 h 30, jusqu'au 22 juin. Jusqu'au 29 juin, Arien.

### MUSÉE RODIN

77, rue de Valenciennes (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne  
**Jean CLAREBOUDT / Condition V**  
Installation présentée dans les jardins du musée tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45  
DU 18 JUIN AU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

### OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-83-12-86

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 3 JUILLET 1986 à 14 h 30  
**APPARTEMENT**  
de 2 pièces principales et 3 caves, à ARCUEIL (94)  
56, avenue Paul-Vaillant-Couturier  
LIBRE  
MISE A PRIX : 60 000 F  
M<sup>e</sup> MAGLO, Avocat à CRÉTEIL (Val-de-Marne), 4, allée de la Toison-d'Or, M<sup>e</sup> Yves TOULRAILLE, avocat à PARIS-9, 48, rue de Clichy, tél. : 48-74-45-85. Et sur les lieux pour visiter le LUNDI 30 JUIN 1986, de 18 heures à 19 heures.

Vente Palais de Justice Bobigny (93) mardi 8 juillet 1986 à 13 h 30  
**PROPRIÉTÉ A ROSNY-SS-BOIS (93110)**  
67, rue Rochebrune. Composée : Pavillon 9 Pces ppales, garage et entrepôt  
Cce 1 283 M2. Jdn agr., potag. M. A P.X. 200 000 F  
Sdr: SCP FLENNÉ-WARET ETIENNE, avocats, 11, r. G.-Leclerc, Rosny-s-Bois (93110). T. 48-54-96-87, M<sup>e</sup> R. BOISSEL, 14, r. Ste-Anne, Paris 1<sup>re</sup>. T. 42-61-81-89.

Vie au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 3 JUILLET 1986 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT :  
**UN APPARTEMENT A PARIS-16<sup>e</sup>**  
4, rue Weber  
au 4<sup>e</sup> étage à droite, composé de 3 pièces, entrée, cuisine, salle de bains, W.C. et une CHAMBRE DE SERVICE N<sup>o</sup> 8 au sous-sol  
MISE A PRIX : 150 000 F  
S'adresser à M<sup>e</sup> Jean-Claude FREAUD, avocat à PARIS, 69, rue d'Amsterdam. Tél. : 48-74-46-46.  
Sur place pour visiter le 27 JUIN de 17 à 18 h. et le 30 JUIN de 10 à 11 h.

Vente S/Lic. Palais Justice Paris, lundi 30 juin 1986 à 14 heures  
**EN TROIS LOTS A PARIS-16<sup>e</sup>**  
1<sup>er</sup> Lot APPT. 49-51, R. DE BOULAINVILLIERS  
Au 1<sup>er</sup> étage. 4 Pces, gar. et cave M. A P.X. 350 000 F  
2<sup>e</sup> Lot APPART. 12, RUE D'AUTEUIL  
Au 2<sup>e</sup> étage gauche et cave M. A P.X. 130 000 F  
3<sup>e</sup> Lot STUDIO, 10, RUE DU RANELAGH  
Au rez-de-chaussée, 1 pce, cuis. et cave M. A P.X. 115 000 F  
S'adr. M<sup>e</sup> A. FABRE, avocat, 44, rue de Lille à Paris-7<sup>e</sup>. T. 42-61-15-95.

# LETTRES

## A Genève

### Les obsèques de Jorge Luis Borges

De notre correspondante

Genève. — Dans cinq ans, il y aura une rue Jorge Luis Borges à Genève. En attendant, une plaque sera déposée devant l'entrée de l'appartement demeuré secret de la vieille ville, quartier qu'il aimait, entouré de ceux qui sans doute l'aimaient le plus. Déjà il repose au « Panthéon genevois », le cimetière des Rois, situé en pleine ville, où furent ensevelis Jean Calvin et Ernest Ansermet.

Dans la cathédrale Saint-Pierre, une foule évaluée à trois cents personnes était venue se recueillir : le ministre argentin de la culture, Marcos Aguinis, les représentants du corps diplomatique argentin et de presque tout l'univers hispanophone, des personnalités d'Amérique latine, des universitaires graves certes mais bavards, des éditeurs reconnaissants.

Claude Gallimard était là, ainsi que Franco Maria Ricci, éditeur italien de la « Bibliothèque de Babel » que Borges avait accepté de diriger. On reconnaissait au milieu des proches Hector Bianciotti, bouillonnant, et Jean Starobinski, ému, loin dans la foule. Les autorités genevoises étaient représentées. Non loin de Maria Kodama, la jeune veuve en blanc, cette dame, le visage recouvert d'un voile noir, était-elle bien Marguerite Yourcenar ? Et ce mon-

sieur indien, discret et pourtant si présent, était-il Naipaul ?

On était frappé par le nombre de jeunes en tee-shirt, bras nus, en pantalons « chair », qui avaient des têtes à connaître l'œuvre de l'écrivain sur le bout des doigts. Parmi les nombreuses couronnes mortuaires, on remarquait celle du président argentin Alfonsín, celles de la Sorbonne, des éditions Gallimard, celle surtout, sans signature, qui était dédiée « Au plus grand forgeron des rêves ».

La plupart des yeux étaient braqués sur la jeune veuve stoïque, pudique, douloureuse. Pas de véritables oraisons funèbres, pas de discours, ni lyrique ni autre, mais quelques paroles, serotines et sobres, entrecoupées d'orgue, du pasteur Édouard de Montmolin, de l'abbé Pierre Jaquet, un culte communautaire dans cette cathédrale qui fut le temple de Calvin.

Encore plus sobre, s'il est possible, fut la cérémonie au cimetière des Rois, où, malgré un soleil de plomb, ceux pour qui Borges comptait vraiment ont suivi, le plus souvent à pied, le cortège. Le cercueil reconvert de roses blanches fut silencieusement porté en terre. Un terrible placement au cœur des derniers fidèles, puis ceux-ci se dispersèrent sans bruit.

ISABELLE VICHNIAC.

### L'Argentine commence à se glorifier de son « grand écrivain » incompris

De notre correspondante

Buenos-Aires. — D'Octavio Paz à Alberto Gini, en passant par le président Raúl Alfonsín, les hommages des grands se sont multipliés sur la tombe de Jorge Luis Borges. Mais l'Argentin moyen est resté assez indifférent à la disparition de celui que Mario Vargas Llosa considère comme l'écrivain contemporain hispanophone « le plus important ».

Borges n'était pas un auteur populaire, notamment à cause de ses prises de position toujours à l'opposé de l'opinion publique. Anti-péroniste au point que Péron fera retirer ses œuvres de la Bibliothèque nationale. Fondamentalement conservateur, défenseur des valeurs oligarchiques, « victorien » même, selon celle qu'il venait d'épouser, Maria Kodama. Athée dans un pays où le catholicisme — religion d'Etat — est encore très influent. Même par son humour, il était un solitaire. Un incompris.

L'écrivain Silvana Bullrich, amie de Borges, avait beaucoup choqué, il y a peu, en affirmant

publiquement que, étant « impuissant », son mariage avec sa secrétaire-confidente — de plus de quarante ans sa cadette — était nul, car non consommé. Il a fallu qu'il meurt pour qu'elle se repente et admette que « stupidement », elle n'avait pas compris que Borges — qui connaissait la gravité de son mal — ne voulait pas faire intervenir sa famille, avec qui il avait de mauvaises relations, dans les démarches concernant sa maladie et son enterrement.

Sa sœur, Norah Borges de Torres, elle, n'a toujours pas compris pourquoi son frère s'est fait enterrer à Genève, « loin de sa famille et de ses amis », ni pourquoi elle a appris sa mort « par les journaux ».

Il reste aux concitoyens de Borges une œuvre dont ceux qui l'ignoraient hier commencent déjà à se glorifier. Au nom de l'Argentine.

Avec un peu, tout de même, la honte d'avoir attendu sa mort pour le reconnaître comme un des leurs.

CATHERINE DERIVERY.







# HISTOIRE

## Une lettre de M. Henri Roques

Invoyant le « droit de réponse en application de la loi du 29 juillet 1981 », M. Henri Roques nous adresse la lettre suivante :

A plusieurs reprises, vous m'avez nommé dans vos livraisons de mai-juin 1986 à propos de ma thèse sur les « confessions » de Kurt Gerstein, soutenue le 15 juin 1985 devant l'université de Nantes. Voici ma réponse.

Si ma thèse de doctorat d'université avait été « absolument nulle », je ne pense pas que M. François Bedarida, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, aurait pris l'initiative de rassembler quelques personnes françaises et étrangères pour

en prononcer la condamnation solennelle et unanime, et cela sans que l'auteur de la thèse ait été entendu ni admis à présenter sa défense. Pour couper court à tout malentendu, je souligne que ma thèse, contrairement à ce qu'en dit M. Bedarida, ne portait pas sur l'existence ou la non-existence de chambres à gaz homicides dans les camps allemands ; mon sujet et mes conclusions étaient beaucoup plus limités.

J'ai établi une édition critique et une étude comparative des différentes versions d'un texte qu'on désigne généralement sous le nom de « Rapport Gerstein » et que, pour des

raisons que je donne dans ma thèse, j'ai préféré, à l'instar d'une historienne des camps de concentration, appeler les « Confessions » de Kurt Gerstein. Il s'agit du seul témoignage sur les chambres à gaz qui ait été donné spontanément par un officier SS, lequel, pendant toute la guerre, avait été attaché à l'Institut d'hygiène de la Waffen-SS à Berlin. Ce témoignage est considéré, aussi bien par les révisionnistes que par les exterminationnistes, comme une pièce maîtresse à verser au dossier des chambres à gaz homicides.

Parmi ceux qui m'ont ainsi condamné, et que vous nommez, figure M. Georges Weller. Dans le numéro de janvier-mars 1986 du *Monde* *juif*, G. Weller avait publié une étude très critique de ma thèse ; néanmoins, il y qualifiait mon travail de « minutieux », il estimait que j'avais accompli « une masse de travail considérable », et, par ailleurs, relevant le passage où j'avais écrit : « (Les textes de Gerstein) représentant une pièce maîtresse du dossier des chambres à gaz homicides », il m'approuvait en ces termes : « Voici une définition parfaitement formulée et absolument juste ».

Le texte exact des récits laissés par Gerstein, ou qui lui sont attribués, n'avait encore jamais été établi, et cela depuis plus de quarante ans. Partant de cette constatation, j'ai collationné toutes les versions connues du récit, ainsi que différents brouillons, et j'ai publié diverses pièces dont les procès-verbaux des interrogatoires de l'ex-officier allemand devant la justice militaire française. Au terme de mon analyse des textes, j'ai relevé un nombre considérable d'inexactitudes graves et d'étranges « erreurs » commises par les auteurs français ou étrangers qui avaient prétendu reproduire tout ou partie du « Rapport Gerstein ».

Je me suis ensuite interrogé sur l'authenticité de ces textes, puis sur leur véracité.

Je suis parvenu à la conclusion que le « Rapport Gerstein » n'a ni la qualité ni la solidité qu'on en fait attendre d'un document de base pour l'histoire de la seconde guerre mondiale. Selon moi, il ne saurait en aucun cas constituer raisonnablement une preuve fondamentale que des chambres à gaz homicides aient fonctionné dans les camps de Pologne visités par Gerstein, c'est-à-dire ceux de Belzec et de Treblinka.

Mais je ne porte pas de jugement sur tel ou tel autre document que je n'ai pas soumis à une étude critique.

S'il existe vraiment, comme le soutiennent ceux qui me condamnent, une abondance de preuves attestant la réalité de gazages homicides dans les camps allemands, je m'explique mal l'indignation provoquée par le travail d'un chercheur qui, tout au plus, aura montré que certains historiens accordaient trop de confiance au « Rapport Gerstein ». Ou bien l'édifice serait-il si fragile que la contestation de ce seul élément risquerait de provoquer l'écroulement de l'ensemble ?

Pour finir, j'apporte les précisions suivantes : - Le 15 juin 1985, à l'issue de ma soutenance, j'ai remis à mon directeur de recherches deux exemplaires de ma thèse à déposer à la bibliothèque de l'université de Nantes ;

- La presse a été, dès le début de l'automne 1985, tenue au courant du contenu de la thèse et du résultat de la soutenance avec « mention très bien » ;

- J'ai reçu immédiatement plusieurs demandes de communications, que j'ai satisfaites, en particulier du CDJC (Centre de documentation juive contemporaine), dont M. G. Weller est président de la commission historique.

# CARNET DU Monde

### Naissances

- Rebecca GILLARD et Bernard GUILBERT

confient à leur fille Judith le plaisir d'annoncer la naissance de sa petite sœur,

Etc.

le 16 juin 1986.

45, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

### Adoptions

- Françoise de BILLY-CHRISTIAN, Françoise CHRISTIAN et leur fille Priscille,

sont heureux d'annoncer l'arrivée de

Emmanuel.

### Décès

- M<sup>me</sup> Robert Altmann, M. et M<sup>me</sup> Daniel Altmann et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Benarrosh et leurs enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Crestinu et leurs enfants,

ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Robert ALTMANN,

directeur général de la Société lorraine des produits métallurgiques, chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite, croix des combattants volontaires de la Résistance mondiale des engagés volontaires.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le personnel de la Société lorraine des produits métallurgiques

a la douleur de faire part du décès de

M. Robert ALTMANN,

directeur général de la Société lorraine des produits métallurgiques,

survenu le 17 juin 1986, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont lieu le 19 juin 1986, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

- Nous avons appris le décès, survenu le lundi 16 juin 1986, de

M. Stanislas MANGIN,

compagnon de la Libération,

dont l'inhumation aura lieu le vendredi 20 juin, à 8 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

(Né le 20 septembre 1917 à Paris et ancien élève de Saint-Cyr, Stanislas Mangin, dont l'arrière-grand-père fut le général Eugène Cavaignac, qui fut chef du pouvoir exécutif sous la 3<sup>e</sup> République et qui reprit l'insurrection de 1948, était le fils du général Charles Mangin, qui prit une part décisive à la bataille de Verdun. Stanislas Mangin a fondé en avril 1941 un réseau de Résistance, qui dépendait du Comité national français de Londres pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1942, il est chef adjoint de la section du contre-espionnage de l'état-major particulier du général de Gaulle, et sert ensuite à la 1<sup>re</sup> division française libre. Il sera fait compagnon de la Libération, le 7 mars 1945, comme lieutenant au 1<sup>er</sup> régiment de hussiers marins. D'abord officier de l'Armée après la guerre, Stanislas Mangin est, de 1946 à 1951, directeur adjoint de la surveillance du territoire (DST). En 1951, il entre comme maître des requêtes au Conseil d'Etat, et il est affecté à la section du contentieux jusqu'en 1951. Rappelé en Algérie, dès 1956, il sert comme chef de bureau dans l'Etat-major, et il entre alors à la section de l'intérieur du Conseil d'Etat. Il est promu conseiller d'Etat en mars 1957 et y restera jusqu'à la fin de sa carrière, en 1977. De 1977 à 1981, Stanislas Mangin est avocat au barreau de Paris. A la présidence, de 1987 à 1978, l'Armée pour l'enseignement des étrangers, une mission de défense des travailleurs étrangers (deux cent mille y auront été inscrits durant cette période) que lui a confiée le gouvernement. Entre 1985 et 1986, Stanislas Mangin a publié dans le *Monde* diverses tribunes libres consacrées au statut des étrangers. Stanislas Mangin était commandeur de la Légion d'honneur.)

- M<sup>me</sup> Maurice Minces, M. et M<sup>me</sup> Chantal et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Bernard Minces, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Rose Minces, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Ida Minces et ses enfants, Ainsi que ses amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice MINCES,

leur époux, père, grand-père, frère et oncle,

survenu le 18 juin 1986, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 20 juin, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 19 juin 1986 :

UN DECRET

• N<sup>o</sup> 86-773 du 17 juin 1986 modifiant le code de procédure pénale (2<sup>e</sup> partie : Décrets en Conseil d'Etat) et relatif aux listes spéciales des jurés suppléants.

- Le général et M<sup>me</sup> Marcel Perier, née Denise Journef, Frédéric, Guy, Henri et Nathalie Perier, Sa famille et ses amis,

ont la grande douleur de faire part du décès de

Marc PERIER,

retourné à Dien, le 13 juin 1986, à l'âge de vingt-quatre ans.

Ils célébreront leur espérance, entourés de leur famille et des amis de Marc, le vendredi 20 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

7, promenade Venezia, 78000 Versailles, 109, rue de l'Ouest, 75014 Paris, 50, rue de Babylone, 75007 Paris, 53, rue Alphonse-Juin, 68100 Mulhouse.

- Procter et Cambie France et son personnel

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert SEU,

directeur du Département juridique. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 9 juin 1986, à Cassis.

### Remerciements

- La famille de

Max RAMEL,

parents et amis vous remercient des témoignages de sympathie qu'ils ont reçus à l'occasion de son décès, et vous informent qu'une messe sera dite à son intention, le vendredi 27 juin 1986, à 11 heures, en l'église de Saint-Germain-des-Près.

- M<sup>me</sup> Robert Seu, Martine et Jean-Michel, Marie-Hélène Salerno, Et toute leur famille,

remercient les personnes qui leur ont adressé des témoignages de sympathie et d'amitié lors du décès de

Robert SEU.

Une messe sera célébrée le 25 juin 1986, à 18 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine.

### Avis de messes

- Rodrigo Lopez,

Francis Lopez,

ont l'honneur de vous inviter à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule, 154, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8<sup>e</sup>, pour le souvenir de

Anja LOPEZ,

décédée le 20 mai 1986.

Ou se réunira, le mercredi 25 juin 1986, à 11 heures.

# SOLDES

Artisanat  
Décoration  
Ameublement  
Tapis  
Tissus

# SONA

LA MAISON DE L'INDE  
400 rue Saint-Honoré - 42.60.18.97

### VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES  
10-12, rue de la Chancellerie  
Place d'Armes, VERSAILLES

DIMANCHE 22 juin à 14 h

Importants TABLEAUX MODERNES, TABLEAUX ANCIENS, OBJETS D'ART et de BEAU MEUBLEMENT, SIEGES et MEUBLES, TAPISSERIES.

M<sup>me</sup> MARTIN, O. DESBENOIT

Commissionnaire-Priseurs associés  
3, Impasse des Cheval-Légers  
Versailles - 39.50.58.08.

Catalogue, estimations, résultat sur MINTEL 36.15.91.77 + L.V.P.

Pompes Funèbres  
Marbrerie

CAHEN & C<sup>e</sup>

43-20-74-52

**nouveau drouot**

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, et le jeudi de 11 à 21 h, sauf indications particulières, \* expo le matin de la vente.

**LUNDI 23 JUIN**

S. 1. - 14 h 30. Tableaux modernes - M<sup>me</sup> LOUDMER.  
S. 2. - Col. d'armes blanches et d'Haut des 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> s. - M<sup>me</sup> DAUSSY.  
S. 4. - Porcelaines et faïences anciennes, terres vernissées, Art populaire. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Lefebvre, M<sup>me</sup> Houze experts.  
S. 1/7. - 21 h. Tableaux 19<sup>e</sup> art déco - M<sup>me</sup> LOUDMER.  
S. 10. - Objets de saisis en douane - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 13. - Arts primitifs (Afrique, Océanie), objets d'Extrême-Orient - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Montabon, Portier, experts.  
S. 14. - Livres sur les costumes militaires, autographes historiques - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR, MM. de Nobele et Bodin, experts.

**MARDI 24 JUIN**

S. 10. - Saisies en douane - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 13. - Suite de la vente du 23/6 - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 15. - Livres anciens - M<sup>me</sup> PESCHETAU-BADIN, FERRIEN, M. Blanschong, expert.

**MERCREDI 25 JUIN**

S. 1/7. - 11 h 30. Bijoux, montres, miniatures. - 14 h 15. Beaux dessins et tableaux anc. et du 19<sup>e</sup> s. obj. d'art et de bel ameub., mob. - M<sup>me</sup> LIBERT, CASTOR, BRIEST.  
S. 2. - Archéologie d'Orient - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, M<sup>me</sup> Kevorkian, expert.  
S. 3. - Exceptionnel ensemble prov. de l'anc. coll. de Guillaume Appolinaire, manuscrits, livres, dessins, livres, livres anciens - M<sup>me</sup> COUTURIER, NICOLAY, M. Guy Maria, expert.  
S. 4. - Estampes, dessins, tableaux, art 1900 - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.  
S. 9. - Tableaux des jeunes d'aujourd'hui. Meubl. de Printz - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 10. - Saisies en douane (suite) - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 14. - Estampes et tableaux modernes - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR, M<sup>me</sup> Calais, expert.  
S. 16. - Bijoux, argenterie ancienne et moderne - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

**JEUDI 26 JUIN**

S. 5/6. - 14 h 30. IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES provenant notamment des collections Legendre, Merli et de M. H. de la succession Gauthier de Lomp et de la succession de M. N. notamment par : Balhaus, Blanchard, Boudin, Brauner, Campioli, Charbonne, Derain, Van Dongen, Dufresne, Fautin-Latour, Fougita, Guillaumin, Japy, Lapicque, Léger, Manguin, Montezin, Picabia, Prins, Renoir, Sérusier, Séverini, Soutine, Viamick, Vuillard, etc., importante toile par Camille et Jean Monet au jardin d'Argenteuil. Sculptures par Bugatti, Gargallo, Renoir, Rodin. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pacuti et de Louvencourt, Jeannel, Maréchal, Schoeller, expert.  
S. 13. - Livres modernes, éditions originales du 20<sup>e</sup> s. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 14. - ALTOGRAPHES, DOCUMENTS HISTORIQUES - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, Experts : M. Castaing, Marjse Castaing, Exposition chez les experts : jusqu'au 25 juin inclus jusqu'à 16 h. Maison Charavay, 3, rue de Furstenberg, 75006 PARIS, tél. 43-34-59-89 et 46-33-16-19, pas d'exposition à la veille de Drouot.  
S. 15. - Art primitif - M<sup>me</sup> LOUDMER.

**VENREDI 27 JUIN**

S. 1. - Beaux tapis d'Orient - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 3. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger, experts.  
S. 4. - Tableaux modernes et 19<sup>e</sup> - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, M. Marumo, expert.  
S. 5/6. - 21 h. importants tableaux modernes - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR, M<sup>me</sup> RENAUD, M<sup>me</sup> LIBERT, CASTOR.  
S. 9. - Tableaux modernes, livres, argenterie, meubles - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 10. - Tableaux anc. et mod., bijoux, art 1900, mobilier ancien - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.  
S. 13. - Livres modernes, éditions orig. du 20<sup>e</sup> s. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR.  
S. 15. - Art primitif - M<sup>me</sup> LOUDMER.

**MARDI 24 JUIN, 21 heures, nocturne - 92330 SCEAUX**  
HOTEL DES VENTES, 38, rue du Docteur-Roux, tél. (1) 46-60-84-25  
Tableaux, verreries 1900, Extrême-Orient, bijoux, argenterie, objets d'ameublement - M<sup>me</sup> Michel SIBONI.

**ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**  
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-73-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BRIEST, 24, avenue Maignon (75008), 42-68-11-30.  
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.  
DAUSSY, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUX, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.  
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 42-33-15-25.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETAU, PESCHETAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RENAUD, 5, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/03/86)

Le numéro **512323** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à la centaine de mille

012323	412323	50 000,00 F
112323	612323	
212323	712323	
312323		

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
602323	510323	512023	512303	512320	
522323	511323	512123	512313	512321	
532323	513323	512223	512333	512322	
542323	514323	512423	512343	512324	
552323	515323	512523	512353	512325	15 000,00 F
562323	516323	512623	512363	512326	
572323	517323	512723	512373	512327	
582323	518323	512823	512383	512328	
592323	519323	512923	512393	512329	

Tous les billets se terminant par

2323	5 000,00 F
323	1 000,00 F
23	200,00 F
3	100,00 F

**86 TACOTAC 54**

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMINA- MAISON	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES	TERMINA- MAISON	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNEES
1	3 241	10 000	7	8 087	12 000
2	32 872	50 000	8	4 518	12 000
3	25 242	50 000	9	16 000	50 000
4	4 822	10 000	0	17 810	50 000
5	8 273	10 000		25 156	50 000
6	1 913	10 000			50 000
7	28 773	10 000			50 000
8	4 04	10 000			50 000
9	8 224	10 000			50 000
0	5 084	10 000			50 000
1	9 718	10 000			50 000
2	00 478	10 000			50 000
3	25 136	10 000			50 000
4	19 718	10 000			50 000
5	487	10 000			50 000
6	6 087	10 000			50 000
7		10 000			50 000
8		10 000			50 000
9		10 000			50 000

Tous les BILLETS NE BENEFICIAIENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SOMMES SUIVANTES.

**GAGNENT**  
CAPRICORNE 100.00 F  
BELIER  
TAUREAU

**LOTO**  
N<sup>o</sup> 25  
TIRAGE  
DU MERCREDI  
19 JUIN 1986

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 26 ET SAMEDI 28 JUIN 1986  
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI.

**TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE**  
TIRAGE DU MERCREDI 19 JUIN 1986

Handwritten signature or mark.



# économie

## REPÈRES

### Houillères : 1700 emplois supprimés

Les Houillères du bassin de Lorraine (21831 salariés fin 1985) réduiront leurs effectifs de 1700 personnes cette année, pour une production qui devrait atteindre 9,45 millions de tonnes. Elles doivent réduire leur personnel de 4 % tous les ans, même à niveau d'extraction constant. Les résultats financiers 1985 font apparaître un déficit de 6,5 millions de francs, contre un excédent de 907,5 millions de francs en 1984, pour un chiffre d'affaires hors taxes de 8,533 milliards de francs, en diminution de 4 %. Sans la réduction de la subvention d'exploitation (1,602 milliard de francs en 1985, contre 2,08 milliards de francs en 1984) et un abandon de créances à CDF chimie (54,5 millions de francs), l'exercice passé aurait été positif de 505,8 millions de francs. La production, qui a atteint l'an dernier 9,8 millions de tonnes pour une prévision de 10,15 millions de tonnes, se caractérise par une baisse du rendement : 4 421 kilos par homme et par poste, contre 4 470 kilos en 1984. - (Corresp.)

### Production industrielle : remontée en avril

L'indice général de la production industrielle (hors bâtiment et corrigé des variations saisonnières) s'est situé à 137 au mois d'avril (base 100 en 1970), en nette amélioration sur le mois précédent (133). Toutefois, souligne l'INSEE, les températures moyennes d'avril ayant été plus basses que de coutume, il en est résulté des volumes de production d'électricité et de gaz particulièrement élevés pour ce mois de l'année. En moyenne mobile sur trois mois, l'indice de la production industrielle s'établit à 132 pour janvier, février et mars, et à 134 pour février, mars et avril.

### Prêt-à-porter féminin : légère dégradation des échanges

En dépit d'un excédent commercial record (2,7 milliards de francs), les échanges de prêt-à-porter se sont dégradés en 1985 : le taux de couverture (rapport des exportations aux importations) est revenu à 160 %, contre 162 % en 1984. La Fédération française de prêt-à-porter est encore plus préoccupée par les perspectives de 1986. Les importations (+ 17,3 % en 1985) risquent de progresser avec l'importance croissante de la vente en hypermarchés et par correspondance, traditionnellement acheteurs de produits étrangers. Les exportations (+ 15,8 % en 1985) pourraient, au contraire, faiblir vers les États-Unis (13 % des exportations) et vers le Moyen-Orient (19 %). Le prêt-à-porter féminin a, en revanche, bénéficié d'une reprise de la consommation de 0,5 % en 1985 (- 2,7 % en 1984). Le chiffre d'affaires a progressé de 8,5 % et atteint 19 milliards de francs en 1985.

## CONJONCTURE

### Vivement 1987 !

(Suite de la première page.)  
Ce taux de croissance très décevant, ou égaré aux grandes espérances qu'avait fait naître l'ampleur du choc pétrolier (1).  
L'année prochaine devrait être meilleure, les économies réalisées sur l'énergie par les entreprises (51 milliards) et les ménages (21 milliards) en 1986 produisant enfin leurs effets. Le taux de croissance annoncé par la plupart des instituts de conjoncture (voir le tableau ci-contre) est pourtant fort modeste. Il est possible en effet que la reprise - ou plutôt l'accélération de la croissance - ne se produise qu'en cours d'année, probablement à la sortie de l'hiver ou au printemps 1987. S'il en était ainsi, les modestes taux de croissance prévus cacheraient une amélioration au second semestre : les chiffres, en moyenne annuelle, sont souvent trompeurs.  
Mais là n'est pas l'essentiel. Le pessimisme que reflète effectivement la plupart des prévisions actuelles s'explique par le raisonnement selon lequel la reprise de l'investissement sera incapable de compenser en 1987 le ralentissement des progrès de la consommation et la médiocrité de nos exportations. Il est de fait que nos industriels éprou-

veront d'extraordinaires difficultés pour conserver leur part de marché, aussi bien d'ailleurs à l'étranger qu'en France, car on craint beaucoup maintenant un déplacement sur l'Europe de l'offensive des pays nouvellement industrialisés comme la Corée du Sud, Taiwan, la Malaisie, Singapour.  
Ces craintes peuvent devenir réalité. Encore ne faudrait-il pas oublier l'impact d'une politique gouvernementale qui n'est pas neutre : d'importantes décisions ont été prises et seront prises, qui vont toutes dans le sens d'une relance. Les promesses faites par l'UDF et le

RPR, lors de la campagne électorale, portaient sur des réductions d'impôts considérables en 1987 : 20 milliards pour les entreprises, autant pour les ménages. S'il apparaît que des promesses aussi imprudentes ne pourront être tenues, il serait tout à fait faux de penser que M. Chirac n'en tiendra pas compte du tout dans le budget de 1987. MM. Balladur et Juppé, en tous les cas, à chaque fois qu'ils s'expriment sur le sujet, confirment leur intention de faire « quelque chose ».

Ce quelque chose pourrait approcher les 15 milliards de francs si le choix est fait de concentrer sur les ménages l'essentiel des réductions d'impôt rendues possibles par l'état du budget. A l'effet de stimulation produit par ces allègements d'impôts s'ajouteraient les très importantes mesures prises par M. Méhaignerie en faveur de la construction (allègements fiscaux). Mesures qui auront d'autant plus d'impact qu'elles s'ajoutent aux incitations précédentes (mesures Quilès) et surmonteront dans un climat qui s'est nettement amélioré.  
La question se posera au début de l'année prochaine de savoir si la rigueur salariale doit se prolonger dans le secteur privé. L'investissement postule les profits, mais aussi une demande assez soutenue. L'amélioration de la situation des entreprises, provoquée par la manne pétrolière, permettra sûrement quelques assouplissements salariaux. Sans trop de risques, la situation de l'économie française s'étant tout de même sensiblement assainie.  
Les chefs d'entreprise jugeront peut-être qu'une relance de la consommation des ménages vaut bien qu'on sacrifie quelques profits.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Dans son enquête mensuelle de conjoncture, l'INSEE écrivait en décembre que les « industriels sont très optimistes quant aux perspectives générales d'activité ».

### LES PRÉVISIONS DES INSTITUTS DE CONJONCTURE

Déception sur la croissance mais assainissement de l'économie (Évolution en %)

	1986					1987				
	OCDE	RPE	OFCE	IFECODE	DRI	OCDE	RPE	OFCE	IFECODE	DRI
● PIB marchand	2,5 (*)	2,1	2,7	2,4	2,5	2,5	2,2	2,4	2	1,9
● Importations	4,5	5,5	3,1	5,5	4,7	3,7	5,8	4,2	6	3,5
● Consommation des ménages	3	2,9	2,9	3,2	2,6	2,2	2,4	1,5	1,8	1,3
● Investissement total	4	1,4	3,3	3,8	3,6	4,2	3,1	4,1	4,1	3,6
● dont entreprises	5,5	2,9	4,5	5	4,3	5,5	4,5	5,9	6,1	4,6
● Exportations	1,7	1,5	2,1	2	3,8	2,7	3,1	5	4,5	4,2
● Prix de détail :										
En glissement (juin à déc.)	-	2,5	2,4	2,2	2,9	-	2,5	3,2	1,9	3,1
En moyenne annuelle	2,7	2,7	2,7	2,6	3,4	2	2,6	3	2,3	3,3
● Pouvoir d'achat du revenu disponible	2,3	2,3	2,8	2,8	0,9	2	2,3	1,6	1,1	1,8
● Taux d'épargne (% par rapport au revenu disponible)	11,7	11,6	12,1	12,1	10,1	11,5	11,6	12,1	12	10,4
● Emploi :										
Nombre de demandeurs (en millions et en moyenne annuelle)	2,430	2,371	2,440	2,437	2,566	2,470	2,568	2,520	2,639	2,547
● Commerce extérieur :										
(solde en milliards de francs)	+ 20	+ 13	+ 20	+ 16	+ 11	+ 11	+ 12	+ 20	+ 11	+ 17
Parité dollar/franc (en moyenne annuelle)	7,36	7	7,27	7,32	6,98	7,41	6,40	6,94	7,49	6,50
Prix du baril de pétrole (en moyenne annuelle et en dollar)	17,3	18	16,4	18,1	18	15	16,6	15	15,9	16,5

(\*) Le taux de croissance prévu par l'OCDE concerne le PIB total. Il est calculé aux prix de 1970. Les chiffres du chômage calculés par l'OCDE répondent à la définition du BIT et reposent pour 1987 sur l'hypothèse - non reprise par les instituts français - d'une stabilisation de la population active.

## FINANCES

### Les taux de crédit à la consommation vont buter contre le taux de l'usure

Un problème délicat va se poser, début juillet, aux établissements de crédit à la consommation et aux pouvoirs publics : le taux de l'usure, qui, légalement, constitue un plafond à ne pas dépasser, va glisser au-dessous d'une bonne partie des taux pratiqués par ces établissements, ce qui les contraindrait, en théorie, à les abaisser plus qu'ils ne voudraient ou à prendre certaines mesures. Au début du second semestre 1986, en effet, le taux de l'usure, fixé par la loi du 28 décembre 1966, va être ramené à 17,50 % environ, alors qu'il était de 23,52 % au 1<sup>er</sup> janvier dernier.

Ce taux est obtenu en multipliant par deux le rendement des obligations du secteur privé, établi par l'INSEE pour le semestre précédent. Le taux a fléchi de 3 points au premier semestre 1986, d'où l'abaissement de 4 points pour le taux de l'usure.

Or les taux pratiqués par les établissements de crédit à la consommation s'étagent de 15 % à 22,90 % environ ; les taux les plus bas bénéficient aux meilleurs clients avec des montants importants et des durées

longues, quarante-huit mois pour l'automobile par exemple, et les taux les plus élevés pour les durées les plus courtes avec les montants les plus bas (six mois à un an et 3 000 F à 5 000 F, pour l'électroménager). Dans ce dernier cas, les frais de dossier et de recouvrement pèsent lourdement et gonflent d'autant les taux des prêts. En avril 1979, en contrepartie d'une suppression des limitations de durée et de l'obligation d'un apport minimum de l'emprunteur, M. Mowaty, ministre de l'économie, les avaient fait intégrer dans le prêt lui-même, avec interdiction de dépasser le taux d'usure (21,38 % à l'époque). Depuis, le taux d'usure s'est élevé très haut (35,38 % au deuxième semestre 1982), les établissements s'étant engagés à ne pas dépasser 28,40 %.

Aujourd'hui, ces établissements se trouvent embarrassés par la désinflation et la baisse des taux. Leur refinancement s'effectue, en général, par des prêts à deux ans sur le marché monétaire, qui coûtent de 8 % à 8,50 %, tandis que leur marge commerciale s'établit entre 9 % et 11 %, inférieure, avancent-ils, aux marges pratiquées à l'étranger (12 % en Allemagne, 12 à 13 % en Grande-Bretagne, 14 % aux États-Unis). Cette marge, en France, peut se décomposer de la manière suivante, par un crédit classique à la consommation (électroménager) : 7,5 % de frais généraux, 1 % pour les risques, 2 % pour la bénéfice, dont 1 % d'impôt sur les sociétés, auxquels s'ajoutent 8 à 9 % de coût de la ressource, soit un taux final de 19 à 20 %, supérieur aux 17,50 % du taux d'usure prochainement fixé.

Le problème est délicat : selon la loi, les établissements de crédit se peuvent dépasser ces 17,50 %. Cela pourrait avoir pour conséquence de ramener les taux inférieurs à ce niveau pour compenser la perte sur les taux supérieurs et éventuellement de faire renoncer, en grande partie, ces établissements aux petits crédits à coût élevé, en fait les « crédits sociaux ».

Le problème se complique par l'apparition d'une forte concurrence entre établissements. Dans l'automobile, les sociétés « captives », appartenant aux constructeurs, comme la DIAL pour Renault, CREDIPAR pour Peugeot, se sont lancées dans une guerre de rabais pour attirer le client, à la suite de Ford : de 8,80 % sur douze mois à 16,80 % sur quarante-huit mois. Par ailleurs, les banques commerciales, les banques évancées des crédits à la

consommation pour des raisons historiques, s'efforcent de revenir vers les particuliers, en leur accordant des crédits personnels à 16 % ou 17 %, les mutualistes, notamment le Crédit agricole, faisant un effort pour descendre à 15 %, 16 % ou même moins. La solution serait, peut-être, de permettre à nouveau la perception de frais de dossier séparés, le tout dans une atmosphère de concurrence tout à fait nouvelle qui assurerait la protection du consommateur davantage qu'une loi sur l'usure désormais trop formelle.

F. R.

### LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE VEUT BILÉTER L'ÉMISSION DE BILLETS DE TRÉSORERIE

M. Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, s'exprimant le mercredi 18 juin devant les députés de l'Assemblée nationale, a déclaré que le trésorier d'entreprise, les a incités à l'« automatisation » en matière d'émission de billets de trésorerie, dont le développement a été rapide, trop au gré des autorités monétaires. Lancés au quatrième trimestre 1985, dans le cadre de la réglementation, les billets, émis par les entreprises pour se financer à court terme, en concurrence avec les prêts bancaires classiques, ont vu leur encours bondir, en sept mois, à plus de 23 milliards de francs, alors que les pouvoirs publics tablèrent sur 10 à 15 milliards de francs. Le nouvel instrument, qui légalise les crédits « face à face » entre les entreprises et le marché, se traite à un taux égal ou parfois inférieur à celui du marché de l'argent à très court terme. Il n'est pas soumis à un contrôle direct, en quantité, par la Banque de France, qui s'inquiète donc d'une progression trop rapide qui serait de nature à gonfler exagérément la masse monétaire. L'an prochain, a rappelé le gouverneur, la régulation de cette masse s'effectuera par le réglage des taux, qu'« en tout état de cause nous maintiendrons propres à faire bien réfléchir les agents économiques avant d'emprunter ».

Par ailleurs, s'exprimant devant l'Association des sociétés financières (ASF), le gouverneur a confirmé que « les taux resteraient un instrument-clé » et « fluctueront plus qu'avec l'encadrement du crédit, ce qui pourra surprendre les milieux financiers, habitués à davantage de stabilité et à des évolutions lentes ».

## LA COUR DES COMPTES

### LE CRÉDIT DU NORD SUR L'AFFAIRE RIBOUREL

Après la Société générale, c'est le Crédit du Nord qui a les honneurs de la Cour des comptes, pour une affaire déjà connue et largement exposée. Dans un pré-rapport rendu public par *Libération*, la Cour reproche au Crédit du Nord, alors présidé par M. Antoine Dupont Fauville, maintenant PDG de la banque de Neufilize-Schlumberger-Mallet, de s'être laissé entraîner dans « un engrenage diabolique » qui a conduit à renflouer, en 1981, le promoteur immobilier Jacques Ribourel (résidence de vacances) à qui il avait consenti d'importants crédits. En 1981, le Crédit du Nord, pour éviter le dépôt de bilan, prend une participation de 50 % dans le capital de Ribourel, puis en 1983, sous la présidence de M. David Dauterme, qui a trouvé le dossier en arrivant en février 1982, porte cette participation à 100 %. Coût pour la banque : plus de 500 millions de francs. Aujourd'hui, la situation de Ribourel est rétablie, et le Crédit du Nord cherche à revendre l'affaire. La Cour estime qu'il « peut-être été » plus économique « de déposer le bilan de cette entreprise dès 1982 ».

### UN COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dans un communiqué, la Société générale affirme qu'elle a constaté, « avec toute la prudence nécessaire », des provisions pour faire face aux risques occasionnés par ses activités au Brésil et à Singapour, en précisant qu'elles se sont élevées à 2,6 milliards de francs français dans le bilan 1985, et à 1,65 milliard à la fin 1984. Ses « instances régulières » ont été tenues au courant de cette affaire, à propos de laquelle son conseil d'administration a « déjà délibéré à plusieurs reprises » tant sous l'angle de la « politique de provisions » que des « autres mesures » à prendre face aux risques évoqués. « Ces risques n'ont pas été dissimulés », ni aux « instances de direction » de la banque nationalisée ni à son principal actionnaire, l'Etat. En outre, ils ont donné lieu aux « échanges de vue habituels avec les commissaires aux comptes ».

● M. Naj Nabal porte plainte. — L'homme d'affaires brésilien Naj Robert Nabal, l'ex-partenaire au Brésil de la Société générale mis en cause par le *Canard Enchaîné* dans de supposées pertes de la banque (*le Monde* du 19 juin), a intenté mercredi 18 juin une action en diffamation contre l'hebdomadaire français par l'intermédiaire de ses avocats à Paris.

## SOCIAL

### SELON UN SONDAGE PUBLIÉ PAR L'« USINE NOUVELLE »

#### Un patron sur quatre prêt à embaucher

Alors que le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement est en discussion au Sénat, un sondage publié par *l'Usine nouvelle* tend à démontrer que près des deux tiers des employeurs n'ont pas l'intention d'utiliser les nouvelles dispositions pour licencier dans l'immédiat.  
Cette enquête a été réalisée par RES (Recherche économique et sociale), le 11 et 12 juin, auprès de 75 chefs d'entreprises ou directeurs du personnel. 63,9 % des personnes interrogées déclarent qu'elles n'auront pas recours à la loi dans l'immédiat. Elles estiment que leurs effectifs sont actuellement satisfai-

sants. En revanche, 22,4 % se disent disposés à embaucher et 51,1 % d'entre eux le feront d'autant plus volontiers qu'il leur sera éventuellement plus facile de licencier ultérieurement. Toujours selon ce sondage, il y a peu d'employeurs pour attendre avec impatience une possibilité immédiate de licencier. Ils reconnaissent, dans la proportion de 1,5 %, qu'ils pourront ainsi licencier plus tôt que prévu, pour 0,7 % qu'ils licencieront davantage et pour 0,1 % qu'ils licencieront plus de salariés et plus tôt. 11,3 % des employeurs, enfin, n'ont pas une opinion arrêtée sur la future loi.

### TARIFS MÉDICAUX

#### La mise en demeure de M. Chirac

Après les fonctionnaires, les autres salariés et les pensionnés en général, ce sont les médecins qui, en annonçant, le samedi 14 juin, que les tarifs médicaux ne seraient pas relevés au 1<sup>er</sup> juillet, les augmentations accordées en début d'année et l'effet de report de celles de juillet 1985 dépassant déjà l'évolution prévisible des prix en 1986, M. Jacques Chirac a confirmé le maintien d'une politique de rigueur menée depuis trois ans par le gouvernement socialiste.

Mais M. Chirac est allé plus loin en conditionnant une revalorisation des tarifs médicaux à une maîtrise des dépenses de médecine de ville (honoraires des praticiens et prescriptions). Laisant le choix des moyens aux syndicats médicaux et aux caisses nationales d'assurance-maladie, liés par une convention renouvelée en 1985, il a seulement exclu toute augmentation des cotisations.

La formule rappelle « l'enveloppe globale » prévue lorsque M. Raymond Barre était premier ministre et M. Jacques Barrot ministre de la santé et de la Sécurité sociale. Mais les socialistes s'étaient aussi engagés dans cette voie, sans l'affirmer aussi nettement, en alignant la revalorisation des tarifs sur l'évolution prévisible des prix et en mettant en avant, au cours des discussions, l'accroissement du nombre des actes et du volume des prescriptions. Et, il y a deux ans, M. Mitterrand avait aussi verrouillé le système en exigeant une réduction des prélèvements obligatoires.

Cette continuité n'est pas surprenante. Il y a quinze ans, en fait, que la croissance des dépenses d'assurance-maladie inquiète. Elle a une pluri-tendance à se ralentir depuis les années 80, mais la croissance économique aussi, tandis que le chômage continuait à miner les

recettes. En appliquant le budget global - un remède qu'ils n'ont pas inventé -, les socialistes ont trouvé le moyen de contrôler l'hôpital. Mais, pour la médecine de ville, les débats actuels rendent un son déjà entendu.

Quels sont les facteurs de la croissance - demande de soins, augmentation du nombre des médecins, mode de prescription de ceux-ci, pour ne citer que les principaux -, quel est leur poids respectif et comment peut-on agir sur eux ? Force est de constater que le système conventionnel en vigueur n'a pas résolu le problème. Les actions menées jusqu'ici ont été dispersées et marginales. Les partenaires restent divisés, on a pu s'en rendre compte lors du congrès de la Confédération des syndicats médicaux français en écoutant le président de la confédération et les représentants des trois caisses nationales.

En mettant en demeure les partenaires de trouver, avant la fin de l'année, un moyen efficace de limiter la croissance des dépenses, M. Chirac s'est en somme comporté comme M. Bédaride avec les négociateurs de l'assurance-chômage. Saura-t-il convaincre les intéressés, en particulier les médecins, qui continuent à mettre des conditions assez draconiennes à leur intervention ? La gauche avait fait accepter des sacrifices aux salariés ; la droite en fera-t-elle autant avec les professions libérales qui sont plus proches d'elle ? En tout cas, le gouvernement s'est condamné à tenir bon face aux revendications médicales. S'il revenait sur sa détermination ou se contentait de la réduction des remboursements à 100 % des frais médicaux, qu'il prépare lui-même, il perdrait beaucoup de sa crédibilité.

GUY HERZLICH.

## SON

## PÊCHE

### NOUVELLE TENSION ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE

Les syndicats de pêcheurs bascoques ont annoncé, le mercredi 18 juin à Ondarra, qu'ils allaient tenter « de bloquer totalement la frontière franco-espagnole », pour protester contre l'échec des négociations hispano-françaises, menées sous l'égide de la Commission à Bruxelles. « Nous allons passer immédiatement à l'action », même si « on nous en empêche à coups de matraque ou en nous tirant dessus », ont déclaré les pêcheurs.

Pour sa part, M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat à la mer, a indiqué que « les discussions engagées le 16 juin à Bruxelles avaient permis un large échange de vues sur un ensemble de questions relatives à l'application du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE ». La France est prête à participer à des réunions ultérieures. M. Guellac a toutefois engagé de nouvelles actions de nature à troubler l'ordre public, comme la semaine dernière avec le blocus d'Hendaye, la France suspendrait immédiatement toute discussion à Bruxelles.

# ÉTRANGER

## Born annonce 1 milliard de marks d'économies budgétaires

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Gehrard Stoltenberg, a imposé, le mardi 17 juin, 1 milliard de marks d'économies budgétaires pour rester dans les limites des 263,5 milliards de dépenses prévues pour 1986. Ce plan d'économies ne touchera pas les investissements mais amènera une réduction impérative de 2 % des dépenses administra-

tives et de 8 % de toutes les subventions qui ne sont pas codifiées par la loi ou des accords internationaux. Ces coupes sont rendues nécessaires par les moindres rentrées fiscales, mais surtout par les subventions accordées aux agriculteurs à l'approche d'importantes échéances électorales régionales ou nationales.

### De notre correspondant

Bonn. — Le commerce extérieur ouest-allemand ne cesse depuis deux ans de battre des records : les derniers résultats publiés font apparaître un excédent commercial de 10 milliards de DM pour le seul mois d'avril, où les exportations ont atteint le montant sans précédent de 50 milliards de DM (près de 160 milliards de francs), en augmentation de 14 % par rapport au mois précédent, et de 11 % par rapport au même mois de l'année précédente. Avec 73,3 milliards de DM, la balance commerciale ouest-allemande avait déjà battu, en 1985, le précédent record de 1984 (54 milliards de DM), avec un taux d'accroissement des exportations, relativement moyen pour la RFA, de 10 % sur l'année.

En 1985, les exportations, qui ont joué un rôle essentiel dans la reprise économique en République fédérale, représentaient à elles seules 29 % du produit national brut. Ces chiffres placent la RFA au deuxième rang des exportateurs mondiaux, derrière les États-Unis mais devant le Japon (488,2 milliards de DM contre 485 milliards d'exportations en 1985).

Les industriels allemands ont particulièrement bénéficié, ces deux dernières années, de la reprise américaine : les ventes en direction des États-Unis ont fait un bon spectacle en 1984, faisant passer ceux-ci au deuxième rang des clients de l'industrie ouest-allemande, derrière la France, mais devant les Pays-Bas. Cette tendance, quoique ralentie, s'est poursuivie l'année suivante.

Pour le reste, la RFA tablit sur l'amélioration de la croissance en

Europe occidentale, son marché traditionnel : en 1985, les pays de la CEE ont absorbé 49 % de ses exportations et l'excédent commercial de la RFA par rapport à ses voisins de la CEE représentait l'année dernière 29,3 milliards de DM, contre 29,6 milliards avec les autres pays européens et 23,3 milliards avec les États-Unis.

En dépit d'une baisse des cours et des prix du pétrole, les pays de l'OPEP restent par contre légèrement excédentaires, comme les autres pays du tiers-monde, qui ont dégagé l'année dernière un excédent de 3,4 milliards de DM dans leurs échanges avec l'Allemagne fédérale (8 % de ses exportations et 10 % de ses importations). Le seul autre poste déficitaire est le groupe des autres pays industrialisés occidentaux, qui comprend le Japon et l'Afrique du Sud (6 % des importations et 3 % seulement des exportations).

### Quatre piliers

Ses succès, l'industrie ouest-allemande les doit pour beaucoup non seulement à une politique commerciale active, mais aussi à la structure de ses exportations. Celles-ci sont beaucoup plus diversifiées que pour la plupart de ses concurrents immédiats, y compris le Japon, et en même temps extrêmement fortes dans des domaines peu sensibles aux fluctuations monétaires ou moins menacés par l'établissement de quotas, comme les biens d'équipement industriels. Cela ne doit toutefois pas faire oublier que le « numéro un » de l'exportation en RFA reste l'industrie automobile, devant la chimie. Les constructeurs d'automobiles ont exporté, en 1985,

61,7 % de leur production de véhicules particuliers (58,8 % en 1984), réalisant à eux seuls en 1984 plus de 16 % de toutes les exportations ouest-allemandes. Ils devancent au hit parade de l'exportation les géants ouest-allemands de la chimie et le secteur de la construction mécanique, avec 14 % chacun, suivis de l'industrie électronique avec près de 10 %.

À côté de ces quatre piliers traditionnels, l'industrie allemande, qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires à l'exportation de 22 milliards de DM (4,5 % du total), a vu ses ventes à l'étranger augmenter de 169 % : entre 1972 et 1984, celles de la construction aéronautique et spatiale ont progressé de 436 %.

Les bons résultats d'ensemble de l'industrie ouest-allemande sur le marché mondial s'expliquent autant par une capacité à anticiper sur les évolutions technologiques pour adapter ses produits que par sa réputation de qualité et par la fiabilité de ses services de vente et d'après-vente. Toutefois, selon une étude publiée en 1985 par l'Institut de recherche économique HWWA, la part de marché mondial de la RFA dans les domaines de haute technologie n'a cessé de se réduire entre 1972 et 1981, y compris, de manière assez étonnante, pour les biens d'équipement, où elle est passée de 20,4 % à 17,7 %. Dans le secteur des biens de très haute technologie, qui ne représentaient au début de la décennie que 3 % des exportations, elle est retombée de 12,4 % à 7,1 %. Une évolution exactement contraire à celle de ses deux principaux concurrents, le Japon et les États-Unis.

HENRI DE BRESSON.

## La communauté internationale promet à l'Inde une aide de 4,5 milliards de dollars

Le ministre indien des finances, M. Venkitaraman, avait de bonnes raisons de se déclarer « très satisfait » de la réunion annuelle du consortium d'aide à l'Inde qui s'est déroulée à Paris les 16 et 17 juin. Il est reparti pour New-Delhi avec la promesse d'une aide des pays industriels et des organisations multilatérales de 4,5 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1986-1987, une hausse en termes réels de 8 % sur les 3,9 milliards obtenus l'an dernier. Un soutien accru accueilli par le ministre comme un vote de confiance pour la politique économique de son pays.

L'Inde s'est en effet engagée dans un plan difficile et ambitieux visant à porter à 5 % en moyenne la croissance annuelle d'ici à la fin de la décennie, tout en libérant le commerce extérieur pour favoriser une

concurrence plus saine. Un objectif qui pourrait être atteint si les premières indications, portant sur une expansion de 5,5 à 6 % durant l'année budgétaire 1985-1986 se confirment. Ce résultat a été jugé d'autant plus encourageant par les pourvoyeurs d'aide de New-Delhi que l'ouverture des frontières aux importations et les résultats médiocres de l'exportation n'ont pas provoqué de dérapage insupportable du déficit commercial : 5,8 milliards de dollars en 1985-1986 contre 4,3 milliards un an auparavant.

Chacun, apparemment, a reconnu la nécessité de renforcer les flux d'aide pour participer au financement d'un programme prévoyant une accélération de la croissance industrielle - 6,6 % par an contre 4,6 % durant le Plan précédent -

afin de relever le défi d'une hausse de 6,8 % par an du volume des exportations, élément clé de la nouvelle stratégie indienne. La RFA a promis 286 millions de dollars, se plaçant ainsi en tête des bailleurs de fonds devant le Japon, 285 millions, un bond de 54 % sur l'an dernier. La contribution des États-Unis est nettement plus modeste avec 152 millions de dollars, celle de la France ayant pour sa part été ramenée de 161 millions l'an dernier à 150 millions pour 1986-1987. La Banque mondiale continuera d'apporter à l'aide la plus grande part à l'Inde, elle a besoin, mais sur l'enveloppe de 2,4 milliards de dollars annoncée à Paris, la part de l'Association internationale de développement (AID), spécialisée dans les prêts à très long terme et à taux d'intérêt marginal diminuera à nouveau.

Même si les pressions, essentiellement américaines, en faveur d'un recours plus systématique de New-Delhi au marché international des capitaux se sont apaisées, les conditions d'attribution de crédits se sont durcies à un moment où le pays a besoin de s'endetter plus lourdement que par le passé. Sur ce point, malgré tout, les experts de la Banque mondiale se veulent rassurés. Le service de la dette a absorbé en 1985-1986 entre 16 % et 17 % des revenus extérieurs indiens, un pourcentage qui pourrait atteindre 20 % d'ici à 1989-1990. Il devrait, selon la BRD, rester « gérable ». A moins de sérieux revers sur le front des exportations.

F. Cr.

### Aux États-Unis

## Le ralentissement de l'expansion renforce le camp des partisans d'une relance

### De notre correspondant

Washington. — La croissance de l'économie américaine a été notablement plus faible, durant les trois premiers mois de l'année, que ne l'avaient initialement indiqué les estimations officielles : selon les nouveaux chiffres, publiés mercredi 18 juin par le département du commerce, le produit national brut n'a en effet progressé, au premier trimestre, que de 2,9 % en rythme annuel, au lieu des 3,7 % dont il avait d'abord été fait état.

On s'attend généralement, dans les milieux financiers, que l'expansion se ralentisse au deuxième trimestre, et la révision en baisse qui vient d'être annoncée rend, en conséquence, peu crédible l'objectif des 4 % de progression du PNB sur lequel le gouvernement américain avait tablé pour 1986.

Les économistes semblent maintenant s'accorder à prédire un taux de croissance inférieur à 3 %, et même à 2 % pour certains d'entre eux. Cette perspective devrait vigoureusement relancer le débat entre les partisans d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt destinée à donner un coup de fouet à l'économie, et ceux qui craignent qu'une nouvelle diminution du loyer de l'argent aux États-Unis n'érige plus encore la position du dollar alors que la résorption du déficit budgétaire n'est pas encore même assurée.

Mercredi, le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a ainsi réaffirmé, devant la Commission des affaires étrangères de la

Chambre, que c'était à d'autres pays que les États-Unis de se faire aujourd'hui les locomotives d'une relance. Prenant implicitement position pour un assouplissement de la politique monétaire de la FED, l'un de ses autres gouverneurs, M. Wayne Angell, vient même de déclarer que la « tendance » était à une croissance de 2 % et qu'il n'y avait « aucun signe de reprise de l'inflation ».

Le gouvernement, quant à lui, ne cache pas qu'il serait favorable à une baisse des taux d'intérêt coordonnée avec les autres grandes puissances industrielles, comme cela s'était déjà passé en mars et en avril derniers. La pression en faveur d'un soutien à la reprise devrait d'ailleurs être maintenue d'autant plus forte que le chômage a légèrement augmenté le mois dernier, en passant à un taux de 7,3 %, tandis que la production industrielle et le nombre des mises en chantier baissent.

Sans encore susciter de réelle inquiétude, cette grisaille commence à préoccuper — dans la mesure où tout ou les baisses simultanées des taux du dollar et du pétrole avaient laissé espérer un redémarrage industriel, fondé sur un resserrement des coûts de production et une reprise des exportations. Dans la pratique, l'effondrement des prix du baril a surtout eu, jusqu'à présent, pour conséquence de déprimer les économies des États américains producteurs (le Texas notamment). Quant à la baisse du dollar, elle met plus de temps que prévu à freiner les importations et à pousser les exportations.

BERNARD GUETTA.

# AFFAIRES

## LE NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS

## Les promoteurs du parc veulent avoir confirmation de l'aide de l'Etat

### De notre correspondant

Metz. — Lancé par deux commerçants lorrains, le projet de construction du parc à thème « Le nouveau monde des Schtroumpfs » à Hagondange, en Moselle, est à la croisée des chemins. Quinze mois après la présentation du dossier aux médias, les études architecturales définitives sont bouclées. Cependant avant de s'engager ferme, les financiers participant au « tour de table » demandent aux pouvoirs publics la confirmation écrite des annonces faites par Laurent Fabius, alors premier ministre, le 4 février 1986, en Lorraine.

On a beaucoup tardé sur les études de faisabilité, et par conséquent on ne dispose pas encore de toutes les autorisations et garanties nécessaires. L'ouverture du parc, annoncée pour le printemps 1988, est donc reportée d'un an. Pour y voir clair et connaître le degré de mobilisation des décideurs lorrains, les promoteurs du projet ont décidé de jouer cartes sur table, le 19 juin, à Pont-à-Mousson.

La réalisation du « Nouveau monde des Schtroumpfs » coûterait 720 millions de francs pour la première phase, le coût global étant évalué à 1,5 milliard de francs. Au total, l'emprise du parc serait de 120 hectares, au sein d'une zone d'aménagement concerté de 400 hectares située sur des friches industrielles et à proximité d'un nœud autoroutier. Les études de faisabilité établies par un bureau d'études californien, tablent sur 1,8 million de visiteurs pour la première année avec un prix d'entrée à 80 F.

La ventilation des dépenses de la première tranche prévoit 560 millions de francs d'investissements matériels, 235 millions de francs pour les manèges, les attractions et les jeux, 89 millions de francs pour les voiries internes, 59 millions de francs pour les théâtres, 45 millions de francs pour les boutiques et les restaurants et 113 millions de francs pour les équipements collectifs. Les études techniques et financières, la coordination des travaux et les frais financiers avant ouverture se chiffrent pour leur part à 160 millions de francs. Le financement escompté de l'enveloppe de 720 millions de francs comprend 290 millions de francs de fonds propres, 290 millions

de francs d'emprunts et 140 millions de francs de fonds non rémunérés. Pour l'heure, les actionnaires de Sorepark (Société de réalisation de parcs) créée pour assurer la gestion du « Nouveau monde des Schtroumpfs » sont prêts à apporter de 40 à 50 % des fonds propres nécessaires, affirme M. Pierre Julien, secrétaire général du groupe Sactior qui vient d'être nommé président de Sorepark. Il s'agit de trois banques, Paribas, Suez et Cial et du groupe Sodexho, par le biais de leurs filiales.

Mais avant de s'engager définitivement, les investisseurs demandent une confirmation de la réduction du taux de TVA de 18,60 à 7 % sur la billetterie, la prise en charge des infrastructures extérieures évaluées à 200 millions de francs, par les collectivités publiques et une aide de 40 à 50 millions de francs du Fonds d'industrialisation de la Lorraine (FIL), représentant l'équivalent d'une prime d'aménagement du territoire pour un projet industriel créant neuf cent quinze emplois. Sorepark qui sollicite également des pouvoirs publics des avances remboursables devant composer avec l'aide du FIL les 140 millions de francs de fonds non rémunérés, souhaite en outre une garantie pour les emprunts européens envisagés (100 millions de francs auprès de la CECA et 100 millions de francs auprès de la Banque européenne d'investissement).

Face aux réticences de l'Etat, les promoteurs du « Nouveau monde des schtroumpfs » ont recensé l'ensemble des retombées économiques de la réalisation du parc. L'étude confiée au cabinet de consultant Pascal Perez, fait apparaître qu'en dix ans les recettes fiscales complémentaires engendrées par le projet s'élèveraient à 1 128 millions de francs, soit près du double du total des aides et garanties maximales sollicitées. L'argumentation avancée consiste en fait à souligner que si pour son lancement le parc a besoin d'aides et de concours publics, ceux-ci généreront de nouvelles ressources pour l'Etat et les collectivités locales. Par ailleurs, l'impact sur l'économie régionale est chiffré à 1 177 millions de francs (investissements et part des dépenses en Lorraine des salariés du parc). Cela suffirait-il à convaincre les pouvoirs publics ?

JEAN-LOUIS THIS.

## ENTREPRISES

## Un millier de suppressions d'emplois à la Compagnie générale maritime

M. Claude Abraham, président du groupe public Compagnie générale maritime (CGM), a exposé, le mercredi 18 juin devant le comité central d'entreprise, les grandes lignes d'un nouveau plan d'entreprise applicable en 1986 et 1987. Afin de poursuivre l'amélioration de la situation financière de l'entreprise, la compagnie compte réduire le nombre des navires qu'elle exploite en la ramenant à une trentaine à la fin 1987, au lieu de 45 aujourd'hui. Cette orientation conduira inévitablement à la suppression de 1 000 emplois environ, parmi le personnel sédentaire dans les bureaux et chez les marins et les officiers. L'objectif du président de la CGM est d'atteindre l'équilibre financier en 1988 (la perte en 1985 a encore été de 227 millions de francs, au lieu de 290 millions en 1984).

### General Motors autorisé à créer une société américano-égyptienne pour la production de voitures

Le gouvernement égyptien a annoncé officiellement, le mardi 17 juin au Caire, qu'il autoriserait General Motors à constituer une société américano-égyptienne pour la production de voitures particulières. Ce choix de principe permet à l'américain de devancer ses deux rivaux encore en lice jusqu'ici, l'italien Fiat et le français Peugeot, sur ce projet à l'étude depuis plusieurs années. La nouvelle société s'appellera General Motor Company (GEMCO) General Motors détendra 30 % du capital aux côtés d'investisseurs égyptiens (70 %) parmi lesquels El Nasr Automotive Manufacturing Company (Nasco) pour 30 %.

Le démarrage de la production de modèles Opel est prévu pour le milieu de 1987, General Motors utilisant les installations existantes de NASCO et de l'Arab American Vehicle Company, qui permettront de monter 20 000 véhicules. Le projet porte sur une capacité totale de 100 000 véhicules, avec un pourcentage d'intégration locale de 53 %. Mais les dirigeants de General Motors se montrent prudents, reconnaissant que les accords définitifs ne sont pas conclus.

### Lafarge-Coppée restructure son activité semencière

Le groupe Lafarge-Coppée a décidé de restructurer ses activités dans le secteur des semences et des biotechnologies. Un projet de partition des activités, jusqu'alors contrôlées par la groupe Claeys-Lück, est en cours. Orsac filiale de Lafarge-Coppée à 66 %, avec 34 % au Crédit agricole, qui détenait près de 40 % de Claeys-Lück, reprendrait directement l'activité des semences de grande culture de ce dernier (céréales à paille, maïs, betteraves, oléagineux, protéagineux et fourragères), ainsi que la filiale Hybrinov, joint venture créée par les deux sociétés pour l'étude des biotechnologies. Claeys-Lück était présent dans ces secteurs, tant en France qu'à l'étranger, et parallèlement, Orsac y avait aussi investi, surtout aux États-Unis. Le nouvel ensemble aurait un chiffre d'affaires estimé à 800 millions de francs.

Le reste des activités du groupe Claeys serait reprise par une autre société, qui serait contrôlée par la famille Claeys. Elle comprendrait dans le secteur des semences, les potagers, les légumes secs, les plantes aromatiques, et surtout les activités de distribution, de négoce, d'ingénierie et de services que le groupe Claeys-Lück avait développées. Le chiffre d'affaires de cet ensemble s'élèverait à 1,3 milliard.

## UN MANDATAIRE NOMMÉ PAR LE TRIBUNAL DE COMMERCE AUPRÈS DE LA DIRECTION DE NORMED

A la demande de M. Jacques Dollois, président de la société de construction navale Normed, le président du tribunal de commerce de Paris, M. Jacques Bon, a procédé, le 17 juin, à la nomination d'un mandataire qui sera M. Jean-Luc Sauge, ancien président du tribunal de commerce de Nanterre. Il sera chargé d'assister la direction de Normed dans ses relations avec les pouvoirs publics et avec ses partenaires, dans la période très difficile qu'elle traverse.

Le comité central d'entreprise se réunira, le 24 juin à Paris, pour être mis au courant d'un éventuel état de cessation de paiement. On confirme, d'autre part, enfin au ministère de l'Industrie que M. Alain Madelin a fait savoir à M. Dollois qu'il n'accorderait plus désormais à Normed, comme par le passé, des aides exceptionnelles de trésorerie mois après mois. C'est une subvention totale d'un milliard de F dont aurait eu besoin l'entreprise pour toute l'année 1986, au lieu de 1,4 milliard en 1985. En revanche, le gouvernement continuera à aider tous les chantiers navals, par des subventions, pour leur permettre d'emporter des commandes lorsqu'elles se présentent.

## M. MAURICE BLIN EST ELU PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

M. Maurice Blin, sénateur centriste des Ardennes, a été élu, le 17 juin, président du Haut Conseil du secteur public. Il remplace M. Michel Charzat, député PS de Paris. Le Haut Conseil, créé par la loi de nationalisation du 11 février 1982 pour suivre l'évolution du secteur public, est composé de dix parlementaires, cinq représentants de l'Etat, cinq socialistes et cinq personnalités choisies pour leur compétence particulière.

M. Blin a souhaité voir perpétuer le rôle consultatif du Haut Conseil sur les textes principaux portant sur les entreprises publiques. Il a souligné, en outre, son rôle d'information. M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a précisé que le secteur public resterait important, même après la privatisation de soixante-cinq entreprises, prévue par le gouvernement. En revanche, il a estimé que le Haut Conseil « n'avait pas vocation à intervenir dans le processus de privatisation ».

### Vieux de trois ans

## LE CONFLIT SKF S'ACHÈVE PAR UN ACCORD

Le conflit de l'usine SKF à Ivry (Val-de-Marne) qui durait depuis trois ans s'est achevé à la fin mai par la signature d'un accord avec la direction de cette entreprise suédoise spécialisée dans la fabrication de roulements à billes. L'usine, symboliquement occupée depuis un an par une quarantaine de militants, a été libérée et les derniers occupants viennent de commencer un stage de formation pour se reconstruire. Il a fallu un an de négociations pour arriver à cette solution amicale par la CGT le mercredi 18 juin. SKF s'est entendu avec la ville d'Ivry et le conseil général du Val-de-Marne pour la vente du terrain. L'entreprise a d'autre part décidé d'abandonner toutes les poursuites engagées contre la CGT.

Le conflit ouvert avait débuté en mars 1983, après la décision du groupe suédois de fermer l'usine d'Ivry (619 salariés). Une occupation avait commencé le 28 octobre de la même année, à la suite de l'autorisation de 439 licenciements. Des incidents, souvent très vifs, avaient émaillé la lutte menée par la CGT, notamment en mai et juin 1985. Le PCF en avait fait l'un de ses exemples favoris dans son opposition au gouvernement socialiste.

## MINITEL

Comment mieux utiliser les renseignements par Minitel ?

Vendu en kiosque

AGRICULTURE

3 CYCLE MANAGEMENT DE LA QUALITE

Première école de la qualité totale en France

مكتبة الاملا



# AGRICULTURE

LA RÉFORME DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

## Accroître le volume des bois et réduire le poids de l'administration

Le conseil d'administration de l'Office national des forêts doit adopter ce jeudi 19 juin une réforme de structures importante. Cette mesure, qui fait suite au contrat de plan signé avec les pouvoirs publics en décembre 1985, reconstruit l'Office des forêts, qui ont décidé un mouvement de grève pour cette journée.

L'Office national des forêts est la huitième entreprise publique française. Le contrat de plan passé avec le gouvernement prévoit une augmentation de 2 % entre 1986 et 1988, en échange de quoi la subvention d'équilibre versée par l'Etat, au titre de l'intervention de l'ONF dans la gestion des forêts communales, serait maintenue en francs constants. Si l'on admet que la surface des forêts gérées par l'Office s'accroît de 0,5 % par an, le gain de productivité obtenu par la réduction des postes s'élève à 1,5 %, « objectif fixé par l'actuel gouvernement aux entreprises publiques », remarque M. Philippe Lacarrière, directeur général de l'ONF. Cela se traduit par une suppression de 425 emplois (sans licenciements) entre 1985 et 1988, sur un total de 7 700 en 1985 (contre 6 300 il y a vingt ans).

Mais, surtout, la réforme prévoit le remplacement des sacro-saints cinq échelons, avec uniformes et galons correspondants, par trois échelons seulement. Pour une administration héritée de Colbert et de Napoléon, le choc est rude. Dans le système actuel, les chefs de triage, de secteur, de subdivision, de centre, puis de région, sont tous responsables territorialement, puisque chaque échelon correspond à une plus ou moins grande surface, mais ils sont aussi tous irresponsables, puisque chaque échelon est couvert par l'échelon hiérarchique supérieur. D'où une grande dépendance d'énergie. « Le système actuel, estime M. Lacarrière, détourne des gens admirablement formés pour cultiver et gérer la forêt en fonctionnaires administratifs. »

Le slogan de l'ONF nouvelle formule sera donc : « Plus de forêts, moins de papier. » Les trois nouveaux échelons seront : niveau de direction, avec la définition de politiques sectorielles locales ; niveau de gestion, chargé des tâches opérationnelles (aménagement forestiers, vente de bois) ; niveau de terrain (contact avec les partenaires communaux, coupes, surveillance générale, accueil du public).

Ce système permettra de spécialiser les agents de l'ONF et d'instituer un travail d'équipe, là où le fonctionnement hiérarchique écrasait les aptitudes particulières et l'esprit d'initiative. C'est du moins l'ambition de la réforme : faire passer un souffle nouveau sur les vieux uniformes.

Pari d'autant plus difficile à tenir que les organisations syndicales, compte tenu de la situation de

l'emploi en général, ne retiennent volontiers que la réduction des postes, estimant que l'Etat doit financer l'ONF, au nom de l'intérêt général. « Pourquoi le secteur public, avec un tel niveau de recrutement, devrait-il toujours être déficitaire ? », interroge M. Lacarrière. Le fait est que l'ONF est structurellement déficitaire et que, dès lors, deux conceptions du service public s'affrontent : ou bien l'Etat puise dans ses ressources, lesquelles ne sont pas inépuisables ; ou bien l'entreprise qui tient à demeurer publique démontre qu'elle est compétitive.

### Déficit d'exploitation

Aujourd'hui les ressources de l'ONF proviennent pour 65 % du marché, lequel est aléatoire, car soumis aux fluctuations des cours mondiaux du bois et des monnaies, et pour 35 % de subventions des collectivités publiques, dont une large part au titre des missions d'intérêt général rendues par l'ONF, telles que la restauration des terrains en montagne ou la défense contre l'incendie. L'exercice 1985, qui se traduit par un léger déficit de 2,2 millions de francs, ne correspond pas à la réalité financière structurelle de l'Office. Le déficit d'exploitation (51,4 millions de francs) est en fait compensé par un excédent financier de 12,4 millions de francs dû à une meilleure gestion de trésorerie et par un résultat exceptionnel de 40 millions de francs résultant d'un accroissement de ventes de charbon qui sont les bois abattus après les tempêtes de 1982 et 1984.

Ce déficit structurel auquel le contrat de plan et la réforme en cours tentent de remédier empêche l'ONF, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), de jouer pleinement ce rôle industriel et commercial au sein de la filière bois. Pour des raisons plus triviales que stratégiques — la concurrence jadis dans le gouvernement dirigé par G. Pompidou entre M. Giscard d'Estaing et M. Pissani — l'ONF a obtenu le monopole de la gestion des forêts domaniales, mais il lui est interdit d'intervenir dans l'aval de la filière : pas de coupes, donc pas de vente de bois en bordure de route (sauf en Alsace-Lorraine), pas de prise de participation possible dans les industries utilisatrices de bois, pas de contrat de fourniture à long terme. Pourtant l'ONF sait qu'il doit aller dans cette direction, sauf à n'être qu'un géant sans bras. Déjà, en dérogation avec son statut, un contrat d'approvisionnement sur cinq ans a été passé avec le groupe Beghin-Say pour la scierie industrielle de Sougy-sur-Loire dans la Nièvre ; déjà aussi le Syndicat des entrepreneurs de travaux forestiers a attaqué devant le tribunal administratif ce contrat, qu'il estime discriminatoire à l'égard des entrepreneurs. Quoi qu'il en soit de cette péripétie, pour que l'ONF puisse jouer le rôle qu'il s'est fixé, en accord avec le gouvernement précédent (lequel a nommé M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, à la présidence de l'ONF), il lui faut rétablir sa santé financière, en cultivant mieux la forêt et en valorisant mieux son savoir-faire. C'est tout l'enjeu d'une réforme qui n'a d'administrative que l'apparence.

JACQUES GRALL

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

précision mécanique  
labinal

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 13 juin 1986 sous la présidence de M. Amaury Halna du Prey.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Précision Mécanique Labinal s'est élevé à 2 293 MF, en progression de 4,1 % sur celui de 1984.

Les ventes à l'étranger, dont la part dans le chiffre d'affaires global représente maintenant 23 %, ont augmenté de 12 %, tandis que les ventes en France ne progressaient que de 2 %.

Le résultat consolidé a atteint 75,56 MF en 1984.

La capacité d'autofinancement consolidée a été de 157,7 MF (6,9 % du chiffre d'affaires), contre 154,8 MF (7 % du chiffre d'affaires) en 1984.

La rentabilité du groupe a donc évolué en 1985 de manière satisfaisante, ce qui traduit principalement l'accroissement de la productivité et la nouvelle diminution des charges financières, qui se répartissent plus que 1,39 % du chiffre d'affaires.

Le résultat de la société mère Précision Mécanique Labinal s'est élevé à 34,36 MF contre 27,53 MF en 1984.

Le bénéfice de la société s'élevait à 1 718 159,72 F pour doter la réserve légale.

Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent de 21 022 801,95 F, le bénéfice distribuable ressort à 53 667 836,71 F.

L'assemblée a décidé les affectations suivantes :

Dividende aux actionnaires	25 262 354,00
Réserve de plus-value	7 911 607,00
Report à nouveau	20 493 875,71
	53 667 836,71

Les actionnaires recevront ainsi un dividende de 13,00 F par action d'une valeur nominale de 100 F donnant droit à un avoir fiscal de 6,50 F, soit un revenu global de 19,50 F, contre 12,50 F, soit 18,75 F avec avoir fiscal, au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1986 contre remise du coupon n° 75.

Dans son allocution, le président a tout d'abord tenu à rendre hommage, au nom du conseil d'administration, à l'action de son prédécesseur, M. Jean-Louis Cler, président d'honneur de la société.

Il a ensuite précisé qu'en ce qui concerne l'activité du groupe, caractérisée par la stagnation tout au long de l'exercice 1985 et du premier trimestre 1986, une certaine amélioration s'est manifestée depuis le début du mois d'avril, notamment dans les divisions Châssage automobile et Ralensmeurs. Ceci devrait conduire à fin 1986 à un rattrapage total ou partiel du retard de chiffre d'affaires enregistré à la fin mars.

Ainsi l'exercice 1986 semble-t-il se présenter comme les deux précédents, avec un chiffre d'affaires en faible progression par suite d'une conjonction peu favorable sur la moyenne de l'année.

Une fois encore, l'amélioration de la production, constatée le facteur essentiel pour assurer le niveau des résultats. L'impact de toutes les actions entreprises dans ce sens au cours des deux derniers exercices sera sensible et particulièrement bien venu en 1986. En outre, de nouvelles mesures d'économie ont été décidées au début de l'exercice en cours.

Cette recherche permanente de productivité ne se fait pas pour autant en sacrifiant l'avenir, car, dans le même temps, a été poursuivie la création de filiales à l'étranger, intensifiée l'étude de produits et entreprise la modernisation des usines.

Toutes ces actions permettront de continuer la conquête de nouveaux marchés, notamment à l'étranger, qui, se conjuguant avec la reprise espérée du marché intérieur dès 1987, devrait conduire alors à un développement plus rapide de l'activité avec des marges améliorées et le retour à la création d'emplois.

## Moët-Hennessy

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, réunie à Paris le 6 juin 1986 sous la présidence de M. Alain CHEVALIER, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1985.

Elle a fixé à 23 F par action le dividende de l'exercice, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 11,50 F, soit un dividende global de 34,50 F. Ce dividende s'applique aux actions tant anciennes que nouvelles, créées par incorporation de réserves et attribution gratuite décidée en Conseil d'Administration le 22 janvier 1986 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Compte tenu de cette attribution gratuite d'une action nouvelle pour 5 anciennes, le dividende total augmente de 20 %.

En raison d'un acompte sur dividende de 9 F payé le 13 février 1986, le complément de 14 F sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1986 par exercice du coupon n° 44.

L'Assemblée Générale a reconduit pour une période de 6 ans le mandat d'administrateur de M. Frédéric CHANDON de BRIALLLES. Le Conseil d'Administration qui s'est réuni par la suite a par ailleurs renouvelé son mandat de Vice-Président.

Le Président a fait part au Conseil de l'activité du Groupe pour les cinq premiers mois de l'exercice, qui est en ligne avec les prévisions.

## IMETAL

IMETAL fait savoir qu'elle a cédé 8 millions d'actions Cookson qui ont été placées auprès de diverses institutions, ramenant ainsi sa participation dans cette société de 18,4 % à 12,6 %. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la politique générale d'IMETAL qui vise, après allègement de ses dettes, à renforcer ses moyens financiers.

IMETAL, qui apprécie vivement les performances de Cookson, entend maintenir sa participation à ce niveau et poursuivre avec cette société le développement de ses rapports industriels.

## AMERICAN BRANDS, INC

Le conseil d'administration d'American Brands, Inc. a annoncé aujourd'hui la répartition d'un dividende à chaque action ordinaire de la société actuellement en circulation sous forme de distribution d'un droit d'achat d'action de préférence. Les droits ne pourront pas être exercés pendant une période de dix jours pleins après la publication d'un avis indiquant qu'une personne ou un groupe a acquis 20 % ou plus des actions ordinaires American Brands ou après la publication d'un avis ou le début d'une offre d'achat ou d'échange qui pourrait entraîner l'acquisition par l'ennemi de l'offre de 30 % ou plus des actions ordinaires de la société. Dès qu'il pourra être exercé, chaque droit permettra aux actionnaires d'acheter une action de préférence « junior participating » série A nouvelle au prix de \$ 200. Si la société est acquise dans le cadre d'une fusion ou d'une autre opération de regroupement d'actifs, chaque droit permettra au porteur d'acquiescer le nombre d'actions ordinaires de la société achetables dont la valeur boursière sera égale au double du prix d'exercice des droits. Les droits offriront également certaines protections en cas de négociation indépendante réalisée directement par un actionnaire détenant 20 %. Le conseil peut racheter les droits au prix de 10 cents par droit avant de publier un avis indiquant que 20 % ou plus des actions ordinaires ont été acquises par une personne ou par un groupe.

La distribution d'un dividende sous forme de droit se fera à partir du 10 juin 1986 aux actionnaires enregistrés à cette date et expirera dix ans plus tard, à moins qu'il ne soit racheté antérieurement.

## GROUPE



L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 13 juin 1986 a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Le résultat après dotation aux provisions ressort en déficit de 1 608 086 338 F contre un bénéfice de 42 701 001 F pour l'exercice précédent.

Après prélèvement sur les réserves disponibles, le report à nouveau devient négatif de 1 281 192 564 F.

Un niveau consolidé, la perte du groupe SCREG s'élève à 956 168 762 F. La part de cette perte revenant au SCREG s'élève à 1 772 162 283 F. La situation nette du groupe, après prise en compte de ce résultat, est négative de 629 010 596 F.

L'assemblée générale extraordinaire réunie à l'issue de la première, constatant que les capitaux propres étaient inférieurs à la moitié du capital décidé, qu'il n'y a pas lieu de prononcer la dissolution de la société.

Les actionnaires ont approuvé les résolutions visant à reconstituer les fonds propres dans les conditions suivantes :

Du 30 juin 1986 au 30 juillet 1986 : augmentation de capital par émission en numéraire de nouvelles actions nouvelles pour deux anciennes avec attribution gratuite d'un bon de souscription par quotité de quinze actions souscrites.

Avant le 2 septembre 1986 réduction de capital par échange de douze actions pour une nouvelle.

A l'issue de ces opérations, le capital s'élèvera à 115 902 500 F divisé en 2 318 050 actions de 50 F nominal et il existera 1 636 271 bons donnant droit de souscrire entre le 1<sup>er</sup> octobre 1986 et le 30 septembre 1991 à une action au prix de 50 F pour chaque bon.

## Compagnie de raffinage et de distribution Total France

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 17 JUIN 1986

Les comptes de l'exercice 1985, approuvés par l'Assemblée générale ordinaire, font apparaître un résultat, hors effet de stocks et avant reprise sur les provisions réglementées, négatif de 1 159 millions de francs à comparer, pour l'exercice précédent, à une perte de 2 301 millions de francs.

Le résultat comptable de l'exercice qui tient compte de l'effet de stocks se traduit par une perte de 2 816 millions de francs avant reprise sur la provision pour fluctuation des cours ; après reprise, la perte est ramenée à 1 050 millions de francs.

Les ventes de l'exercice sont, avec 20,9 Md, en retrait de 3,6 % par rapport à celles de l'exercice précédent.

Le président, Monsieur Armand Guillebaud, a indiqué que la persistance d'un résultat déficitaire était due à plusieurs causes :

— l'importance de l'effet de stocks provenant, pour l'essentiel, de la baisse du dollar par rapport au franc au cours du deuxième semestre ;

— la concurrence très vive qui a sévi en France sur les réseaux de distribution ;

— les effets néfastes de la formule de prix du fioul domestique.

Il convient toutefois de noter que le résultat hors effet de stocks s'est sensiblement redressé au cours du deuxième semestre.

La compagnie a poursuivi ses efforts d'adaptation : la nouvelle organisation de CRD Total France, née de la fusion entre CFR et TCFD, est devenue opérationnelle le 1<sup>er</sup> janvier 1986 ; elle s'accompagne d'une diminution d'effectifs de 1 200 personnes. La modernisation des usines et la restructuration du réseau des stations-services suivent leur cours.

L'exercice 1986 a débuté dans des conditions nouvelles : la baisse des prix a permis une amélioration spectaculaire des marges ; le résultat économique du premier semestre sera d'au moins 1,5 milliard de francs mais le résultat comptable restera négatif du fait de la dévalorisation massive des stocks qui risque de dépasser 4 milliards de francs. La décision a donc été prise de procéder à une augmentation de capital pour renforcer les capitaux propres ; l'appel total de fonds, prime d'émission comprise, atteindra au moins 1,5 milliard de francs ; les modalités en seront fixées au début du mois de juillet.

Cette opération, jointe à de nouvelles mesures d'adaptation, va permettre à CRD Total France de tirer pleinement profit des perspectives encourageantes qui apparaissent sur le marché.

## GEFINOR S.A.

Siège social : Luxembourg  
23, avenue de la Porte-Neuve

## CONVOCAZIONE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de GEFINOR S.A. se tiendra au siège social, le jeudi 26 juin 1986, à 11 h, avec pour ordre du jour :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration
- Rapport du Commissaire
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1985 et affectation des résultats
- Quits à donner aux Administrateurs et au Commissaire
- Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire
- Divers

## INTECHNIQUE

ACTIVITÉS COMMERCIALES  
AU 31 MARS 1986

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Inter Technique s'est élevé à 424,8 MF contre 377,8 MF au 31 mai 1985 (+ 12 %) ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 522,3 MF contre 552,3 MF (- 5 %) ; le carnet de commandes consolidé est de 995 MF.

Pour l'Aérospatial et Systèmes, la société Inter Technique et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 245,7 MF contre 198,9 MF (+ 24 %) ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 297,2 MF contre 254,3 MF (+ 17 %) ; le carnet de commandes consolidé est de 697,7 MF.

Pour l'Informatique, la société IN-Informatique (IN-2) et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 179,6 MF contre 178,9 MF ; le montant hors taxes consolidé des commandes reçues s'est élevé à 225,6 MF contre 298 MF (- 24 %) ; le carnet de commandes consolidé est de 297,3 MF.

Des éléments conjoncturels ont affecté l'activité Informatique au cours des cinq premiers mois de l'exercice. Pour l'ensemble des produits : un retard circonstanciel, mais considérable, des commandes venant du secteur public ; la mise en place d'un réseau de distribution indépendant en Espagne. Pour l'IN-2000 : le délai qui s'écoule nécessairement entre la mise sur le marché d'un nouveau produit et l'enregistrement effectif des ordres. Pour l'IN-7000 : le contrat de distribution aux Etats-Unis par Tektronix n'a été signé que début juin 1986.

Dans la mesure où ils sont conjoncturels, ces éléments ne devraient pas remettre en cause les résultats annuels.

## THOMSON

TITRES PARTICIPATIFS  
DATE LIMITE

d'exercice des bons de souscription

Il est rappelé à l'attention des porteurs de bons de souscription la seconde tranche de l'émission de Titres participatifs réalisée par la Thomson SA en 1983 que, conformément au contrat d'émission, ces bons pourront être exercés pour la dernière fois, du 1<sup>er</sup> au 15 juillet 1986.

Dès le 16 juillet, les bons qui n'auront pas été utilisés seront définitivement périmés et perdront toute valeur.

## la politique économique de la France

Les instruments

MICHEL FEBEREAU

"Le lecteur ne peut qu'être séduit par la précision et la multiplicité des informations, par la qualité de cette synthèse et par un incontestable sens de la mesure."

LE FIGARO

138 F

ARMAND COLIN

103, bd Saint-Michel 75005 Paris

## alternatives ÉCONOMIQUES

DÉCHIFFREZ L'ÉCONOMIE AVEC UN REGARD CRITIQUE

JULIN 88

« Un sondage exclusif : les Français et le chômage. » « Sécurité : pourquoi le déficit. » « Privatisation : mythes et réalités. »

JE M'ABONNE pour un an 10 n° : 110 F

Nom : .....

ADRESSE : .....

Retourner à Aker Eco 20, rue d'Assas 21000 Dijon.

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ

9 mois de cours, séminaires et ateliers de production sur le terrain  
7 mois de mission en entreprise.

## La première école de la qualité totale en France

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs, ou de gestion, venez vous entraîner au management de l'excellence associant qualité totale et démarches participatives.

Prochaine session de recrutement le 27 juin 86.

Nom : ..... Prénom : .....  
Age : ..... Diplôme : .....  
Adresse : .....

souhaite recevoir informations et dossier de candidature.  
ICS, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BIMP

#### Emission obligataire T.M.O.

#### de F. 120 millions

#### Juin 1986

- Prix d'émission: 99,10% de F. 5 000 nominal
- Règlement: 30 Juin 1986
- Jouissance: 30 Juin 1986
- Rémunération: 95% du TMO avec un minimum de 6% du nominal
- Cotation à la Bourse de Paris



**BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée**  
22, rue Pasquier 75008 Paris  
(1) 42.66.91.52

La notice légale a été publiée au BALO du 16 juin 1986.  
Une note d'information (VISA COB n° 86-217 / du 12 juin 1986) est à la disposition du public à la Banque Industrielle et Mobilière Privée.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## EURAFREP

L'assemblée générale ordinaire d'EURAFREP s'est tenue le 17 juin 1986 sous la présidence de M. André Julien. Elle a approuvé les résolutions qui lui ont été proposées.

Le bénéfice de l'exercice 1985 s'est élevé à 46 343 894,88 F. Sur ce résultat bénéficiaire, augmenté du report à nouveau de l'année précédente de 31 543 873,19 F, l'assemblée générale a décidé d'affecter 20 000 000 F à la réserve facultative et 18 540 843,00 F à la distribution d'un dividende. Le solde de 39 346 925,07 F a été reporté à nouveau.

Le dividende s'établit à 67,00 F par action; compte tenu du droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 33,50 F, le revenu global par action s'élève à 100,50 F. La date de mise en paiement du dividende a été fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1986. Ce paiement aura lieu contre présentation du coupon n° 12 aux guichets de MM. Lazard Frères et C<sup>o</sup> et de la Banque INDOSUEZ à Paris.

### banque centrale des coopératives et des mutuelles

Les comptes du 1<sup>er</sup> trimestre 1986, présentés au conseil d'administration du 13 mai 1986, révèlent une forte croissance du produit net bancaire (+ 20% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 1985). Les frais généraux et amortissements connaissent une progression modérée (+ 8,1%). Les résultats avant et après provisions montrent en conséquence une importante augmentation (respectivement + 93,5% et + 65,9%).

Ces très bonnes performances sont dues :

- au développement de l'activité dans tous les secteurs de la banque (dépôts moyens clients + 26,1%; crédits moyens clients + 23,2%; actifs des FCP et SICAV + 37,3%).
- aux progrès de la productivité (effectif stable malgré la création de nouveaux points de vente).
- au développement de certaines spécialités notamment en affaires financières et en opérations de marchés interbancaires effectives ou à effet futur.

Avec un groupe d'actionnaires réuni autour de la GMF, la BCCM reprend actuellement en gestion l'UCCM, établissement spécialisé dans le crédit à la consommation. De nouveaux services seront rapidement offerts dans ce domaine par l'UCCM et la BCCM.

**bccm**  
Siège Social  
12, place de la Bourse  
75002 PARIS  
Tél.: (1) 42.33.44.71

## CHAMPAGNE MUMM

L'Assemblée générale ordinaire de G.H. Mumm & C<sup>o</sup>, réunie le 12 juin 1986 sous la présidence de M. Alain de Guenzburg, a approuvé les comptes de la société mère, ainsi que les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1985 qui font apparaître, après retraitement pour ceux de 1984 du fait de la modification du périmètre de consolidation, les résultats comparés suivants (en milliers de francs) :

	1984	1985
Chiffre d'affaires (hors droits et taxes)	861 386	1 039 285
Bénéfice courant avant impôt	2 466	152 552
Bénéfice net consolidé	26 093	74 242

L'Assemblée générale a décidé, sur la proposition du conseil d'administration, et conformément aux dispositions des articles L. 351 à 353 de la loi sur les sociétés commerciales, d'offrir aux actionnaires l'option, pour le paiement de la totalité du dividende revenant à chacun d'eux, entre un versement en numéraire ou la remise d'actions de la société.

Ce dividende a été fixé, pour l'exercice 1985, à 12,67 francs par action, auxquels s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 6,33 francs, soit un revenu global par action de 19,00 francs, en augmentation de 15% sur celui de l'exercice précédent.

L'option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions de la société devra être exercée par chaque actionnaire au plus tard le 12 septembre 1986 inclus.

Le dividende sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1986.



**elf gabon**

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF Gabon s'est réunie le jeudi 12 juin 1986 dans les bureaux de la Société à Libreville, sous la présidence de M. André Taniulo. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui font apparaître un bénéfice de 38 824 millions de F CFA, a fixé le dividende de cet exercice à 6 000 F CFA par action (soit 120 FF).

Un acompte de 2 400 F CFA par action (soit 48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1985, le complément de 3 600 F CFA (soit 72 FF), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 25,92 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du lundi 30 juin 1986 aux guichets des établissements bancaires suivants, en contrepartie du coupon n° 33 :

- Au Gabon
- Union Gabonaise de Banque
- En France
- Crédit Lyonnais
- Banque Nationale de Paris
- Banque Paribas
- Banque Vernes et Commerciale de Paris
- Crédit Commercial de France
- Crédit Industriel et Commercial
- Crédit du Nord
- Société Générale

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 18 juin ↓

La pelle du 18 juin

Bien orientée en début de semaine, la Bourse de Paris a été touchée mercredi et les valeurs françaises se sont alourdies en assez grand nombre. Peugeot, L'Oréal, Locafra, Printemps, CSF, Schneider, Pernod-Ricard, Roussel-Uclaf, Lafarge, Compagnie Bancaire, Bie, Esso, pour ne citer que celles-là, ont dérapé assez sérieusement. Sur quelques reprises, tardives, une partie du terrain cédé initialement fut ensuite regagnée puis reperdue et l'indicateur instantané, en repli de 1,1%, à l'ouverture, de 0,72% à 13 h 15, s'affaissait en clôture de 1,18%.

« C'est la pelle du 18 juin », disait malicieusement un professionnel, s'adressant à l'un de ses collègues. Une petite pelle, car finalement le marché ne s'en est pas trop mal tiré avec un volume d'opérations s'élevant à trouver les fonds nécessaires pour régler les soldes débiteurs de fin de mois. Pour les plus pauvres, la solution consiste à vendre des titres détenus en portefeuille.

Le calme a repris sur le marché obligataire. Les fonds d'Etat ont marqué le pas, tandis qu'une légère demande se portait sur les « fiscalisés ». Côté MATIF, l'effacement, voire le repli, était au rendez-vous.

NEW-YORK, 18 juin ↑

Irregulier

Un mouvement de reprise s'est amorcé mercredi à Wall Street en cours de séance. Succédant à une baisse, il s'est développé de façon satisfaisante jusqu'à ce que des ventes bénéficiaires entraînent une partie de l'avance initiale et rendent la tendance très irrégulière. D'abord tombé à 1843,75, puis remonté à 1881,33, l'indice des industrielles devait en définitive s'établir, en clôture, à 1886,94 (+ 3,17 points). Ce résultat a tranché sur le bilan de la journée encore passablement négatif. Sur 1 975 valeurs, 836 se sont repliées, 671 ont progressé et 468 n'ont pas varié.

Une fois de plus, la crainte des turbulences, l'arrivée à échéance en fin de semaine des contrats sur indices, notamment conclus à terme (« futures »), a incité les investisseurs à faire preuve de prudence. L'annonce d'une révision en baisse du PNB pour le premier trimestre, dont la croissance ne ressort qu'à 2,9% au lieu des 3,7% attendus, n'a surpris personne. Cette dernière statistique vient renforcer l'opinion que l'économie américaine est languissante. Il reste que, même fugitive, la fermeté enregistrée en cours de séance a fait bonne impression, attestant que les forces vives du marché étaient intactes. C'est l'opinion qui prévalait autour du « Big Board ». L'activité est demeurée assez faible avec 117,04 millions de titres échangés, contre 123,09 millions la veille.

VALEURS	Cours du 17 juin	Cours du 18 juin
Alcoa	38 1/4	38 3/8
A.T.T.	24 7/8	25 1/4
Bofa	63	62 7/8
Chemical Bank	41 5/8	42 1/2
Du Pont de Nemours	89 3/4	89 1/2
Eastman Kodak	58 3/4	59 3/4
Exxon	59 3/4	60 1/2
Ford	53 1/4	54 1/4
General Electric	81 5/8	81 1/4
General Motors	78 3/8	78 1/2
IBM	146 7/8	146 5/8
ITT	44 7/8	45 1/8
Johnson & Johnson	30 7/8	31 1/8
Pfizer	67 1/2	68
Schering	31 3/4	32 1/4
Union Carbide	27 1/8	27 1/2
U.S. Steel	54	53 1/2
Westinghouse	22 5/8	22 1/8
Wyoming	20 1/2	20 1/4
Yarn Corp.	52 3/4	53 1/8
Yarn Corp.	52 7/8	53 1/4

## CHANGES

PARIS

Dollar : 7,12 F ↑

Le dollar s'est montré ferme jeudi 19 juin, passant de 7,1050 F à 7,12 F, après les déclarations de M. Volcker, président de la Réserve fédérale, suivant lesquelles une baisse supplémentaire du billet vert n'était pas souhaitable.

	18 juin	19 juin
Dollar (en DM)	2,2290	2,2330
TOKYO	18 juin	19 juin
Dollar (en yens)	164,70	167,10

	17 juin	18 juin
Paris (19 juin)	7 1/8 %	7 1/8 %
New-York (19 juin)	6 7/8 %	6 7/8 %

## INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	17 juin	18 juin
Valeurs françaises	131,4	130,1
Valeurs étrangères	107,3	106,5
C <sup>o</sup> des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	348,1	344,6

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles : 1865,77 1868,94

LONDRES

(Indice Financial Times)

Industrielles : 1326 1340,1

Mines d'or : 287 288,9

Fonds d'Etat : 91,83 90,63

TOKYO

Nikkei Dow Jones 17075,89 17177,87

Indice général : 1322,10 1325,12

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 juin				
Nombre de contrats : 4 197				
ÉCHÉANCES				
COURS	—	Jun 86	Sept. 86	Déc. 86
Dernier	—	109,30	110,40	111,15
Précédent	—	109,60	111	111,55

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**BENETTON VA PLACER UN TIERS DE SON ÉMISSION D' ACTIONS SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL.** — Le groupe textile italien Benetton va placer, sur le marché international, près de tiers de sa récente émission — la première du genre, — qui portait sur 15,6 millions d'actions ordinaires. Cette entreprise familiale va ainsi vendre, hors d'Italie, 4,6 millions d'actions, quarante-cinq jours après le placement d'une partie de ces actions.

**LA PHARMACIE.** — Le groupe chimique français vient de prendre le contrôle, à 51 %, du laboratoire autrichien Gerot pour un prix confidentiel. Réalisée par la filiale locale Donau-Chimie, cette opération est la troisième du genre en 1986 dans la pharmacie. En janvier dernier, le numéro un français de la chimie avait racheté une firme américaine, US Ethicals, puis en avril une société italienne, RBS. Gerot a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-L.	7,1160	7,1190	+ 0	+ 15
S. com.	5,1077	5,1135	- 77	- 55
Yen (100)	4,2624	4,2667	+ 77	+ 94
DM	3,1892	3,1919	+ 60	+ 74
Fluor	2,8311	2,8334	+ 18	+ 26
F.B. (100)	15,6101	15,6358	+ 68	+ 83
F.S.	3,8879	3,8705	+ 47	+ 65
L. (1 000)	4,6457	4,6507	- 204	- 172
£ (1000)	16,7803	16,7120	- 265	- 220

## TAUX DES EUROMONNAIES

	6 7/8	7 1/8	7	6 7/8	7	6 7/8	7
SE-L.	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	6 1/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Fluor	8 3/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
F.B. (100)	11 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
F.S.	9 3/4	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
L. (1 000)	11 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
£ (1000)	11 1/2	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



**EMPRUNT\* 1986**  
**1 000 000 000 F.**  
Représenté par 200 000 obligations  
de 5 000 F

"La CASDEN BANQUE POPULAIRE remercie les investisseurs qui lui ont renouvelé leur confiance"

**CASDEN BANQUE POPULAIRE**  
**LA BANQUE DE L'ÉDUCATION**  
\*DIRIGÉ PAR PARNASSE GESTION

سكس موزون



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

**18 JUIN** Cours relevés à 17 h 32

[illegible]

**Comptant** (reflection):

## Second marché (réfaction)

VALEURS			% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations																			
Emp. 7 % 1973	10000				Comp. Lyon-Mem.	4205	421 30	Watt, Elec. del.	142 60	138 90	A.S.P. S.A.	1820	1820	Demerley	1340	1300	Chm. Gen. Fin.	359	357
Emp. 6,50 % 7/82	123	0 051			Caennais (L.)	1208	1122	OPR Pacific	256	256	Alain Maréchal	870	870	Dorville	850	828	Parabellon-B.D.	3508	
Emp. 6,00 % 7/82	105 30	0 182			Colas (C.F.)	123	20 10	OPR	182	182	Argent	210 50	210 50	Drouot-Ausson	581	581	Petit Bureau	206	206
Emp. 5,50 % 7/84	100 65	4 557			Colas (C.F.)	1238	1278	OPR	258	252	BAFF	1225	1225	Eclairc. Balleud	294	294	Paraglobe	805	828 d
Emp. 5,00 % 7/84	100 45	8 322			Colas (C.F.)	941	940	Parabellon-CF	958	957	BLP	1218	1218	Edison, S. & Daumet	898	921	Razel	838	910
Emp. 4,50 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	226	226	Parabellon-CF	275	288	BLP	1218	1218	Expansol	408	402	St-Gobain Emballage	1236	1200
Emp. 4,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	442	442	Parabellon-CF	428	442	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.C.P. S.A.	169	180 30
Emp. 3,50 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	2475	2425	Parabellon-CF	2475	2425	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	Serve-Méris	1582	1582
Emp. 3,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 2,50 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 2,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 1,50 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 1,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,50 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218	Indust. du Lige	525	525	S.E.P.	1282	1302
Emp. 0,00 % 7/84	100 45	4 557			Colas (C.F.)	1580	1520	Parabellon-CF	1570	1424	BLP	1218	1218						

**SICAV**

18/6

[illegible]

## Droits et bons

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## LA VISITE EN FRANCE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PC

### « J'aimerais que la Chine se modernise à la vitesse du TGV » déclare M. Hu Yaobang

A l'issue de sa visite en France, le secrétaire général du PC chinois, M. Hu Yaobang, devait tenir ce jeudi 19 juin à l'Élysée, une conférence de presse commune avec le président Mitterrand. Il devait ensuite être reçu par M. Georges Marchais au siège du Parti communiste français, avant de s'envoler pour Rome, dernière étape de sa tournée européenne.

Mercréd, M. Hu Yaobang s'était rendu dans la région lyonnaise.

De notre correspondant régional

Lyon. — J'aimerais que la Chine se modernise à la vitesse du TGV.

#### Bourse de la matinée

#### RÉSISTANT

De nouveau assez secouée le 18 juin, la Bourse de Paris s'est montrée beaucoup résistante jeudi au cours de la session préliminaire. Une nouvelle panne d'ordinateur s'est produite. A la remise en route, l'indicateur instantané, en repli de 0,25 % à l'ouverture, était pratiquement équilibré.

Baisse de Valeo et Chargeurs (- 2 %). Navigation mixte, Lafarge, Compagnie bancaire et Total (- 1 %). Hausse de Michelin et Dumez (+ 1 %). Elf (+ 0,6 %). Peugeot (+ 0,5 %).

#### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 19 JUIN

Indicateur de séance (%) : 0 08

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Activ	382	382	383
Agropar	1615	1620	1615
Al. Lippard	750	750	745
Alstom	408	408	408
Banque (Caf)	1023	1021	1021
Banque	1825	1835	1835
Banque	1129	1125	1125
B.S.N.	3580	3580	3540
Camille	2788	2785	2780
Chargeurs S.A.	1059	1045	1040
Ci. Méditerranée	488	488	488
Dumas	1210	1205	1225
E.I. - Aquitaine	290	288	282
Enfer	2605	2615	2610
Lafarge-Capelle	1221	1205	1210
L. Vionnet S.A.	1068	1068	1070
Michelin	2580	2630	2695
Mod. Col.	5250	5190	5270
Mont-Morvan	1970	1967	1967
Navig. Méd.	865	860	860
Orléans	3220	3220	3225
Paroiss-Ricard	1080	1080	1085
Peugeot S.A.	875	880	880
Sareil	671	671	671
Sourisier	682	681	680
Télécom	2580	2580	2580
Thomson C.S.P.	1220	1220	1225
Tra. C.F.P.	380	379	377 30
T.R.T.	2580	2580	2580
Valeo	513	513	508

● La Flûte enchantée - hué à l'Opéra de Paris. — Le public de l'Opéra de Paris (salle Favart), s'il a réservé un triomphe aux interprètes de la Flûte enchantée, de Mozart, donnée le mardi 17 juin, a signifié sa désapprobation par de coquilles sifflantes au chef d'orchestre soviétique Gueorgui Rojdestvenski et au metteur en scène français Marcel Bluwal. Le parti pris de lenteur dans la direction de l'orchestre et celui du sombre pour les décors et du lourd pour les costumes n'ont pas été du goût du public de cette première parmi dix-neuf représentations, public il est vrai coutumier des « cabales ».

Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1986 a été tiré à 498 417 exemplaires

A B C D E F G

### une expansion galopante La correspondance "confidentielle" par micro - ordinateur...

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le fabuleux pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

ou MINTEL

Renseignements et documentation à : F.C.R. - 124, rue Beaumour 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

### M. Krasucki est conquis

M. Henri Krasucki a saisi l'occasion de la visite officielle en France de M. Hu Yaobang, secrétaire général du PC chinois, pour confier à quelques journalistes, le mercredi 18 juin, ses impressions sur le voyage qu'il a entrepris en Chine du 15 au 31 mai à la tête d'une délégation de la CGT.

La Chine a changé mais... le regard de la CGT, très « réservé » au moment de la révolution culturelle, de plus de responsabilité et d'une plus grande participation pour les gens.

Pour M. Krasucki, visiblement conquis, la Chine a tourné la page de sa période de « vicissitudes » — la révolution culturelle — en considérant que ce fut une des « plus grandes défaites » : « Des réformes immenses sont en cours, qui vont toutes dans le sens de la modernisation, d'une plus grande démocratie, de plus de responsabilité et d'une plus grande participation pour les gens ».

M. Krasucki n'a pas baissé les yeux sur ce qui allait dans le sens d'une « économie socialiste de marché », notant que la Chine faisait preuve de « beaucoup d'audace », par exemple dans le domaine de la coopération économique internationale, en faisant appel à des capitaux étrangers et même en « utilisant les lois du marché ».

Mais il a un très grand espoir : « L'initiative des entreprises elles-mêmes — la gestion démocratique — est assurée dans chaque entreprise par le « congrès ouvrier » (rassemblant l'ensemble du personnel ou des délégués élus), qui peut intervenir dans les décisions. Quant aux « zones spéciales » (5 % de l'économie), où cohabitent des entreprises à capitaux étrangers et des entreprises à capital ou à gestion mixte, il s'agit d'une mise en confrontation d'une expérience capitaliste — mais qui « n'est pas sans foi ni loi. Les travailleurs ont des droits et des syndicats. Ce ne peut pas être la Corée du Sud ou Hong-kong — avec leur style de pays socialiste ».

Le secrétaire général de la CGT se félicite que le plan central laisse une certaine marge aux acteurs économiques, y compris dans l'agriculture. Il n'est pas davantage choqué que les profits soient taxés de manière dégressive pour inciter les entreprises à en faire plus, puisqu'ils servent aux investissements, aux salaires et à la formation. M. Krasucki et la délégation de la CGT n'ont vu ni bidonvilles ni mendiants. Ils ont vu une population qui est « nourrie, logée, soignée, instruite ».

Pour autant, les problèmes ne manquent pas. « Ils ont, a reconnu M. Krasucki, des jeunes en attente d'un emploi. Ils ont un problème de chômage relativement limité et qui se résorbe. Mais personne n'est à la rue. » Quant au droit de grève — le mot n'est pas prononcé en Chine — il est « implicite » : les travailleurs peuvent arrêter le travail en cas de mécontentement, et il y a des arrêts de travail...

Ayant décelé lors de son voyage « une aspiration formidable à la stabilité et à la continuité ».

M. Krasucki a décerné un bon point à la fédération des syndicats chinois, créée en 1925, dit-il, pendant la révolution culturelle et complètement reconstruite en 1982, avec laquelle la CGT a échangé déjà plusieurs délégations : « Les relations sont bonnes. Il n'y a pas de contentieux. » Il a constaté que les réformes à la chinoise allaient « dans le même sens » que celles en cours dans les pays socialistes, avec lesquels les syndicats chinois renouent aussi.

Mais il a décerné un très mauvais point aux entreprises françaises, dont « le crédit en tant que fournisseurs est fort bas. Nous sommes derrière l'Italie ». L'origine du mal vient, selon lui, de l'achat par les Chinois d'équipements pour des usines de textile artificiel aux ARCT de Roanne. Du fait de la mise en faillite de l'entreprise — dont la responsabilité, pour M. Krasucki, incombe aux gouvernements d'avant et d'après 1961 — le contrat n'a pas été respecté. Les Chinois ont compensé en partie avec des machines japonaises et attendent un dédommagement...

M. N.

La médiation dans l'affaire du « Rainbow-Warrior »

PARIS ET WELLINGTON « SE CONFORMERONT AU RÈGLEMENT RETENU » PAR M. PEREZ DE CUELLAR

Un communiqué a été diffusé simultanément, ce jeudi 19 juin, à Paris (par les services du premier ministre) et à Wellington, à propos de l'affaire du Rainbow-Warrior. Ce texte, qui confirme et précise la mission de conciliation confiée au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, indique notamment :

« La charte des Nations unies demande aux Etats de régler leurs différends par des moyens pacifiques. Conformément à ce principe, la France et la Nouvelle-Zélande ont cherché l'aide des Nations unies pour résoudre leurs divergences. Elles se sont mises d'accord pour soumettre tous les problèmes nés entre elles de l'incident du Rainbow-Warrior au secrétaire général des Nations unies, en vue d'un règlement dont chacune des parties est confiante qu'il sera équitable ».

La France et la Nouvelle-Zélande, ajoute le communiqué, exposeront leur position au secrétaire général immédiatement. Les deux parties ont convenu de se conformer au règlement retenu par ce dernier. Le secrétaire général a indiqué qu'il était prêt à entreprendre cette tâche et à procéder à ce règlement dans un avenir très proche.

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

Le prix des matières premières. — Les prix des matières premières importées par la France ont baissé en mai de 2 % par rapport à avril. En France, l'indice de mai s'établit à 160,9 contre 164,4 en avril (base 100 en 1978). Calculé en devises étrangères, la baisse entre avril et mai n'est que de 0,9 %.

Le Comité national d'action laïque apporte son soutien à la grève du 20 juin, estimant que « le projet de loi sur la communication représente une menace grave pour la liberté, l'indépendance et le pluralisme de l'information ».

Plus que jamais déterminés à défendre le service public de l'audiovisuel, les syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ devaient analyser, ce jeudi 19 juin, devant la presse, un projet de loi qui contredit globalement, tant sur le plan économique, culturel et technique que politique et social, et qui présente, selon eux, « le risque d'une dérégulation de tout le système ».

Un point inquiète particulièrement les syndicats : la possibilité pour les sociétés restées publiques de vendre une partie de leurs actifs au privé (article 56 du projet). Ainsi, si le PDG de Radio-France souhaitait, par hypothèse, vendre France-Culture ou toute autre station régionale, il pourrait le faire. Ou encore, souligne le SUT-CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel public), le PDG de FR 3 aurait la possibilité de vendre des unités régionales de production. Une forme de privatisation rampante qui prolongerait celle, plus spectaculaire, de TF 1.

D'autres aspects du projet de loi inquiètent les journalistes. Il s'agit, en particulier, de la mise en place d'un administrateur provisoire à

l'hôtel Drouot 112 649 F POUR UNE AFFICHE DE L'APPEL DU 18 JUIN

Quarante-six ans après l'appel du général de Gaulle lancé au micro de la BBC à tous les Français pour qu'ils s'unissent à lui « dans l'action, le sacrifice et l'espérance », l'une des affiches reproduisant le texte de l'appel historique a été vendue 112 649 F, mercredi 18 juin, dans une vente de souvenirs historiques à l'hôtel Drouot.

Imprimée à Londres, peu après le 18 juin, et placardée sur les murs de la capitale britannique, cette affiche ornée des trois couleurs et surmontée du drapeau français, est datée du 4 Carlton Garden, bureau provisoire du général, qui allait devenir le quartier général de la France libre.

On estime que l'affiche — extrêmement rare aujourd'hui — a été, à l'origine, tirée à un millier d'exemplaires, dont plusieurs se trouvent au musée de la Résistance.

## Sur le vif

### Anticipations

Moi, je l'adore mon Jacquot. C'est fou ce qu'il est gentil. Il sait pas quoi inventer pour me faire plaisir. Il a de ces idées ! Générales. Là, vous avez vu ce qu'il a fait, il a décidé que le 14 juillet, c'était hier. La fête, il l'a avancée d'un mois. Ça a démarré pendant le week-end, avec un spectacle nautique sur la Seine. Et attendez, c'est pas fini, il va y avoir des bals populaires, des défilés folkloriques et des dégustations de vin gratuites, là, maintenant, tout de suite, dans différents arrondissements de Paris.

C'est pas super, ça ? J'espère qu'on va pas en rester là. Il a bien raison, Chirac, il y en a marre des fêtes obligées. Le calendrier, on s'assied dessus, on l'oublie. Non, c'est vrai, les salaires, les cadeaux à date fixe, c'est apprêté, ça manque de spontanéité. Moi, Noël, rien que le jour de Noël, je trouve ça marrant, ça ressemble à rien. Et, à Pâques, en être réduit à bouffer des œufs durs, c'est carrément drôle. Il n'y a qu'à faire le pont. Bûches, sapins, dinde, foie gras et rubans dorés, non stop, d'avril à janvier.

Vous me direz : on n'a pas attendu votre Jacquot pour avancer l'heure des réjouissances. C'est une de nos spécialités, ça, en France, faire durer le plaisir, la suspense. La campagne de la présidentielle, on se l'est ouverte

il y a déjà belle lurette. Tu parles comme on allait attendre jusqu'en 88 ! Oui, ça c'est vrai. Les candidats sont très chous pour ça. Ils s'envoient des fleurs chaque jour que Dieu fait. Ils sont pas regardants : tiens, chéri, prends ça, c'est rien, c'est une babiole, un acompte sur ce que tu recevras quand j'aurai vraiment décidé de te faire ta fête.

N'empêche, moi, ça me laisse un goût de trop peu. Faut prendre modèle sur le foot. Le Mondial ça se dispute pendant quatre ans tous les quatre ans. Il y a des tournois, des matches amicaux, des éliminatoires, tout un tas de trucs, ça n'arrête pas. Pourquoi ne pas organiser des primaires tous les dimanches, dans chaque parti, et dans chaque département, l'hiver au sud, l'été au nord de la Loire et à longueur d'année dans les DOM-TOM ? Pourquoi Poirer n'irait pas s'installer dès maintenant à l'Elysée ? Ça mettrait un peu de pep dans les informations télévisées ? Et ce serait une rallonge aux trois malheureuses petites semaines de vacances auxquelles il a droit de temps en temps. Oui, je sais, là, c'est pour bientôt. Raison de plus. On n'est pas chien, on ne va pas l'obliger à pourrasser jusqu'à ce que mon Mimi se décide à décamper.

CLAUDE SARRAUTE.

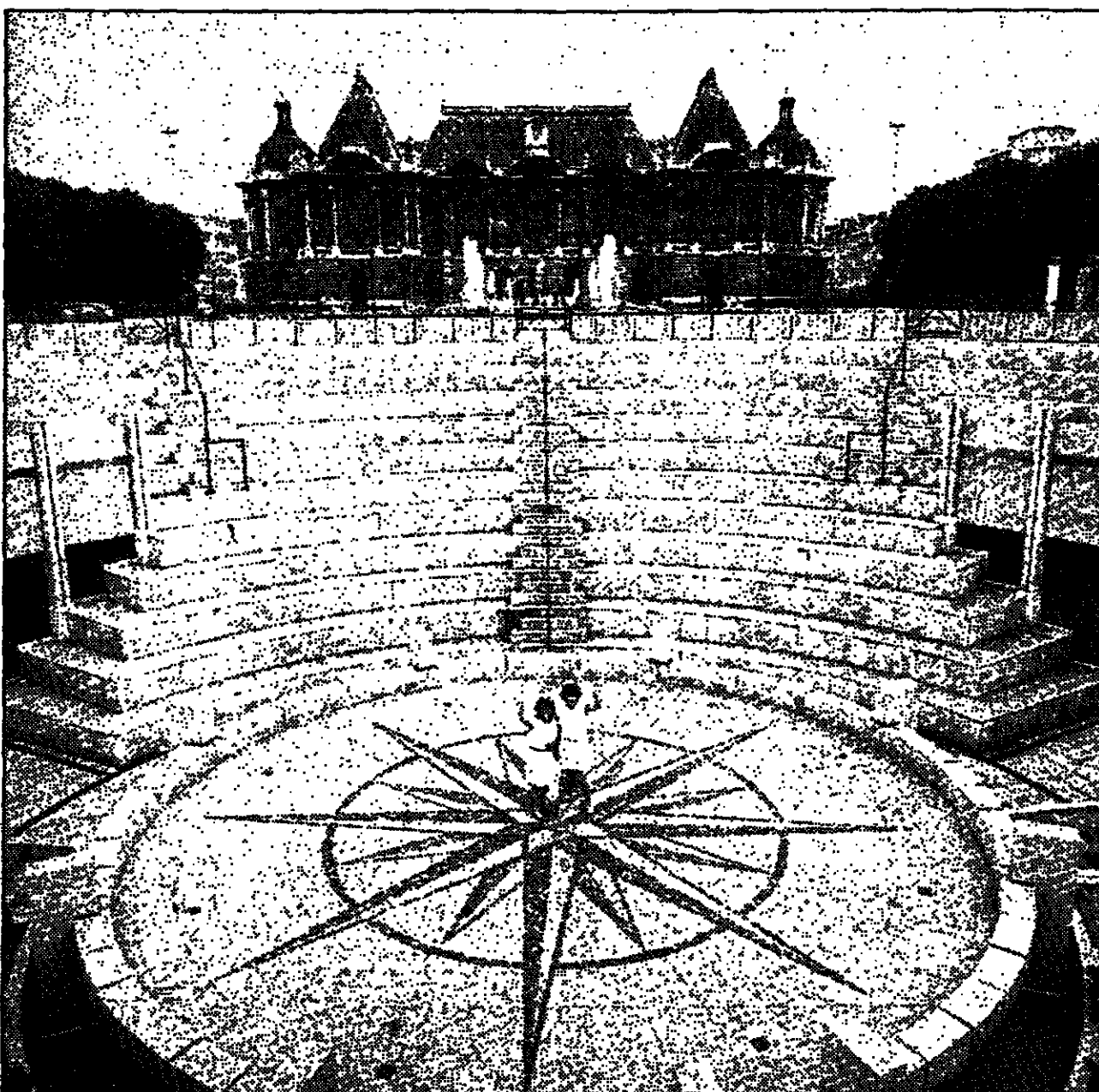
## LA GRÈVE DU 20 JUIN

### L'ensemble des syndicats se mobilisent contre le projet de loi sur l'audiovisuel

Un mois après la grève et la marche du 21 mai, deux semaines après la fédération des syndicats de la CFDT, la CGT et le SNJ



# VILLES AU FUTUR



**L**ILLE, c'est-à-dire la communauté urbaine de Lille, englobant Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq et quatre-vingt-deux communes toutes unies dans le même sort et les mêmes ambitions, ou qui devraient l'être.

Lille, capitale d'un Nord pour lequel le futur se conjugue d'abord au passé, le passé d'un des deux plus grands et anciens bastions industriels français, attaqué de front par la crise.

Lille, ce sont d'abord des hommes attachés à un pays méconnu et qui, sans rien renier de ce qu'ils sont et de ce qu'ils ont fait, cherchent à imaginer une sortie vers l'avenir. Avec des réussites et des échecs.

## DANS CE NUMÉRO

### CITOYENS-CITADINS

Les ambitions de Pierre Mauroy - L'aventure du VAL - Le toilettage du centre de Lille - Les projets de Villeneuve-d'Ascq.

Pages II à V

### LE TRAVAIL DE DEMAIN

L'analyse des industriels « gagnants » - Les ressources de la « carte à mémoire » - La reconversion et la réhabilitation de Roubaix et de Tourcoing - La politique de formation de la région.

Pages VI à IX

### TRETEAUX ET JOURNAUX

Le débat sur le financement de la culture - Les revendications des « rockers » - Les richesses du musée d'art moderne...

Pages X et XI

...et un sondage exclusif du Monde sur la situation de la presse dans le Nord.

Page XII

# LILLE

## Les bons caps d'une capitale

**L**ILLE ville au futur, ou Lille villes au futur ? Comment, en effet, parler de Lille sans impliquer dans le même temps cette métropole d'un million d'habitants, coincée tout à la fois au nord, dans les méandres que dessine artificiellement la frontière franco-belge ? Est-ce Lille capitale régionale, ville chef-lieu d'une agglomération millionnaire ? Ou est-ce Lille Clochemerle en butte aux rivalités qui, depuis des siècles, l'opposent à ses sœurs voisines et rivales que sont les grandes cités textiles d'hier, Roubaix, Tourcoing... Faut-il encore mettre ces vieilles querelles sur la table. On les oublie pour ne s'intéresser qu'au présent et à l'avenir ?

L'avenir, c'est certainement un Lille affirmant de plus en plus son rôle de capitale régionale. C'est là le credo et le combat d'un Pierre Mauroy pour qui le sort de sa ville et celui de sa région sont intimement liés et qui ne peut parler de l'une sans évoquer l'autre. Pour le maire de Lille, le Nord-Pas-de-Calais, qui voit achever de s'effondrer quelques-uns des piliers de sa richesse passée, ne peut se reconstruire qu'autour d'une véritable capitale régionale, l'agglomération lilloise.

Le passage du TGV dans Lille, pour lequel le Nord se mobilise aujourd'hui, n'a pas d'autre enjeu. Lille peut retrouver cette vocation de carrefour de communications au cœur de l'Europe du Nord-Ouest qui fit sa richesse autrefois, au temps des riches drapiers de Flandre. Pour cela, elle veut, demain, être la plaque tournante au centre du dispositif des lignes TGV, à une heure ou un peu plus de Paris, de Bruxelles et aussi de Londres via le tunnel sous la Manche, la grande affaire du siècle. Il faut pour cela que les trains à grande vitesse passent et se croisent dans la ville, et non à

quelques kilomètres au sud, en pleine campagne. « Ou il y aura gare de passage et raccordement des liaisons TGV Paris-Bruxelles et Londres-Bruxelles à Lille, et toute la région en tirera un bénéfice », explique Pierre Mauroy, ou il n'y aura pas cette gare, et la région verra ses activités aspirées vers les extrémités des lignes, c'est-à-dire Paris, Bruxelles et Londres... et deviendra, comme un collaborateur du maire de Lille, « le Morvan du nord de la France qui regarde passer les trains... »

La région a donc besoin de Lille. Inversement, Lille a besoin de la région. Pour assumer son rôle de capitale, au même titre que peuvent le faire, sous d'autres latitudes, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux... Contrairement à celles-ci, la capitale des Flandres n'a pas, à elle seule, avec ses 170 000 habitants, les moyens de ses ambitions. Comment, par exemple, peut-elle financer les équipements qu'appelle une métropole d'un million d'habitants ? L'actuel débat sur l'avenir de l'Opéra de Lille illustre à merveille cette difficulté.

Pierre Mauroy reconnaît que sa ville trouve un allié de poids et un partenaire efficace dans le conseil régional, la solidarité politique facilitant les choses. Pour autant, Lille devrait aussi pouvoir compter sur l'agglomération urbaine dont elle est la ville-phare et « s'articu-

ler » avec l'autre pôle de la métropole que constituent Roubaix et Tourcoing.

Mais, sur ce terrain, les choses ne sont pas aisées. Car, bien que les chambres de commerce et d'industrie de Lille, de Roubaix et de Tourcoing aient fusionné en 1967 pour former une chambre métropolitaine, bien que la communauté urbaine de Lille existe maintenant depuis vingt ans, cette métropole est toujours éclatée, tiraillée (on a parlé d'une métropole en miettes) entre trois ou quatre pôles urbains importants. Il est certes plus facile de conjuguer ailleurs les intérêts d'une ville-centre avec ceux de sa banlieue que d'articuler ici les souhaits et les besoins de plusieurs grandes villes, pourtant condamnées à s'entendre.

Pendant plusieurs années, une certaine unité politique de façade (toutes ces municipalités étaient tenues par le Parti socialiste) a masqué les clivages géographiques et historiques. Mais, à la faveur des municipales de mars 1983, toute une partie de la métropole, confrontée à la crise économique, au chômage, aux difficultés liées à l'immigration, a basculé : la droite reprénait Tourcoing qu'elle avait perdue six ans plus tôt et surtout emportait Roubaix, vieille cité socialiste.

Le maintien, obtenu grâce à la forte personnalité du personnage, du socialiste Arthur Notebart à la présidence de la communauté urbaine ne peut mas-

quer en outre le fait que la gauche n'y détient plus la majorité. D'autant moins d'ailleurs que le président n'hésite point à combattre ses propres amis du PS et à jouer de son influence auprès des autres pour remettre en cause des décisions qui ne lui plaisent pas, quitte à s'allier avec la droite comme on l'a vu récemment lors d'un vote sur le tracé de la ligne n° 2 du métro devant relier Lille à Roubaix-Tourcoing.

Il en résulte une vie communautaire agitée de soubresauts et, surtout, une incapacité à engager une réflexion globale, sélective et sereine sur l'aménagement et l'avenir de cette métropole. Ainsi Roubaix et Tourcoing attendent toujours, en partie d'ailleurs à cause de leurs propres tergiversations et désaccords, la réalisation de deux axes lourds de liaison avec Lille : la ligne n° 2 du métro et une voie rapide urbaine. Résultat : une part des crédits sont utilisés pour un prolongement de la ligne n° 1 bis du métro et la construction d'une voie autoroutière au nord de Lomme (la ville d'Arthur Notebart), priorités qui peuvent apparaître discutables quand le secteur de Roubaix-Tourcoing a un besoin réel et urgent d'être désenclavé.

Dès lors le clivage n'a fait que s'accroître. Les élus du secteur de Roubaix-Tourcoing se sont constitués en une Association du versant nord-est

pour faire entendre leur voix, y compris en venant, en octobre 1985, « occuper » la préfecture...

De son côté, Lille s'est détournée de ses partenaires traditionnels, se disant qu'après tout elle peut compter avec d'autres alliés et que, s'il y a un versant nord-est, il peut bien y avoir un versant lillois. Ainsi, quand, de retour de Matignon en juillet 1984, Pierre Mauroy se lance dans le projet de câblage de sa ville, il refuse de confier l'affaire à la communauté urbaine. Il n'envisage pas davantage d'imaginer un réseau commun avec Roubaix et Tourcoing, ayant vu capoter l'expérience de coopération culturelle menée avec ces deux villes pour l'Opéra du Nord. Il s'allie simplement avec les communes voisines géographiquement et amies politiquement, Villeneuve-d'Ascq et quelques autres, et se tourne résolument vers l'ouest, jetant même une antenne jusqu'à Béthune, dans le Pas-de-Calais.

Pourtant, Lille ne peut tourner ainsi le dos à tout un pan de la métropole et ignorer cet outil extraordinaire d'aménagement que doit être la communauté urbaine. Son maire le sait bien, qui proteste parfois contre « la loi des villages » (la communauté regroupe quatre-vingt-six communes) et souhaite vivement qu'elle retrouve son rôle au service des grandes villes. Ce qui suppose que les maires de ces grandes villes se rencontrent et s'entendent. « Il y a toujours eu des antagonismes entre Lille et Roubaix-Tourcoing, mais on ne devrait pas donner de couleur politique à cela. Il y a tellement d'unité fondamentale dans la différence », déclarait récemment Pierre Mauroy, adoptant là un ton nouveau.

JEAN-RENÉ LORE.

L I L L E  
CITOYENS  
CITADINS

## Pierre Mauroy reste toujours

« Pour moi, qui viens du village, la ville a été un éblouissement »

LILLE d'aujourd'hui à demain ? S'il s'agit de conjuguer sa ville, Pierre Mauroy ne laissera à personne d'autre le soin de le faire. Et il le fera à tous les temps, passé, présent et avenir, en allant, avec virtuosité, de l'un à l'autre. A l'évidence, l'histoire, le futur, la réalité, ne sont, à ses yeux, que les aspects d'une seule entité, qu'il perçoit, charnellement, dans sa globalité : le Nord, son pays, sa famille, son rêve. « Nous sommes, a-t-il écrit, des pays de lune, des pays du vent qui s'exprime, des pays des nuages qui roulent et des brouillards fantasmagiques. Nous sommes du monde où l'on parle par rapport au monde où l'on écrit. Du monde qui privilégie la perception plutôt que la connaissance, la sensation plutôt que l'analyse. »

Rien que pour cette entrée en matière Pierre Mauroy mériterait d'être écouté, mais, enfant du Nord, maire de Lille et député

depuis 1973, ancien président du conseil régional, ancien premier ministre, grande figure du Parti socialiste, il peut parler de son pays à d'autres titres. Sans doute n'est-il pas le seul à pouvoir le faire, et, certainement, son discours, si séduisant qu'il soit, ne saurait être neutre : l'est-on jamais lorsqu'on parle de ses passions ? Nul ne lui contestera, pourtant, sa capacité à incarner, jusque dans son physique et ses traits de caractère — la couleur de ses yeux, ses comportements, sa chaleur humaine, — sa ville et sa région.

Le premier sondage venu confirmerait, comme une évidence, cette opinion reçue : Pierre Mauroy est, ici, ce que Jacques Chaban-Delmas est à Bordeaux, ce que Gaston Defferre était à Marseille. Sauf à les rechercher dans le passé, il n'y a pas en France — pas encore — d'autres exemples de telles communions

entre un homme politique et le territoire et la population qu'il représente.

Donc, pour ses administrés et ses concitoyens en général, quelles que soient leurs chapelles, Pierre Mauroy incarne Lille et le Nord. On le savait. La nouveauté est qu'il revienne en ville après ce qu'il appelle son « voyage dans l'espace », pendant les années Maignon, de 1981 à 1984. Certes, il n'a jamais cessé d'avoir un œil sur Lille et sa région, mais c'est une chose de surgir en situation de premier ministre, avec la distance que cela provoque, et c'en est une autre de renouer avec la multitude des contacts humains et les détails de la vie quotidienne qui font la chair d'une cité. Une période d'adaptation était nécessaire.

« Après un régime sous pression, à raison de trente à quarante décisions par jour, on a, explique l'ancien premier ministre, l'impression de revenir à la

normale. » Au risque, paradoxal, de paraître plus absent à ses administrés, alors que l'on est plus présent que jamais. Effet boomerang d'un monde médiatisé où le chef du gouvernement, fréquemment aperçu à la télévision dans l'exercice de ses fonctions nationales ou pour une brève manifestation locale, semblait plus proche que le maire revenu à son beffroi (encore qu'il n'occupe pas le bureau-cathédrale prévu pour le premier magistrat dans cette partie de l'hôtel de ville).

Temps mort apparent de cinq à six mois qui est, en fait, une période de réadaptation et de réflexion. Pierre Mauroy soufflé. Il a préféré retrouver immédiatement ses racines plutôt que de rechercher, dans l'éloignement d'un voyage ou une retraite bucolique, la transition entre deux niveaux de responsabilité, entre deux modes de vie. Il obéit ainsi à une pulsion et à une nécessité.

Ce qu'il aime, d'abord, c'est la vie de la cité. « Pour moi, qui viens du village (Cartignies, dans l'Avesnois), la ville, dit-il, a été un éblouissement avant de devenir une passion. Dans notre famille, elle était le mythe, l'idéal à atteindre. On rêvait de Cambrai et de Valenciennes. Mon père, qui était enseignant, espérait comme tous ses collègues terminer sa carrière à la ville, pour l'éducation de ses enfants. Quand nous décidions de partir en voyage le dimanche, c'était pour aller à Valenciennes, à Cambrai ou à Lille et visiter les groupes scolaires dans lesquels mon père pouvait briguer un poste. »

Le maire de Lille — quelle consécration par rapport aux espérances familiales ! — sait, aussi, qu'il doit mériter sa ville et sa charge. Cela ne va pas de soi. « Il faut, explique-t-il, un effort d'imagination constant pour que cette ville s'impose comme une capitale dans un environnement très urbanisé et pour qu'elle reste ancrée à gauche, alors qu'elle subit l'évolution de tous les centres urbains en s'embourgeoisant peu à peu. Lille a toujours été conquise par la gauche, mais difficilement. Ce n'est pas acquis d'avance. Il faut que l'action de la municipalité soit reconnue comme bonne et qu'elle satisfasse toutes les couches de la population, classes moyennes, classes laborieuses, chefs d'entreprise : il faut qu'elle fasse reconnaître aussi la fonction de ville de commandement et, pour tout cela, il ne suffit pas d'assurer la gestion au jour le jour. »

« Lorsque je suis revenu de Maignon, nos cartons étaient vides car nous avions mis en œuvre nos projets. Il fallait trouver de nouveaux thèmes, définir d'autres orientations en tenant compte des changements inter-

venus et avec la vision d'une ville et d'une région obligées, par la crise, de rompre certaines de leurs attaches avec le passé. »

Pour son maire, Lille doit être le centre promotionnel d'une région en mutation. Capitale historique, culturelle et administrative incontestée, elle se situe dans un réseau urbain très dense et vaste. Dans le Nord, note-t-il, nous avons été citadins avant bien d'autres, mais curieusement nos villages sont devenus des « villes qui ne se sont pas vraiment faites ». Elles ont conservé des mentalités spécifiques suivant leur peuplement, plus ou moins flamand, ou plus ou moins wallon.

Consensus  
autour du beffroi

Aujourd'hui, Roubaix et Tourcoing subissent le contrecoup du déclin des industries traditionnelles, et Villeneuve-d'Ascq, ville universitaire et résidentielle, affirme sa vitalité. Chaque cas exige un traitement particulier, mais l'ensemble a besoin d'une grande capitale qui joue un rôle moteur. Lille aspire — bien sûr — à cette fonction.

A cette fin, elle abat tous ses atouts : son passé, sa situation, ses moyens, sa capacité de pression au niveau national. Dans un premier temps, la ville a redécouvert son cadre historique et esthétique de « cité de commandement du dix-huitième siècle ». Les gens du Nord, dit Pierre Mauroy, avaient oublié qu'ils avaient une belle ville. Ils l'ont retrouvée, comme le prouve une promenade dans le vieux Lille. Et ce n'est pas fini, car le maire, volontiers lyrique sur ce chapitre, rêve de faire resurgir l'ancienne ville d'eau, cité insulaire dans ses canaux.

## EXPANSION

## Un territoire trop étroit

DEPUIS longtemps, Lille vit à l'étroit dans ses frontières. La ville ne compte que 2 209 hectares quand Marseille en totalise... 25 000 ! Depuis longtemps, elle cherche à desserrer son étou. Déjà, au siècle dernier, avait-elle annexé plusieurs communes voisines : Moulins, Esquermes, Fives, Wazemmes... qui sont aujourd'hui quelques-uns des dix quartiersillois. Chacun, d'ailleurs, garde son identité.

Cette identité, la ville la reconnaît et même l'encourage en développant une politique de décentralisation et de déconcentration : chaque quartier a sa mairie annexa, son conseil de quartier. Pour l'instant, celui-ci est désigné par le conseil municipal, mais Pierre

Mauroy imagine que ces conseillers de quartier pourraient être élus directement par la population.

Parallèlement, Pierre Mauroy rêve toujours d'agrandir sa ville. En 1972, encore dirigé par Augustin Laurent, le conseil municipal avait proposé la fusion avec cinq autres communes, Villeneuve-d'Ascq (ville nouvelle de Lille-Est), Mons-en-Baroeul, Lézenne, Hellemmes et Ronchin et s'était heurté à un refus. En 1976, Lille relançait l'idée en proposant des contrats d'association. C'est ainsi qu'en 1977 Hellemmes devenait ville associée, apportant ses 18 000 habitants et 330 hectares dans le giron lillois.

Aujourd'hui, à l'est, Lille se heurte désormais à la ville nouvelle, Villeneuve-d'Ascq, devenue ville à part entière avec ses 60 000 habitants et sans doute quelques peu jalouse de ses prérogatives encore toutes neuves. Pierre Mauroy le sent bien et n'a nullement l'intention de jeter le trouble dans ses relations avec elle.

Pour autant, l'ancien premier ministre n'oublie pas ce rêve d'un Grand Lille. De temps à autre, il laisse échapper un regard vers l'ouest en se disant que telle ou telle commune, Loos, Lomme ou quelques autres... un jour peut-être...

J.-R. L.

DES VILLES AU FUTUR  
DANS LE NORD - PAS DE CALAIS  
URBA 2000

Appliquer les nouvelles technologies dans la vie quotidienne, c'est URBA 2000 dans le Nord - Pas de Calais :

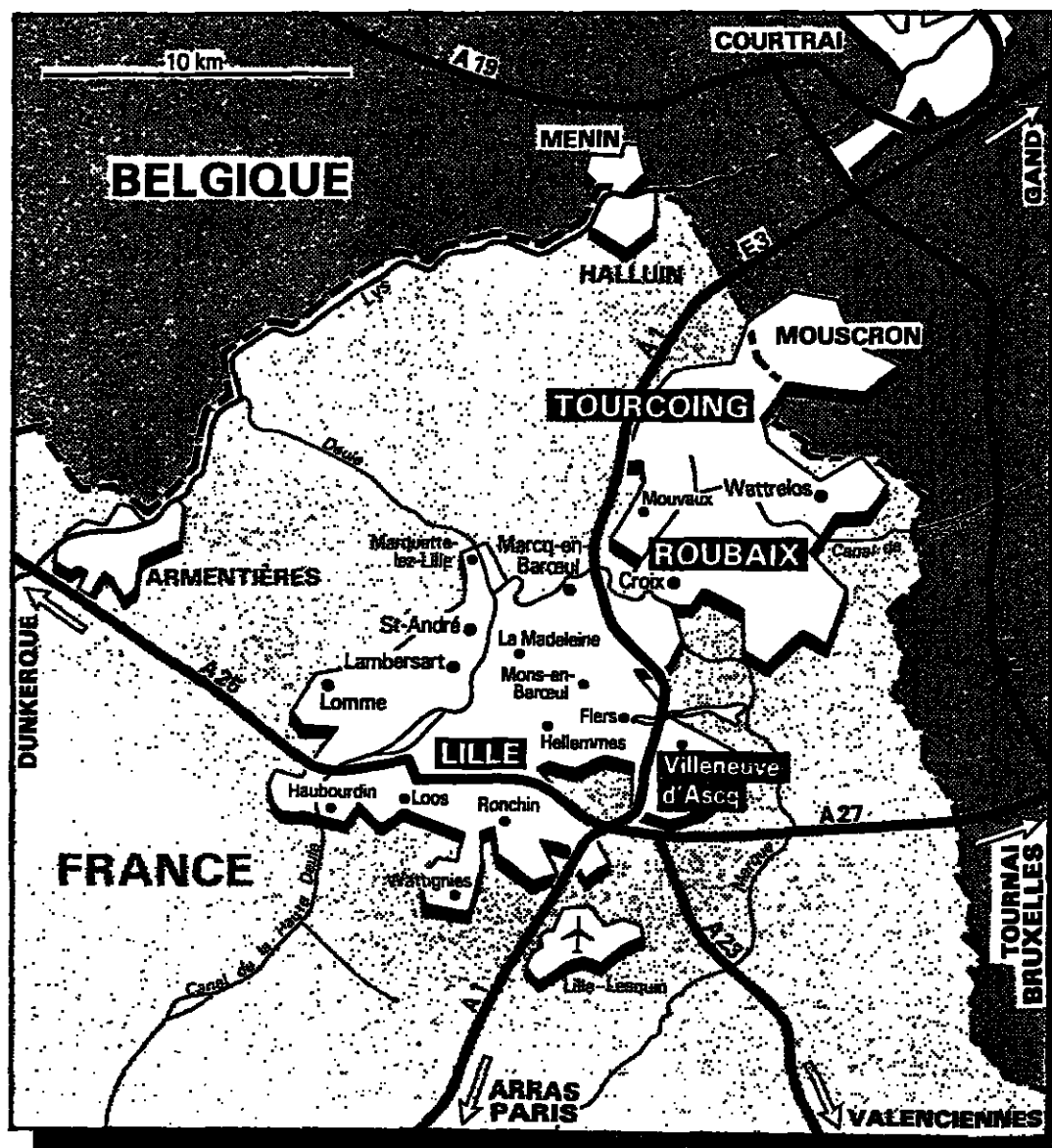
- l'équipement monétique des commerçants,
- le contrôle individuel de la consommation dans un système de chauffage collectif,
- le dossier médical sur carte à microprocesseur,
- les déclarations des entreprises relatives à la formation professionnelle par télématique,
- la gestion informatique de l'emploi,
- les inscriptions au baccalauréat, les demandes de mutation des professeurs par Minitel,
- la carte à mémoire pour les étudiants,
- la consultation et la mise à jour en temps réel du cadastre.



Région Nord-Pas de Calais

CONSEIL REGIONAL  
B.P. 2035 - 59014 Lille Cedex  
Tél. 20.60.60.60

URBA 2000

6, rue Jean-Roisin - 59800 Lille  
Tél. 20.54.78.78

## Quatre-vingt six communes

86 COMMUNES ; superficie : 61 212 hectares (38 kilomètres du nord au sud, 33 kilomètres d'est en ouest).

POPULATION : 1 046 000 habitants (recensement de 1982). (Lille : 174 039 ; Roubaix : 101 886 ; Tourcoing : 97 121 ; Villeneuve-d'Ascq : 59 868 ; Wattrelos : 44 655 ; Marquien-Baroeul : 35 520 ; Mons-en-Baroeul : 26 638 ; Armentières : 25 982.)

CONSEIL DE COMMUNAUTE : 140 membres (45 RPR-UDF ; 31 GADEC - Groupe d'action démocratique et d'entente communautaire, réunissant des représentants des petites communes : 61 PS ; 13 PC).

BUDGET : de l'ordre de 4 milliards de francs par an. La CUDL a investi depuis sa création en 1968 plus de 10 milliards de francs : 8 409 millions au titre de ses compétences diverses (voirie, lutte contre l'incendie, urbanisme, etc.) et 3 603 millions pour le métro.

DEMANDEURS D'EMPLOI (fin avril 1986) : Lille (secteur de) : 31 044, soit 10,1 % de la population active ; Roubaix-Tourcoing (secteur de) : 22 578, soit 13,2 % de la population active ; département du Nord : 128 847 (soit 12,6 %) ; région Nord-Pas-de-Calais : 196 582 (12,9 %) ; France entière : 10,2 % (selon EUROSTAT).

phète en son  
passion

La grande toilette

Villes au

مكتبة جامعة القاهرة



CITOYENS  
CITADINS

## prophète en son pays

avant de devenir une passion »

La population a suivi, il y a eu « consensus autour du beffroi », et il reparait aujourd'hui, avec la mauvaise querelle sur l'attribution des plans-reliefs des anciennes cités fortifiées des marches du royaume.

Lille a restauré son passé et s'est imposé, avec le concours de la région, comme un foyer culturel qui rayonne dans plusieurs domaines, la musique, l'opéra, le théâtre, la création télévisée, le journalisme. Elle s'est employée à présenter son équilibre interne afin que le tissu vivant du centre commerçant ne dépérisse pas, et que les nouvelles zones d'habitat, à la périphérie, aient une vie propre.

Le maire explique qu'il y est parvenu en mettant en œuvre une politique volontariste et diversifiée de construction et une décentralisation de l'administration communale qui a servi de modèle pour d'autres villes, lorsqu'il est devenu premier ministre.

Après une phase de construction sociale intense, dont certains excès sont, précise-t-il, en cours de rectification, la municipalité cherche, en coopération avec les promoteurs, à « faire rentrer les classes moyennes dans la ville ». Pour ce faire, il y a les moyens classiques de l'accession à la propriété, de la mise sur le marché d'appartements à loyer intermédiaire, et les études sur le concept de « maison de ville ».

Dans cette volonté de maintenir un équilibre entre le centre commerçant et administratif, le reste de l'agglomération, délabrée, l'habitat, il faut voir aussi le souci de maîtriser les évolutions sociologiques de la population, qui ne sont pas sans conséquences électorales. C'est vrai sur la désignation de la municipalité, et cela redevient d'actualité avec le

découpage des circonscriptions législatives dans le cadre du scrutin uninominal à deux tours.

Si Lille est une locomotive pour la région, elle est, parallèlement, un centre d'influence et de pouvoir essentiel pour le socialisme régional. C'est, notamment, parce qu'il définit cette position-clé que le PS du Nord conserve sa puissance face à des forces adverses moins bien structurées et qui se cherchent des chefs de file.

### La gestion plus l'imagination

Les olivages nationaux n'épargnent pas la politique régionale, mais sans réduire sa véritable dimension, qui est d'exister par elle-même et de nourrir des grandes ambitions à moyen et long terme. Par rapport à un passé relativement proche, où ce que l'on appellera la gestion bourgeoise des villes et des départements administrés, la preuve la plus marquante de la décentralisation des pouvoirs — en premier lieu celui d'imaginer l'avenir et de construire en conséquence — se révèle dans la capacité des villes et des régions de façonner leur destin.

Dans le cas présent, le maire de Lille, qui pense sa ville en termes européens, qui veut retrouver la vocation de sa région-carrefour, ce maire-là n'a rien à envier au premier ministre qui met en œuvre, pendant la première moitié du septennat, les grandes réformes de la gauche. La tâche est aussi, sinon plus, gratifiante, car elle s'inscrit dans une durée mieux assurée et en relation directe avec les populations concernées. On travaille dans le

concret, en collaboration avec les intéressés. Comme tous les politiciens, c'est de son mandat de maire, de son métier de bâtisseur, que Pierre Mauroy tire le plus de satisfaction.

C'est alors qu'il peut, sans se préoccuper des motions, des courants, des alliances, des sondages quotidiens, parler de Lille au futur. Les petites difficultés de la vie locale, celles, par exemple, qui sont liées au fonctionnement de la communauté urbaine, ne semblent pas l'embarrasser outre mesure : ses adjoints y veillent. Qu'importe les tergiversations sur le tracé de la seconde ligne du VAL, dès lors que ce métro moderne va désormais jusqu'aux États-Unis.

Pierre Mauroy plisse les paupières, occupe tout son fauteuil et, le geste large, embrasse d'autres espaces, ceux qui lui ouvrent les grandes plaines du nord de l'Europe et, à l'ouest, la mer. Au passage, il relève que Lille est devenue une ville de rencontres et de retrouvailles : « J'ai un Palais des congrès qui n'est pas définitif, c'est rare », note-t-il, en précisant que la ville paraît se spécialiser, à cet égard, dans la clientèle des organisations sociales et que trois hôtels sont en construction.

Du présent, il revient au passé : la région était déjà un carrefour dans l'Antiquité romaine. C'est une double mutation, culturelle avec le passage de la civilisation de l'échange à celle de la frontière, et industrielle, avec l'asservissement à la fonction productrice, qui a modifié la vocation initiale.

Pour la retrouver, la région Nord-Pas-de-Calais et, au premier chef, Lille alignent de grands projets et de vastes ambitions. L'annonce en grande pompe, le 20 janvier dernier, en présence du président de la République fran-

çaise et du premier ministre de Grande-Bretagne, du choix en faveur d'un tunnel ferroviaire sous la Manche leur donne quelque consistance. A partir de là, Lille entend se situer au carrefour des lignes à grande vitesse Paris-Bruxelles-Cologne, Paris-Londres, Londres-Bruxelles-Cologne. La ville cherche à obtenir la création, *intra muros*, d'une gare pour les TGV, que la SNCF veut construire, dans l'état actuel — mais négociable — de ses projets, à une quinzaine de kilomètres de là.

### Une façade sur la mer

Pour que les TGV entrent dans la ville, il faut trouver les 900 millions de francs nécessaires, auprès de la commune, de l'agglomération, de la région et des investisseurs privés, souligne Pierre Mauroy. Un tel atout servirait les intérêts de tous, ajoute-t-il, et permettrait la création d'un nouveau centre d'affaires sur l'emplacement de l'ancienne foire.

Le maire de Lille s'est fait le champion, auprès de tous les centres de décision possibles — locaux, nationaux, internationaux — de ce dossier-là, comme il s'est fait l'avocat des mutations des industries traditionnelles vers les technologies nouvelles. Pour lui, une certaine image du Nord, sur fond de terre et de fumée d'usine, doit s'estomper au profit d'une transformation faisant de la région « une vitrine de la communication ». L'implantation de Thomson, le réseau de câblage, les possibilités d'information et d'échange offertes par le projet Urba 2000, sont autant de signes de cette mutation, qui remodèle

déjà la région autour du triangle Lille-Valenciennes-Béthune.

Elle exigera et favorisera l'évolution culturelle d'une population encore sous-scolarisée. « Les hommes du Nord », expliquait Pierre Mauroy, dans une interview à la *Vie française*, n'avaient pas l'habitude d'aller à l'école. Le mine, l'usine, ramenaient la première paye à sa mère, voilà qui était important. Aujourd'hui, nous devons privilégier la matière grise pour que nos jeunes soient capables de s'adapter aux industries nouvelles. La logistique de cette mutation est en cours d'application.

« Remodeler la région, c'est, poursuit Pierre Mauroy, en mettant les dernières touches à sa fresque, renforcer les deux centres industriels, celui de Lens-Douai-Valenciennes et celui du bassin de la Sambre, et c'est reconquérir notre façade sur le boulevard maritime le plus fréquenté du monde, à partir de la zone portuaire Dunkerque-Calais-Boulogne. » Les premières bases de cette reconquête ont été établies, souligne-t-il. Si l'on comprend bien, la région n'a pas souffert d'avoir envoyé pendant trente-six mois un premier ministre à Paris.

Pierre Mauroy ne s'appesantira pas davantage, pas plus qu'il ne parlera de sa carrière nationale. Le sujet, aujourd'hui, c'est Lille et le Nord, qui doivent renouer avec leur vocation contrecarrée du négoce et de l'échange et la prolonger jusque dans les secteurs les plus pointus de la modernité. Le voilà reparti... Pierre Mauroy ne s'arrêterait jamais, tel « l'homme errant sous le ciel des Flandres », de parler de son pays et des siens.

ANDRÉ LAURENS.

## OPPOSITION

### Quel patron pour la droite ?

L'UNE des faiblesses traditionnelles de la droite dans le Nord, et particulièrement à Lille, réside dans l'absence d'un chef de file incontesté. En 1971, François-Xavier Ortoli tenta de s'imposer face à Augustin Laurent mais il échoua. Six ans plus tard, Norbert Segard reprenait le flambeau et sans doute le tiendrait-il encore si le mort n'en avait décidé autrement.

Aux dernières municipales, en 1983, c'est derrière Bruno Chauvière que la droite a disputé le beffroi à Pierre Mauroy. Mais l'homme est contesté et connaît un itinéraire politique trouble. Evincé au lendemain de ces élections des rangs du RPR, il se fait élire conseiller général dans le canton de Lille-Sud-Ouest et, à l'approche des législatives, adhère au Front national, qu'il quitte une fois élu.

Jean-Jacques Descamps, élu député UDF le 16 mars et promu secrétaire d'Etat quelques jours plus tard, a voulu se présenter depuis plusieurs mois comme le leader de l'opposition municipale et comme le candidat tout désigné pour partir en 1989 à la conquête du beffroi. Mais au lendemain du 16 mars, les responsables locaux du RPR lui ont publiquement rappelé, au nom des dix points d'avance obtenus par les listes RPR sur les listes UDF, que c'est à leur formation que revenait la préminence.

Quant à Albin Chalandon, parachuté dans le Nord pour les législatives dès l'été 1985, il avait jusqu'à présent laissé planer le doute sur ses ambitions lilloises. Il semble bien aujourd'hui qu'il n'ait guère le projet de venir en découbrer avec Pierre Mauroy sur Lille.

J.-R. L.

## RÉNOVATION

### La grande toilette

« UN fil br dans la ville, c'est ainsi que Pierre Mauroy se plait à décrire la première ligne du métro. Et est vrai que sa mise en service ont modifié le paysage de la capitale des Flandres. Après des mois des mois de chantier, les rues ont été refaites à neuf. Les piétons ont trouvé un nouveau visage au sortir des stations : dans les quartiers, à Fives, à Marmignies, à Wazemmes, le secteur du centre-ville, la place Rihour et, dernière encore, la place de la République. Entre la préfecture et le palais des Beaux-Arts, le se veut la plus prestigieuse avec le « cratère » du métro et la fontaine qui note sous les jets d'eau les sculptures de Dodeigne.

#### Le cadeau au métro

La mise en service du métro a eu d'autres conséquences, moins vives mais tout aussi réelles. Il a ainsi accentué le glissement qui s'opérait déjà auparavant, du centre d'activités commerciale de la rue Nationale (qui devait de plus en plus quartier d'affaires) vers le secteur des rues étonnantes, toujours très animées tant dans la journée que la nuit. De même, si l'on mesure l'impact du métro sur la vie commerciale des quartiers qu'il traverse, on sent très fortement celui qu'il a sur l'habitat. Hommes, qui s'endormaient et vivaient, va prendre un « coup de jeune » en quelques années grâce à plusieurs programmes immobiliers d'importance.

De la même façon, la réalisation de la ligne 1 bis, entre Lomme-Lambersart et la gare de Lille, sera une chance à saisir pour la ville, notamment pour la reconquête de ces immeubles HLM qui ceinturent le sud de la ville. Elle confortera également la vocation tertiaire toute nouvelle du quartier de Moulins, l'ancien secteur des filatures, transformées en bureaux, à l'initiative d'abord de la ville (ancienne usine Le Blant), puis de privé (les usines Wallaert devenues Lille Tertiaire III, IV, V et VI : 35 000 mètres carrés de bureaux).

Sans attendre le métro, Lille s'était engagée dans la reconstruction urbaine. Aux opérations lourdes de rénovation du quartier Saint-Sauveur, autour de l'hôtel de ville, presque entièrement rasé voici vingt ans pour faire place à des immeubles modernes et plutôt sans âme, a succédé un travail de reconquête qui respecte davantage le bâti et l'identité des quartiers. C'est le cas à Wazemmes avec de petits programmes de maisons de ville. C'est le cas surtout dans le secteur sauvegardé du Vieux Lille, dont la restauration se poursuit sous l'œil vigilant de l'association Renaissance du Lille ancien. Ce quartier trouve un charme nouveau si est mené à son terme le projet de remise en eau des anciens canaux du dix-septième siècle.

Au centre-ville, la Grand-Place réaménagée assurera la liaison du Vieux Lille vers le secteur piétonnier. Il faut y conjuguer les impératifs de la circulation piétonne et les contraintes du trafic automobile. Les commerçants ont obtenu qu'on y construise un parking souterrain

et la ville a abandonné l'idée d'y interdire totalement les voitures. D'abord, parce qu'on ne peut les faire passer ailleurs à moins de les renvoyer dans le Vieux Lille, qui n'est pas construit pour cela. Aussi, parce que l'on considère que les visiteurs doivent « voir » le centre pour avoir envie de s'y arrêter. Enfin, parce qu'on se dit que la Grand-Place serait bien triste les jours de pluie... et il y en a de tout de même plusieurs dans l'année.

A deux pas de là, Lille a inauguré, au Nouveau Siècle, voici deux ans, son Palais des congrès et de la musique. Une réussite, si l'on en juge d'après les projets d'investissement hôtelier : quatre nouveaux hôtels sortent de terre en plein centre d'ici à l'an prochain. Plus que dans les dix dernières années.

#### Un avenir sur rail

Mais, surtout, ce qu'attend la capitale des Flandres, c'est le rendez-vous avec le TGV. Si les lignes Paris-Londres et Paris-Bruxelles se croisent dans la ville, il faudra construire une nouvelle gare à proximité de l'actuelle. Et avec la rénovation ou le démantèlement de la Foire internationale, le déplacement à Lomme-Délivrance de la gare de triage Saint-Sauveur et les terrains gelés dans l'attente des décisions de la SNCF, c'est une zone de 50 hectares que la ville aura à aménager en un immense centre directionnel. Une zone de 50 hectares sur laquelle se jouera véritablement son avenir de capitale régionale, au cœur de l'Europe du Nord-Ouest.

J.-R. L.

### Le Monde et les « Villes au futur »

Dans sa série « Villes au futur », le Monde a publié des suppléments spéciaux sur : Grenoble (10 mai 1985), Rennes (15 novembre 1985), Strasbourg (24 janvier 1986), Milan (4 avril 1986), Bordeaux (23 mai 1986), Barcelone (31 mai 1986). Prochain supplément : Montpellier.

## CRÉATEURS ENTREPRENEURS

# FONCEZ!

## LE DÉPARTEMENT DU NORD VOUS EN DONNE LES MOYENS

Le Conseil général du Nord poursuit une vigoureuse politique économique départementale.

Depuis trois ans, dans le Nord, des outils existent : direction spécialisée, aides spécifiques, bâtiments industriels locatifs, agents de développement économique, etc.

De nouvelles formules apparaissent : ruches industrielles et centres de transfert de technologies, véritables relais entre la recherche fondamentale et les PMI.

Un plan de bataille économique s'est mis en place autour d'un budget d'intervention de plus de 55 millions de francs.

Cette action vous concerne, nous pouvons vous aider à vous installer. Nous pensons aussi à votre développement.

Prenez contact avec la Direction du développement économique du Conseil général du Nord. Tél. : 20-30-57-54.

Le Nouveau Nord se bâtit avec vous.

Conseil Général  
Département du Nord

GRATUIT  
LE DOSSIER SPÉCIAL  
CRÉATEURS D'ENTREPRISE  
DANS LE DÉPARTEMENT DU NORD

Je désire recevoir sans engagement de ma part le dossier spécial concernant la création d'entreprise dans le département du Nord.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

# La géniale invention du métro sans pilote

A l'origine du VAL : une trouvaille du professeur Gabillard

La communauté urbaine de Lille, le président, Arthur Notebart, l'homme qui voulait de toutes ses forces le métro, espère bientôt toucher ces royalties qui amusaient tellement les sceptiques quand il parlait naguère des possibilités d'exportation de cette technique nouvelle.

Quant au professeur Robert Gabillard, de l'université des sciences et techniques de Lille, il poursuit son rêve : c'est lui l'inventeur du principe initial de l'automatisme intégral du métro de Lille. Même si sa trouvaille a subi maints avatars en une dizaine d'années d'études dans son laboratoire associé au CNRS et si elle a été complètement remodelée par les ingénieurs de Matra, il est toujours habité par cette découverte.

Physicien ou philosophe ? Les deux sans doute. Ce savant de soixante ans, Parisien d'origine, assistant du professeur Pierre Gri-vet, commença ses recherches au laboratoire de physique de l'Ecole normale supérieure. Il fut l'un des ingénieurs du système de contrôle de l'accélérateur de particules du CERN à Genève. Dans son bureau très encombré, le regard vif sous ses lunettes d'écaïlle, il explique et soliloque. En refaisant il y a quelques années les croquis du métro lillois, une évidence lui est apparue : son schéma était comparable au dessin du cerveau humain tel qu'on le trouve sur les planches de médecine ; de quoi alimenter de longues réflexions.

L'aventure a commencé vers les années 70, quand il fallut imaginer un système moderne de liaison entre Lille et la cité universitaire sur le campus qui allait bientôt devenir Villeneuve-d'Ascq. C'est alors que Robert Gabillard fut sollicité. Le fruit de ses « élucubrations » fut, en 1971,

un brevet déposé par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) pour le compte de l'établissement public d'aménagement de Lille-Est. Il s'agissait d'un « procédé permettant l'exploitation d'un ensemble de véhicules circulant en ordre immuable sur une ligne en site propre en circuit fermé ».

« Mon travail initial, dit-il, était un travail de futurologue. Mais il est bien connu que presque toujours les futurologues se trompent. En 1976, dans l'aviation, on se posait la question : que faire en cas de panne de moteur ? Savez-vous que Blériot lui-même avait conçu un monstrueux avion transocéanique hybride, mi-avion, mi-bateau ? En cas de panne, on amerrissait, on larguait les ailes et on continuait la traversée en navire... »

## Aucune erreur permise

Dans une démarche initiale, j'avais imaginé un nouveau procédé de pilotage utilisant une série de repères passifs placés le long de la voie qui étaient détectés par un capteur installé sur chaque rame du métro. Ce système simplifiait tout. La commande de la traction et du freinage de chaque rame s'effectuait automatiquement, sans qu'il y ait besoin de signalisation sur la voie. Mais cette invention fut abandonnée car, comme les constructeurs d'avions n'avaient pas prévu que l'on saurait un jour construire des moteurs ne tombant pas en panne, je n'avais pas imaginé les progrès de la technologie des circuits intégrés qui allaient permettre de réaliser simplement des fonctions très complexes.

A la vérité, cela apparaît même un peu trop simple. Le profane se demande si on ne lui cache pas quelque secret. Le savant présente une petite boîte de quelques centimètres de côté : « Voilà le circuit fondamental du système de sécurité conçu pour être infail-lible. Quel que soit le type d'inci-dent ou de panne qui puisse arri-ver, on est certain qu'il arrêtera le train. »

Le postulat, au départ, était aussi simple que contraignant : le circuit de sécurité ne devait pou-voir commettre aucune erreur, aucune. Sinon, il eût fallu renon-cer au VAL automatique. C'est cette difficulté qu'ont surmontée les dizaines d'ingénieurs de Matra qui ont travaillé sur les idées ini-tiales du professeur Gabillard. Le circuit est absolument fiable. Une dizaine d'années de recherches, de très longs essais et maintenant trois années d'expérience en apportent la preuve. Les pannes, qui surviennent rarement, n'ont rien à voir avec le dispositif de sécurité : elles ont pour origine des causes secondaires ou exté-rieures, qu'on s'attache d'ailleurs à réduire par de nouveaux travaux en laboratoire.

Le VAL n'a d'ailleurs pu être mis en service public qu'après l'abrogation d'une loi de 1936, au terme d'une étude du très sévère conseil général des ponts et chaus-sées. Cette loi stipulait tout sim-plement : tout véhicule doit avoir un conducteur. Le métro roule tout seul, comme on dit à Lille, mais le problème posé à l'inven-teur n'était pas seulement techni-que, il avait aussi d'énormes inci-dences économiques. Il fallait aux heures de pointe faire défilier une rame toutes les minutes et ne pas prolonger le délai d'attente au-delà de six minutes pendant les

heures creuses. Pour atteindre cet objectif, il eût fallu normalement un personnel très nombreux ; seul le remplacement du conducteur par un automatisme rendait les conditions d'exploitation économi-quement acceptables.

Si bien que l'inventeur du métro dit aujourd'hui : « Cette grande première mondiale n'est pas seulement l'illustration du rêve d'un ingénieur, c'est surtout la solution d'une équation socio-économique qu'il fallait résoudre dans les transports pour obtenir une qualité de service élevée à un coût acceptable. »

Robert Gabillard étale deux schémas sur son bureau, celui du métro de Lille et celui du cerveau humain. « Voyez comme ces deux dessins présentent une analogie troublante. » Et il explique : « Voici au centre du système ner-veux humain le complexe repti-lien qui détermine nos comporte-ments les plus frustrés, par exemple un geste instinctif de protection du visage. Il s'agit de comportements nécessaires à la survie animale. Assurer la survie des véhicules au prix éventuelle-ment de réactions réflexes et bru-tales, comme un freinage d'urgence, n'est-ce pas la fonction qu'accomplit le dispositif de sécurité du métro ? Au-dessus, le système limbique, déjà plus évo-lué, qui assure les grandes fonc-tions physiologiques. C'est aussi, continue Robert Gabillard, le rôle du DCA (dispositif de conduite automatique), qui assure la circulation régulière des véhicules sur la voie du VAL sans qu'aucun opérateur humain n'ait à s'en soucier. Le cerveau donne l'équilibre par la régula-tion des mouvements du corps. C'est aussi le rôle de l'électroni-

que des stations qui assure l'équi-libre (la « régulation ») du car-routel des rames. »

« Enfin, conclut le professeur, les analogies des nerfs sensitifs avec les capteurs, des muscles avec les moteurs et les frins ; du néo-cortex, siège des fonctions supérieures d'intelligence, avec l'ordinateur du poste central de contrôle sont plus évidentes. Et nous arrivons à l'opérateur humain qui est en quelque sorte la conscience et le centre de léci-sion du système de transport. »

## Demain, les rails immatériels

Faut-il ne voir dans cette ana-logie entre l'architecture du sy-stème électronique du métro de Lille et celle du système nerveux humain qu'un jeu d'intellectuel divertissant ? « Peut-être, répond Robert Gabillard, mais ce jeu peut cependant nous offrir un principe directeur, un fil d'Ariane dans notre tentative de prédiction du futur. Que seront les trans-ports guidés de demain ou d'après-demain ? Ne seront-ils pas simplement des véhicules conventionnels, roulant sur des routes ordinaires et pilotés par un automatisme qui s'y prendrait, pour guider son engin, exacte-ment comme s'y prend un homme pour conduire une voiture auto-motile ? »

« Car, ajoute-t-il, une automo-bile est bel et bien un moyen de transport guidé ; elle est guidée par la route vers sa destination aussi efficacement qu'un train par ses rails. La seule différence est que le conducteur d'un train n'a rien à faire, sauf respecter les vitesses limites pour rester sur ses rails, alors que le conducteur d'une automobile doit se livrer à

un travail astreignant pour ne pas quitter la route. Peut-on faire effectuer ce travail par un auto-matisme ? »

« J'ai ici pleinement conscience d'être arrivé aux limites de la science-fiction, mais futurologie oblige ! Cependant, je dois vous indiquer que des recherches en vue de produire un véhicule guidé par un support immatériel sont en cours actuellement. »

« L'extraordinaire souplesse d'emploi de l'automobile et le développement qu'elle connaît, explique encore le professeur, font qu'il n'est pas raisonnable d'imaginer qu'elle puisse dispa-raître même dans un futur éloi-gné. Mais son expansion passe par la résolution de plusieurs problèmes : une hécatombe inac-ceptable de vies humaines, de gigantesques embouteillages et la pollution. Les statistiques mon-trent que la majorité des acci-dents sont imputables à des fautes de conduite. On peut en éduquer qu'on supprimerait la plus grande partie des accidents en supprimant les conducteurs. E effet, malgré les extraordi-naires possibilités de son cerveau, l'homme est beaucoup moins sûr qu'un automatisme. Une solution aux problèmes de la sécurité rou-tière serait l'apparition de dispo-sitifs de conduite automatique capables de transformer sur les routes principales les voitures particulières en véhicules guidés postant, comme le vol, le haut degré de sécurité des modes de transp. actuels. Une solution sans que l'éloigné mais certai-nement possible. »

G.S.

## EXPORTATION

### Chicago copie Lille

LILLE avait pris un risque et la société Matra aussi en mettant en service, le 25 avril 1983, le métro qui marche tout seul, le VAL (Véhicule automatique léger). Personne ne savait comment les usagers sup-porteraient l'absence de conduc-teur et si les automatismes fonc-tionneraient sans défaillir vingt heures par jour et trois cent soixante-cinq jours par an. Un peu plus de trois ans après ce pari, les deux associés commen-cent à en toucher les dividendes, y compris sur le plan financier.

Du côté des transportés, c'est la satisfaction qui l'emporte. Une étude conduite en 1984 fait ap-paraitre que 94,6 % des per-sonnes interrogées déclaraient se sentir en sécurité dans le mé-tro de Lille, et 94,5 % quali-fiaient de court ou de très court le temps d'attente entre deux rames. En conséquence, le trafic automobile a décliné de 15 % sur le tronçon de 13,5 kilomètres desservi par dix-huit stations en-tre le centre hospitalier régional à l'ouest et la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq à l'est.

Du côté des transporteurs on n'est pas moins heureux. Matra avait promis une ponctualité où les retards de plus de quatre mi-nutes n'excéderaient pas 4 % comme pour le métro parisien. Le VAL a limité ce pourcentage à 0,5 %. De mauvaises langues avaient prédit que le trafic an-nuel ne dépasserait pas 10 mil-lions de voyageurs ; le métro lillois en a acheminé plus du double. La vitrine lilloise du VAL a fini par séduire d'autres res-ponsables de réseaux de trans-ports urbains. La communauté de Lille touche 1 % environ de la vente de certains matériels prévus dans les contrats signés en France comme à l'étranger. C'est la juste rémunération des garanties que la communauté ur-baine a apportées à l'opération.

Trois projets peuvent déjà être considérés comme certains. La ville de Toulouse, d'abord, a reçu la confirmation de M. Ja-ques Doufflaques, ministre des transports, que sa première ligne

de métro VAL serait bien coïn-cidée à hauteur de 500 mil-lions de francs par l'Etat (9,2 ki-lomètres pour 2,2 milliards de francs).

Les deux autres succès du métro léger français ont été ob-tenus aux Etats-Unis par une version élargie de 50 centimè-tres, le VAL 258. Chicago l'a re-tenu pour la desserte interne de son aéroport international O'Hare (5 kilomètres, treize voitu-res pour 95 millions de dol-lars). Mais le plus beau contrat en puissance est celui qui a été signé en septembre 1985 avec les autorités de la ville de Jack-sonville en Floride. La première tranche, dont les travaux vien-nent de débuter, ne comportera qu'un tronçon de 1 kilomètre, trois stations et deux voitures (12 millions de dollars) mais elle annonce un réseau de métro complet, couplé avec une vaste opération de rénovation du centre-ville.

### Matra hors du rouge

Tout n'est pas rose pour au-tant. En quelques mois, Matra a été tenu deux fois en échec par la société Walt Disney. A Or-lando, en Floride, tout, y compris l'argent, était réuni pour réaliser 19 kilomètres de métro automa-tique et vingt-cinq véhicules des-servant Orlando et la zone d'at-tractions de Disneyworld (375 millions de dollars). Man-quaient les terrains que Disney a refusé de vendre pour éviter que le VAL ne rabatte sur les hôtels de la ville une clientèle que le gestionnaire des parcs d'attrac-tions voulait réserver à ses pro-pres établissements.

En France, la bataille a pris une tournure un peu différente. D'un côté, la RATP et Disney voulaient que la ligne A du RER prolonge desserve Eurodisney-land à Marne-la-Vallée, la des-serte interne du parc d'attrac-tions étant assurée par la

système People Mover » dont la licence été cédée par Disney au constructeur canadien Bom-bar-dier. Po sa part, Matra pro-poseait que l'desserte d'Eurodis-neyland comme la ligne SNCF de Meaux (rs de Paris-Est) et une ligne de VAL qui prendrait les visiteurs sans une gare à construire en Lagry et Esbly, en Seine-et-Marne, et qui les acheminerait ns la zone d'at-tractions. Le bjet de conven-tion entre les Français et la ré-gion Ile-de-France n'a pas retenu la solution Matra.

Ces déboires ne rebutent pas les vendeurs de la firme française : Lille a commencé les travaux de sillage à bis (Lomme-Gare à Lille), soit 11,8 kilomètres (dix-huit sta-tions. A terme, c'est 70 kilomè-tres qui pourraient être construits dans la métropole du Nord. A Strasbourg ensuite, la communauté urbaine a lancé les études d'un avantprojet VAL, dont la première nche com-prendrait 9,7 kilomètres, treize stations et dix-sept rames (2,5 milliards de francs). Matra a remporté l'automatisation de la future ligne D du métro lyonnais : des propositions ont été faites aux autorités à Genève, Bâle, Taipei, Atlanta ainsi que pour les dessertes de Paris-Orly et de New-York-Kennedy.

Matra voit pointer année où les comptes de sa filiale Trans-ports sortiront enfin à rouge. Le carnet de commandes fermes atteint 2 milliards de francs. Le chiffre d'affaires devra bon-dir de 395 millions de francs en 1986. Bernard Félix, recteur général de Matra-Transpa, est optimiste, pour la simplifica-tion que tous les gestionnaires des réseaux de métro sont con-frontés à la même question : est-ce qu'il n'est pas temps de jouer la carte de l'automatisme intégrale et de supprimer le conducteur ?

La réponse existe à Lille et elle est positive.

ALAIN FAUJAS

# PÔLE D'ATTRACTION

Lille, pôle d'attraction d'une région ouverte sur la modernité et l'Europe.  
Lille, pôle d'attraction des échanges, activités et technologies de demain.  
Lille, pôle d'attraction de la recherche fondamentale et appliquée, multise-c-torielle.  
Lille, pôle d'attraction d'une qualité de vie pré-servée, riche d'un sens authentique de l'amitié, ouverte sur une vie cultu-relle reconnue et des lo-sirs diversifiés.  
Lille, pôle d'attraction par l'énergie de ses hommes, l'énergie du nord.

Ville de Lille  
l'énergie nord

الطريق إلى الشمال



## Fin de chantiers à Villeneuve-d'Ascq

La « ville nouvelle » est devenue adulte

**C**HAQUE jour qui passe renforce un peu plus Villeneuve-d'Ascq dans son identité et sa notoriété : deux qualités difficiles à acquérir pour une ville jeune, poussant à l'ombre d'années au lourd passé.

Exister par elle-même : telle est l'ambition de toute ville de banlieue. Mais Villeneuve-d'Ascq n'est plus tout à fait une banlieue, même si son rayonnement se conjugue avec celui de Lille et plus globalement de la métropole lilloise.

Identité à l'intérieur, notoriété à l'extérieur : ces deux idées obsèdent les élus villeneuvois et leur maire, Gérard Caudron, quarante ans (PS), qui ont développé un plan de communication à la mesure de l'ambition qu'ils nourrissent pour leur ville « urbi et orbi ».

Cette priorité s'explique par la jeune mais riche histoire de la ville. Plus que d'autres, les élus villeneuvois savent que leur autonomie est à ce prix. Ailleurs, on ne remet pas en question la légitimité de l'existence d'une ville. Ici, les Villeneuvois ont dû s'imposer jusque dans le choix du nom de leur cité. Sur le papier des aménageurs, on l'appelait « Lille-Est », lors de la fusion volontaire des trois anciennes communes d'Annappes, Ascq et Fiers en février 1970. Les élus d'alors avaient joliment suggéré « Villeneuve-en-Flandre ». Ce sont les habitants qui ont imposé Villeneuve-d'Ascq en hommage aux quatre-vingt-six martyrs du massacre d'Ascq de 1944. Régulièrement assigés, souvent convoités, les Villeneuvois ont été l'objet de propositions de fusion multiples dont les plus insistantes émanaient des partisans du « Grand Lille », d'abord Augustin Laurent, ensuite Pierre Mauroy.

Mais sur le plan intérieur, la reconquête de tous les pouvoirs locaux fut le premier objectif d'une jeune municipalité de gauche élue en mars 1977. A la fois à l'égard des « tuteurs » : Etat, communauté urbaine de Lille, mais aussi des techniciens : les aménageurs de l'établissement public (EPALE).

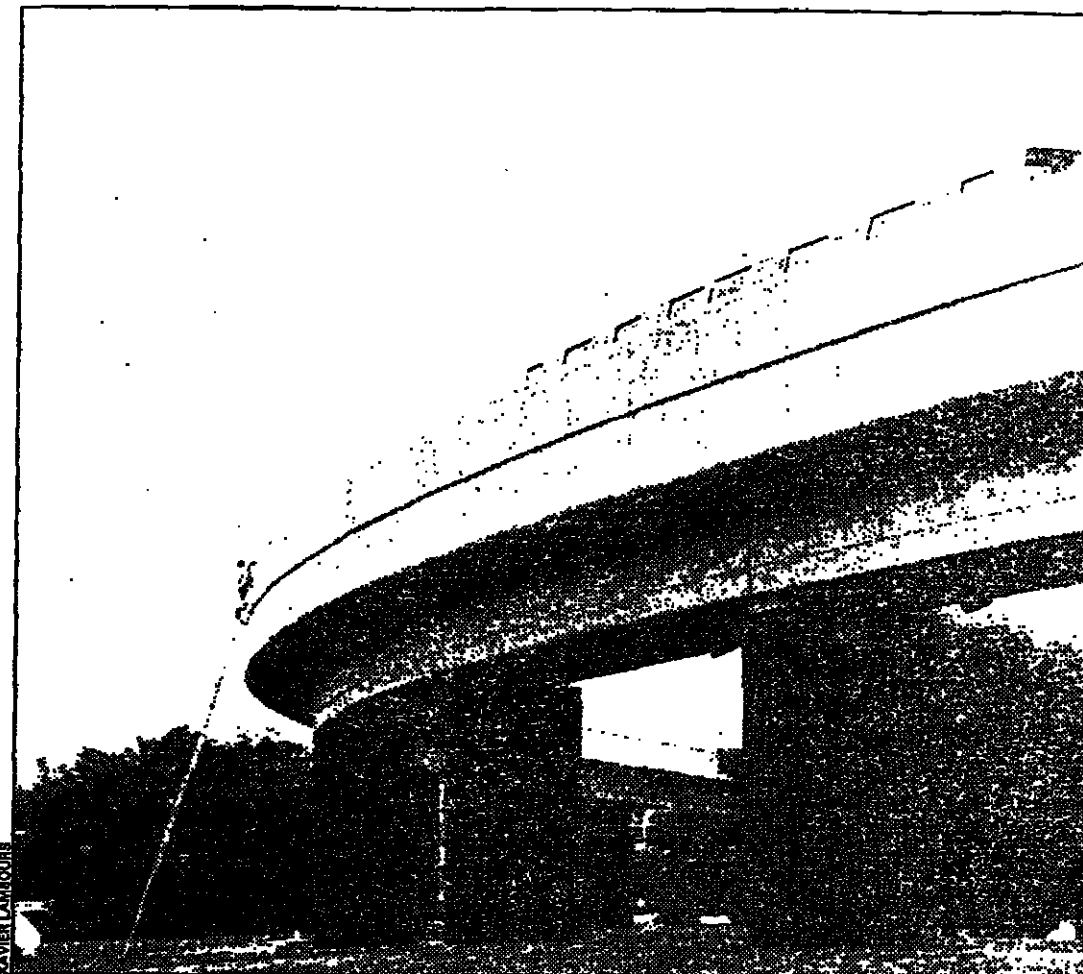
Les échanges furent rudes, en particulier avec le président du conseil d'administration de l'EPALE, qui n'était autre que le président de la communauté urbaine : le bouillant Arthur Notebart. Et la même appartenance politique des hommes n'a rien simplifié ! L'attitude des élus fut donc de remettre en question l'ampleur du projet « ville nouvelle ». Une idée aujourd'hui vieille de vingt ans.

### Un rêve des années 70

C'est en 1966 que le ministre de l'équipement de l'époque, Edgar Pisani, avait imaginé de combler le « vide » entre un campus sortant de terre et les faubourgs de Lille. Vingt ans plus tard, l'université est réinsérée dans la ville, en particulier grâce à l'effet magique d'un métro automatique qu'elle a partiellement conçu : le VAL.

Réduire l'ampleur du projet, c'était le limiter dans le temps, et pour les élus reprendre en main toutes les rênes. Ainsi, Villeneuve-d'Ascq, une des neuf « villes nouvelles » à la française, est la première... à ne plus l'être.

Aujourd'hui Villeneuve-d'Ascq compte 70 000 habitants, et non les 100 000 qu'on lui prédisait. Sa



population est répartie dans des quartiers assez nettement délimités, en particulier par l'autoroute Lille-Gand et la voie ferrée Lille-Bruxelles, qui donnent une image aérienne d'une ville « crucifiée » sur ces deux axes.

La ville est en train de décoller économiquement, deux ans après le départ des aménageurs. On

aurait pu craindre qu'elle ne devienne qu'une « cité de fonctionnaires », en raison de l'implantation massive d'administrations (télécommunications, université, sécurité sociale). La mutation s'opère dans un secteur où on ne l'espérait plus : le tertiaire et l'industrie de pointe. Le vieux rêve des années 70 se concrétise :

l'entreprise ne craint plus de se rapprocher de l'université ; l'urbanisation du campus, qui avait suscité un tollé dans les années 70, est aujourd'hui admise par tous... y compris par la chambre de commerce. La « ville nouvelle » attire et séduit. Il a fallu pour cela que les élus prennent le relais des aménageurs et entre-

tiennent la flamme. Ils y réussissent dans un style différent. D'où l'idée de technopole dont le maire de la ville, Gérard Caudron, s'est fait l'apôtre, de retour d'un voyage au Japon. Les retombées peuvent être importantes et non exclusivement villeneuvoises, notamment pour l'emploi.

### Les erreurs des autres

On aurait tort d'y voir toutefois une ville idyllique. Le slogan « ville nouvelle = vie nouvelle » est resté figé sur les lèvres d'un technicien lyrique. Villeneuve-d'Ascq compte aussi ses HLM à réhabiliter, elle a un taux de chômage supérieur à 10 % (2 509 à la fin de mai 1986), inférieur de très peu à la moyenne nationale, mais préoccupant car il s'agit surtout de jeunes, si nombreux dans cette ville adolescente. La chance de Villeneuve-d'Ascq, c'est sûrement d'avoir su exploiter souvent les erreurs des autres. C'est aussi, désormais, de mieux se faire connaître et donc d'attirer davantage... tout en ayant en réserve quelque 40 000 mètres carrés de bureaux programmés et 72 hectares en ZAC viabilisés.

Les jeunes élus villeneuvois d'il y a dix ans ont pris du galon. On les retrouve au conseil régional, au conseil général... ou à la présidence de la chambre de commerce métropolitaine. Et pourtant, aujourd'hui comme hier, ils sont contraints de batailler à nouveau contre le découpage politique qui pourrait avoir pour effet de faire d'un Lillois... le député de Villeneuve. Et ça, ils ne se le pardonnent pas !

PASCAL PERCO.

## ROUBAIX et TOURCOING

### LES CAPITALES MARCHANDES DE LA RÉGION NORD

La moitié des trente premières entreprises privées du Nord sont à Roubaix-Tourcoing. Derrière ces « locomotives », qui comptent quelques leaders français, voire européens, on trouve une multitude d'entreprises moyennes et petites, elles-mêmes parfois leaders de leur marché. Ces grandes firmes et tout leur environnement font de cette agglomération le pôle économique de la métropole Nord.

Car si Lille est la capitale politique dont la région Nord-Pas-de-Calais a besoin, l'agglomération de Roubaix-Tourcoing, avec ses 400 000 habitants, est en fait devenue, par l'ensemble de ses activités, la capitale économique du Nord.

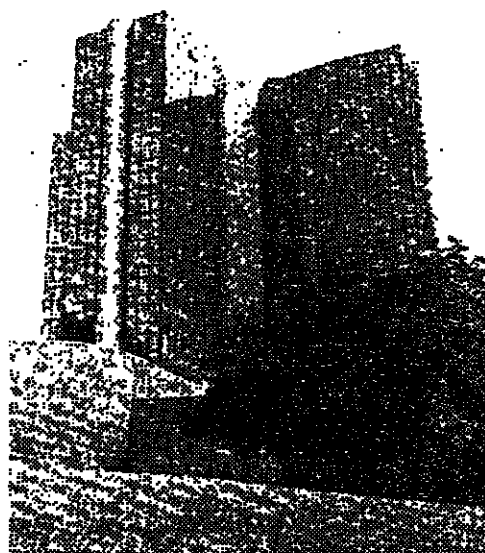
En particulier, Roubaix-Tourcoing est, sans conteste, la capitale marchande de la région. Elle perpétue la renommée internationale acquise, dès le Moyen Âge, par ses drapiers célèbres, qui avaient fait la prospérité de ce carrefour du nord de l'Europe. Des firmes importantes comme IBM ou QUELLE ne s'y sont pas trompées.

#### Nouveau : « QUELLE » arrive

Capitale économique, capitale marchande, Roubaix-Tourcoing vient de se voir confirmer, d'éclatante manière, dans son rôle de capitale de la vente par correspondance. Le numéro 1 de ce secteur, l'allemand QUELLE, a en effet décidé d'installer à Mercure - splendide immeuble d'affaires - à la jonction de Roubaix et de Tourcoing, la direction commerciale de la filiale française, pour se rapprocher d'un « terrain professionnel » incomparable.

Aujourd'hui, par les efforts conjugués des entreprises et des collectivités locales, le renouveau se construit sous nos yeux.

L'industrie textile a retrouvé ses lettres de noblesse par d'énormes investissements dans le domaine de l'innovation technologique. Avant bien d'autres, elle a appris à vendre dans le monde entier



Le Centre décisionnel MERCURE, trait d'union entre Roubaix et Tourcoing.

et exporte 40 % de sa production ! Soutenus par de nombreux imprimeurs, souvent installés à Tourcoing, la VPC et la Grande Distribution ont été lancées par des industriels textiles. Ils ont inventé, il est vrai, pour les besoins propres de leur entreprise, la franchise et, tout récemment, ont lancé le concept des galeries et magasins d'usines, qui connaissent un énorme succès.

#### Des écoles pour apprendre à mieux vendre !

Pour produire, il faut d'abord « savoir vendre », et les techniques de vente progressent de jour en jour. Ceci s'apprend aussi à Roubaix-Tourcoing. Déjà, pour le textile, le centre Arts et Industries, à Tourcoing,

et l'ENSAIT (école d'ingénieurs) à Roubaix, sont connus dans le pays tout entier. Deux nouvelles écoles, dès la rentrée prochaine, vont conforter ce pôle de formation dans une orientation commerciale : l'IUT « C » et sa fondation pour le management de la distribution et l'IPRA-Force de vente, à Roubaix.

L'esprit d'innovation ne s'apprend pas dans les livres. Il est la conséquence d'un tempérament de « gagnants ». Car, à Roubaix-Tourcoing, l'innovation est... une tradition ! A Tourcoing, VELEC, originaire du textile, s'est taillé une réputation hors pair dans la fibre optique : elle est l'une des meilleures entreprises françaises de cette technologie d'avenir.

Ici se rejoignent l'innovation des entrepreneurs et celle des collectivités locales. L'agglomération de Roubaix-Tourcoing prépare actuellement son réseau câblé. Celui-ci aura pour première mission de permettre aux entreprises d'accéder à une communication internationale plus rapide et moins chère par une connexion avec les satellites. Car, à Roubaix-Tourcoing, un Centre international de la communication est en voie de création. Cet outil innovant, qui sera également un équipement grand public, aura une dimension régionale.

Cela s'inscrit en phase avec une caractéristique des entreprises de Roubaix-Tourcoing : l'importance de leur activité internationale. L'agglomération n'est pas le premier marché mondial de la laine depuis un demi-siècle pour rien : ses entreprises, grandes et petites, se sont toujours risquées sur les marchés extérieurs avec succès.

Roubaix et Tourcoing, les capitales marchandes du Nord, sont une force de vente internationale.

#### CONTACTS :

A ROUBAIX  
• M<sup>me</sup> Sylvie DEQUIDT  
Service économique  
Tél. : 20-73-92-05

A TOURCOING  
• M. Gilles ROELAND  
Service économique  
Tél. : 20-24-92-04.

L I L L E  
LE TRAVAIL  
DE DEMAIN

## L'autre industrie

Jouer gagnant sur le Nord

AUJOURD'HUI, le Nord ne s'appelle plus charbon ni uniquement sidérurgie, chantier naval, ou même textile. Il affiche désormais d'autres enseignes, qui ont nom Auchan (26 000 emplois créés en vingt-cinq ans dans la distribution), La Redoute numéro un de la vente par correspondance en France, 12 500 salariés, Groupe Maison familiale de Cambrai (numéro un de la maison individuelle en Europe), Cristallerie d'Arques (premier fabricant mondial de verrerie de ménage commercialisée sous les marques Arcopal, Luminarc, Cristal d'Arques, Arcosiam...), Prouvost (numéro un mondial de la laine), La Mondiale (première compagnie française d'assurance-vie), Roquette Frères (qui compte parmi les leaders des produits amylopectés), Il faudrait aussi parler de Castorama, de Valtec, de Lami Lutti (bonbons et chewing-gum) et de dizaines d'autres à s'être ainsi placés au tout premier plan dans leur spécialité.

Et pourtant, prévaut encore une tout autre image que l'on prononce le mot « Nord » : celle tout en noir de la récession charbonnière, de la crise de la sidérurgie, des difficultés du textile. Alors, commence-t-on à crier : « Halte au misérabilisme ! ».

« Les gens en ont vraiment marre des images négatives qu'on donne de cette région », proteste Bruno Libert, quarante-sept ans, homme du Nord, PDG du Crédit général industriel, dont la direction nationale est implantée à Marquise-Barcel et qui compte une centaine d'agences dans l'Hexagone. Précisons que Bruno Libert préside le club Gagnants, une association toute nouvelle qui rassemble soixante entreprises performantes, modernes et dynamiques, de la région. Soixante entreprises qui « pèsent » lourd :

160 000 emplois, 150 milliards de chiffre d'affaires.

Gagnants — le titre le dit lui-même — se veut un message de dynamisme et d'espoir pour la région. Depuis longtemps, ceux qui aujourd'hui l'animent ont choisi de prendre les choses par leur côté positif et de considérer qu'un verre est plutôt à moitié plein qu'à moitié vide. Considérer le verre à moitié plein pour le Nord, c'est dire, insiste Bruno Libert, que si cette région a perdu en trente ans 400 000 emplois dans ses grands domaines traditionnels d'activité, elle en a dans le même temps créé 350 000 autres dans des secteurs nouveaux, performants et modernes. « Aucune autre région française n'a vécu dans une période aussi courte une aussi profonde mutation. » Et cela, ajoute le président de Gagnants, grâce à des entreprises, à des entrepreneurs, à des hommes et à leur savoir-faire.

### Fuite des cerveaux

Mais à présent, le savoir-faire ne suffit plus. Il faut aussi le « faire-savoir ». Révolution culturelle dans une région où le secret — tout au moins la discrétion — était la règle dans le monde des affaires.

« L'idée de ce club, raconte Bruno Libert, est née d'un problème tout à fait concret : la difficulté des entreprises à faire venir ici des cadres de haut niveau. Un ingénieur sur dix en France est formé dans la région, mais on n'arrive pas à les retenir parce qu'ils ne connaissent pas les entreprises implantées ici. » D'où la nécessité pour celles-ci de se faire connaître, de « communiquer », maître-mot du club Gagnants.

Une première campagne publicitaire nationale a été lancée sur

le thème : « Rejoignez le pays de l'entreprise ». D'autres actions sont à l'étude : une fête de l'entreprise, la réalisation de clips vidéos, des opérations de sponsoring ou de mécénat dans le label Gagnants. Un projet est lancé pour le LOSC, le club de football professionnel de Lille ; pourquoi pas demain une action identique pour l'Opéra de Lille ou la réhabilitation de la vieille Bourse sur la Grand-Place ?

Il ne s'agit pas de créer une institution supplémentaire qui viendrait concurrencer les autres. D'ailleurs, Gagnants n'est pas fait pour durer. Le club devrait vivre cinq ou six ans, de l'aveu même de son président : « Ou nous aurons alors réussi et il n'y aura plus lieu d'exister, ou nous aurons échoué et alors nous serons trompés. » Et, en bons managers, les Gagnants vont commander une enquête d'opinion pour pouvoir, dans cinq ans, la renouveler et vérifier si l'image professionnelle du Nord a progressé ou non.

Alors, le Nord, pays de l'entreprise ? Bruno Libert se veut optimiste. « Je crois sincèrement qu'il y a dans cette région des valeurs tout à fait spécifiques, particulièrement à usage professionnel : valeurs humaines, tolérance, respect de l'autre, sens de l'accueil et de la parole donnée ; valeurs « professionnelles », sens du concret, pragmatisme, sens du travail et du travail bien fait... et puis il y a cette vitalité particulière qu'il faut, par exemple, le nombre de familles nombreuses... Autant de valeurs extraordinaires, autant de valeurs adaptées au management futur de l'entreprise. A cela s'ajoute un sentiment de fierté d'appartenance à la région... Il faut y croire. »

J.-R. L.

## Crédits sur mesure

Des banquiers plus attentifs aux PME

LOURDEMENT touchée par la crise, avec ses « taches » de dépression dans le Valenciennois, et maintenant sur le littoral, la région du Nord conserve des atouts que l'on aurait tort de sous-estimer, à savoir des hommes et des capitaux.

« Les ressources humaines sont de qualité, relève un banquier lillois : Non seulement la formation universitaire est excellente, avec de bonnes écoles d'ingénieurs, mais on peut voir couramment des gens se jeter à l'eau pour créer une entreprise, dans la génération des trente à trente-cinq ans. » En outre, près de deux siècles d'intense activité industrielle ont accumulé un patrimoine naturellement orienté vers l'entreprise. « Ici, il y a plus d'argent qu'à Lyon : on peut, sans peine, réunir un tour de table pour lever 3 à 5 millions de francs de fonds propres sur un projet susceptible de tenir la route », fait remarquer un autre banquier.

D'une manière générale, les banques de la région du Nord, que ce soit les « locales » (Crédit du Nord et Scalbert-Dupont) ou les « nationales » (en tête, la BNP), s'estiment moins préoccupées de régler les questions de « haut de bilan » (renforcement du capital) que d'épauler plus fortement, par des crédits classiques, des équipes de gestion à qui elles font confiance.

Un exemple en a été donné, dans un secteur aussi difficile que le textile, par le redressement spectaculaire de DMC, sous la conduite de Julien Charlier : « On a traversé la tempête avec eux, on a eu chaud, mais les résultats sont là (des profits au bout de dix-huit mois). »

Sans doute des initiatives ont-elles été prises par les établissements bancaires, soucieux de soutenir leur fonds de commerce et de ne pas trop se laisser déchirer

le tissu industriel. La banque Scalbert-Dupont a créé, par exemple, une filiale BSD - Expansion qui, par de nombreuses participations en capital, a pris une part active au démarrage de projets de lancement et de développement d'entreprises régionales, dans le domaine, notamment, des nouvelles technologies. La banque est également entrée dans le capital d'organismes de financement privilégiés, comme Picardie Investissement, pour prendre des participations dans les entreprises locales.

Cette démarche s'est accompagnée, naturellement, d'une décentralisation plus poussée des organismes de décision, notamment en ce qui concerne les banques nationales (BNP, Crédit lyonnais, Société générale) qui ont rendu à la région une certaine autonomie. Ainsi le Crédit du Nord a renforcé le rôle de son comité de crédit lillois, où siègent des industriels locaux.

### Les services en pointe

Mais le souci le plus répandu dans les états-majors bancaires est de développer des équipes d'ingénieurs travaillant sur place pour instruire les dossiers de demande de prêts, mieux évaluer les situations et perspectives des entreprises clientes et fournir une assistance technique aux succursales. C'est le cas au Crédit du Nord, qui veut pousser encore plus loin ses activités de services, contribuant, par exemple, au financement de l'opération « Mille ordinateurs » pour les PME du Nord, par l'intermédiaire de sa filiale spécialisée en informatique et monétique, la SEGIM.

« Nous sommes sortis de nos critères de sagesse en matière de distribution des crédits classiques, confie un banquier. Encore

une fois, il faut faire confiance aux équipes et s'engager davantage, notamment avec les PME, sans pourtant prendre de risques inconsidérés. »

On est loin des reproches qu'adressait Pierre Mauroy, alors premier ministre, au secteur bancaire, dans un discours prononcé à Lille le 6 septembre 1981, où il fixait un seuil à la nationalisation du secteur bancaire : « Faire que, dans les communes et les régions, les banques décentralisées ne soient plus, pour tous les entrepreneurs, des tuteurs, des seigneurs et des exécuteurs, mais des partenaires du développement, attentifs aux exigences de l'environnement local et régional. »

Certes, après l'ivresse des nationalisations, les gouvernements socialistes, y compris celui de Pierre Mauroy, se sont aperçus que les banques ne pouvaient pas « faire n'importe quoi » en matière de crédits aux entreprises en difficulté, d'autant que leurs dirigeants avaient reçu de Laurent Fabius la consigne de conserver des résultats bénéficiaires. Mais les établissements bancaires eux-mêmes ont eu à cœur de ne pas « exécuter » automatiquement leurs clients en situation délicate, notamment dans la région du Nord, dont le vrai problème est ailleurs : quels pôles de développement doivent être choisis avec une chance de réussite ?

Dans un climat industriel qui, selon les banquiers, est bien meilleur qu'il y a quatre ans, l'accent est mis de plus en plus sur les services. Outre la vente par correspondance, on peut citer, parmi ces pôles, la réhabilitation des logements et la construction, le nettoyage, la formation, la télématique, la télématique et la télématique. C'est toute une conversion dans une région vouée naguère à la mono-industrie.

FRANÇOIS RENARD.

## INNOVATION

### Puces à tout faire

CHÈQUES volés, chèques en bois, cartes de crédit périmées ou empruntées... La fausse monnaie fait florès, à Lille comme ailleurs, au grand dam des commerçants. Quelques-uns, il y a deux ans, sont venus trouver les responsables de la chambre de commerce et d'industrie pour réitérer leurs doléances. Que faire ? La question n'était pas nouvelle : elle tombait, si l'on peut dire, à pic, c'est-à-dire au moment où une réponse pouvait, peut-être, lui être apportée grâce à la carte à mémoire.

Merveilleuse carte à puce, dont le « mécanisme » est, pour l'instant, inviolable, sur laquelle on peut stocker des milliers d'informations, dont la mémoire peut être interrogée à distance, qui peut contrôler elle-même les opérations qui lui sont demandées. Bref, un véritable ordinateur dans le portefeuille.

L'idée est donc lancée par la chambre de commerce d'inciter les commerçants de la région à remplacer leurs vénérables caisses enregistrees par de véritables « terminaux points de vente » qui rendraient, avec une sécurité accrue, les mêmes services pour les opérations de paiement mais pourraient aussi assurer de multiples fonctions : gestion des stocks, comptabilité analytique, relevé automatique de la situation de caisse par la banque en fin de journée...

Un prêt de 20 millions du Fonds industriel de modernisation, l'appui logistique de la mission Urba 2000 et pas mal d'opiniâtreté ont permis de passer aux actes. Des « atelages » ont été construits entre sociétés de crédit et distributeurs de « machines », et l'objectif — l'installation d'ici deux ans de terminaux chez trois cents des mille deux cents commerçants de l'agglomération — paraît réaliste.

Cette première, si elle réussit, aura un triple avantage : rassurer les commerçants, les obliger à moderniser leur gestion, favoriser la fabrication en France, au moins en partie, des caisses enregistrees, qui, pour l'instant, nous viennent toutes de l'étranger.

Ce même souci de promouvoir les entreprises nationales a conduit la chambre de commerce

et d'industrie et son président, M. Gérard Tiebot, homme du métier, à susciter la création d'un groupement d'intérêt économique qui rassemble sept sociétés régionales (long sont spécialisées dans les automatismes, deux dans l'informatique) et vise à développer les applications industrielles et professionnelles de la carte à mémoire. Ce GIE France-Cam vient de sortir un premier terminal prototype.

Ces démarches de la chambre de commerce rejoignent celles que mènent, dans ce même domaine, la direction régionale des télécommunications, la région ou un organisme comme la mission Urba 2000, ou se conjuguent avec elles. Il s'agit d'une association comprenant des représentants d'un certain nombre de ministères techniques, de grandes entreprises nationales, d'organismes publics, qui a été créée en 1984 pour aider au développement et surtout à l'utilisation pratique des nouvelles technologies. Deux sites laboratoires lui ont été affectés : l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz et le « triangle » Lille-Roubaix-Tourcoing - Valenciennes-Béthune.

Quel que soit le sort que le nouveau gouvernement réserve à la mission, celle-ci a déjà encouragé plusieurs études ou initiatives dont les habitants de l'agglomération lilloise devraient bénéficier à plus ou moins long terme. L'installation des terminaux points de vente en est un exemple. Il y en a d'autres : la biocarte, permettant à qui le souhaite de disposer d'un véritable dossier médical portable ; la carte à mémoire susceptible de gérer les dossiers universitaires des étudiants de Lille ; l'informatisation du cadastre, rendant possible sa consultation à distance et en temps réel dans les mairies...

Le double atout de la révolution informatique, c'est bien, en effet, comme les responsables de l'agglomération lilloise paraissent l'avoir compris, de créer de nouvelles filières industrielles et de faciliter la vie la plus quotidienne des habitants.

J.-F. SIMON.

## La santé en carte

Un dossier médical complet sur un seul support

APRÈS Blois et Saint-Nazaire, Lens et Aniche : le Nord-Pas-de-Calais s'ouvre à son tour à l'informatique appliquée à la médecine. Au dossier médical, plus exactement, avec une carte de santé informatisée qui, si l'expérience est concluante, pourrait dans quelque temps concerner les 600 000 personnes affiliées en France à la Sécurité sociale minière.

Parmi les promoteurs de cette expérience originale, l'Institut Pasteur de Lille, la Sécurité sociale minière et la société ITS (Institut de technologie pour la santé) basée à Genève et qui groupe vingt ingénieurs, biologistes ou médecins spécialisés dans la recherche et le développement de l'informatique médicale.

L'objectif est simple : améliorer la circulation de l'information

entre les différents partenaires du système de santé (médecins, biologistes, pharmaciens, hôpitaux, etc.). Et, dans le même temps, rassembler un dossier médical complet et actualisé sur un support compact suffisamment fiable et confidentiel.

Cette initiative est présentée par ses promoteurs comme une première mondiale. Certes, d'autres cartes de santé informatisées commencent à apparaître sur

le marché. Mais la carte expérimentée dans la région Nord-Pas-de-Calais est d'une capacité hors de l'ordinaire. C'est là un avantage considérable qui permet en théorie au médecin de stocker un nombre d'informations suffisamment élevé pour suivre utilement ses patients tout au long de leur vie.

Cette expérience a commencé en janvier dernier et a été présentée à la presse en avril. 2 000 personnes — volontaires — devraient être rapidement concernées. A la différence des autres jeunes expériences menées en France (à Blois ou à Saint-Nazaire notamment), cette initiative touche d'emblée une population globale d'assurés sociaux : ceux de la Sécurité sociale minière, qui groupe en France trente-six sociétés de secours et sept unions régionales.

### Code confidentiel

C'est là une donnée essentielle qui pourrait être de nature à développer très rapidement le recours à ce procédé d'avenir. L'exemple du Nord-Pas-de-Calais pourra en outre servir de modèle pour l'aspect confidentiel. Seuls les professionnels possédant une « carte informatisée d'accès » pourront lire les informations contenues sur la carte des patients. En outre, seuls les médecins pourront avoir accès à la totalité des données. Les biologistes, pharmaciens ou infirmières ne pourront, eux, avoir accès qu'à des données plus générales, dites de première nécessité.

Enfin, comme pour le système bancaire, chaque détenteur d'une carte disposera d'un numéro de code confidentiel. Sans ce numéro — et donc sans l'accord répété du malade — aucun médecin ne pourra avoir accès au contenu de la carte. Un détail qui n'a l'air de rien et qui, pourtant, pourrait bien bouleverser le rapport traditionnel entre soignants et soignés.

JEAN-YVES NAU.

Technologies du futur  
au présent.

Plus que parfait  
la Chambre!

Avec APPLICA. Salon des applications de l'électronique et de l'informatique, la Chambre est bel et bien branchée sur les technologies du futur. Mieux elle permet chaque jour aux entreprises de vivre efficacement productique, robotique, informatique, électronique... Présente la Chambre!

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DE LILLE-ROUBAIX-TOURCOING

Pour faire face!

Place du Théâtre 59800 LILLE Tél. 20.74.14.14

مركز لادام



## Les mètres carrés de la crise

Comment utiliser les « friches industrielles »

« **FRICHES INDUSTRIELLES.** » Dans le Nord, mieux vaut bannir cette expression de son vocabulaire. Pour ne pas sombrer dans la sinistrose, les édiles locaux préfèrent parler de « sites industriels vacants ». Quoi qu'il en soit, les faits sont là. « Versant nord-est » de la métropole lilloise, l'agglomération de Roubaix-Tourcoing, née de l'expansion du secteur textile, continue à subir le destin des vieilles régions de mono-industrie, victimes de restructurations et de crises. Imbriquées et disséminées dans le tissu urbain, des dizaines d'usines ou petites briques rouges sont abandonnées. Face à ce paysage désolé, on oublie que des entreprises comme La Redoute, Les Trois Suisses, Philard, Castorama ou Auchan sont nées ici même. Pour ne considérer que la brutale réalité des chiffres, Tourcoing : 15 % de chômeurs et 22 hectares de friches sur une commune qui en fait 1 600. Roubaix : 19 % de chômeurs et 25 hectares de friches sur un territoire de 1 300.

« Nous vivons dans des villes où les difficultés artistiques la rage de vaincre », confie André Dilligent, maire CDS de Roubaix. Et, justement, les difficultés ne manquent pas. Côté financier, tout d'abord. « Notre agglomération n'est pas considérée comme pôle de conversion, tempête le sénateur. On dit : Roubaix-Tourcoing, c'est 13 % de chômeurs. Bien sûr, mais on met dans le même panier des villes désahabitées et d'autres plus résidentielles comme Mouscron ou Wasquehal. Autant assister Calais et Le Touquet ! Le « versant nord-est », avec ses quatre cent mille habitants, a tout de même perdu trente mille emplois en dix ans ! ». Conséquence : aucune aide à attendre de ce côté, pas plus, d'ailleurs, pour l'instant,

que du FEDER (Fonds européen de développement économique régional) « hors quota textile », par lequel passent les crédits accordés par la CEE aux régions engagées dans un programme de démolition de friches.

Les dossiers de financement, longtemps bloqués à la DATAR et transmis à Bruxelles en octobre dernier, sont toujours sans réponse. Qui plus est, la politique d'aides en provenance de l'Etat et de la région est davantage axée sur les grosses friches de type sidérurgique. Or, comme l'explique Stéphane Dermaux, maire de Tourcoing, « nous disposons de terrains importants en volume mais disséminés un peu partout dans la ville. Cela tient à l'évolution industrielle de sites comme les nôtres, où l'habitat s'est développé de façon anarchique autour des usines ».

### Accepter de démolir

La friche tourquennoise, de loin la plus importante (45 000 mètres carrés), située à proximité de l'autoroute du Nord, a déjà été réhabilitée et commercialisée aux deux tiers après parcellisation en modules d'activités. Plus privilégiée sur ce point, Roubaix détiendrait encore des terrains aux surfaces intéressantes. Mais, de part et d'autre, se posent les mêmes problèmes au niveau des bâtiments vacants, qui ne correspondent plus forcément à la demande actuelle. Souvent disposés sur plusieurs niveaux, les anciens établissements de filature ou de tissage occasionnent aujourd'hui pour les chefs d'entreprise de lourds frais de fonctionnement ; dans le cas d'implantation d'activités qui nécessitent un matériel lourd, comme l'imprimerie

ou la mécanique, ils sont carrément rédhibitoires. Même de plain-pied, lorsqu'ils sont dotés d'une structure métallique constituée de poteaux de fonte distants au sol de 5 à 6 mètres — les « forêts de poteaux » —, dans le jargon local, — les bâtiments sont incompatibles avec l'installation de chaînes de production.

Bref, la solution n'est pas simple. « Il n'y a plus, comme avant, de culte de la réhabilitation », explique Bernard Romain, directeur de la société d'économie mixte (SEM) chargée des reconversions à usage d'activités du versant nord-est. Sur la quarantaine d'hectares de friches de Roubaix et Tourcoing, la moitié de ces bâtiments doivent être démolis. Voilà bien l'occasion, à condition de trouver les financements, de remodeler l'urbanisme, d'aérer les quartiers souvent trop denses de par leur histoire, de créer des équipements collectifs, voire de reconstruire des entreprises. En plein centre de Tourcoing, rue de la Cloche, c'est un parking qui a ainsi été réalisé ; un peu plus loin, rue Pasteur, un ensemble de logements locatifs. A Roubaix, l'ancienne centrale EDF a laissé la place à une pelouse de 3 000 mètres carrés. Dans la capitale de la vente par correspondance, 15 000 mètres carrés ont déjà été rasés depuis le début de l'année. 75 000 le seront dans un délai de deux ans.

En matière de réhabilitation, tout se fait également au cas par cas. L'évaluation des friches ne va pas sans heurts. « Nous avons affaire », poursuit Bernard Romain, « soit à des syndics qui calculent les prix de vente en fonction des dettes qui leur restent à payer, soit à des propriétaires privés qui surevaluent leur patrimoine alors que notre base est la valeur de réemploi ». Dans

ces conditions, il n'est pas rare que les estimations varient du simple au double. De façon générale, les terrains négociés par la SEM sont rachetés de 100 à 300 F le mètre carré. Quant au coût des travaux, il est dans un rapport de 1 à 3 ou 4. « Nous évitons aujourd'hui les opérations en blanc, ce qui se faisait beaucoup dans le passé. Nous nous engageons plutôt vers des formules de précommercialisation, au moins partielle, des bâtiments ».

### Peines d'argent

A cet égard, mieux vaut en effet se montrer prudent. La concurrence des zones industrielles modernes est évidente. A quelques kilomètres, la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, facile d'accès, offre d'importantes disponibilités foncières. A Roubaix, un promoteur privé garde de mauvais souvenirs de son opération Carpeaux, rue Ingres. Faute d'acquiescer potentiellement, il a dû interrompre la réhabilitation, laissant le bâtiment désossé.

La plupart des réhabilitations visent l'industrie ou le tertiaire. Car l'important est d'attirer sur son territoire des entreprises (avant tout des PME ou PMI) pour regonfler les finances de la ville, par le biais notamment de la taxe professionnelle.

A condition d'obtenir des financements, les friches peuvent donc être un maillon dans la chaîne de l'immobilier d'entreprises et l'occasion du remodelage d'un urbanisme particulièrement touché par le déclin du textile. Dans le Nord, en tout cas, on se bat pour y croire.

ANNICK COLONNA-CESARI

## RECONVERSION

### Un train pour la VPC

ROUBAIX. CARIHEM, 11 heures. De cette gare, affectée à la vente par correspondance (VPC), part chaque jour un train de 70 wagons qui essaime tout au long de son trajet les sacs de colle précurseurs des entreprises de la région. Ce qui représente un trafic annuel de 62 millions de colis expédiés dans toute la France. Sans compter les 414 millions d'envois divers, catalogues, mailings et publications. Dans le Nord-Pas-de-Calais, les PTT trent près de la moitié de leurs recettes de la seule VPC.

Pour 60 %, le chiffre d'affaires global de la profession est réalisé ici même (soit quelque 20 milliards de francs), avant tout dans le périmètre Roubaix-Tourcoing. D'un côté, les chefs de file du marché national à la Redoute (7 milliards) suivis des Trois Suisses (4 milliards). De l'autre, des sociétés aux ambitions plus modestes comme la Blancheporte (1,8 milliard) — surtout axée sur le textile-linge de maison et habillement — ou encore Damart (1,1 milliard).

Au total, on recense une vingtaine d'entreprises, créées au fil des cent dernières années, à la suite parfois de reconversions d'usines de filature ou de tissage. Elles font travailler quelque 17 000 personnes : plus de la moitié des effectifs nationaux du secteur, 10 % des emplois tertiaires des 125 communes de l'arrondissement lillois. Sans oublier les nombreux emplois induits, surtout dans les arts graphiques, de la conception à l'impression des catalogues et brochures en tous genres. C'est bien pour bénéficier de cet environnement professionnel — acheteurs, photographes, imprimeurs... — que

Quelle France (1,4 milliard de chiffre d'affaires) — filiale du groupe allemand champion de la VPC en Europe — va transférer dès cet été son service commercial d'Orléans à Tourcoing. Preuve de la crédibilité de la région en la matière.

En tout cas, dans le secteur, on se montre optimiste. La VPC, qui, malgré ses succès, occupe encore seulement 5 % de la vente au détail non alimentaire, est promise — semble-t-il — à un bel avenir. Sans aucun doute, les systèmes informatiques de plus en plus perfectionnés sont à la base de son développement. Seul un ordinateur peut gérer des milliers d'articles en stock, des millions de dossiers de clients assurant de bout en bout le traitement des commandes. Chez les plus grands, l'automatisation des chaînes de livraison est à l'étude. Les colis y sont d'ailleurs déjà triés par laser en fonction de leur destination. Dans les années prochaines, on vise la robotisation du processus d'emballage, toujours manuel.

Côté pratique, enfin, pour faciliter l'acte d'achat, certains « vidéopistes » donnent dans les techniques modernes de communication. A la Blancheporte, 10 % des commandes se font par téléphone, mais 50 % à la Redoute et aux Trois Suisses, où l'on peut, depuis deux ans, effectuer ses achats par Minitel. Et certains rêvent déjà de l'ère du vidéopiste à lecture laser. Avant de faire leur choix, les clients pourront visionner, par l'intermédiaire du magnétoscope, des démonstrations d'appareils ménagers et des défilés de mannequins. Peut-être bien la VPC de l'an 2000 !

A. C.-C.

## RÉNOVATION

### Expériences roubaisiennes

« **ROUBAIX-LE CLICHÉ** — ses courbes et ses innégales — ce surfit. Il se passe ici autre chose. » Marie-Agnès Leman, Roubaisienne de quarante-huit ans, résume avec vivacité le malentendu entre cette ville de cent mille habitants et les autres que ce soit Lille ou Paris. Deux visions sont possibles. « L'enfer du Nord » : c'est l'imaginaire plaqué sur une misère réelle : chômeurs, pauvreté, « Quart-morue » chronique, un habitant sur quatre d'origine étrangère.

Ou bien la cité vouée à la révolution pour survivre. Marie-Agnès Leman a fait son choix depuis longtemps. Elle habite Alma-Gare, le premier quartier à avoir opéré sa mutation. Elle en a été une des principales innovatrices, dans le cadre de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV).

En dix ans, Alma-Gare a changé de visage. Le bulldozer est passé sur les courbes — ces cours en forme d'impasse où s'entassaient des masures surpeuplées construites au temps des splendeurs du textile. La municipalité et d'autres collectivités ont reconstruit. Avec originalité : pour la première fois, les habitants d'un quartier — Alma-Gare — ont défini eux-mêmes le schéma directeur, suivi les travaux et pesé sur la rénovation. Ici, la vie de quartier n'est pas une velleité. C'est une réalité, avec ses moments forts et ses difficultés.

Alma-Gare désirait garder sa population et accueillir de nouveaux venus. Des 6 000 présents au départ, 4 000 sont partis dans un premier temps, et 1 500 sont arrivés ensuite. Ce ne sont pas les plus pauvres qui ont déserté. Ceux qui ne bénéficiaient pas de l'APL (aide personnalisée au logement) ont mal supporté le renchérissement des loyers et ont émigré vers de petites communes avoisinantes.

A cela se sont ajoutés les aléas ordinaires du voisinage — le bruit, la petite délinquance et la drogue. Comme ailleurs, dans d'autres zones défavorisées : histoire classique. Mais Alma-Gare multiplie les efforts pour inverser la tendance. Que d'imagination... Le comité de quartier affilié à la CSCV envisage de solliciter l'office HLM. Ce dernier pourrait accorder une rétrocession, du genre prime de fidélité, aux locataires trop aisés pour bénéficier de l'APL. Le comité a obtenu d'EDF une opération-test dans une dizaine de foyers. L'hiver passé, en effet, trente-cinq familles avaient subi des coupures, faute d'avoir réglé leurs factures. Le comité a inventé un système de jetons, à 20 F l'unité, que l'on met dans son compteur. Plus de facture-surprise

impossible à gérer. EDF a tenté l'expérience pour une année. A l'école, une trentaine de parents donnent des petits cours de lecture aux élèves en retard ou en panne. Le quartier a récemment découvert la diététique et le compte éponge-vacances. Recettes et régulation sociale...

Alma-Gare n'est cependant que le plus ancien fleuron d'une vaste résorption en cours de l'habitat insalubre — un logement sur sept, 1 500 en cours d'opération. Il suffit de parcourir Roubaix pour en prendre la mesure. Cinq quartiers bénéficient depuis 1982 du plan de développement social des quartiers (DSQ). Ce sont le Pile, le Cul de four, Fresnoy, le nouveau Roubaix, Alma-Gare et Hauts-Champs. Chacun, sous le contrôle du département et de la municipalité, suit son chemin.

### Avec l'équipe du Pile

Ainsi Le Pile, à l'inverse d'Alma-Gare, a choisi le « curatage » plutôt que le bulldozer. On y démolit deux blocs pour en réparer un autre ; on supprime des courbes pour aérer une rue. Au Pile, la rénovation est un travail de dentelle, tout en douceur. L'équipe dite « opérationnelle » sur le quartier du plan de DSQ a de quoi faire. Tôt le matin, la volée de DSQ a de quoi faire. Tôt le matin, la volée de DSQ a de quoi faire. Tôt le matin, la volée de DSQ a de quoi faire.

Et le soir elle rencontre les commerçants qui viennent de former une « union ». Cette dernière sera, espère-t-on, « le relais indispensable pour relancer la vie du quartier et fuir sa population ».

Les habitants du Pile n'ont pas subi le choc du bulldozer qui pousse ceux d'Alma-Gare à entrer en guerre. Très actifs lors de l'élaboration du plan de rénovation, ils se sont ensuite essouffés. Ils connaissent quelques déconvenues, comme celle de la Linéa bleue. Cette école maternelle, sous l'impulsion de son institutrice, voulait s'ouvrir. Des adolescents rejetés du système scolaire vir-

rent animer la maternelle. Beau projet, mais tâté de la part de certains parents hantés par le « danger moral ». L'histoire connaît une triste fin : un des adolescents se suicide.

Aujourd'hui, le Pile se remobilise timidement. Il fait partie de l'inter-quartier, cette récente coordination d'habitants qui veulent « gérer la ville et négocier plus rapidement avec la municipalité ». La dernière réunion a eu lieu le 16 juin, pour mettre au point la création d'un « permanent-habitant » sur la ville prévue en 1987. Payé sur subvention et fonds propres, ce représentant, ex-chômeur, jouerait à la fois le garde-champêtre de la communication et l'homme de la gestion urbaine. Il en existe déjà quatre à plein temps sur divers quartiers.

Roubaix, de tradition ouvrière, centre incontestable de l'innovation sociale, continue sur sa lancée mais à vitesses réduites et à moindres frais. Car la crise se fait sentir ici plus cruellement qu'ailleurs. Un taux record de chômage, malgré trente-six mille emplois créés pour cent mille habitants. Le centre social d'Alma-Gare, en liaison avec le comité de quartier, tente la négociation directe avec les chefs d'entreprise locaux. L'affaire démarre bien : une soixantaine de chômeurs sont en stage de pré-embauche dans l'imprimerie et le bâtiment.

Le pari est difficile. Mais Roubaix n'a pas le choix. Ses « pauvres », qu'ils soient du quart-monde ou immigrés fraîchement naturalisés, ne partiront pas, n'en déplaise aux supporters du Front national, la deuxième force politique locale. Qui demain habitera ce quartier ? Une population faite comme ailleurs de salariés et de chômeurs temporaires ou seulement des laissés-pour-compte chroniques ? Il faut faire vite.

Mais encore faut-il avoir les moyens de cette politique. Chaque logement « libéré » de l'insalubrité coûte 42 500 F. L'Etat finance 80 % du déficit de la résorption, et la municipalité les 20 % restants. Les implantations d'usines nouvelles sont difficiles : le mètre carré coûte à Roubaix 10 000 F, et 1 000 F en zone rurale. Taxes d'habitation et professionnelles sont insuffisantes ; il faudrait davantage de subventions.

Car Roubaix a aussi ses grands projets : construire pour changer son image et attirer d'autres gens. « On peut être grand et pauvre. On a la rage d'en sortir », lance André Dilligent, le maire de la ville.

DANIELE ROUARD.



Conseil Régional  
Nord-Pas de Calais

## Agence Régionale de Développement

- Aide à la création d'entreprises
- Innovation technologique
- Développement international
- Analyse de projets d'implantation
- Soutien des PME/ME
- Conseils aux entreprises

## ENTREPRENEZ AVEC LE NORD-PAS DE CALAIS

185, boulevard de la Liberté

59800 LILLE

Tél. : (20) 30-82-81 - Téléc. 120.647

## Garder ses jeunes

Comment éviter l'exil des étudiants

DEUX couleurs. Comme dans un livre cher aux années lycéennes. Le noir est là, il représente le passé, des industries anciennes, des terrils, des corons. L'avenir, il est jaune, cette couleur que la région a choisie pour marquer son image. Pour chasser l'une et imposer l'autre, le conseil régional bataille ferme. Depuis une dizaine d'années, ses responsables tentent de renverser la logique qui voulait que les enfants du pays aillent sans grande formation rejoindre leurs parents à l'usine proche.

Déjà présent dans le cabinet de Pierre Mauroy depuis le début des années 70, Michel Delebarre est de ces hommes qui luttent pour chasser les images traditionnelles. Il connaît les handicaps des grands secteurs en difficulté comme le charbon, la sidérurgie ou le textile. Il sait surtout que de nombreux jeunes quittent le système scolaire sans diplôme ni qualification. « Le retard, il apparaît dans la modicité du nombre d'étudiants formés. Les comparaisons par rapport à d'autres régions de France ne sont pas flatteuses pour le Nord-Pas-de-Calais », explique-t-il.

Là encore, une image négative s'est imposée. Ou d'autres entassent les lauriers, la lanterne rouge est devenue symbole. Elle provoque la répulsion et pousse les enseignants à fuir ces terres de missions difficiles. L'exil des maîtres provoquant de nouveaux échecs dans le système scolaire, le cycle se perpétue.

Pour s'opposer à ce déclin en douceur, Michel Delebarre, comme des enseignants de son âge, tente de mettre fin à l'attraction parisienne. Ils sont plusieurs de cette génération de l'après-guerre à s'efforcer de fixer l'enseignement supérieur et la recherche dans les universités de la région. Fortement motivés, ils ont réussi à imposer leurs laboratoires, obtenant reconnaissances et labels du CNRS.

Au niveau des instances régionales, Michel Delebarre et ses amis n'ont pas trop cherché à savoir si la région possédait ou non une compétence dans ce domaine. Comme l'explique Jean Bellet, un jeune physicien, conseiller pour les problèmes de recherche, « il fallait imposer une volonté ». Dès avril 1984, en fixant dans les priorités du contrat plan Etat-région un volet recherche, innovation et développement technologique, le conseil régional affirmait sa détermination à aider les laboratoires.

Pionnier, le conseil régional l'avait été en inscrivant dans ses premiers budgets des crédits d'aide aux équipes de recherche implantées dans la région. De ponctuelle, l'intervention du conseil s'est petit à petit transformée en politique destinée à promouvoir l'avancement des connaissances comme la formation et les transferts de technologie. Le contrat quadriennal signé en 1984 prévoit le développement de grands organismes de recherche du type CNRS, INRA ou INSERM. Il organise aussi la création de pôles de recherche en micro-électronique, productique, biotechnologie et microbiologie.

## Mise à plat

Premier vice-président du conseil régional, chargé de la commission formation, l'ancien ministre du travail propose aux élus de réfléchir sur l'enseignement supérieur dans la région, sa localisation et son contenu. Là encore, il s'agit d'un sujet à la limite des compétences des instances régionales. Mais à Lille on s'estime suffisamment adulte pour « décider d'une réflexion politique ».

L'idée de Michel Delebarre est de « mettre à plat » toutes les formations supérieures existantes, d'effectuer en somme un vaste état des lieux. L'objectif demeure

toujours : trouver les meilleures façons de faire augmenter substantiellement le nombre d'étudiants. Dans l'entourage de l'ancien ministre, on ne cache pas qu'une telle réflexion puisse provoquer des conflits, des rivalités, des querelles. L'épisode de l'université de technologie est là pour le rappeler.

Dans les derniers mois du gouvernement socialiste, l'idée de créer en France plusieurs universités alliant recherche de haut niveau et formation dans des domaines spécifiques a pris corps. Des missions ont été confiées à quelques experts qui sont partis à la recherche de sites d'implantation idéale. Un peu prématurément, des responsables politiques ont annoncé des créations alors que les crédits destinés à ces opérations n'étaient pas prévus.

Chez les universitaires de Lille-I, on ne voyait pas d'un bon œil la mise en place d'une nouvelle structure qui risquait de se constituer au détriment de leurs laboratoires. Dans les écoles d'ingénieurs, on craignait que les établissements existants perdent leur identité.

Au conseil régional, les politiques ont senti ces réserves. Aujourd'hui, ils cherchent surtout à ménager les susceptibilités et à éviter que les rivalités entre universités et écoles ne prennent trop d'importance. Pourtant Michel Delebarre persiste dans son idée de réunir tous les partenaires. Un optimisme jamais démenti pousse ce farouche décentralisateur à impliquer la région dans de grands projets de formation. « Nous devons être le catalyseur des énergies qui se manifestent au niveau des entreprises et des enseignants-chercheurs », répète-t-il en multipliant les démarches pour obtenir la participation de l'Etat dans le financement de nouveaux centres de formation, que ce soit dans la région de Lille ou sur le littoral.

SERGE BOLLOCH.

## Universitaires-partenaires

Lille-I multiplie les liens avec l'industrie

Sur l'immense parc de la cité scientifique de Villeneuve-d'Ascq, les rideaux d'arbres isolent les bâtiments. Allongés sur les pelouses, des étudiants relisent avec angoisse des notes mal calligraphiées en attendant les dernières épreuves. Au-dessus des têtes, un doux chuintement, les rames du métro automatisé se croisent. Vision d'outre-Atlantique, l'université des sciences et techniques de Lille (USTL) ressemble aux campus américains, rappelle des scènes vues à Epoc. Certes, des bâtiments commencent déjà à souffrir de vétusté et la bibliothèque universitaire, toute ronde, est bien sombre, mais Jean Cortois, président de Lille-I, reste très fier de son établissement.

Il aime insister sur les efforts réalisés par ses personnels pour entretenir la cité et ses abords. « Malgré la faiblesse des effectifs, assure-t-il, nous essayons de rendre agréable l'environnement et simple la signalisation. » Tous les travaux effectués pour l'aménagement du campus visent à le rendre plus confortable pour ceux, étudiants et enseignants, qui le fréquentent quotidiennement, mais aussi à « ne pas dérouter les étrangers à l'université ». Les étrangers parmi lesquels Jean Cortois espère compter de plus en plus de responsables économiques, cadres d'entreprise et patrons de PMI de la région.

Des liens existent entre l'université et son environnement depuis des années. Des laboratoires travaillent en collaboration avec des entreprises régionales dans des domaines aussi divers que l'industrie textile ou les transports. Le rôle du laboratoire de radiopropagation et d'électronique, du professeur Robert Gabilard dans l'automatisation du métro de Lille est l'exemple souvent mis en avant, mais selon Jean Cortois, il faudrait aller plus loin et dépasser les quelques contrats existants pour « mobiliser toute l'université ».

Lille-I est riche de quelque mille cinq cents enseignants-chercheurs, regroupés dans soixante laboratoires dont vingt-quatre associés au CNRS. Les thèses en option « communication scientifique » sont nombreuses et devraient pouvoir offrir une gamme importante de travaux intéressants les entreprises. Selon le président, il n'existe pas de recherche technologique sans recherche fondamentale de haut niveau. Or le fondamental est, à son avis, bien représenté à Lille-I. D'où l'idée, il y a trois ou quatre ans, de « rassembler ce qui se fait dans les laboratoires pour mettre toutes les potentialités de l'université ».

Pour Jean Cortois, l'important est d'éviter la confusion entre l'aide aux entreprises et la recherche technologique. Il tente de bâtir ce qu'il appelle « un continuum », la recherche fondamentale favorisant la recherche technologique qui elle-même permet les transferts.

Jouer  
la « géométrie  
variable »

Enseignant d'économie, chargé des problèmes de valorisation de la recherche auprès du président, Jean Bourgois explique que l'université dispose d'une « large palette de moyens ». Là encore pas de structure lourde ou obligatoire, mais des formes variées de coopération établies en accord avec les laboratoires. Les plus simples et les plus anciennes sont les contrats de recherche, collaborations bilatérales entre une équipe et une administration, une entreprise nationale ou une PME. A côté, les structures de coordination à « géométrie variable » permettent à Lille de s'associer sur un programme comme la micro-électronique, la productique ou l'instrumentation, aux entreprises et aux collectivités locales. Les

groupements du genre de celui sur la recherche dans les transports (GRRIT) rassemblent un ou plusieurs laboratoires et des industriels pour coordonner recherche appliquée et transfert.

« Dans les entreprises de la région on n'avait pas pris l'habitude d'intégrer de la matière grise », explique Jean Cortois, en soulignant que les actions menées par son établissement visent à sensibiliser les industriels à l'importance et à l'utilité de la recherche. Les ateliers-services de l'université, par exemple, mis en place dans les domaines de la micro-informatique industrielle, où des mesures ont toujours vocation de promouvoir des applications novatrices ou de mettre à disposition des entreprises des appareils performants.

Satisfaits des premiers échanges, les universitaires lillois multiplient les possibilités de contact avec le monde économique. Jean Bourgois évoque les journées portes ouvertes organisées par le secteur industriel qui offrent à un petit nombre d'industriels la possibilité de visiter des laboratoires et de rencontrer des chercheurs. « Nous allons poursuivre cette démarche l'an prochain en nous appuyant sur les chambres de commerce et d'industrie et les organismes patronaux pour qu'ils choisissent eux-mêmes les industriels intéressés ».

Fort de son potentiel de recherche et avec l'aide des instances régionales, l'université de Lille-I souhaite devenir « un partenaire essentiel » pour les entreprises de la région. Le président envisage aussi de répondre positivement à des sociétés en quête d'hébergement pour leur propre laboratoire. « Les 110 hectares du campus offrent encore de nombreuses possibilités », explique Jean Cortois, en décrivant les bénéfices d'une telle opération.

S. B.

## ESJ

## Moule à presse

« L'E journalisme ne s'enseigne pas, il s'apprend sur le tas. » Quand, en 1924, l'Ecole supérieure de journalisme de Lille ouvre ses portes, elle rencontre beaucoup de scepticisme dans la profession. Le lot de tous les novateurs. Soixante ans après, l'idée s'est pourtant imposée : de plus en plus de journalistes se forment dans des écoles. Et si l'ESJ a été beaucoup imitée, elle conserve, avec le Centre de formation des journalistes de Paris, la préférence des rédactions. Motif de ce succès, qu'elle considère volontiers comme un pied-de-nez au parisianisme : une formation professionnelle qui rend ses diplômés immédiatement opérationnels.

Comment s'y prendre pour entrer dans ce temple du prêt-à-porter journalistique, qui en 1986 a réuni le giron des facultés catholiques de Lille ? « Mieux vaut avoir une tête bien faite qu'une tête bien pleine », conseille chaque année le directeur de l'école, André Mouche, aux candidats du concours qui ignorent la maxime de Montaigne. Il est vrai que la sélection à l'entrée (550 candidats en 1986, pour 40 places), exclut d'office tout bachotage. Si une parfaite connaissance de l'actualité et de l'orthographe y est requise, on y teste surtout l'esprit de synthèse, les qualités de narration et bien sûr la motivation du candidat. Candidat qui, les années passant, se fait de plus en plus candidat : il y avait 60 % de filles dans la dernière promotion.

Une fois passé le cap du concours, l'élève est vite plongé dans la pratique quotidienne du métier, rythme compris : collecte et traitement de l'information, secrétariat de rédaction, travail sur dépêches, photographie, reportages radio et vidéo, présentation de journaux. L'ESJ

dispose d'un matériel quasi professionnel, dont peuvent aussi bénéficier, à l'occasion de stages de formation continue, les vrais journalistes : consoles de rédaction électronique, studios vidéo et radio, bancs de montage, caméras et magnétophones de reportage.

« Ces dernières années, l'école a fait des efforts très importants en matière d'audiovisuel, ce qui lui a créé une fausse réputation de spécialisation », déclare André Mouche. « Notre vocation est de former des journalistes polyvalents, pour la presse d'aujourd'hui et de demain. » Agence, presse écrite, radio ou télévision : l'étudiant bénéficie tout de même de deux modes d'expression à son entrée en seconde année. La matière lui est fournie par une métropole riche en événements politiques, économiques, culturels et sportifs. Ce qui n'empêchera pas un grand nombre de s'initier, lors du stage de fin de première année, aux charmes de la locale.

Les débouchés ? Dans une profession qui s'engorge, ils se font moins certains. Mais l'étudiant diplômé d'une école de journalisme dispose d'un atout incontestable. Curieusement la presse écrite absorbe encore la majorité des « Lillois » : 75 % contre 15 % à l'audiovisuel et 8 % aux agences. Initié aux techniques acquises à l'école, chacun retrouvera son style propre : il n'y a pas de look ESJ, comme il y a un look Sciences-po ou ESSEC. Le point commun des trente dernières promotions c'est Maurice Deleforge, directeur des études puis professeur de français, pointant un doigt interrogateur : « Tu piges ? »

ANNE LANCHON.

\* Ecole supérieure de journalisme de Lille, 50, rue Gauthier-de-Châtillon, 59046 Lille Cedex. Tél. : 20-54-48-21.

## La « catho » en renouveau

Une institution centenaire se modernise

Sur les registres, elle s'appelle la Fédération universitaire et polytechnique de Lille. Dans le cœur des Lillois, elle est restée la « catho », vieille et bonne fille plus que centenaire, label de compétence et d'éducation.

Le temps n'est plus, pourtant, où les grandes familles industrielles du Nord y envoyaient leurs enfants pour garantir la sécurité des successions et des beaux mariages. Autant qu'une université autonome, la catho entend être gérée aujourd'hui comme une entreprise moderne. Dans les appartements du recteur s'alignent les portraits des vénéralables prélats qui, depuis 1875, ont dirigé la maison. La nomination d'un recteur laïc, Michel Falise, en 1979, avait constitué une petite révolution. Des cinq grandes universités catholiques de France (Paris, Lyon, Lille, Angers et Toulouse), celle du boulevard Vauban est la seule à être présidée par un non-ecclésiastique, marié et père de six enfants.

Sans être un praticien de l'entreprise — il est docteur en droit et en sciences économiques — il a le profil du « manager » qui hante les grandes écoles d'ingénieurs, fleurons de la catho de Lille. Il apprécie les avantages de l'autonomie universitaire, tout en regrettant l'insuffisance des concours publics qui handicape, en particulier, les investissements immobiliers et la recherche fondamentale.

« Notre statut de privé ne fait pas de nous des marchands de soupe », dit le recteur Falise. La catho est une véritable université, assurés des formations initiales et continues, mais en même temps une entreprise soumise, sans recherche du profit, à des impératifs de rigueur et d'innovation. Consolider les acquis et rechercher des créneaux nouveaux : telles sont les deux idées-maîtresses d'un saine dynamisme universitaire. Les points forts traditionnels de Lille sont ses écoles

d'ingénieurs : HEI (Hautes études industrielles), avec ses 1 000 élèves (dont le cycle préparatoire) ; l'ISEN (Institut supérieur d'électronique du Nord), 600 étudiants, fondé par Norbert Segard, grande figure de la catho et de la région, disparu en 1981 alors qu'il était ministre de M. Giscard d'Estaing ; l'ICAM (Institut catholique des arts et métiers), 300 étudiants, etc. Plus de quarante pour cent des élèves ingénieurs de la région Nord-Pas-de-Calais sont formés dans ces établissements. Autre réservoir de cadres pour la région : les grandes écoles de commerce et de gestion comme l'EDHEC (Ecole des hautes études commerciales du Nord), qui compte plus de 500 élèves, ou l'IESEG (Institut d'économie scientifique et de gestion).

Ethique médicale  
et agro-alimentaire

Près de 10 000 étudiants — dont 500 étrangers (1), — 800 enseignants et chercheurs : dans cet ensemble de cinq facultés, 28 écoles ou instituts, le recteur agit souvent à la manière d'un chef d'orchestre. Les deux mots-clés de sa partition sont « interdisciplinarité » et « projet pédagogique ».

La catho de Lille entend devenir un pôle de la réflexion en matière d'éthique médicale. Une infrastructure existe : elle est la seule en France à avoir une faculté de médecine et un équipement hospitalier de sept cents lits. Elle rejoint la demande exprimée par une partie du corps médical souhaitant mener une réflexion à partir des dernières découvertes biotechniques. Déjà un centre d'éthique médicale, travaillant en particulier sur les questions de néonatalogie, réunit des biologistes, des médecins, des moralistes et des théologiens.

Autre exemple d'interdisciplinarité : la création il y a un an

d'une université « verte », associant les enseignants de l'Institut supérieur d'agriculture et des écoles économiques aux milieux professionnels de l'agro-alimentaire. Cette initiative rejoint l'autre vocation affirmée par la catho en faveur de la formation permanente pour un public en cours de carrière, comme pour des retraités ou des mères de famille. Un large éventail est offert, qui va de l'Ecole des grands parents — très demandée — à des cours de théologie pour des laïcs engagés dans l'Eglise.

L'accent est mis enfin sur la dimension sociale. Aux formations traditionnelles d'ingénieurs et de publicitaires, est venue se joindre plus récemment celle d'animateurs sociaux. Des stages ouvriers sont imposés aux élèves ingénieurs, et l'insistance est mise sur la formation aux responsabilités et la qualité des relations sociales dans l'entreprise. Dans les écoles de gestion, une réflexion éthique et critique est menée par rapport au monde des affaires et à la logique du profit.

On est là au cœur d'un projet pédagogique spécifique qui, dit Michel Falise, passe par « la proximité du terrain et des hommes, une motivation particulière du corps enseignant et une animation chrétienne affirmée, dans le cadre d'un fonctionnement autonome par rapport à l'appareil de l'Eglise ». Autant de facteurs qui font dire à une jeune femme ingénieure, fraîchement émoullée d'HEI : « Il y a quelques années, ça faisait ringard de dire qu'on allait à la catho. Aujourd'hui, le snobisme joue en sens inverse. »

HENRI TINCO.

(1) Président depuis 1980 de la Fédération internationale des universités catholiques (178 établissements), M. Falise a signé en 1985 quatre conventions avec l'université Saint-Joseph de Beyrouth et des établissements similaires de New-York, Rio-de-Janeiro et Shanghai.

INGÉNIEURS  
Ecoles

A côté des trois universités lilloises, des grandes écoles d'ingénieurs, aux statuts variés, existent aussi depuis de nombreuses années. « La région compte dix-huit écoles d'ingénieurs — dont quatorze dans la métropole — qui forment chaque année mille cinq cents ingénieurs, soit 10 % des diplômés délivrés », assure Guy Combet-Joly, directeur du Centre d'études supérieures industrielles, mais aussi président de l'ADEIR, une association qui regroupe depuis une douzaine d'années les responsables de ces écoles.

Dans cette instance, les directeurs réfléchissent aux formations initiales, mettent en place des sessions de formation continue et coordonnent leurs actions de recherche. De l'IDN à l'école des mines de Douai, en passant par l'ISEN ou l'école supérieure de chimie, on prépare des jeunes à assumer des responsabilités scientifiques et techniques dans l'économie et l'industrie.

Mais ces écoles jouent aussi un rôle important dans la région grâce aux liens qu'elles ont tissés — parfois depuis près d'un siècle — avec les entreprises locales. « Nous nous efforçons de répondre à la demande des industriels à la recherche de procédés nouveaux de fabrication, mais nous incitons également nos jeunes diplômés à s'orienter vers les PME-PMI », explique Guy Combet-Joly, en ajoutant qu'une aide financière de l'Etat et de la région facilite cette formule originale d'aide aux entreprises.

Ce supplément, dont la coordination a été assurée par Jacques-François Simon, a été réalisé par Jean-Louis Parrier. Prospection commerciale : Jacques Taillan.

20/06/1986



itaires-partenaires

# Ne m'appellez plus Nord

Jean-Jacques Descamps veut changer l'image du pays

**L**a région Nord-Pas-de-Calais doit elle changer de nom ? Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme et conseiller municipal de Lille, y est favorablement entendu. Pour donner, estime-t-il, une image plus chaleureuse et plus communautaire du pays de la ducasse. Cela dit, on ne devrait pas, selon lui, s'enfermer dans quelques bureaux de ministère, de préfecture ou de mairie pour trouver la nouvelle appellation aux papiers doux du Boulonnais, à la Côte d'Opale ou aux marais de Saint-Omer. Mais lancer un vaste débat au sein de la population, notamment chez les jeunes, pour donner un nom nouveau à ces vieilles terres des Flandres.

Cette proposition originale demanderait aux gens du Nord imagination et réflexion. « On peut compter sur ça », affirme Jean-Jacques Descamps, qui connaît bien son monde. La cinquantaine juste passée, le secrétaire d'Etat du gouvernement de Jacques Chirac est d'effet « nordiste » jusqu'au bout des ongles. Né à Lille, de parents lillois, il a fait, après des études chez les jésuites et un diplôme d'ingénieur civil des ponts et chaussées, toute sa carrière professionnelle sur les bords de la Delfe, dans l'entreprise textile familiale. Quelques infidélités, cependant, lors d'études su-

périeures à Versailles et un séjour en Algérie comme officier SAS (section administrative spéciale).

Bien vite, il retrouve sa région. Un peu molle à son goût. En 1964, il lance, avec des amis, l'Association pour le développement du Nord - pour titiller les notables, - qui deviendra le premier club Perspectives et Réalités créé en France.

## Moulins et planches à voile

Giscardien, bien sûr, Jean-Jacques Descamps l'est, sans l'ombre d'un doute. Ses états de service : président en 1967 des Républicains indépendants de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, directeur, en 1974, de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing dans le Nord... Et puis, lassé ou fatigué, notre homme prend du champ et s'adonne à son activité professionnelle. Arrive 1981. « On ne pouvait rester sans rien faire. » Alors Jean-Jacques Descamps reprend du service chez les Clubs Perspectives et Réalités. Cette fois, pour de bon. Il est élu en mars 1983 conseiller municipal de Lille et en mars 1986 député du Nord. Aujourd'hui il dit de Giscard :

« C'est le meilleur à apprécier la place de la France dans le monde. »

Juste après son élection à l'Assemblée nationale, on lui confia la responsabilité du tourisme. Le Nord - et son tourisme - figure naturellement en bonne place dans ses cartons. Il précise : « Le tourisme, chez nous, ce n'est pas seulement vendre la région à des visiteurs pour les loisirs, c'est aussi l'occasion de développer son image de marque. »

Le Nord possède, selon le secrétaire d'Etat, de solides atouts pour devenir une région touristique de haut niveau. Le littoral est un des mieux protégés et a su résister à la pression du béton, les canaux offrent de belles possibilités pour la balade à fleur d'eau, le patrimoine culturel et historique est riche, avec les vieux quartiers de Lille et de Douai, les villes fortifiées, les beffrois anciens, les moulins ranimés et les musées opulents, les plans d'eau du sud de la Thiérache pourraient également accueillir de nombreux visiteurs.

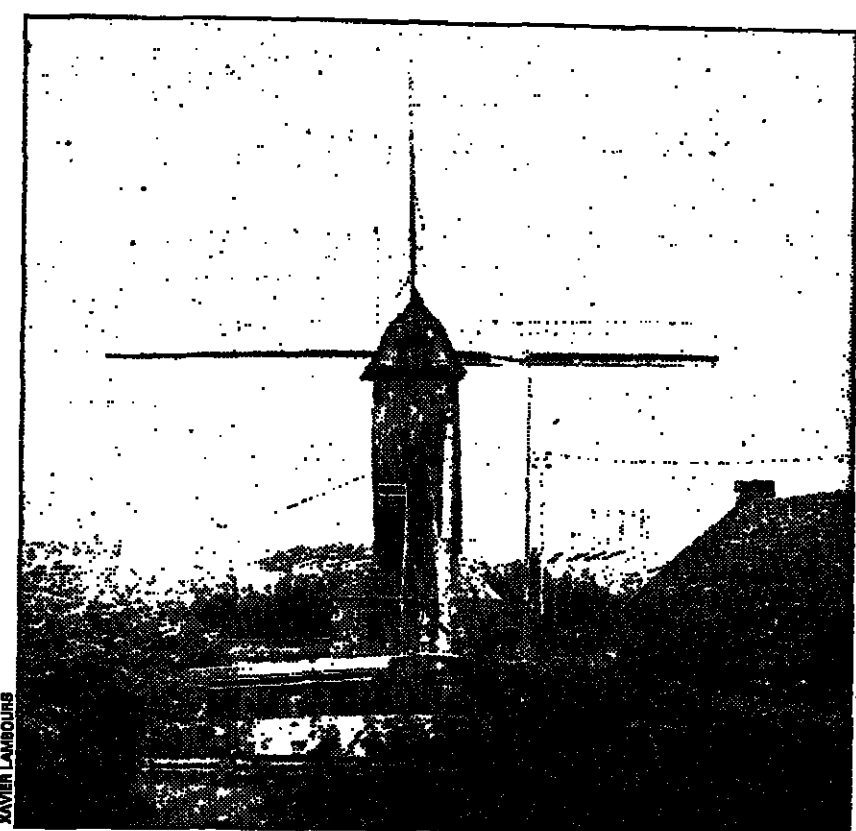
Jean-Jacques Descamps estime qu'à l'image de l'Ecosse la région doit développer la pratique de sports spécifiques comme le golf, la voile et la planche à voile. Il souhaite enfin créer un centre de promotion de la technologie présente et future du Nord. Le visiteur, entre deux courses de chars

à voile, pourra également voir ce qui fit la richesse industrielle dans le Nord au temps jadis.

Ce plan sera évidemment difficile à mettre en place si la desserte routière et ferroviaire de la région n'est pas améliorée. Au secrétariat d'Etat, on réplique que les aménagements prévus pour accueillir l'arrivée du tunnel sous la Manche vont dans ce sens.

Ainsi donc on veut relancer la machine touristique. « Le Nord n'a pas assez de réflexes pour s'ouvrir vers l'extérieur. Il a été trop habitué dans le passé à voir partir les gens, pas à les voir arriver », déclare Jean-Jacques Descamps. On veut et on peut renverser la vapeur. »

JEAN PERRIN.



XAVIER LANDROUS

## VITRINE

### Vu de Paris

« **Q**UAND on ne le connaît pas, le Nord c'est la pluie, ce sont les corons, les terrils ; quand on y a mis les pieds, c'est une région chaleureuse et dynamique. » Geneviève Piot-Coliche, directrice à Paris de la Maison du Nord-Pas-de-Calais, constate que l'on peut changer l'image d'une région, aider du moins à la changer. Le Festival de Lille, le VAL, le fameux VAL, l'aident beaucoup dans cette chasse aux clichés à laquelle depuis sept ans elle s'est consacrée. Mais, insiste-t-elle, rien ne vaut le contact direct avec le pays, avec les gens, ces gens du Nord pour lesquels « le temps est toujours à l'amitié ».

Geneviève Piot-Coliche. « Notre rôle c'est d'être un centre d'information à l'usage des touristes ou des hommes d'affaires, un centre d'exposition et un lieu de réunion pour les artistes ou les entreprises locales, un organisme de relations publiques pour tous ceux de chez nous qui veulent se faire connaître à Paris. »

Douze mille à quinze mille visiteurs franchissent chaque année, boulevard Haussmann, les portes du grand magasin décoré aux armes - le cœur frappé du beffroi - et aux couleurs de la région. Leurs demandes, leurs curiosités évoluent : un peu moins d'intérêt pour le passé du Nord, davantage pour son présent, son avenir.

Huit « hôtesses-informatrices » - Geneviève Piot-Coliche tient à l'appellation - s'efforcent d'ailleurs de les orienter dans ce sens. Cette notation encore : « Lille, sans conteste, par l'intérêt qu'on lui porte, est bien considérée comme la véritable capitale du Nord-Pas-de-Calais. »

J.-F. S.  
★ Maison de la région du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 47-70-59-62.

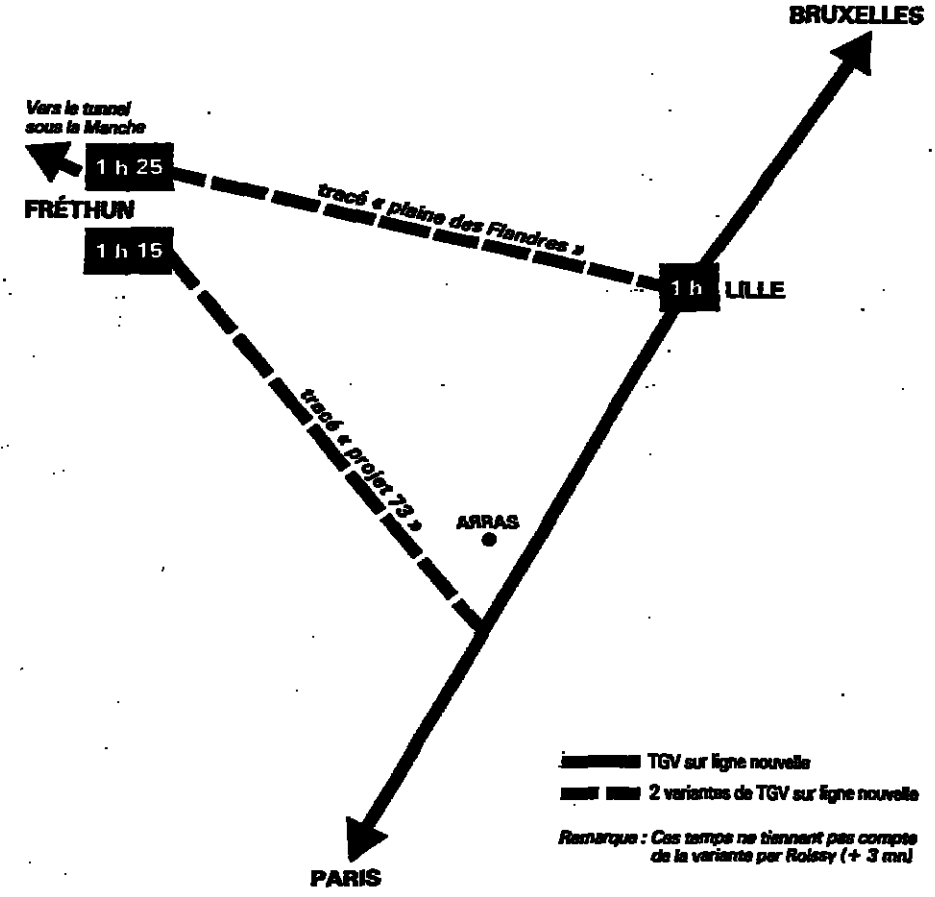
## VERS LE TUNNEL

### Le suspense du TGV

La desserte TGV de Lille et du tunnel sous la Manche fait l'objet d'un certain nombre de variantes. La première, dite « projet 73 », prévoit une ligne nouvelle qui quitterait l'axe Paris-Lille-Bruxelles au sud d'Arras et se dirigerait vers Fréthun, près de Calais, et vers le tunnel. La seconde variante, dite « plaine des Flandres », prévoit une ligne nouvelle qui quitterait l'axe Paris-Lille-Bruxelles à Seclin et contournerait Lille par le sud-ouest pour rejoindre Fréthun et le tunnel.

Les élus - notamment Pierre Mauroy - et les organismes socio-professionnels demandent que le tracé « plaine des Flandres » soit retenu, et que le TGV traverse l'agglomération lilloise avec un arrêt dans une gare mitoyenne de la gare actuelle. Le surcoût de ce projet par rapport à celui de la SNCF, qui ne souhaite pas faire pénétrer le TGV dans le cœur de l'agglomération, s'éleverait à 900 millions de francs, que les Lillois se déclarent prêts à prendre en charge au moins en partie.

Si Philippe Essig, président de la SNCF, parvient à faire financer en crédit-bail le TGV-Nord par une société financière capable de mélanger des subventions publiques et des fonds privés, on voit mal ce qui pourrait s'opposer aux vœux nordistes. La rentabilité de l'ouvrage n'en serait pas affectée.



## Goudron neuf

Les principales opérations routières réalisées ou engagées au cours du IX<sup>e</sup> Plan sont les suivantes : jonction à deux fois deux voies entre Boulogne et La Capelle (février 1986), déviation de Tatinghem (1988), aménagement de la RN 39 vers Le Touquet, Arras et Lille, achèvement de la route à deux fois deux voies au sud de Montreuil (février 1986), déviation de Saint-Pol-sur-Ternoise.

Le plan Transmanche, lui, a un triple objectif : assurer la circulation avec le tunnel, créer un axe nord-sud qui évite la région parisienne, et améliorer les liaisons des ports normands vers le Nord et le Nord-Est.

Les opérations qui seront réalisées au moment de la mise en service du tunnel (1992-1993) sont : l'aménagement de la RN 1 à deux fois deux voies entre Boulogne-Sud-Calais et Dunkerque, avec deux fois trois voies sur les rocades de Calais et de Dunkerque, l'achèvement de l'autoroute A 26 entre Calais et Nordaueque, les aménagements partiels à deux fois deux voies de la RN 1 du sud de Boulogne et Amiens, de la RN 28 entre Abbeville et Rouen, de la RN 29.

## VILLENEUVE D'ASCQ LE PARI DE LA RÉUSSITE

Née en 1970 de la fusion de trois villages traditionnels du Nord, enrichie ensuite par la construction, sur ses 2.800 hectares, d'une des neuf villes nouvelles françaises, Villeneuve d'Ascq est aujourd'hui, avec ses 65.000 habitants, le résultat de paris réussis et une somme d'atouts importants pour l'avenir du Nord.

Paris réussit la conjugaison d'un environnement agricole, d'architectures innovantes, de quartiers à taille humaine bien équipés et d'éléments urbains et ruraux plus anciens.

Paris réussit l'alliance de traditions préexistantes et d'habitants nouveaux unis dans la volonté de créer une nouvelle cité.

Paris réussit la complémentarité et la juxtaposition géographique d'activités économiques, de logements de tous types et d'unités d'enseignement et de recherche, tous intégrés dans le même tissu urbain.

Paris réussit, mais aussi volonté d'aller plus loin dans le développement économique pour concourir largement au renouveau du Nord.

Pour cela, Villeneuve d'Ascq dispose de tous les atouts :

- sa situation, au cœur du réseau autoroutier européen, relié à Lille, par le VAL, métro automatique, à 5 minutes de l'aéroport,

- sa population : ses 65.000 habitants, une moyenne d'âge de 27 ans, un niveau de formation sans comparaison dans la Région,

- son cadre de vie : des centaines d'hectares d'espaces verts ou agricoles, une chaîne de plans d'eau, une réserve ornithologique.

- ses équipements de loisirs : Musée d'Art Moderne, Stadium Nord Communau-

taire, Centre d'Action Culturelle, ses 8 salles de cinéma associées, une multitude d'équipements sportifs accueillant 14.000 licenciés de toutes les disciplines (golf, tennis, équitation, arts martiaux, planche à voile, squash, etc.).

- ses trois universités, ses écoles d'ingénieurs et ses instituts de formation spécialisée, ses 70 laboratoires de recherche pour la seule université des Sciences et Techniques de Lille (micro électronique, production, informatique, bio-technologie, génie biologique et médical, transports automatiques, énergie...), dont 25 associés au C.N.R.S., ses 1.500 chercheurs et ingénieurs,

- son tissu économique : 1.500 entreprises de toutes tailles, dont la tige fleur de l'informatic et de ses dérivés,

- un outil institutionnel, "VILLENEUVE D'ASCQ TECHNOPÔLE", créé à l'initiative de la Ville et de l'Université, et rassemblant dans une même structure la Ville, l'Université, le monde de la Recherche et le monde économique.

- une volonté politique, celle de la Municipalité de Gérard CAUDRON, qui, depuis 10 ans, a su affirmer Villeneuve d'Ascq comme un pôle essentiel de la Métropole et de la Région.

Hôtel de Ville de Villeneuve d'Ascq, pl. Salvador-Allende, Boîte postale 89.

59650 Villeneuve d'Ascq Cedex.

Tél. 20.91.35.16.

Informations touristiques

Maison de l'Accueil et du Tourisme, chaussée de l'Hôtel-de-Ville, Villeneuve d'Ascq.

Tél. 20.91.28.14.

GAUDRIOLE

## Braderie en folie

**T**ACITURNES les Lillois ? Les mythes ont décidé ment la peau dure. Les Lillois comme tous les gens du Nord aiment la fête, celle qui dure, qui enfle démesurément, débordant sur les trottoirs et les jettés dans la rue pour toute une nuit, ivres de musique, de bruit, de gaieté, et parfois de bière.

Mais les Lillois ont sur les autres nordistes un avantage incontesté : leur fête, la fête. Celle qui attire dans cette ville plus d'un million de personnes, le premier week-end de septembre, celle qui, boursoufflée, s'allonge sur 300 kilomètres, celle qu'on désigne chaque année en se demandant où sont les fêtes d'antan mais qu'on attend comme un enfant attend Noël.

C'est la braderie, l'unique, la folle. Côté histoire, elle date, dit-on, du XII<sup>e</sup> siècle. Les gens de maison étaient autorisés une nuit par an à vider les greniers de leurs maitres et à vendre ces « débris » sur les trottoirs. Côté chiffres, les tractations entre particuliers se montent à 20 milliards de centimes, et on y vend 300 000 portions de moules-frites (soit 400 tonnes de moules et autant de pommes de terre).

Côté ambiance, la braderie constitue un phénomène unique. Dès le jeudi, les bradeurs envahissent la ville, se disputant un bout de trottoir. Ils campent sur place pendant trois nuits, allongés dans le divan ou le fauteuil qu'ils mettront en vente au cours du week-end. Devant les restaurants du centre, on débarque par centaines les sacs de jute contenant les moules venues de Hollande. En

fin de braderie sera déclaré lequel s'élèvera le plus gros tas de coquilles vides. Déjà flotte dans l'air un parfum particulier, rebutant pour qui n'est pas Lillois de souche, grisant pour les vrais bradeurs.

Mais la fête, la vraie, commence le dimanche soir. Les rues du centre-ville interdites à la circulation s'empressent d'une foule d'acheteurs éventuels venus là pour voir autant que pour réaliser de possibles bonnes affaires. Le spectacle est poétique, insolite, dérangeant parfois. On troque, on achète tout et n'importe quoi. Un carrousel (authentique), des meubles, des livres, des vêtements, des trésors oubliés dans des greniers d'âges, infâmes rossignols que la braderie a sauvés de la poubelle...

Lampe-torche à la main, sac sur le dos (l'uniforme du bradeur), on fouille à même le trottoir parmi les cris et les rires. On mange aussi beaucoup. Les traditionnelles moules-frites, accompagnées de pain beurre et de bière mousseuse, mais aussi des merguez dont l'odeur âcre plane sur la fête et vous poursuit jusqu'au petit matin.

A côté de ce moment unique, les autres fêtes et carnavals que la municipalité, avec le relais des associations, s'efforce d'animer dans chaque quartier font pâle figure. Un seul événement fait exception, les fêtes de Lille au mois de juin, autre grand rendez-vous populaire qui connaît un regain de vitalité depuis le cinquantenaire du beffroi en 1981.

J. GOULLIART-STECHER.

## LA FRANCE DES RÉGIONS

Avec les résultats des élections régionales



UNE  
RADIOSCOPIE  
COMPLÈTE  
DES RÉGIONS

Les régions ont conquis aujourd'hui le droit d'exister. Elles ont chacune leur assemblée élue au suffrage universel, un exécutif, de nouveaux pouvoirs, des moyens financiers. La France centralisatrice est devenue multiple. Cette brochure spéciale du Monde fait le portrait de ses 26 régions de métropole et d'outre-mer et explique les enjeux politiques et économiques de la régionalisation.

Vingt-six partenaires à part entière.

Les résultats complets des élections régionales, le bureau du conseil, le portrait du président. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional.

L'idée de région en France et son avenir. Les positions des formations politiques. Les budgets et les pouvoirs des régions. La répartition des compétences entre l'Etat, la région, le département et la commune.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Pour voir et comprendre d'un seul coup d'œil les profils démographiques, économiques et culturels des régions françaises.

Les nouveaux provinciaux.

Région par région, les attitudes et les comportements socio-politiques des Français. Tous les résultats d'une grande enquête de l'Observatoire Inter-régional du Politique.

BROCHURE DE 112 PAGES

Chez votre marchand de journaux : 42 F  
ou par correspondance

« LA FRANCE DES RÉGIONS »

nom \_\_\_\_\_ prénom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

code postal \_\_\_\_\_ localité \_\_\_\_\_

nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ 47 F

(frais d'expédition inclus) = \_\_\_\_\_ F.

Commande à faire parvenir avec votre règlement

**Le Monde**

Service des ventes au numéro, 7, rue des Halles, 75447 Paris Cedex 09

## Très chère culture

La capitale peut-elle payer pour toute la région ?

Cette affaire qui risque de connaître un épilogue douloureux conduit aussi à s'interroger sur les capacités et les limites d'une ville comme Lille dans le domaine culturel. Naguère, l'Opéra du Nord a rassemblé pour quelques bonnes saisons les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing dans une trilogie lyrique qui peu à peu s'élevait au standing d'une métropole. Et puis tout s'est fracassé pour des raisons plus politiques que techniques ou financières.

Casadesus,  
Bourdier, Pilot...

Quoi qu'il en soit, Lille doit aujourd'hui comme hier faire front et tenter vaillamment de justifier son rang de capitale.

La politique de la ville, explique Monique Bouchez, adjointe aux affaires culturelles, peut se résumer en trois mots : accueil, décentralisation et pratique.

Accueil assurément puisque toutes les grandes entreprises

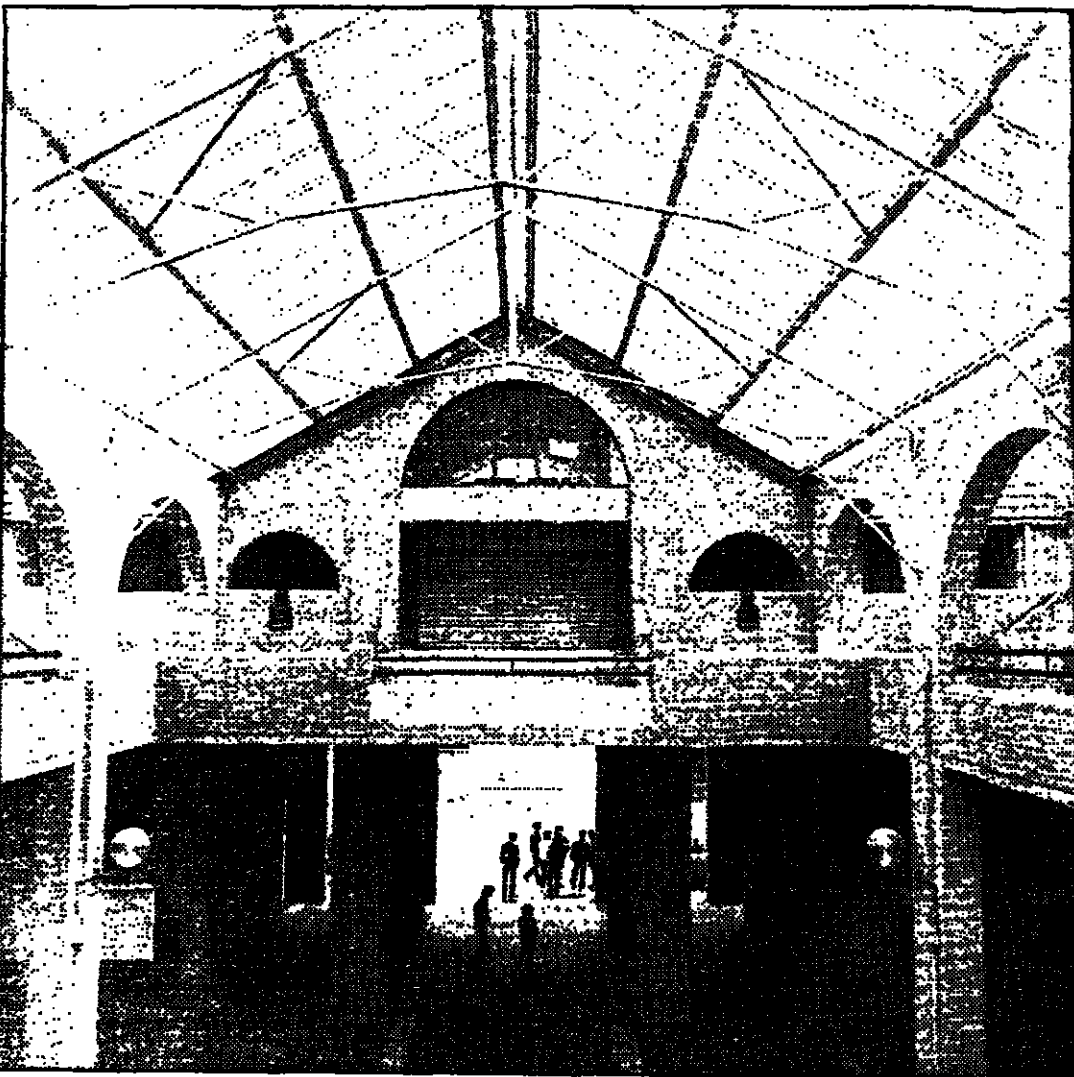
grand nombre. Beaucoup d'initiatives fleurissent : beaucoup d'artistes se manifestent. Toutes et tous ne peuvent pas toujours être pris en compte. Mais des exemples comme celui de l'équipe du Prato, qui dispose maintenant de son Théâtre de la Filature dans les locaux d'une usine rénovée témoignent d'une volonté d'engagement du mouvement artistique au-delà des petits cercles d'initia.

Cette politique évoquée ici à grands traits est cohérente. Elle se complète chaque automne du Festival de Lille, manifestation de qualité et de prestige, lancée par Maurice Fleuret il y a quinze ans, et dont Jackie Buffin maintient la renommée. Ce festival (4 millions de subventions, dont un quart à la charge de la ville), après bien des réajustements, cherche un nouveau souffle. N'empêche qu'on trouve tout à fait naturel que Lille se signale ainsi au palmarès de la culture...

Tout cela, et d'autres réalisations plus modestes, coûtent à la capitale des Flandres quelque 112 millions de francs sur un bud-

tion sur la seule ville de Lille... sinon par une véritable régression. Voici un autre exemple tout à fait éclairant : le conservatoire régional de musique, que dirige Philippe Lefebvre, accueille mille quatre cents élèves, dont cinq cents seulement sont Lillois. Cela n'empêche pas la municipalité de verser chaque année 24 millions pour le fonctionnement, la part de l'Etat étant de 2,5 millions ! Et dans la construction d'un beau conservatoire dans le Vieux Lille (45 millions travaux en cours) elle participera encore pour un tiers. La confusion est claire : Lille n'a pas ses capacités suffisantes pour mener la politique culturelle que l'on attend d'elle. Revenons à ce chiffre car il est trop connu : cent soixante dix mille habitants seulement dans une agglomération d'un million d'habitants et de plus de quatre-vingts communes, dont on rêve, dont certains rêvent peut-être encore, de faire une métropole.

Il faut bien déboucher sur une question toute simple : le Nord-Pas-de-Calais a-t-il, vent-il, une capitale régionale ? S oui, il faut



culturelles régionales ont droit de cité à Lille, même si elles n'ont pas toutes leur siège. La ville achète des spectacles et des concerts. L'Orchestre national de Lille, que dirige Jean-Claude Casadesus, y compte 4 000 abonnés et l'aide de la municipalité est de 450 000 F. De plus, celle-ci va aménager un espace pour les répétitions ; il en coûtera 7 millions de francs. Le Théâtre de la Salamandre, que dirige Gildas Bourdet, bénéficie d'une aide comparable, mais, plus encore, on veut lui offrir une nouvelle salle au cœur même de la ville, sur la Grand-Place (35 millions de francs de crédits dont un tiers couvert par la ville). Les travaux vont débuter... si Gildas Bourdet accepte de rester dans la région. Ce qu'il envisage, semble-t-il. La troupe pour enfants animée par René Pilot est encouragée de la même façon.

Décentralisation. Il s'agit là d'une démarche parallèle au mouvement général de l'administration lilloise à travers ses mairies de quartiers. Un seul conservatoire ne suffit pas, il faut aussi des écoles de musique de quartier accessibles facilement à tous les enfants. La musique, peut-être, pense-t-on, l'une des données de base d'une bonne pédagogie dans les quartiers populaires. Quatre écoles de ce genre fonctionnent déjà ; on en créera dix.

Quant à la pratique, elle est favorisée à travers le mouvement associatif, qui est aussi un levier nécessaire pour atteindre le plus

get de 980 millions, soit environ 13 % de ce budget, ce qui est considérable. On ne peut faire plus à l'évidence... Et ce n'est pas suffisant !

Alors il faut bien s'interroger à nouveau sur le sens et les limites de cette action culturelle. Trop souvent les dossiers sont réglés au cas par cas, selon la force des sollicitations ou de l'urgence des échéances. Les temps appellent sans doute une réflexion plus globale, ne serait-ce par exemple qu'à propos des lieux culturels.

Deux salles  
pour le lyrique

Peut-on dans une ville de cent soixante-dix mille habitants entretenir deux salles soi-disant consacrées au lyrique alors que les programmes d'opéra et d'opérette, en quantité s'entend, s'effiloient depuis une vingtaine d'années ? Comment régler le problème posé maintenant par l'Opéra si la structure même d'une machine trop lourde et inadaptée n'est pas mise en cause ? Comment occuper ces deux scènes... alors qu'une seule suffit au lyrique... ? Faut-il vraiment en construire une troisième dans les conditions prévues ? Au-delà de la quête des crédits, il y a sans aucun doute quelques révisions à engager ne serait-ce que pour utiliser plus judicieusement des équipements onéreux.

Mais il y a plus encore : le problème ne peut pas trouver de solu-

en tirer les conséquences à tous les niveaux. L'aide régionale sans perdre sa finalité (bien au contraire si on précise les objectifs pour les deux départements) doit favoriser le développement et le rayonnement de cette capitale. Les communes voisines (solidaires « imposées » mais qui n'ont pas de compétences culturelles) ne peuvent pratiquer éternellement le chacun pour soi sans jouer contre elles-mêmes. Il faut sortir d'un égoïsme communautaire qui a déjà fait tant de mal à la région. En tout cas, on ne peut demander à Lille, dans les conditions actuelles, de tenir seule son rôle de capitale. Et ce serait une grande faute que d'imaginer que tout appauvrissement de ce qui doit être le centre dynamique de la région ira sans dommage pour les autres cités.

Il faut donc en ce domaine une réflexion lilloise, mais qui dépasse Lille. L'expérience de l'Opéra du Nord enseigne qu'il est sans doute trop difficile de vouloir dégrader une action cohérente dans cette nébuleuse un peu mythique qu'est la métropole du Nord. Mais l'agglomération lilloise - cinq cent mille habitants - est plus directement concernée. Elle est sans doute le bon niveau pour poser les vraies questions sans pour autant bousculer trop la sacro-sainte autonomie communale. C'est là que se joue l'avenir de la capitale régionale et de la région tout entière.

GEORGES SUEUR.

d'attente po

musée du mépris

مكتبة من لاجل



## Salle d'attente pour le rock

Pas de lieu pour la musique d'aujourd'hui

L'été fait un froid de saison, ce soir-là à Lille et, du haut de sa blondeur ébouriffée, elle avait lancé à l'adresse du public : « Dites, c'est qui votre mère ? Vous devriez lui réclamer une salle. » Fausse candeur, vrais applaudissements. C'était à l'automne 1984, et France Gall « débranchait » alors joliment devant cinq à six milliers de jeunes, debout. Sa musique se perdait un peu dans le béton sale et les poutrelles rouillées du seul lieu de la ville susceptible d'accueillir une foule. Sorte de hangar d'un autre temps, planté dans l'enceinte de la Foire internationale de Lille, le légendaire « hall B », temple raté du rock.

Avant et après France Gall, Renaud, Lavilliers et la Corinne du (feu) Téléphone avaient de la même façon sonné l'alarme, histoire de rappeler à Pierre Mauroy ses plus récentes promesses électorales, notamment la proposition 155 de sa campagne municipale de 1983 : « Nous créerons à Lille un espace de cinq à six mille places pour les concerts destinés aux jeunes. » Les jeunes ont dû attendre l'automne suivant et Julien Clerc pour cavalier enfin une salle de spectacles (presque) digne de ce nom. Un vieux palais des sports, revu et corrigé, pour 10 millions à peine grâce à l'énergie d'un « tourneur » régional bien connu (Albert Warin), sous couvert de fonds privés mais avec la garantie de la ville.

On a failli alors l'appeler « Espace 155 ». On l'appelle Espace-Foire. L'acoustique est correcte, la jauge honnête, le lieu modulable. Entre-temps, Lille avait rêvé d'un Zenith. François Mitterrand lui-même y semblait favorable. « Trop cher (30 millions à l'époque), peut-être trop juste et pas assez polyvalent », avait-on estimé après réflexion. Domage !

### Chanter en ch'timi

Les stars du moment n'en ont pas moins retrouvé le chemin de Lille. Entre Paris, Bruxelles et Londres. Et même le regret de n'avoir pu accueillir — en leur temps de gloire — les Rolling Stones commence à s'estomper. Cette saison, entre autres têtes d'affiche, Sting et Sade, Elton John, Higelin ou Jean-Jacques Goldman ont quasiment fait le plein. Lille a, pour le rock, un public de capitale régionale.

Mais l'Espace-Foire ne « vaut », pour l'heure, que pour les grands. Et le rock du Nord, le tout-venant branché aux bourses plutôt plates, trépigne plus qu'à son tour de ne pouvoir se faire entendre, au moins « around the beffroi ». La relative réussite des Stocks (Christophe Marquilly et Arnaud Delbarre), désormais « sellés » dans l'écurie CBS, ne peut faire oublier ces pleines bras-

ses de formations régionales à l'inspiration plus ou moins éclairée. Du punk au funk en passant par l'incontournable rock'n'roll, elles rêvent d'une chance grandeur nature. Les plus courues ont des noms presque symboliques, Agence Tass (« Thriller à Lille »), Killer Ethyl (« J'attourne à l'abri-que »), Gambirris (« Existence ») ou Les Malades (« Rue des cœurs solitaires »).

Bénévolement « managées » par des associations — Mélinite ou Gédéon — ces formations rament à contre-courant, et voguent à la galère au vent assez mauvais d'un Nord trop oublié. Celles-ci chantent et jouent en français, voire en ch'timi, avec un certain talent. Un talent qui se réfugie dans les antiques salles des fêtes, conçues pour d'autres arts et toujours éparpillées. Le rock régional manque de toits, pas de bras.

Lille aura néanmoins encore cet été son festival rock. Des « rencontres » dites du treizième type, au bois de Bologne sur les berges de la Deûle (26, 27 et 28 juin). Un tremplin pour nombre de « rockreuteurs ». Un rendez-vous qui dépasse largement les frontières de la musique contemporaine et électrifiée, intégrant pélo-né arts plastiques, mode, bande dessinée ou vidéo. L'initiative des Rebelles au bois dormant est tout bonnement de créer le treizième Etat de la Communauté européenne, l'Etat de la création rock. Pas moins. Le Nord, encore, a de ces audaces.

GUY-PIERRE ELOIRE.

## Picasso en ville nouvelle

Les riches heures du Musée d'art moderne

EN 1979, Geneviève et Jean Masurel, collectionneurs lillois, faisaient à la communauté urbaine de Lille une importante donation de quelque deux cents peintures, dessins, gravures, sculptures de la première moitié du vingtième siècle. Ils y mettaient une condition : que dans les cinq ans un musée soit construit pour recevoir cette collection riche en œuvres signées Braque, Léger, Picasso, Modigliani, Miro.

Ce sera le Musée d'art moderne du Nord, inauguré fin 1983, construit en bordure d'un parc boisé, à Villeneuve-d'Ascq, grâce à un cofinancement de l'Etat (à un peu plus de 50 %), de la région et du département, la communauté urbaine prenant à sa charge la plus grande partie des frais de fonctionnement à venir.

C'est une réussite architecturale tout à fait digne de la collection qu'il abrite. Roland Simonnet, son architecte (qui est aussi l'auteur du musée archéologique de Nemours, en Seine-et-Marne, et des aménagements du musée Picasso à l'hôtel Salé), y donne un bel exemple d'adaptation de son style postmoderniste à l'environnement de la ville nouvelle. Le bâtiment, qui est en brique et verre, se développe de plain-pied sans effets ostentatoires, ni ce côté mausolée qui est trop souvent le parti pris des nouveaux musées d'art moderne qui ont fleuri ces derniers temps en Europe.

L'échelle à Villeneuve-d'Ascq reste humaine, et c'est bien. La distribution des volumes, qui bénéficient d'un espace peu

contraignant — le parc, — est nette, fermement soulignée, qui compose au mieux avec les perspectives propres à capter la lumière extérieure pour la redistribuer convenablement à l'intérieur. D'où notamment ces pans de verre obliques (qu'on ne voit d'ailleurs pas du dehors) qui coiffent les salles d'exposition, temporaires et la donation, au rez-de-chaussée : les réserves, les ateliers, les services (laboratoires, audiovisuels, etc.) ; à l'étage : les bureaux de la conservation, les archives, la documentation et la cafétéria agréablement ouverte sur une terrasse et le parc.

### Trop loin trop peu connu

La disposition intérieure est logique, souple, spacieuse. L'espace est chaleureux. Roland Simonnet a su ménager, comme à son habitude, des liaisons inattendues avec l'extérieur et jouer de même sur la transparence entre salles imbriquées les unes dans les autres.

Ce musée, où le visiteur se sent si bien, n'a peut-être pas pour autant toute l'audience qu'il mérite. Malgré ses fonds prestigieux, malgré un rythme intense d'expositions temporaires (dix-neuf, il est vrai d'inégale importance, en 1985) organisées par Pierre Chaigneau, le conservateur, pour relancer le public et le fidéliser.

La relative difficulté d'accès fournit une explication : le métro

ne va pas dans ce sens, et, sans voiture, depuis le centre-ville de Lille, il faut compter environ trois quarts d'heure pour y parvenir. De fait les visiteurs étrangers, les Belges, les Hollandais ou les Parisiens, qui décrochent de l'autoroute sont presque plus faciles à attirer que la population locale. Encore faut-il que leur soient proposées des manifestations d'envergure. D'où l'hommage à Miro présenté au début de cette année (le Monde du 25 janvier), une exposition locomotive d'ailleurs motivée par la présence dans la collection de six très bonnes œuvres de l'artiste catalan. Le résultat escompté a été obtenu : pendant les deux mois de l'exposition Miro, le musée a reçu quelque 41 000 visiteurs, soit près de la moitié de ce qu'il avait jusqu'à accueilli depuis son ouverture.

Mais ce genre de manifestation coûte cher (en frais d'assurances) — beaucoup plus cher qu'une exposition d'art actuel — et, de fait, la quasi-totalité du budget de fonctionnement de 1986 y est passée : 7 millions de francs, un budget qui, selon Pierre Chaigneau, ne permet pas de réaliser toutes les ambitions du musée ; notamment acheter assez d'œuvres d'artistes contemporains pour continuer dignement la collection qui, avec la donation, s'arrête en 1950. Il est vrai que, sans ces achats, le musée pourrait se figer autour de la donation. Ce serait dommage et sûrement pas dans l'esprit aventureux des collectionneurs qui sont à l'origine du beau musée de Villeneuve-d'Ascq.

GENEVIÈVE BREERETTE.

### INDIGNATION

## Le musée du mépris

La question du transfert à Lille des plans-reliefs paraît quitter actuellement le premier plan de l'actualité. À la phase de l'affrontement succède une guerre de position, le problème risquant de s'enliser dans le maquis de la procédure. Le moment est peut-être venu de décaler les enjeux essentiels de la controverse, que les passions partisans ont quelque peu occultées.

On peut s'étonner en effet que l'affaire ait été surtout présentée comme une querelle entre deux villes, sans que soit abordé le thème de la décentralisation et sans qu'on ait pris conscience, à Paris, de la dimension régionale des manifestations en faveur de l'installation à Lille du musée des plans-reliefs.

Paris a-t-il vocation à conserver la totalité du patrimoine artistique et culturel français ? Répondre par l'affirmative serait nier les diverses initiatives prises en faveur de la décentralisation, comme la création du Centre national de la bande dessinée à Angoulême, de l'Ecole nationale de la photographie à Arles, etc.

C'est dans cette optique que le comité de décentralisation adoptait le 8 novembre 1979 le principe du transfert en province des plans-reliefs. Objectera-t-on qu'il s'agit en l'occurrence d'un déménagement et non d'une création ? Mais peut-on sérieusement parler d'un musée à propos des combles des Invalides où la place manquait pour exposer la totalité d'une collection laissée de surcroît dans un état de complet abandon et exposée à l'humidité pendant de longues années ?

L'installation dans l'ancien hôpital général de Lille permet, au contraire, la création d'un véritable musée doté d'équipements adéquats pour la restauration et l'étude des maquettes. Leur retour à Paris ne serait pas seulement un camouflet infligé à la ville de Lille, ce serait la remise en cause de toute une politique de décentralisation culturelle, et les autres villes françaises qu'on tente de dresser contre Lille au nom de l'unité nationale devraient se sentir concernées.

Une fois admis le transfert en province, le choix de Lille s'impose. La carte de la répartition géographique des villes dotées de plans-reliefs montre à l'évidence qu'elle se trouve au cœur de la plus grande concen-

tration de villes fortifiées, du fameux « pré-carré » imaginé par Vauban, qui vécurent d'ailleurs par vingt ans à Lille où il dessina la plupart de ces citadelles. Sur les cent trois pièces de la collection, vingt-six intéressent le nord de la France, la Belgique, la Hollande et, si on compte les plans allemands, ceux d'Alsace, de Lorraine et du Luxembourg, on arrive à un total de trente-huit.

### Un défi à la décentralisation

On se trompe en parlant de « l'esprit de clocher » des Lillois. Comment comprendre que plus de quarante mille personnes se soient rendues aux deux « journées portes ouvertes » organisées par le comité de soutien afin d'apercevoir fugitivement une dizaine de maquettes dans leurs classes, que plus de cent mille signatures aient été apposées demandant leur maintien ? Cela fait décidément beaucoup de Lillois ! On a assisté en réalité à la prise de conscience d'une identité régionale, de l'appartenance à un ensemble dont le destin s'est joué si souvent sur les champs de bataille et qui a payé un lourd tribut aux guerres.

On comprend dès lors l'intérêt des habitants pour une collection qui puise ses origines dans les impératifs de la défense des frontières. L'histoire est d'ailleurs présente dans les paysages. Combien de villes ont gardé leurs remparts ou des vestiges de leurs fortifications ! L'importance du patrimoine archéologique et artistique du Nord est un titre supplémentaire à l'implantation du nouveau musée et elle explique la mobilisation de nombreuses associations culturelles de la région en faveur du maintien à Lille des maquettes des plans-reliefs.

Je voudrais espérer que les pouvoirs publics ne heurteront pas consciemment la sensibilité nordique par un rapatriement qui tournerait le dos à l'impulsion de la politique de décentralisation culturelle.

BERNARD MÉNAGER,  
professeur d'histoire  
contemporaine  
à l'université Lille III,  
directeur du centre d'histoire  
de la région du Nord  
et de l'Europe du Nord-Ouest.

## CREDIT SOFTMATIC

# POUR L'INFORMATIQUE, C'EST MAGIQUE!

Acquérir une machine, un immeuble, un terrain, c'est classique. Il vous suffit d'un crédit classique, ça se trouve.

Recruter l'homme qu'il vous faut, lancer une campagne de pub, acheter un brevet, entrer dans l'informatique, partir pour l'export, c'est exceptionnel.

C'est jouable, c'est l'avenir, l'avenir de votre entreprise. Mais là, les crédits traditionnels, ça ne marche plus...

C'est pourquoi SOFTMATIC a été conçu. SOFTMATIC vous permet de financer vos investissements en « matière grise », ces investissements dits « immatériels ».

Découvrez vite ce nouveau crédit qui parle sur votre avenir!

SOFTMATIC  
Le Crédit de l'Avenir.

BANQUE SCALBERT DUPONT

groupe Cic

# Les Nordistes jugent leur presse

Un sondage exclusif du « Monde »

LES lecteurs heureux n'ont pas d'histoire. A lire les résultats de l'enquête exclusive sur l'information dans le Nord que IPSOS a réalisée pour le Monde, les Nordistes sont en grande majorité satisfaits du pluralisme de l'information dont ils bénéficient. Mais ils ne mesurent pas leur bonheur : un sur cinq seulement est conscient que Lille est une des rares agglomérations de France à offrir encore à ses habitants le choix chaque matin entre quatre quotidiens de sensibilité différente.

La présence ici du groupe de Robert Hersant est à la fois si ancienne et vraisemblablement si discrète que la majorité du public, fût-elle de gauche, y est indifférente. Au pays de Pierre Mauroy, l'homme du Figaro, de France-Soir et d'une dizaine de quotidiens régionaux n'apparaît pas comme l'occupant de la presse que dénonçait en 1983 le premier ministre de l'époque.

L'enquête confirme le poids dans le département de la Voix du Nord, dont le contenu est bien apprécié alors que les autres quoti-

diens sont non seulement beaucoup moins lus mais beaucoup moins connus : près de deux Nordistes sur trois n'ont pas d'opinion sur ces journaux. Fréquence Nord, une des premières radios décentralisées de Radio-France, confirme son audience faisant jeu égal désormais avec Europe N° 1, assez loin encore il est vrai du leader RTL.

Quant à la télévision régionale, elle bénéficie d'une excellente réputation et, malgré la présence de quatre quotidiens, reste le premier vecteur d'information du public.

JEAN-MARIE DUPONT.

## 1. - Les journaux au crêble

QUESTION : « Avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des quotidiens suivants ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble (1)	Droite	Gauche
	%	%	%
<b>LA VOIX DU NORD :</b>			
- Bonne opinion	80	91	78
- Mauvaise opinion	6	4	9
- Ne se prononce pas	14	5	13
	100	100	100
<b>NORD-MATIN :</b>			
- Bonne opinion	32	33	42
- Mauvaise opinion	7	12	4
- Ne se prononce pas	61	55	54
	100	100	100
<b>NORD-ECLAIR :</b>			
- Bonne opinion	29	35	27
- Mauvaise opinion	9	13	11
- Ne se prononce pas	62	52	62
	100	100	100
<b>LIBERTÉ :</b>			
- Bonne opinion	22	11	38
- Mauvaise opinion	10	22	5
- Ne se prononce pas	68	67	57
	100	100	100

(1) La colonne « Ensemble » n'est pas la moyenne des deux colonnes droite et gauche, compte tenu du pourcentage des personnes ne s'étant pas prononcées à la question des préférences politiques.

## 2. - La région et la France

QUESTION : « D'après ce que vous savez, dans le Nord, y a-t-il plus, autant ou moins de quotidiens régionaux que dans d'autres régions de France ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- PLUS de quotidiens régionaux que dans d'autres régions de France	22	26	29
- AUTANT de quotidiens régionaux que dans d'autres régions de France	33	35	31
- MOINS de quotidiens régionaux que dans d'autres régions de France	15	14	18
- Ne se prononce pas	30	25	22
	100	100	100

## 3. - Le pluralisme

QUESTION : « Estimez-vous que le pluralisme de l'information, c'est-à-dire le fait qu'il y ait des journaux de sensibilités différentes, est bien ou mal respecté dans le Nord ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- Le pluralisme est bien respecté	61	65	66
- Le pluralisme est mal respecté	16	14	16
- Ne se prononce pas	23	21	18
	100	100	100

## 4. - Quelle couleur politique

QUESTION : « Pour chacun des journaux suivants, dites-moi où vous le classez sur une échelle politique allant de l'extrême gauche à l'extrême droite ? »

	Extrême gauche	Gauche	Centre	Droite	Extrême droite
<b>LIBERTÉ</b>	10 %	45 %	5 %	3 %	1 %
<b>NORD-ECLAIR</b>	-	13 %	22 %	14 %	1 %
<b>NORD-MATIN</b>	1 %	25 %	16 %	12 %	1 %
<b>LA VOIX DU NORD</b>	-	11 %	29 %	31 %	2 %

## 5. - Le phénomène Hersant

QUESTION : « Etes-vous favorable, hostile ou indifférent au fait que Robert Hersant soit propriétaire de Nord-Eclair et de Nord-Matin ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- Favorable	9	16	9
- Hostile	14	9	32
- Indifférent	63	67	49
- Ne se prononce pas	14	8	10
	100	100	100

## 6. - Un palmarès des radios

QUESTION : « Des différentes radios suivantes, quelles sont les deux que vous écoutez le plus souvent ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- RTL	56	60	59
- Europe 1	32	32	29
- Fréquence-Nord	32	27	33
- France-Inter	16	19	15
- FR 3/Nord-Pas-de-Calais	7	5	10
- Ne se prononce pas	12	13	7
	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

## 7. - La meilleure information

QUESTION : « A qui faites-vous le plus confiance pour vous informer de ce qui se passe dans la région du Nord ? »

	Préférences politiques		
	Ensemble	Droite	Gauche
	%	%	%
- A FR 3 télévision régionale	52	47	54
- Aux quotidiens régionaux comme la Voix du Nord, Nord-Eclair, Nord-Matin ou Liberté	28	40	24
- Aux radios locales comme Fréquence-Nord ou FR 3/Nord-Pas-de-Calais	14	10	16
- Ne se prononce pas	6	3	6
	100	100	100

Ce sondage a été réalisé par IPSOS pour le Monde. Cinq cents personnes âgées de dix-huit ans et plus, constituant un échantillon représentatif du département du Nord, ont été interrogées du 9 au 14 juin 1986.

## ÉTAT DES LIEUX

### La « Voix » et les autres

NUMÉRO deux au palmarès des quotidiens régionaux français, juste après Ouest-France (721 000 exemplaires), la Voix du Nord étend son empire sur les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne avec ses vingt-sept éditions et une diffusion de 374 273 exemplaires en 1984.

Le quotidien leader de la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing a été fondé en 1941 par le réseau de résistants La Voix du Nord. Au cœur d'un fief de la gauche, et face à deux quotidiens du groupe Hersant, les dirigeants de la Voix du Nord ont toujours revendiqué leur indépendance politique.

Depuis 1968, le journal est constitué en société anonyme et deux mille cinq cents actionnaires se partagent le capital, qui s'élève aujourd'hui à 3 millions de francs. Aucune participation n'existe, 0,6 %, mais René Decock, PDG depuis 1948, rassemble à chaque conseil d'administration la majorité des mandats sur son nom.

Fort d'une progression constante de ses ventes depuis 1981 (environ 1 % en plus chaque année), la Voix du Nord a investi 270 millions de francs dans la Pilaterie, sa nouvelle imprimerie, installée à Marquise-Baroeul en 1983. Cette modernisation a permis d'introduire l'offset et la quadrichromie et de modifier la présentation du journal.

La Voix du Nord a maintenant entrepris de se diversifier. Elle s'est dotée en 1984 d'une radio locale privée, RVN (Radio-Voix du Nord), et propose depuis six mois un service télématique, SVN (messageries, jeux, informations). La Voix des sports, publiée le lundi, atteint de son côté une diffusion de 100 000 exemplaires.

Les militants de la SFO ont sans doute cru à un mauvais rêve quand, en 1967, Robert Hersant a racheté Nord-Matin, le journal lancé par le comité clandestin d'action socialiste pendant la seconde guerre. Et à une drôle de plaisanterie quand Richard Mazaudet ne fera qu'un passage éclair à la rédaction en chef de Nord-Matin, Robert Hersant jugeant ses éditoriaux trop... giscardiens ! Car la rédaction du journal, dix-huit ans après, affiche toujours sa préférence pour le Parti socialiste sans être, selon elle, inquiétée le moins du monde par le patron du Figaro.

### Mesures draconiennes

Ses traces proviennent plutôt de la baisse des ventes du quotidien (de l'ordre de 3 % chaque année), malgré le passage à l'impression offset et à la couleur en 1980. Edité par Presse-Nord Société où la Socpresse est largement majoritaire, Nord-Matin a dû recourir plusieurs fois à des mesures draconiennes pour durer face à la puissante Voix du Nord : 9 éditions en 1986 contre 22 en 1967, 39 journalistes contre 125. Pourtant la diffusion a continué à chuter : 179 000 exemplaires en 1967, 92 237 en 1984.

Des accords techniques et commerciaux ont d'autre part été signés dès 1971 avec Nord-Eclair, qui diffuse sept éditions à Lille,

Villeneuve-d'Ascq, Roubaix, Tourcoing et sur la territoire francophone de la Belgique, tandis que Nord-Matin est essentiellement implanté dans l'ancienne région minière du Pas-de-Calais et autour de Douai. Nord-Eclair fournit au quotidien socialiste plusieurs pages, (sport, tiercé ou Bourse), mais le politique rédactionnelle de chaque publication demeure autonome.

Les deux titres n'ont pas les mêmes zones de diffusion et, donc, aucune raison de se déclarer la guerre. D'autant qu'en 1976, Nord-Eclair est tombé, à son tour, dans l'escarcelle de M. Hersant. Démocrate, d'inspiration chrétienne, ce journal dispose aujourd'hui d'une structure juridique originale qui, selon le rédacteur en chef, André Farine, garantit l'indépendance de la rédaction. Deux sociétés distinctes cohabitent à la tête de la publication : Nord-Eclair SA appartient à Robert Hersant et se charge de l'exploitation du journal, tandis que Nord-Eclair Editions SA est détenue par des personnes physiques (40 %), par l'Association des journalistes (25 %) et par le groupe Hersant (35 %), et a la responsabilité du contenu.

Le contrat, signé pour quinze ans et renouvelable tacitement, a permis à Nord-Eclair de se moderniser sans réduire ses effectifs. Il comporte aujourd'hui 242 employés dont 63 journalistes. Avec une diffusion de 73 798 exemplaires en 1984, Nord-Eclair maintient sensiblement son cap.

### La Croix hebdomadaire

Liberté, édité par la fédération régionale du Parti communiste français, arrose le Nord et le Pas-de-Calais. Sa diffusion officielle de 87 000 exemplaires en 1985 est généralement contestée et le titre se maintient non sans difficultés : en 1981, Liberté licencia un quart de son personnel (40 personnes) et unifia ses deux éditions locales. Un an après, le journal est mis en règlement judiciaire avant qu'un nouvel accord ne le ramène à flot.

En 1968, les actionnaires de la Croix du Nord avaient, pour leur part, choisi d'envoyer l'ennemi du titre en le transformant en publication hebdomadaire. Propriété des évêchés de Lille, d'Arras et de Cambrai depuis 1889, la Croix du Nord-Magazine a remanié sa structure et sa formule à la fin de l'an dernier. Le capital a été diminué de 1,5 MF à 550 000 F, ce qui a permis de couvrir le déficit des cinq derniers exercices. Les évêchés ont en même temps cédé leur majorité aux lecteurs et 332 actionnaires détiennent actuellement le capital de la Croix du Nord-Magazine. L'agence Havas a pris le contrôle de la publication et des annonces légales et la rédaction cherche à se renouveler. Sans caracoler au sommet des box-offices, la publication catholique nordiste amorces son redressement avec la diffusion de 15 500 exemplaires en 1984, et une augmentation des abonnements de 8 % depuis un an.

CATHERINE YOUNOUL

## ABONNEMENT D'ESSAI

1 MOIS : 100 F SEULEMENT

(Offre exceptionnelle réservée aux lecteurs de « LILLE AU FUTUR »)

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et recevoir le Monde pendant un mois.

Période choisie : du ..... au ..... 1986

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....  
.....

Localité ..... Code postal .....

Ci-joint, en règlement, un chèque de 100 F à l'ordre du Monde.

Le Monde chez vous, dans votre boîte aux lettres, tous les jours.

La certitude de pouvoir suivre toute l'actualité. L'assurance de ne manquer aucun numéro et de recevoir le Monde et tous ses suppléments (« le Monde de l'économie », « le Monde des sciences et de la médecine », « le Monde des arts et des spectacles », « le Monde des livres », « le Monde sans visa », « le Monde radio-télévision »).

Choisissez vous-même votre période d'abonnement et faites l'essai pendant un mois pour 100 F seulement. Remplissez le bulletin ci-contre et renvoyez-le nous en y joignant votre paiement. A l'issue de cet essai, vous resterez totalement libre de prolonger ou non votre abonnement.

**Le Monde**

155/10/86

SOL

ARVYS